
This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

Google™ books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



Galley
3597

Galero



**BIBLIOTHECA
REGIA
MONACENSIS**

HISTOIRE DE FRANCE.

R

Poissy. — Imp. d'Olivier-Fulgence.

HISTOIRE DE FRANCE

DEPUIS

LES ORIGINES GAULOISES JUSQU'A NOS JOURS,

PAR M. AMÉDÉE GABOURD.

SECONDE ÉDITION,

Revue et considérablement augmentée.

TOME DEUXIÈME.

PARIS.

WAILLE, LIBRAIRE-ÉDITEUR,

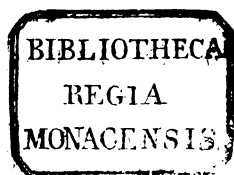
RUE CASSETTE, 8;

PERISSE FRÈRES, LIBRAIRES, RUE DU POT-DE-FER-S.-SULPICE, 8.

LYON.

PERISSE FRÈRES, IMP.-LIBRAIRES, GRAND'RUE MERCIÈRE, 33.

1845.



PRÉCIS

DE

L'HISTOIRE DE FRANCE.

SUITE DES ROIS CAPÉTIENS

ET DU GOUVERNEMENT FÉODAL.

LOUIS VI, DIT LE GROS.

(1108.)

Pour qui se rend bien compte de la valeur des faits historiques, la véritable monarchie française ne date que de Louis VI.

Dès l'âge de vingt-quatre ans, ce prince, qui fut d'abord surnommé *l'Éveillé*, et plus tard *le Gros*, à cause de sa corpulence, avait été associé au trône de son père ; il en avait trente lorsqu'il régna seul par la mort de ce dernier. Sa puissance était fort précaire, comme on l'a vu dans les chapitres qui précèdent. Pendant huit ans il lui fallut combattre sans relâche et employer toutes les forces de la couronne, quelquefois sans succès, pour réduire à l'obéissance les seigneurs de la banlieue de Paris. Il commença par citer en justice, à cause de ses brigandages, son propre frère Philippe, fils de Bertrade

et comte de Mantes; il l'attaqua ensuite et le dépouilla de ses domaines. Après cette expédition il fut forcé de faire la guerre aux seigneurs de Montmorency, qui venaient de piller les terres de l'abbaye de Saint-Denis, dont le roi de France était le vassal. Le seigneur du Puiset, château situé dans la Beauce, provoqua ensuite sa colère: le roi de France eut besoin de trois ans d'efforts pour réduire ce petit vassal. Il lui fallut successivement combattre les seigneurs de Corbeil, de Montlhéry, de Châteaufort et de Montfort-l'Amaury. Plus tard il se vit contraint de tourner ses forces contre Engherrand de Coucy et Thomas de Marne, dans une guerre dont la liberté d'Amiens fut le prétexte. C'est à cette époque que nous voyons ce roi légaliser, par la concession de certaines chartes, le soulèvement de plusieurs grandes communes. Nous avons vu que la - révolte des bourgeois avait de beaucoup précédé cette sanction royale, et que la couronne obéit plutôt à un instinct d'ambition qu'à un généreux élan, en affranchissant la classe moyenne dans un rayon voisin de Paris. Il s'agissait moins de régénérer le peuple que de créer un contre-poids à la féodalité. Toutefois, sans professer pour Louis-le-Gros une reconnaissance puérile et qui serait contraire à la vérité de l'histoire, il est honorable pour lui de constater que les premières chartes d'affranchissement, connues de nos jours, datent de son règne. Ce furent d'abord les villes d'Amiens (en 1113), de Saint-Riquier (en 1126), de Laon (en 1128), qui obtinrent de gré ou de force ces constitutions municipales qui les érigeaient en petites républiques. Plus tard, Noyon, Beauvais, Vézelay, Saint-Quentin, Soissons, Roye, conquièrent ou achetèrent à prix d'argent de semblables privilèges.

Ces luttes de Louis-le-Gros contre ses vassaux rebelles et la diversion opérée par l'émancipation communale n'avaient point empêché ce prince de faire la guerre à Henri I^{er}, roi d'Angleterre. Ce dernier avait dépouillé son frère Robert du duché de Normandie ; Guillaume Cliton, fils du malheureux Robert, se réfugia chez le roi de France et lui fit sans peine épouser sa querelle. La politique des Capétiens leur conseillait sans cesse de faire tous leurs efforts pour que la couronne de Normandie et celle d'Angleterre, quoique dévolues l'une et l'autre à la race de Guillaume-le-Conquérant, ne fussent pas réunies sur une même tête. Les deux rois se disputèrent la possession de Gisors, dont les Anglo-Normands s'étaient emparés au mépris des conventions, et d'où ils dominaient tout le Vexin. Une bataille fut livrée à Brenneville (1119), et les deux rois y combattirent en personne. Cette affaire, qui fut alors jugée fort importante, ne coûta la vie qu'à trois hommes. Grâce aux armures de fer et à la mollesse avec laquelle les divers vassaux servaient la cause de leurs suzerains, les guerres étaient alors fort peu sanglantes.

L'armée anglo-normande avait été victorieuse à Brenneville ; mais les communes du roi de France levèrent leur bannière, et, secondées par leurs évêques, envahirent à leur tour la Normandie. Louis était en outre aidé par les comtes d'Anjou et de Flandre, pendant que le roi Henri I^{er}, son rival, ralliait à sa cause Alain III (Allan), duc de Bretagne, et les troupes du comte de Champagne. Louis fut moins heureux contre le roi anglo-normand qu'il ne l'avait été dans ses premières entreprises. Les principaux vassaux qui le soutenaient se détachèrent de lui, et les Normands, qui avaient pris le parti de

Guillaume Cliton, furent obligés de se soumettre au roi d'Angleterre.

Les hostilités duraient encore, et prenaient de plus en plus un caractère d'animosité qui les eût fort envenimées, lorsque le pape Calixte II se fit médiateur de la paix entre les deux rois. Il vint en France et les réconcilia. Le roi d'Angleterre renouvela son hommage pour la Normandie ; les places prises sur lui, lui furent rendues. Les prisonniers faits de part et d'autre se virent délivrés, et Guillaume Cliton, évincé de ses domaines, se consola plus tard, lorsque l'appui du roi de France l'aida à se faire comte de Flandre.

Nous remarquerons, en passant, deux faits significatifs auxquels donna lieu cette querelle : ce fut d'abord l'empressement avec lequel les communes et les évêques servirent la cause de Louis-le-Gros contre les Normands, et ensuite l'intervention de la papauté dans les affaires les plus importantes des rois d'Angleterre et de France. En soutenant avec dévouement et énergie le parti de Louis-le-Gros, la bourgeoisie manifestait à la fois sa reconnaissance pour ce prince, et le rôle politique que la classe moyenne allait incessamment jouer dans notre histoire. Dès ce moment, les communes, nouvel élément social, ajoutaient une force de plus à la France militaire, un appui certain à la royauté chancelante. Mais ce n'est pas là la seule explication qui puisse être donnée à cette attitude des communes. L'esprit de nationalité gauloise se réveillait chez le peuple lorsqu'il était endormi chez les grands. Les rivalités de races s'effaçaient sans doute tous les jours entre les seigneurs normands et français élevés au même niveau féodal et ayant comme nobles des intérêts communs ; mais pour les classes roturières,

gardiennes plus jalouses des instincts populaires, les Normands étaient encore une nation étrangère, barbare, et à laquelle on ne pouvait pardonner un siècle entier d'affreux ravages. La haine de ces pirates se transmettait du père au fils, et toute guerre contre eux semblait nationale. Ce préjugé, si c'en était un, ne paraît point avoir été partagé par les évêques ; mais ces pasteurs de l'Église, appréciateurs plus intelligents de leur époque, comprenaient qu'au milieu de l'anarchie féodale l'Église ne pouvait trouver d'aide, humainement parlant, que dans un gouvernement fort, central et régulier. Les Capétiens, au milieu même de leurs égarements, avaient toujours manifesté du respect pour la religion. La première guerre soutenue par Louis-le-Gros avait été entreprise pour les intérêts d'une abbaye ; ce prince s'annonçait comme voulant rétablir l'ordre, réprimer le brigandage des seigneurs, et de sa part on n'avait à craindre aucune de ces luttes contre le père commun des fidèles, qui, dans la querelle des investitures d'évêchés *, avaient séparé les empereurs d'Allemagne de la chaire de saint Pierre. L'alliance des évêques avec la royauté de Louis-le-Gros s'explique donc naturellement ; nous la constatons ici en faisant observer que, de Clovis à Pepin et à Charlemagne, de Charlemagne à Louis-le-Gros (et dans la suite de cette histoire cette remarque se reproduira plus d'une fois), la royauté n'a pas trouvé dans ses embarras de force plus grande que l'appui et les sympathies de l'Église.

Quant à l'intervention du pape dans la lutte de deux rois d'Occident, elle donne lieu d'admirer la mission pacifique et sainte que remplissaient les vi-

* Voir à ce sujet ce qui a été dit au premier volume.

caires de Jésus-Christ : nous nous fatiguerions à signaler ce fait qui est attesté par chaque page des annales de l'Église ; aussi nous bornerons-nous à reconnaître que, non-seulement cette médiation des papes prenait son motif dans le caractère sacré de ces pontifes, mais encore qu'elle était une condition essentielle du droit public de l'époque.

Au moyen-âge, en effet, la hiérarchie féodale était la base de toute justice et de toute organisation politique ; et comme, dans l'opinion des souverains et des peuples, le pape l'emportait sur tous les autres hommes en sainteté et en dignité, les uns et les autres étaient tout naturellement disposés, particulièrement depuis la lutte de Grégoire VII contre l'empereur Henri IV, à accorder aux vicaires de Jésus-Christ la première place dans l'ordre des souverainetés non-seulement spirituelles, mais encore temporelles. De même que le serf relevait de son seigneur, le baron du comte, le comte du roi, les rois relevaient de Dieu ; or, lorsqu'ils venaient à être infidèles à ce redoutable suzerain, le droit féodal qui punissait les félons et les parjures leur était naturellement appliqué : Dieu les dépouillait de leurs fiefs comme eux-mêmes dépouillaient leurs vassaux rebelles. Cela ne soulevait aucune difficulté ; c'était la logique féodale dans sa simplicité la plus pure. Et comme Dieu n'intervenait point contre les rois en se manifestant d'une manière sensible aux hommes, c'était le pape, vicaire de Dieu, qui prononçait et faisait exécuter les jugements divins contre les princes révoltés. Telle était la règle politique de ce temps, et elle semblait d'autant plus simple, qu'il n'était encore venu dans l'esprit de personne de soutenir qu'il pût exister un pouvoir quelconque dont la source et le droit ne remontassent pas à Dieu.

Un grand nombre de souverains faisaient donc hommage de leurs propres États à la chaire de saint Pierre, et ceux qui ne se croyaient point obligés à cet acte de vassal, n'en reconnaissaient pas moins la suprématie du pape, soit en le prenant pour arbitre de leurs querelles, soit, en de graves circonstances, en le suppliant de bénir ou d'approuver leurs entreprises. C'est notamment ce que fit Guillaume-le-Bâtard avant de conquérir l'Angleterre, et nul, de son temps, ne s'avisa de contester la légitimité de droits sanctionnés par le chef visible de l'Église. Il faut, bon gré mal gré, se placer sur le terrain de ces faits et de ces idées lorsqu'on étudie consciencieusement l'histoire du moyen-âge.

Ces principes une fois bien établis, il est facile de rendre compte de l'intervention du pape Calixte II dans les guerres que soutenaient l'un contre l'autre Louis-le-Gros et Henri I^{er}. Toutefois, la paix que le pontife avait réussi à établir ne fut pas de longue durée. Quelques années s'étaient à peine écoulées, que le roi d'Angleterre détermina par ses intrigues son gendre Henri V, empereur d'Allemagne, excommunié au concile de Reims, à diriger contre le roi de France une armée considérable. Cette démonstration hostile de l'empereur prouva combien en vingt ans de règne Louis-le-Gros avait consolidé sa puissance et élevé la prépondérance de la couronne. Le roi en appela à ses vassaux et à ses communes, et la nationalité française fut émue jusqu'aux entrailles par la menace d'une invasion étrangère. De toutes parts les grands feudataires amenèrent leurs contingents de troupes; aucun n'écouta les conseils de la peur; les milices, en déployant leurs bannières, se rangèrent avec le roi et les grands sous l'oriflamme. C'était le drapeau

de Saint-Denis, dont la célèbre abbaye se félicitait de compter les rois de France au nombre de ses vassaux. Dans tous les dangers publics on déployait ce saint étendard, dont la seule vue encourageait les gens de guerre. En peu de temps plus de deux cent mille hommes se trouvèrent réunis autour de Louis-le-Gros, prêts à marcher contre l'ennemi commun, en poussant ce cri de bataille de nos rois : *Montjoie et Saint-Denis !* » Leur attitude épouvanta l'empereur, et la France ne fut point envahie (1124).

La Flandre fut alors le théâtre d'événements assez graves. Le comte Baudoin VII étant mort sans enfants, la souveraineté de ce pays fut disputée par deux compétiteurs, et leurs prétentions donnèrent lieu à des guerres civiles. La Flandre se reposait à peine de ces agitations, sous le règne de Charles-le-Bon, lorsqu'elle se vit désolée par une famine. Le comte Charles, pour soulager ses peuples, fit ouvrir de force les greniers du riche, et les grains qui s'y trouvaient furent vendus à bas prix. Cette mesure arbitraire, que les marchands avaient peut-être provoquée par de coupables spéculations, mécontenta vivement Bertholf Van der Strate, prévôt de Saint-Donat et chancelier de Flandre ; il manifesta son irritation par des menaces, et, pour l'en punir, ses maisons et celles de sa nombreuse famille furent rasées. Les Van der Strate, s'étant rassemblés au nombre de plus de cinq cents, massacrèrent Charles-le-Bon au pied des autels, et se mirent en défense dans le château de Bruges. Cet attentat fut cruellement puni. Louis-le-Gros entra en Flandre à la tête d'une armée et écrasa les rebelles ; cent onze membres de la famille des Van der Strate périrent dans d'épouvantables supplices. Ce fut

alors que, le trône de Flandre étant vacant, le roi de France y fit asseoir Guillaume Cliton, malheureux compétiteur déjà évincé du duché de Normandie. Les Flamands ne se soumirent pas facilement à ce nouveau maître, et le comte Guillaume eut à se défendre contre Thierry d'Alsace, que les mécontents avaient appelé à leur aide. Dans une affaire livrée sous les murs d'Alost, il eut la main percée d'une lance, et mourut des suites de sa blessure (1128). Sa mort laissa Thierry maître de la Flandre.

Louis-le-Gros ne troubla pas son pouvoir naissant. Le roi eut à soumettre quelques-uns de ses vassaux, et entre autres Etienne de Garlande, Amaury de Montfort, Thomas de Marne, sire de Coucy, et Thibaut, comte de Blois et de Champagne. Le roi d'Angleterre ne prit aucune part à ces querelles; privé de toute sa postérité masculine par un naufrage inattendu, ce prince ne songeait qu'à assurer la possession de ses Etats à sa fille Mathilde, qui, veuve de l'empereur Henri V, s'était remariée à Geoffroy Plantagenet, comte d'Anjou. Nous ne tarderons pas à voir un fils de Mathilde régner en Angleterre sous le nom de Henri II, et devenir la souche de la dynastie célèbre des Plantagenet.

Louis-le-Gros, selon l'usage des premiers Capétiens qui ne trouvaient pas le droit héréditaire assez affermi dans leur famille, fit sacrer de son vivant son fils Louis, dit le Jeune, par opposition avec son père. Il lui fit épouser Éléonore (Aliénor), fille de Guillaume X, duc d'Aquitaine, qui apporta en dot à son mari la Guienne, le Poitou, la Gascogne, la Biscaye, et plusieurs autres provinces situées entre les Pyrénées et la Loire.

Louis-le-Gros ne survécut pas longtemps à cette alliance; il mourut en 1137, à l'âge de soixante ans,

à la suite d'une maladie de langueur. Prince entreprenant, guerrier infatigable, s'il ne fut pas doué du génie qui fait les grands hommes, il eut du moins l'intelligence de comprendre mieux que ses pères quel devait être le véritable rôle d'un roi au milieu de la société féodale. Il avait trouvé la couronne avilie et méprisée, il la laissa respectée ; sous lui les grands feudataires cessèrent d'être les égaux ou les tuteurs des rois ; les communes entrevirent la liberté et le peuple l'ordre. Il est juste de remarquer que Louis-le-Gros ne doit pas avoir tout l'honneur de cette sage politique qui prévalut sous son règne ; il faut aussi en faire hommage aux conseils du célèbre Suger, abbé de Saint-Denis, qui de précepteur du roi était devenu son conseiller le plus intime.

SYNCHRONISMES.

1114. Fondation du monastère de Clairvaux par saint Bernard.

1119. Fondation de l'ordre des Templiers.

1120. Fondation de l'ordre des Prémontrés par saint Norbert.

La famille d'Henri I^{er}, roi d'Angleterre, périt dans un naufrage en vue de Harfleur.

Il est déclaré que les papes pourront être élus par le clergé sans le consentement ni la confirmation de l'empereur.

LOUIS VII, DIT LE JEUNE.

(1137).

Le nouveau roi était âgé de dix-huit ans ; les entreprises de son père avaient étendu son pouvoir ; son mariage avec Eléonore d'Aquitaine avait doublé le nombre de ses domaines ; l'abbé Suger, ministre habile et dévoué, l'aidait de ses conseils et de sa vaste expérience.

Les préludes de ce règne furent heureux. Le jeune roi commença par réprimer les brigandages de Gaucher, sire de Montjay, issu d'une branche cadette de la maison de Montmorency. Il étendit ensuite sa juridiction sur le pays d'Amiens et le comté d'Angoulême, porta la guerre dans les États du comte de Toulouse, et jugea avec autorité quelques différends qui s'étaient élevés entre les comtes de Limoges. Mais, sur ces entrefaites (1141), le royaume de France fut mis en interdit par le pape Innocent II, à l'occasion de la nomination de Pierre de la Châtre à l'archevêché de Bourges. Louis-le-Jeune refusait d'accéder à ce choix fait par le pape ; sa résistance appela sur lui les foudres de l'excommunication. Pendant trois ans le roi ne put entrer dans aucune ville, aucun château ou aucune bourgade, sans que le service divin y fût aussitôt suspendu.

Cependant une guerre éclata entre Louis VII et Thibault IV, comte de Blois et de Champagne, vassal du roi. Ce seigneur avait refusé de joindre ses troupes aux armées royales lors de l'expédition entreprise contre le comte de Toulouse ; il avait en outre offert un asile à l'archevêque Pierre de la Châtre. Louis-le-Jeune porta ses armes sur son

territoire (1141-1143) et obtint plusieurs avantages. Ayant mis le siège devant Vitry, il s'en rendit maître et livra aux flammes cette malheureuse ville. Treize cents habitants de tout âge et de tout sexe s'étaient réfugiés dans l'église ; ils furent enveloppés par l'incendie et périrent tous d'une manière effroyable. Le spectacle de leurs corps à demi consumés glaça d'épouvante le roi de France ; saisi de remords, il songea à faire pénitence et voulut avant tout se réconcilier avec le souverain pontife. Deux hommes dont la postérité a conservé le souvenir, l'illustre saint Bernard, abbé de Clairvaux, et Pierre-le-Vénérable, abbé de Cluny, s'entremirent pour obtenir son pardon, et réussirent à fléchir le pape.

Saint Bernard, dont je viens de prononcer le nom, est la plus grande figure historique que nous voyions se dessiner au douzième siècle. Aucun homme n'exerça plus que lui de l'influence sur les peuples contemporains, et il ne la dut qu'à l'éminence de sa sainteté et de ses talents. Né en Bourgogne d'une noble famille, il avait abandonné le monde pour embrasser, dans le monastère de Cîteaux, la règle austère de saint Benoît ; plus tard il fut établi abbé de la maison de Clairvaux, dans le même ordre. Cet humble solitaire voulut en vain ensevelir dans l'obscurité d'un pauvre cloître ses hautes vertus et la lumière de son génie ; Dieu, qui l'avait choisi pour être l'un de ses plus purs instruments, le fit briller au-dessus des hommes de son temps en lui accordant à la fois le don des miracles et l'intelligence qui domine les âmes. Les puissances de la terre reconnurent son empire, empire tout de charité, de piété et de sagesse. Ses conseils étaient reçus comme des ordres du ciel ; on avait recours à lui de toutes

les provinces, et son zèle l'obligeait de prendre part à toutes les affaires de l'Église. Cet homme extraordinaire, et prédestiné dès le sein de sa mère aux travaux de la prédication, savait surmonter la répugnance qu'il avait pour le siècle. Il passait, lorsqu'il en était besoin, de sa cellule dans les cours, et là, sans titre, sans caractère public, sans autre autorité que la renommée de ses vertus, il exerçait sur les rois, sur leurs ministres, sur les papes eux-mêmes un ascendant jusqu'à lui sans exemple. Ses sermons, chefs-d'œuvre de sentiment et de force, s'élevaient par l'éloquence au-dessus de tous les discours célèbres que nous a transmis l'antiquité grecque et latine.

Ce grand saint eut à lutter contre Pierre Abailard, esprit subtil et rhéteur adroit, qui, par la hardiesse de ses opinions novatrices et le charme tout particulier de sa parole, exerça de son côté une grande influence sur l'opinion de ce temps. Les leçons d'Abailard étaient suivies par une grande multitude d'hommes. La science, dont il faisait souvent un funeste emploi, lui avait acquis encore moins de popularité que la singularité des doctrines à l'aide desquelles il flattait cette masse toujours considérable que le frein blesse et que l'autorité fatigue. Les ressources de la dialectique lui étaient familières. Accusé par saint Bernard, et avec juste raison, d'avoir avancé des idées fausses et dangereuses sur le mystère de la sainte Trinité, il parut au concile de Sens pour y défendre ses opinions ; toutefois, se sentant condamné d'avance, il s'abstint de toute controverse et se borna à en appeler au pape. Comme il se rendait à Rome, il eut le bonheur de suivre les conseils de Pierre-le-Vénérable, et se renferma dans le monastère de Cluny ; c'est là qu'il mourut, après

avoir passé deux ans dans la retraite et dans la pénitence. Malheureusement les fausses doctrines qu'il avait prêchées trouvèrent dans son élève Arnould de Brescia un sectateur plus opiniâtre.

Saint Bernard crut devoir conseiller au roi Louis-le-Jeune d'entreprendre une nouvelle croisade, en expiation de l'incendie de Vitry. L'occasion semblait toute favorable ; les Infidèles venaient de s'emparer d'Édesse, et, après d'horribles massacres, menaçaient d'envahir toute la Palestine. Le roi de Jérusalem réclamait des secours. Le pape, ému des misères des catholiques d'Orient et des dangers que couraient Jérusalem, Tripoli, Antioche, exhorta les princes chrétiens à prendre les armes pour la délivrance de leurs frères. Une assemblée générale, qui rappelait sous quelques rapports les anciens Champs-de-Mars, fut convoquée à Vézelay, dans le diocèse de Nevers, pour les fêtes de Pâques de l'année 1146. Le roi Louis VII s'y trouva, et avec lui saint Bernard, que le pape avait chargé de prêcher la croisade. Ce saint, dont le corps toujours débile était alors plus affaibli que jamais par les austérités et les maladies, se sentit ranimé par une vigueur surnaturelle. Comme il parlait encore, l'immense assemblée, convoquée à ciel découvert et sur le penchant d'une colline, l'interrompit en criant : *La croix ! la croix !* Alors le roi et le saint distribuèrent plusieurs fardeaux de croix d'étoffe qu'ils avaient fait apporter, et n'en ayant point assez pour tout le monde, déchirèrent leurs habits pour en faire de nouvelles. Cette prise d'armes fut signalée par de nouveaux miracles. Quelque temps après saint Bernard prêcha la croisade en Allemagne et y fit naître un pareil enthousiasme. L'Europe entière semblait se lever debout et marcher sur l'Asie.

On prêta peu l'oreille aux conseils de Suger, qui s'opposait à la croisade en alléguant les motifs de la prudence, et l'année suivante (1147), le roi Louis-le-Jeune et l'empereur Conrad se mirent en route, l'un après l'autre, avec de puissantes armées, pour aller délivrer la Terre-Sainte. Mais cette expédition ne fut point heureuse ; les croisés tentèrent le ciel en négligeant les précautions les plus simples de la tactique et de la discipline ; ils commirent sur leur route de nombreux désordres qui inspirèrent de la crainte à Manuel Comnène, empereur de Constantinople ; ce prince résolut de trahir les armées chrétiennes pour en préserver ses États. Il leur donna des guides infidèles qui les conduisirent dans les déserts de l'Asie-Mineure, où elles furent presque entièrement détruites par les Musulmans. Les nombreuses troupes de Conrad, égarées dans les montagnes de la Lycaonie, y éprouvèrent d'affreux désastres, et ce ne fut qu'avec peine que Louis VII parvint à en recueillir les débris. Après cette jonction, ce prince marcha vers Éphèse. Il battit les Turcs au passage du Méandre, mais les Infidèles prirent leur revanche sur la montagne de Laodicée, où succomba la moitié de l'armée française. Cette malheureuse expédition fut terminée par le siège de Damas, devant laquelle les croisés échouèrent. Après ce nouveau revers, les deux souverains se virent hors d'état de tenir la campagne, et reprirent le chemin de l'Europe, ramenant à peine une poignée de leurs compagnons d'armes (1149).

Louis VII, pendant cette fatale guerre, fit preuve de peu de capacité comme général, mais son courage personnel éclata d'une manière remarquable. On le vit souvent combattre corps à corps les Infidèles et donner l'exemple du dévouement et de la pa-

tience. Lors de la déroute de Laodicée, il fut enveloppé par un corps assez considérable d'ennemis, et résista à toutes leurs attaques en s'élançant sur le tronc d'un arbre d'où il donnait la mort à quiconque tentait d'arriver jusqu'à lui. Ce dévouement chevaleresque ne compensa que médiocrement les pertes de la France. A son retour dans le pays, Louis-le-Jeune le trouva dans une situation assez florissante ; c'était le fruit de la sage administration de l'abbé Suger, que le roi, avant son départ, avait déclaré régent du royaume. Mais un événement dont les conséquences furent très-funestes à la France vint paralyser les conseils et les efforts de ce grand ministre. Louis VII avait à se plaindre des dérèglements de sa femme Eléonore d'Aquitaine ; il alléguait des motifs de parenté et obtint que son mariage fût cassé dans un concile provincial. La fière Eléonore, rendue à la liberté, reprit sa dot, c'est-à-dire les vastes contrées qu'elle avait apportées au roi son époux, et qui faisaient la principale force de la couronne. Sur ces entrefaites, le fils de Geoffroy Plantagenet, qui deux ans plus tard régna en Angleterre sous le nom de Henri II, se hâta d'épouser la princesse répudiée. Les conséquences de ce mariage furent très-graves ; il arriva que les rois d'Angleterre ne tardèrent pas à posséder en France la Normandie, le Maine, l'Anjou, la Touraine, le Poitou ; le Limousin, le duché de Gascogne et les comtés de Bordeaux et d'Agen. Dès lors leur puissance en France dépassa celle des Capétiens, et ces derniers furent en partie dépouillés de cette prépondérance que la politique de Louis-le-Gros et de Suger leur avait si péniblement obtenue. C'est ainsi que le divorce de Louis VII retarda pour longtemps encore l'unité monarchique et nationale de la France. Il

est juste de reconnaître que ce fut plutôt un malheur qu'une faute ; le principe d'honneur et le droit politique de la féodalité ne permettaient pas au roi de garder la dot d'Eléonore répudiée, et comme les idées qui dominent de nos jours n'avaient pu éclore dans les esprits de ce temps, on ne pensait pas alors que la royauté dût tendre à absorber l'un après l'autre les grands fiefs de la France ; la suzeraineté féodale semblait suffire à son éclat.

Les croisades étaient dans l'esprit du siècle : Suger entreprit d'en préparer une nouvelle dont il devait être le chef ; mais sa mort arrivée en 1151, arrêta ce projet peu digne de la circonspection du ministre. L'année suivante, le roi de France se ligua avec quelques vassaux contre Henri II, roi d'Angleterre. Les deux princes luttèrent ensemble pendant quelques années ; mais, bien que leurs querelles fussent, par intervalles, mêlées de traités de paix, on pouvait prévoir dès lors cette longue rivalité entre la France et l'Angleterre, rivalité qui, après des fleuves de sang répandu, n'est point encore entièrement éteinte.

Henri II eût été facilement vainqueur de Louis-le-Jeune, moins puissant que lui. Déjà il gouvernait la Flandre comme tuteur et gardien en l'absence du souverain. Il contraignit ensuite les comtes de Toulouse à lui rendre hommage, et réduisit à son obéissance le Berry, le Limousin, la Marche, l'Auvergne et le Quercy, de telle sorte qu'il en vint à posséder en France une étendue de territoire correspondant à quarante-sept de nos départements actuels, tandis que Louis VII en avait à peine vingt, en comptant ses domaines et ceux des grands vassaux de la couronne. La querelle de Henri II et de Thomas Becket paralysa cependant les entreprises

du roi d'Angleterre. Cette affaire est justement célèbre.

Henri II avait élevé à la dignité de chancelier Thomas Becket, déjà précepteur de son fils. Ce roi ne borna pas son estime à de telles faveurs ; bien que Becket, né d'un père saxon, appartenât à la race conquise, Henri lui offrit la première place de l'Église d'Angleterre, l'archevêché de Cantorbéry. En élevant un homme de sa cour à ce haut siège, dont le titulaire exerçait une sorte de juridiction sur tout le clergé du royaume, Henri ne chercha qu'à avoir sous la main un instrument de son orgueil et de son avarice. Ce prince trouvait son compte à de graves abus qui existaient alors en Angleterre, et grâce auxquels les biens, les revenus et les immunités de l'Église étaient envahis systématiquement par le roi et les principaux seigneurs. Cet état de choses provoquait de justes résistances, dont le pouvoir temporel s'accommodait mal. Henri II crut donc faire un acte de politique fort habile en plaçant à la tête du clergé un de ses courtisans, un de ses leudes. Thomas Becket trompa ce calcul. Contraint, malgré ses refus, d'accepter le siège de Cantorbéry, il débuta par résigner son titre de chancelier, et se mit en devoir de défendre les droits et les juridictions de l'Église contre les usurpations royales. Cette détermination inattendue souleva la colère du roi et des grands ; mais le nouvel archevêque résista avec un zèle intrépide. Alors, comme aujourd'hui, la cause de l'Église était, indépendamment de son caractère sacré, la cause de la civilisation, de la vertu et des opprimés. Pendant qu'Alexandre III, alors souverain pontife, luttait contre un anti-pape et contre l'empereur Frédéric Barberousse, conquérant de l'Italie, plus dangereux encore, le

saxon Becket, sans autre force que son droit, paralyisait les efforts du roi d'Angleterre. Il se vit abandonné de tous, même des évêques, qui, membres de l'aristocratie normande, préféraient servir le parti de la cour et abandonner les intérêts de l'Église, alors que ces intérêts étaient chers à la race saxonne, déshéritée et vaincue. Son courage et l'esprit de Dieu ne lui firent pas défaut ; il persévéra, au mépris des persécutions et des menaces ; Henri II, de son côté, n'épargna rien pour le réduire ; Thomas Becket fut contraint de se retirer en France, où le roi Louis VII lui prêta un concours plus sincère qu'efficace. Déjà le pape Alexandre III s'était réfugié à Sens ; ce fut toujours le privilège de notre pays de servir d'asile aux exilés, et particulièrement à ceux qui rendent témoignage pour la foi. Louis VII offrit, à plusieurs reprises, sa médiation, qui fut acceptée de part et d'autre ; mais Henri n'était point sincère, et les engagements qu'il prit ne pouvaient rassurer la conscience de l'archevêque de Cantorbéry. A la fin, ce dernier, ayant résolu de revoir à tout prix son Église et de la consoler par sa présence, osa débarquer en Angleterre. Il y était depuis trois mois, se confiant dans une réconciliation que le pape et le roi de France avaient ménagée, lorsque Henri II, qui ne subissait qu'avec peine sa présence, s'écria dans un transport de colère : « Eh »
« quoi ? un misérable qui a mangé mon pain foulera »
« aux pieds la royauté, et pas un des lâches que je »
« nourris n'aura le courage de me délivrer de ce pré- »
« tre ! » Ces menaces, que dans une autre occasion il avait déjà proférées, ne tombèrent pas en vain ; quatre chevaliers se crurent obligés, par les lois de l'honneur féodal, de venger la prétendue injure de leur suzerain. Ils se rendirent dans la cathédrale

de Cantorbéry et y massacrèrent Thomas Becket au pied des autels. Le sang du martyr, car l'Église, en l'élevant au rang des saints, nous a prescrit de lui donner ce nom, cria vers le ciel et fut exaucé. L'épouvantable assassinat répandit une profonde horreur dans tout le monde chrétien; le roi d'Angleterre lui-même fut saisi d'effroi et de remords. Il passa trois jours enfermé, refusant sa nourriture, protestant par serment qu'il n'avait point ordonné le meurtre de saint Thomas de Cantorbéry *. Il demanda ensuite à subir une pénitence aussi dure qu'humiliante; mais Dieu exerça longtemps sur lui sa colère par de terribles châtiments. Les princes ses fils se révoltèrent contre lui, comme lui-même s'était montré rebelle à la mère commune. De nombreux miracles opérés au tombeau de Becket manifestèrent d'ailleurs la sainteté de ce martyr, et sa mort eut pour résultat de faire triompher la cause pour laquelle il avait souffert (1170).

La famille de Henri II donnait au monde le spectacle de déchirements déplorables; ce malheureux roi trouvait la punition de son crime autour de lui et dans son cœur. L'ambitieuse Éléonore d'Aquitaine poussait elle-même ses quatre enfants à la rébellion contre leur père; ces derniers trouvaient un appui dans le roi de France: tant était forte, à cette époque, la puissance du lien féodal, que les fils de Henri II se croyaient affranchis de tout scrupule par la protection de Louis VII, leur seigneur suzerain et celui de leur père! Les obligations de la famille pâlissaient devant celles du vassal. Les guerres auxquelles ces révoltes donnèrent lieu entre la France et l'Angleterre ne furent interrompues que

* C'est sous ce nom que l'Église honore Becket.

par de très-courtes trêves. Cependant, vers l'an 1177, une paix de plus longue durée intervint par l'entremise du légat du pape. Deux ans plus tard Louis VII fit un pèlerinage au tombeau de saint Thomas de Cantorbéry, et il obtint, par l'intercession de ce saint, la guérison de son fils Philippe, alors dangereusement malade. A son retour, il fut frappé d'apoplexie à Saint-Denis, et mourut en 1180, laissant après lui la réputation d'un chevalier intrépide, d'un chrétien pieux, mais d'un roi sans portée politique.

SYNCHRONISMES.

1142. Commencement des factions qui, sous les noms de Gueltes et de Gibelins, désolèrent l'Allemagne et l'Italie.

1156. Fondation de l'université de Paris par Pierre Lombard.

1170. Pierre Valdo, riche bourgeois de Lyon, vend ses biens, les donne aux pauvres, traduit en langue vulgaire les saintes Écritures, et commence la secte des Vaudois.

1177. Le pape Alexandre III, au nom du concile de Latran, déclare que tous les chrétiens doivent être exempts de la servitude.

PHILIPPE II, SURNOMMÉ AUGUSTE.

(1180.)

Le nouveau règne, l'un des plus glorieux de la monarchie française, va rendre à la couronne le plus vif éclat dont elle aura brillé depuis Charlemagne jusqu'à saint Louis, au pays la force et l'unité que comportait la société féodale, à la nation cette gloire et cette prépondérance européenne dont trois siècles de luttes secondaires ou de misères publiques l'avaient pour ainsi dire déshéritée. Philippe II, qui tint de l'admiration de son siècle le surnom d'*Auguste**, était à peine âgé de quinze ans lorsqu'il succéda à son père. Le jeune prince, à son avènement, fut placé sous la tutelle du comte de Flandre, et sous la conduite de Clément de Metz, maréchal de France. En dépit d'une résistance armée que soulevèrent contre lui sa mère, Alix de Champagne, et les princes de cette maison, il épousa Isabelle de Hainaut, princesse issue du malheureux Charles de Lorraine, compétiteur de Hugues-Capet, et cette alliance remplaça, en quelque sorte, la race des Carlovingiens sur le trône (1182). Mais ce qui fut pour la monarchie capétienne un avantage plus considérable, c'est qu'Isabelle de Hainaut apporta à son époux la ville d'Amiens pour dot, et des droits qui assurèrent à Philippe la Flandre méridionale (l'Artois), le Valois et le Vermandois. Ces acquisitions successives donnèrent au royaume la ligne de la Somme pour barrière, et permirent dès lors à nos

* Ce surnom ne lui fut donné qu'après sa mort; on l'appela à sa naissance *Diculonné*.

rois de prendre la Normandie à revers. Dès ce moment l'influence anglaise pouvait être contrebalancée sur le continent.

Philippe-Auguste publia de sévères édits contre les Juifs; il les chassa de son royaume, confisqua leurs immeubles, et leur enjoignit de vendre leurs meubles dans un court délai. Ces mesures rigoureuses, qui n'obtinrent pas l'assentiment de tout le clergé, puisque plusieurs prélats intercédèrent en faveur des proscrits, furent provoquées par les nombreuses exactions que les Juifs exerçaient envers les chrétiens. Vers le même temps Philippe-Auguste établit des peines fort graves contre les blasphèmes et les hérésies que l'incurie de ses prédécesseurs avait multipliés, et il entreprit d'extirper de ses États ces deux fléaux qui attirent sur les peuples et sur les couronnes la colère du ciel.

La possession du Vermandois et des rives de la Somme n'avait point été acquise au roi sans une guerre contre le comte de Flandre. Cette expédition était à peine terminée que Philippe eut à réduire Hugues III, duc de Bourgogne, prince du sang royal, qui dépouillait le clergé de ses biens et rançonnait les voyageurs sur les routes. Il y parvint et rentra à Paris en triomphateur.

Mais ces révoltes successives des grands feudataires n'occupèrent point seules les armes du jeune roi. Les désordres et l'anarchie sociale, le manque de répression et de police, avaient donné naissance à plusieurs hordes de brigands populaires connus, les uns sous le nom de Brabançons, les autres sous ceux de Routiers et de Cottereaux. Ces troupes se répandaient dans les campagnes, pillant les églises, dévastant les châteaux, menaçant la propriété sous toutes les faces. Les milices des commu-

nes * réunies aux troupes royales taillèrent en pièces ces brigands. Les vagabonds, soupçonnés d'être leurs complices, et quinze cents femmes qui avaient fait partie de leurs bandes sacrilèges et dévastatrices, furent brûlés à petit feu. La justice humaine d'alors n'attribuait qu'à Dieu le droit de pardonner ; pour elle, elle aurait cru faire acte de félonie et de trahison en cessant d'être implacable.

Philippe-Auguste adopta la politique de son père à l'égard du roi d'Angleterre, et soutint dans leurs révoltes Henri-au-Court-Mantel, Geoffroy et Richard, fils de ce malheureux prince. Cette longue querelle, qui dura quinze ans, fut encore pour une partie des peuples de l'ancienne Gaule une question de nationalité, une lutte de races. Ces hommes du midi de la Loire, que les conquérants du Nord, malgré les siècles et l'organisation féodale plus puissante encore, n'avaient pu dépouiller de leurs instincts héréditaires et fondre dans la grande famille gallo-franque, étaient fort peu disposés à reconnaître patiemment la domination anglaise. Ils embrasèrent donc le parti des fils de Henri II, non par amour pour leurs personnes, mais parce qu'une des nécessités de la société d'alors forçait les peuples d'arborer le drapeau d'un prince ou d'un seigneur lorsqu'en réalité ils ne combattaient que pour leur propre querelle. Aussi la guerre, quoique mêlée de succès divers, se soutint-elle en Bretagne, en Poitou, en Périgord, en Guienne. Dans ce dernier pays elle trouvait un instrument énergique en Bertrand de Born, seigneur de Hautefort, troubadour et guerrier célèbre, qui, par ses poésies autant que

* Ces milices pouvaient être considérées comme une sorte de garde nationale.

par ses conseils, alimentait entre les fils de Henri II et leur père la haine fatale si favorable à l'esprit remuant des Bretons et des Aquitains. Les peuples prêtaient à ces excitations ardentes une oreille non moins avide que les princes ; et jusqu'au fond des monastères, les avantages qu'obtenaient ces derniers étaient salués avec une allégresse trop vive pour ne pas avoir un principe plus pur et plus noble que celui d'une rébellion de famille. « Réjouis-toi, pays » d'Aquitaine, s'écrie dans un élan national le pauvre religieux qui raconte la guerre de Richard ; » réjouis-toi, terre de Poitou ! car le sceptre du roi » du Nord s'éloigne. Grâce à l'orgueil de ce roi, la » trêve est enfin rompue entre les royaumes de » France et d'Angleterre ; l'Angleterre est désolée, » et la Normandie est en deuil. Nous verrons venir à nous le roi du Sud avec sa grande armée, » avec ses arcs et ses flèches. Malheur au roi du » Nord * !... » Mais ce qui, bien mieux que ces exclamations, atteste le caractère patriotique de cette guerre, c'est qu'elle continua même lorsque les fils de Henri II se réconcilièrent, par intervalle, avec leur père, et s'unirent à lui pour replacer les Aquitains sous le joug. Ceux-ci, une fois armés, combattaient les fils *du roi du Nord* comme le roi lui-même.

Henri au-Court-Mantel mourut près de Limoges, au fort de la guerre impie qu'il soutenait contre un père. Vainement, pendant sa vie, le droit féodal, abusivement interprété, avait-il paru légitimer sa rébellion ; quand vint la dernière heure, cette illusion se dissipa avec les autres. Le malheureux

* *Scriptor. rerum Franc.*, tome XII. — Histoire de la conquête d'Angleterre par les Normands.

jeune homme donna à ses derniers moments la marque extérieure d'un grand repentir, et voulut rendre le dernier soupir la corde au cou et couché sur la cendre (1183). Deux ans après, son frère Geoffroy, qui venait de se révolter une fois encore, mourut à la suite d'un tournoi. Richard ne se laissa point épouvanter par la justice de Dieu ainsi suspendue sur la race des Plantagenet, et trouva dans le roi de France un protecteur et un allié. Il ne craignit pas de faire hommage à Philippe-Auguste pour toutes les provinces que son père possédait sur le continent. A la faveur de ces querelles, le roi de France conquit sur son rival l'importante ville du Mans, celle de Tours et le château d'Amboise. Réduit au désespoir par la perte de tant de domaines et par tant de trahisons, Henri II sollicita la paix et l'obtint de Philippe-Auguste à force de concessions. Il voulut alors connaître ceux de ces vassaux qui l'avaient abandonné pour se rallier à son ennemi, et il vit en tête de la liste le nom de Jean, son quatrième fils, l'objet de ses principales affections. Ce dernier coup lui fut le plus sensible de tous, et quelque temps après il mourut de chagrin plutôt que de vieillesse, après avoir maudit ses deux fils rebelles (1189).

Cependant les malheurs des chrétiens d'Orient allaient, pour quelques années, donner une direction plus noble et plus digne au courage aventureux des princes et seigneurs de France et d'Angleterre. Saladin (Salah-Eddin), fils d'Ayoub, ayant usurpé le sceptre d'Egypte à la mort du sultan Nour-Eddin, dont il n'était que lieutenant, s'était successivement rendu maître de la Judée, et des villes importantes de Damas, d'Alep et de Diarbékir. Ce Sésostris du moyen-âge avait étendu son empire de Tripoli jusqu'au Tigre, et depuis la mer des Indes jusqu'aux

montagnes de l'Arménie. Tant de forces réunies dans une seule main ne permettaient plus aux chrétiens établis en Palestine de résister aux envahissements des Infidèles. Beaudoin IV, roi de Jérusalem, n'était capable, ni par ses talents, ni par ses ressources, d'arrêter le sultan. Ce dernier fut cependant surpris auprès d'Ascalon, et, bien qu'il eût sous ses ordres une armée nombreuse, il fut mis en pleine déroute par une poignée de chrétiens, faisant porter la vraie croix à leur avant-garde. Saladin, échappé à grand' peine à ce désastre, se vengea en faisant trancher la tête à ses prisonniers; puis, après ce honteux massacre, il se hâta de reprendre l'offensive. Guy de Lusignan, successeur de Beaudoin IV, essaya en vain de défendre Tibériade; Saladin emporta cette place d'assaut. L'armée chrétienne fit des efforts prodigieux pour la reprendre, mais ce fut en vain; trente mille de ses plus généreux soldats perdirent la vie, parmi lesquels beaucoup de chevaliers de Saint-Jean et du Temple. Mais une perte bien plus cruelle fut celle de la vraie croix, qui tomba au pouvoir des Musulmans. Saladin fit mettre à mort une partie des captifs, parmi lesquels l'intrépide Renaud de Châtillon. Cette terrible défaite fut suivie de la prise de Naplousa, de Jéricho, de Ptolémaïs (Saint-Jean d'Acre), de Césarée, de Jaffa, et de plusieurs autres places qui tombèrent au pouvoir des Infidèles. Ascalon se soumit après un siège mémorable, et Saladin parut devant Jérusalem. Comme il offrait à ses habitants des capitulations avantageuses, ces généreux chrétiens répondirent : « Nous ne pouvons abandonner la ville » où Dieu est mort, encore moins la vendre. » Ce dévouement fut inutile; Jérusalem fut de nouveau envahie par les Infidèles, quatre-vingt-huit ans

après avoir été conquise par les premiers croisés. La chute du royaume de Palestine épouvanta toute l'Europe, et le pape Urbain III mourut de douleur (1187).

Les chrétiens d'Occident ne se bornèrent pas à des larmes stériles ; ils résolurent d'un commun accord de venger leurs frères d'Orient, et une troisième croisade fut partout prêchée. Les papes Grégoire VIII et Clément III la proclamèrent. Philippe-Auguste et Henri II, qui vivait encore (1188), se croisèrent : ce dernier étant mort, Richard, dit Cœur-de-Lion, son fils et son successeur, imita son exemple. Quiconque ne prit pas parti à l'expédition fut obligé d'y contribuer en donnant le dixième de ses revenus, c'est ce qu'on appela la *dîme saladin*. Jamais mouvement plus unanime n'avait éclaté ; il n'était point national, mais chrétien *.

Les jalousies des rois devaient paralyser ce saint enthousiasme ; peut-être aussi que Dieu, qui avait transporté aux Gentils l'héritage de sa loi et

* La poésie elle-même seconda ce magnanime élan de l'Europe. Les troubadours et les trouvères ne firent point encore défaut, et l'on peut citer l'hymne suivant comme l'un des monuments de cette littérature guerrière et catholique. Nous traduisons d'après le texte latin :

« Le bois de la croix, signe du chef, est le drapeau de notre
» armée !

« Allons à Tyr, c'est le rivage où se rassemblent les braves ; que
» ce soit le but de ceux qui maintenant livrent tant de batailles
» pour acquérir par les armes une vaine gloire.

« Le bois de la croix, etc.

« A cette guerre sacrée appelons des hommes forts, et non ces
» efféminés qui soignent leurs corps à grands frais, et ne gagnent
» point Dieu à leur cause par des prières.

« Le bois de la croix, etc.

de ses sacrifices, ne voulait pas que l'ancienne Palestine fût deux fois le foyer de ses mystères et de ses miséricordes. Quoi qu'il en soit, l'empereur Frédéric *Barberousse* partit le premier pour la Terre-Sainte à la tête de cent mille guerriers allemands. Cette armée périt presque tout entière dès le début de la campagne, et le célèbre empereur mourut lui-même en Silicie. Son fils, Frédéric de Souabe, périt à son tour sous les murs de Ptolémaïs (Acre). De son côté le roi Philippe-Auguste aborda sur les côtes d'Asie à la tête des croisés français, et se joignit aux chrétiens qui, depuis deux ans, faisaient le siège de Ptolémaïs. Richard Cœur-de-Lion, retardé par la tempête, arriva ensuite, et sa présence hâta les travaux de l'armée. Les deux rois d'Occident et l'empereur d'Allemagne avaient pour allié le duc d'Autriche, Conrad, marquis de Tyr et de Montferrat, et plusieurs autres princes non moins illustres. Saladin et son frère Malek-Adhel opposaient à leurs efforts réunis une résistance non moins formidable. A la fin Ptolémaïs céda, mais cette

« La foi suffira au pauvre, s'il est fervent; que le souci de l'argent ne vous trouble pas : au défenseur de la croix il ne faut
» d'autre provision de route que le corps sacré de Jésus.

« Le bois de la croix, etc.

« Le Christ en se livrant au bourreau a prêté au pécheur; si tu
» refuses de mourir pour Jésus mort pour toi, tu ne payes point ta
» dette à Dieu.

« Le bois de la croix, etc.

« Écoute et suis mon conseil; prends la croix, fais ton vœu et
» dis : Je me recommande à celui qui est mort pour moi et qui a
» donné son corps et sa vie pour mon âme.

« Le bois de la croix, signe du chef, est le drapeau de notre
» armée. »

conquête fut le seul résultat de la croisade ; Jérusalem resta au pouvoir des infidèles. La division s'était mise entre les chefs de l'armée chrétienne, Richard, par sa hauteur, par son insupportable orgueil, et même par l'éclat brillant de ses exploits, avait soulevé l'inimitié de ses alliés. Le premier qui s'éloigna de lui fut Philippe-Auguste. Dangereusement malade et rebuté par le caractère de Richard, il revint en France, laissant toutefois un corps considérable au service des intérêts chrétiens (1191). Richard, demeuré presque seul, remporta, à la vue d'Artur, non loin de Césarée, une éclatante victoire sur le sultan ; mais cette journée glorieuse porta peu de fruits. Richard eut beau consumer ses forces en actions héroïques qui lui conquièrent l'admiration de l'Europe et de l'Asie, toute cette gloire fut stérile. Lassé de tant de fatigues, il quitta lui-même la Terre-Sainte ; mais à son retour, comme il traversait les terres du duc d'Autriche, son implacable ennemi *, il fut arrêté, fait prisonnier, et livré à l'empereur d'Allemagne, Henri VI, qui n'eut pas honte de le retenir captif durant près de quatorze mois (1193).

Pendant que Richard était retenu dans les prisons de l'empire, Philippe-Auguste attaqua la Normandie ; mais cette tentative ne fut point heureuse. Le courage des citoyens de Rouen rendit vaines les attaques du roi de France. Jean-sans-Terre, frère du prince captif, lui fut moins fidèle que ses sujets ; il s'entendit avec Philippe pour partager ses dépouilles. Mais Richard fut rendu à la liberté, et le roi de France écrivit à Jean : « Prenez garde à vous ;

* Dans un de ses accès de colère, Richard avait fait abattre et traîner dans la boue la bannière de ce prince.

« le lion est déchaîné. » Une guerre était inévitable; elle éclata entre Richard et Philippe. Ce dernier, dans ses revers comme dans ses succès, égala son rival par le courage, et le surpassa par la loyauté et la grandeur d'âme. Un jour qu'il se rendait de Mantes à Gisors, suivi de deux cents chevaux seulement, il se vit tout d'un coup surpris par Richard qu'accompagnaient quinze cents hommes d'élite. On lui conseilla de retourner en arrière : « Moi, s'écria Philippe-Auguste, que je recule devant mon vassal ! Jamais ! » Et il s'élança avec la rapidité de la foudre sur le corps d'armée de Richard, le mit en déroute, et atteignit Gisors après avoir ajouté une illustration nouvelle à sa gloire. Après une lutte de plusieurs années, mêlée de défaites et d'avantages, la paix intervint de nouveau entre les deux rois, et ce fut encore grâce aux invitations du souverain pontife, l'illustre Innocent III, qui envoya en France le cardinal Pierre de Capoue. On ne sait si cette trêve aurait été de longue durée, mais Richard périt l'année suivante (1199) en assiégeant le château de Chalus, près de Limoges.

Le royaume de France était alors mis en interdit. Après la mort d'Isabelle de Hainaut, Philippe-Auguste avait épousé Ingeburge, sœur de Canut VI, roi de Danemarck. La jeune princesse était âgée de dix-sept ans, belle, pieuse, pleine de vertus et de grâces; mais, dès le jour même de son mariage, elle inspira une aversion profonde à son royal époux, et celui-ci chercha à faire prononcer son divorce sous le prétexte imaginaire de parenté. Quand il eut obtenu cette décision de la faiblesse ou de la condescendance coupable d'une assemblée d'évêques, il éloigna de sa présence la malheureuse princesse.

Mais Ingeburge, abandonnée des hommes, ne trouva pas un refuge inutile dans le successeur de saint Pierre. Le pape Innocent III se fit rendre compte de l'affaire et cassa la décision des premiers juges ; il ordonna ensuite à Philippe de reprendre la reine légitime et de se séparer de Marie de Méran (Agnès de Méranie), que le roi avait épousée après son divorce. La résistance de Philippe motiva les peines ecclésiastiques dont fut frappé son royaume ; enfin ce prince reconnut ses torts et consentit à reprendre la triste Ingeburge.

Cette période ne fut pas brillante pour Philippe-Auguste ; une quatrième croisade eut lieu, et comme il était sous le poids des foudres de l'Église, il ne put y prendre part. Les seigneurs du nord de la France prirent la croix ; ce furent, entre autres, les comtes de Champagne, de Brienne, de Saint-Pol, de Boulogne ; d'Amiens, et avec eux les seigneurs de Dampierre, les Montmorency et Simon de Montfort, que nous verrons bientôt apparaître dans une autre guerre sainte. La quatrième croisade eut pour chefs principaux le comte de Flandre et Dandolo, vieillard octogénaire et aveugle, doge de la république de Venise. Ce petit État, qui jouait au moyen-âge le rôle de l'ancienne Carthage, avait fourni cinquante galères. La coopération de Venise, jalouse de l'empire grec, explique la résolution que prit une partie des croisés, malgré l'opposition du saint-siège, de commencer la guerre par Constantinople. Cette ville fut assiégée par terre et par mer, et le vieux Dandolo arbora le drapeau de Saint-Marc sur les tours de la métropole de l'Orient. Après quelques révolutions dynastiques, l'empire grec fut détruit et remplacé à Constantinople par un empire latin, dont Baudouin, comte de Flandre, fut proclamé

le chef. Ce nouvel État subsista près de cinquante-sept ans.

Pendant que les Français et les Vénitiens triomphaient à Constantinople, l'occident de l'Europe était troublé par la rivalité de Philippe-Auguste et du lâche Jean-sans-Terre, successeur de Richard. Le pape leur prescrivit de poser les armes, et ils obéirent ; mais leur soumission ne fut pas de longue durée. Jean-sans-Terre avait usurpé la couronne au détriment d'Arthur, fils de son frère Geoffroy, duc de Bretagne, et à peine âgé de treize ans (1200). Le Maine, la Touraine, l'Anjou armèrent pour la cause de ce jeune prince ; la Normandie, le Poitou et l'Aquitaine * prirent parti pour le roi Jean. Philippe-Auguste se trouva naturellement disposé à défendre les droits d'Arthur ; mais ce dernier fut fait prisonnier au siège de Mirebeau, et livré à Jean (1202). Le perfide ne se vit pas plus tôt maître de son neveu, que, ne trouvant personne qui osât servir sa vengeance, il le poignarda de sa main dans les prisons de Rouen, et précipita son cadavre dans la Seine **. Philippe-Auguste, par justice autant que par politique, se constitua le vengeur du crime. Invoqué par les Bretons, il cita Jean-sans-Terre devant la *cour des pairs de France*. Le roi d'Angleterre refusa de comparaître, et fut jugé comme traître et félon. L'arrêt le condamna en outre à perdre toutes les terres qu'il tenait en hommage. C'était le dépouiller d'un seul coup de toutes les provinces

* Il est superflu de rappeler que ces provinces étaient alors soumises à la couronne d'Angleterre.

** Ce crime n'eut pas de témoin ; il est loin de présenter un grand caractère de certitude historique. J'ai suivi la version la plus accréditée, celle que Philippe-Auguste eut soin d'adopter, parce qu'elle favorisait ses entreprises.

qu'il possédait en France. Philippe-Auguste se mit en devoir d'exécuter cette disposition si favorable à ses intérêts. Pendant que les Bretons, ses alliés, attaquaient la Normandie du côté du midi et et s'emparaient du Mont-Saint-Michel, d'Avranches et de Caen, il entra dans cette contrée par le nord, et soumit toutes les places qui baignent la Seine, parmi lesquelles la formidable citadelle de Château-Gaillard, dont le siège dura deux ans. La prise de ce fort détermina celle de Rouen et de plusieurs autres villes. Après avoir conquis la Normandie, le roi de France réunit à son royaume le Poitou, l'Anjou et la Touraine, et successivement le Maine et toutes les terres que Jean possédait au midi de la Loire, à l'exception de la Guienne qui resta anglaise. La Bretagne fut laissée à la jeune Alix, sœur d'Arthur, qui épousa Pierre de Dreux, prince capétien, et cette province reconnut la suzeraineté féodale de Philippe-Auguste. Jean-sans-Terre essaya de résister aux armes du roi de France, mais ses efforts furent rendus inutiles par son incapacité et ses désordres (1202-1206).

Philippe-Auguste, puissant à la guerre et déjà maître d'un territoire quatre fois plus étendu que celui qu'il tenait de ses pères, occupait les loisirs de la paix en fondant l'Université, ou du moins en régularisant cette institution qui fit de la France le foyer des sciences du moyen-âge. Il éleva ensuite la ville de Paris au rang de capitale, en entourant son enceinte, déjà considérable, d'une muraille protégée par des tours. Cette ville s'étendait alors, au nord de la Seine, du Louvre à la rue qui porte aujourd'hui le nom de rue des Fossés-Montmartre, et de cette rue à la place de Grève, en tournant par le quartier où les chevaliers du Temple avaient eu

un puissant monastère de leur ordre. Au sud de la rivière, la ville, qui prenait le nom de quartier de l'Université, ne commençait guère qu'au point où est aujourd'hui la Monnaie, pour s'étendre jusqu'au faubourg Saint-Victor, en passant par la Sorbonne et en coupant les rues Saint-Jacques et de la Harpe. Cet immense amas de petites maisons et d'églises monumentales était sillonné par des rues boueuses, dépourvu de marchés et de toute police. Philippe-Auguste fit paver plusieurs des grandes rues qui traversaient Paris en long et en large, construisit des halles, entoura de murs le cimetière des Innocents *, et fonda beaucoup de monuments utiles, parmi lesquels des hôpitaux, des léproseries, des édifices judiciaires. L'attention de ce prince portait à la fois sur les détails et sur l'ensemble de son gouvernement : réprimant les envahissements des seigneurs, contenant dans de justes bornes les juridictions ecclésiastiques, fortifiant le pouvoir royal par des institutions nouvelles, et favorisant les pas encore incertains de la littérature.

Mais si Philippe-Auguste fut le premier et le plus grand des hommes de France ses contemporains, un autre souverain, qui régna de son temps, s'éleva au-dessus de lui par ses lumières, ses vertus, et la haute influence qu'il exerça sur son siècle : je veux parler du pape Innocent III.

Ce pape, qui n'était âgé que de trente-sept ans lors de son avènement à la chaire pontificale (1198), est l'un des hommes qui ont le plus profondément remué le monde, et sa seule force fut l'autorité de la foi. Grégoire VII était mort à la tâche sans avoir pu accomplir jusqu'au bout l'œuvre de la

* Aujourd'hui le marché des Innocents.

prééminence universelle de la papauté, mort après s'être posé *comme un mur pour la maison du Seigneur* *, mort proscrit et en prononçant ces paroles sublimes qui résument toute sa vie : « J'ai aimé la justice et haï l'iniquité ; voilà pourquoi je meurs en exil. » Son héritage avait été dignement recueilli par Urbain II, plus tard par Alexandre III, après lui par plusieurs autres pontifes ; mais à Innocent III seul il appartenait de réaliser la pensée de l'austère Hildebrand **. Il comprit donc sa mission et sut la remplir sans se laisser rebuter par les obstacles, ou épouvanter par les colères humaines. Dieu le suscita au moment où l'Église, assiégée par l'islamisme en Asie et par les hérésies en Occident, avait le plus besoin de secours.

J'ai dit ailleurs que l'Orient avait versé sur le midi de l'Europe des torrents de sectaires dont les opinions se rattachaient à l'hérésie de Manès***. Vainement, sous Robert-le-Pieux, avait-on essayé d'étouffer les germes de sectes nouvelles par l'effrayant appareil des supplices ; la fermentation d'une société qui se réveille et se développe pour ainsi dire subitement, avait favorisé des idées et des entreprises audacieuses contre l'unité catholique. Parmi les apôtres des sectes qui se formaient de toutes parts, les uns, comme Arnauld de Brescia, Béranger, Pierre de Bruys, Pierre Valdo, combattaient la foi par des sophismes ou par des interprétations mensongères des textes sacrés, niant soit un dogme révéral, soit les sacrements, soit l'autorité pontificale ; les autres, saisis d'un délire insensé, tels qu'Éon de l'Étoile

* *Otton Frising Chronicon*, liv. VI.

** Autre nom de Grégoire VII.

*** Voir au règne de Philippe I^{er}.

et ses acolytes, imaginaient de grossières révélations, ou jouaient le rôle d'inspirés ; tous ensemble, quoique se haïssant ou se contredisant, s'unissaient en ce point seulement qu'ils voulaient tous se soustraire aux enseignements de l'Église et briser la pierre angulaire qui doit servir à jamais de base à la religion chrétienne. Un autre fait qui se reproduisait (comme cela a toujours été) dans ces hérésies multipliées, c'est que, soit ouvertement, soit, et c'était le cas ordinaire, sous le masque du rigorisme le plus affecté, elles donnaient un libre frein aux plus honteuses débauches, l'esprit de révolte et le désordre des mœurs présidant nécessairement à toutes les révoltes contre la foi.

Celles qui troublaient alors l'Église, soit en Hongrie, soit dans les pays de la langue d'Oc, admettaient, comme les anciens Perses, instruits par Zoroastre, et comme les mythologies indiennes, deux principes indépendants (Ormuz et Ahriman), éternellement en lutte et se partageant le monde, l'un le dieu du bien, l'autre le dieu du mal. Cette puissance attribuée à l'ange des ténèbres, qu'on égalait à Dieu, en lui reconnaissant un autre rôle, flatte trop l'orgueil de l'enfer pour ne pas être la base de l'erreur en matière religieuse, n'importe sous quelle forme elle s'annonce à l'homme. Cette doctrine ayant été appropriée, au ^{III}^e siècle, par un certain Manès, à quelques idées chrétiennes, il en fit une hérésie qui naturellement se propagea rapidement en Perse, puisqu'elle semblait un compromis entre la religion de Jésus et l'ancienne idolâtrie de ce peuple. Malgré les lois sévères des empereurs byzantins, le manichéisme se développa avec les siècles, quoiqu'il se transformât, en passant en Europe, en d'autres sectes, et parmi lesquelles les plus cé-

lèbres furent celles des Pauliciens et des Catharéens. Celles-ci mêlaient à leurs erreurs les abominations des gnostiques. Dans leur dualisme (on désigne ainsi l'adoption des deux principes), ils attribuaient au monde visible un autre auteur qu'au monde invisible. Parmi eux, les uns ne mangeaient point le corps des animaux terrestres ; les autres rejetaient le mariage, détruisant ainsi la famille, et conséquemment toute société humaine ; ils niaient la résurrection des corps et admettaient la transmigration des âmes. Je passe sous silence d'autres erreurs non moins graves, dont l'énumération serait trop longue. Je me bornerai à ajouter qu'une autre secte, renouvelée d'Arius, agissait de concert avec les Pauliciens et les Catharéens, et, sous le nom de Vaudois, levait dans les Alpes et le long du Rhône le drapeau hérétique que les Manichéens déployaient de la Hongrie aux Pyrénées.

La portion de l'Aquitaine à laquelle nous donnons le nom de Languedoc était le foyer principal de la secte manichéenne. Cette contrée, dont la population se composait des débris de toutes les races qui avaient dominé, envahi ou traversé la Gaule, par l'effet même de ces éléments divers, présentait moins d'unité, et dès lors moins de résistance au progrès des fausses croyances. Là aussi un esprit d'insubordination travaillait les peuples ; le relâchement et l'indifférence affaiblissaient la milice du clergé ; les plus honteux dérèglements disposaient les princes et les seigneurs à secouer le seul obstacle qui s'opposât à leurs crimes, la foi de l'Eglise. Aussi le Languedoc vit-il de bonne heure l'hérésie florissante et les autels du Dieu vivant livrés aux outrages et aux sacrilèges. Toulouse, Alby, Béziers, Carcassonne regorgeaient de sectaires, et

toute loi humaine et divine était foulée aux pieds.

Il était temps que le mal fût énergiquement arrêté. Le pape ne veillait pas en vain au salut du troupeau ; dans sa sollicitude, il prêcha une croisade contre les manichéens du midi de la France, qu'on appelait vulgairement les *Bons hommes*, mais plus généralement les *Albigéois*, parce que le diocèse d'Alby les comptait en plus grand nombre. « Quand le pape considérait qu'en peu de temps plus de mille villes avaient été infectées de l'hérésie, qu'elle avait été adoptée dans le midi de la France par presque toute la noblesse, que les plus grands seigneurs lui accordaient leur protection, qu'elle comptait des adeptes même parmi des abbés et des chanoines, qu'elle se propageait rapidement dans la Haute-Italie, où beaucoup de villes de l'État romain n'étaient détournées ni par la proximité du chef de l'Église, ni par leurs rapports temporels avec lui, d'accorder à l'hérésie une influence toujours croissante ; quand il songeait, en outre, à sa mission de conserver dans toute son intégrité la doctrine chrétienne, de veiller sur l'unité de l'Église, ne devait-il pas embrasser avec une force irrésistible l'obligation de mettre une digue aux progrès de cette peste, de protéger contre le danger les âmes confiées à ses fonctions pastorales, et de ramener sous l'obéissance de Dieu tous ceux qui se révoltaient contre Dieu * ? »

Les principaux chefs temporels de l'hérésie étaient Raymond VI, comte de Toulouse, le souverain le plus puissant du midi de la France, et avec lui les comtes de Foix, de Béarn, de Comminges, les vicomtes de Béziers et de Carcassonne. Le pape eut

* Vie d'Innocent III, par M. Hurter, président du consistoire protestant de Schaffouse.

d'abord recours à l'envoi de plusieurs commissaires apostoliques ; il les chargea de parcourir le pays, de prêcher les hérétiques, et de leur annoncer les malheurs qui allaient fondre sur eux s'ils refusaient de se convertir. Ces légats du saint-siège ne furent assistés ni par les archevêques ou évêques du Languedoc, qui n'opposaient à l'hérésie qu'une résistance molle, ni par les seigneurs qui, pour la plupart, étaient déjà séduits ; les populations à moitié perverties les persécutèrent. Pierre de Castelnau, l'un des légats, se vit dans la nécessité d'excommunier Raymond VI ; mais un des chevaliers du comte de Toulouse vengea son maître. Comme le légat se préparait à traverser le Rhône, l'assassin albigeois le perça d'un coup de lance. Cet attentat attira à ses complices une série de châtimens terribles. Le roi et les seigneurs de France furent sommés de prendre part à la croisade, Philippe-Auguste envoya quinze mille de ses soldats comme son contingent, et les autres princes imitèrent son exemple, chacun selon sa ferveur ou ses forces. Raymond VI, accoutumé jusqu'alors à triompher dans la débauche ou le crime, s'épouvanta de l'orage qui allait fondre sur ses domaines ; il protesta hypocritement de son dévouement au saint-siège, livra ses principales villes, se résigna à être publiquement fouetté de verges, et consentit à se réunir aux croisés qui allaient combattre ses propres sujets et les hérétiques dont il avait tant de fois encouragé les erreurs*.

Cependant l'armée des croisés venait d'entrer en

* C'est ce prince à la fois hypocrite et lâche qu'une école historique, qui se prétend nouvelle, a pris sous sa protection, et a essayé de réhabiliter.

Languedoc ; forte de plus de cinquante mille hommes, elle investit Béziers. Son principal chef était le comte Simon de Montfort ; elle comptait en outre dans ses rangs, ou à sa tête, Othon, duc de Bourgogne, les comtes de Nevers, de Saint-Pol, de Bar-sur-Seine, Guido de Beaujeu, Enguerrand de Coucy, le sénéchal d'Anjou, Guillaume, archevêque de Bourges, les archevêques de Reims, de Sens et de Rouen, les évêques d'Autun, de Clermont, de Nevers, de Bayeux, de Lisieux, de Chartres, et beaucoup d'abbés suivis de leurs vassaux. Les Allemands et les Lorrains avaient pris la croix en foule, et combattaient avec les vassaux du roi de France contre les hérétiques d'Aquitaine.

La croisade contre les Albigeois fut une période sanglante, où les instincts de races se mêlaient aux intérêts religieux, pour en faire de part et d'autre une guerre d'extermination. L'hérésie était la cause avouée de la croisade ; mais d'autres motifs, puisés à d'autres sources, contribuaient à la rendre plus longue et plus meurtrière. C'étaient encore le Nord et le Midi qui se trouvaient aux prises, la nationalité gallo-romaine qui combattait les populations du Midi, toujours détestées, toujours opprimées, toujours rebelles. Les peuples aquitains, de leur côté, se rattachaient à l'hérésie et luttaient énergiquement pour elle, non-seulement par fanatisme, mais encore par aversion pour les hommes du Nord, par soif d'indépendance, par instinct de vengeance.

C'est là ce qui révèle le secret des excès épouvantables qui furent commis de part et d'autre. Ce n'était point une religion toute d'amour et de douceur, qui donnait le signal des combats et des supplices, mais bien les haines héréditaires qui portaient, pour ainsi dire, un peuple à dévorer un autre

peuple. Avouons-le aussi : les légats du pape, témoins des atrocités commises par les Albigeois, et des souffrances inouïes éprouvées par les fidèles, entourés d'autels détruits, d'églises livrées aux flammes, de martyrs ou de confesseurs saignants, mutilés et égorgés, de cloîtres souillés par le meurtre, de lieux saints épouvantés par les sacrilèges, ne surent point assez se défendre de l'horreur que tant de crimes leur inspiraient. Ils se laissèrent trop aller à tolérer d'affreuses représailles, à fermer les yeux sur d'immenses massacres, sur des exterminations dont le souvenir nous glace d'effroi, et durant lesquelles on fit trop petite la part de la pitié et de la miséricorde, trop grande celle de la rigueur ou de la colère. Ces mêmes légats, comme pour s'étourdir, comme pour se justifier, trompaient le pape et ne lui faisaient pas connaître les malheurs de cette guerre. Toutefois, lorsque, de loin en loin, la nouvelle de ces excès parvenait à Innocent, il adressait à ses légats de sévères réprimandes ; il ouvrait ses bras aux hérétiques, et se prêtait à leur repentir, souvent peu sincère ; mais le glaive était sorti du fourreau, et la querelle ne devait s'éteindre que par la lassitude des partis.

Le vénérable évêque de Béziers voulut en vain éclairer son troupeau infidèle sur les dangers de la guerre ; les habitants de cette malheureuse ville étouffèrent sa voix en lui criant : « Nous mangerons » nos enfants plutôt que d'ouvrir les portes. » Après trois heures d'une résistance désespérée, la place fut emportée de vive force, et la population presque entière livrée au fer des vainqueurs, au milieu de leur ville incendiée. Les croisés se portèrent ensuite sur Carcassonne, et montèrent à l'assaut en chantant le *Veni, Creator*. Ils furent repoussés,

mais la ville capitula après un siège de longue durée. Le vicomte Roger, qui l'avait défendue, fut mis aux fers, et quatre cent cinquante manichéens, qui refusèrent d'abjurer, furent punis par le supplice du feu. Plus tard, la ville de Lavaur éprouva un sort pareil, et Simon de Montfort, obligé de lever le siège de Toulouse, prit sa revanche sous les murs de Castelnau-dary, et battit les troupes qu'avait rassemblées le comte. A cette bataille célèbre les Albigeois étaient trente contre un.

Raymond VI, après diverses négociations sans résultat, avait refusé de se soumettre plus longtemps aux conditions des légats, et avait repris l'offensive contre les croisés (1211). Il fut aidé par Pierre II, roi d'Aragon. Ce dernier prince intercédâ pour lui auprès de Rome, et le pape Innocent III suspendit la croisade pour donner au comte de Toulouse le loisir de se justifier au concile de Lavaur. Soit que Raymond ne cherchât qu'à gagner du temps, soit que les légats se conformassent mal aux intentions du souverain Pontife, toujours est-il que le comte de Toulouse, alléguant la sévérité des pères du concile, se rejeta dans les rangs des Albigeois. Pierre d'Aragon et les comtes de Foix et de Comminges s'unirent à lui, et tous ensemble présentèrent la bataille à Simon de Montfort, non loin des remparts de Muret, à quatre lieues de Toulouse.

L'armée de Pierre d'Aragon et de ses alliés était forte d'environ soixante à quatre-vingt mille hommes; Simon de Montfort ne comptait guère que quinze cents combattants, dont près de la moitié fantassins non cuirassés. C'est avec cette petite troupe, à laquelle de nombreuses défections avaient réduit ses forces actives, qu'il entreprit de résister à des légions innombrables, parmi lesquelles se trou-

vait l'élite de la chevalerie d'Aragon et d'Aquitaine. L'entreprise paraissait insensée, mais Simon, comme un autre Judas Machabée, comptait sur l'assistance de Dieu. Ce vaillant homme se rendit à l'église, déposa son épée sur l'autel et s'écria : « Seigneur ! » quelque indigne que je sois, tu m'as cependant » choisi pour combattre pour toi ; je prends cette » épée sur ton autel ; accorde-moi qu'en combattant » pour ton honneur, je le fasse avec justice ? « Puis, pendant que ses soldats se livraient au repos et ses ennemis à la débauche, il passa la nuit en prières.

Le jeudi 12 septembre au point du jour, Simon de Montfort entendit la messe, et les évêques qui l'accompagnaient prononcèrent l'excommunication contre le roi d'Aragon et son armée. Ce fut le prélude de la victoire ; elle fut complète. Le roi Pierre, malgré des prodiges de valeur, périt de la main d'un chevalier français, et sa mort jeta l'alarme dans le cœur de ses soldats. Ce ne fut plus qu'une affreuse déroute où succombèrent près de vingt mille hommes. Cette affaire mémorable, qui rappelle à quelques égards la victoire de Charles-Martel, n'aurait eu que des résultats de peu de durée si une nouvelle armée de croisés n'était venue se joindre à celle de Montfort. L'arrivée de ces troupes contraignit les comtes de Foix, de Comminges et de Béarn à se soumettre ; Raymond VI, excommunié et dépouillé de ses états, se retira en Provence ; le comté de Toulouse fut donné à Montfort, au détriment du jeune fils de Raymond ; mais il fut plus difficile au vainqueur de Muret de satisfaire son ambition que de vaincre les ennemis de la foi. Le roi de France se montra peu disposé à laisser s'établir vers les Pyrénées un pouvoir confié à un guerrier si redou-

table : la dynastie de Raymond était moins à craindre. Quoi qu'il en soit, sans manifester sa répugnance, il se contenta d'envoyer à deux reprises son fils Louis prendre part aux guerres, désormais plus politiques que religieuses du Languedoc. Pour Simon de Montfort, comme il assiégeait Toulouse, qui venait d'ouvrir ses portes au vieux comte Raymond, il fut mortellement atteint d'une pierre lancée des murs de la ville (1218).

Ainsi périt l'un des plus illustres capitaines dont la France puisse s'enorgueillir : infatigable dans ses entreprises, intrépide dans le danger, calme dans le combat, trop souvent inexorable après la victoire, Simon de Montfort, le chef de la croisade languedocienne, sera toujours, par l'admiration qu'il inspira à ses contemporains et par les services qu'il rendit à l'Eglise, l'un de ces caractères héroïques, l'un de ces hommes à forte trempe qui apparaissent de loin en loin dans l'enchaînement des siècles. Heureux si, comme le Machabée auquel je l'ai déjà comparé, il avait perdu la vie dans le sein de son plus beau triomphe, et s'il avait su, en refusant sa part dans les dépouilles des vaincus, préserver de tout soupçon malveillant le souvenir de ses victoires ! Son fils, Amaury de Montfort, céda à Philippe-Auguste ses droits sur le Languedoc, cession fort illusoire. Vers le même temps mourut Raymond VI, comte de Toulouse (1122). Innocent III l'avait précédé de six ans dans la tombe ; la guerre contre les Albigeois s'assoupissait.

Mais pendant que ces grandes choses s'accomplissaient au midi, le nord était le théâtre d'événements non moins considérables. Nous avons laissé Jean-sans-Terre vaincu et chassé de France par les armes de Philippe-Auguste. Le roi d'Angleterre,

humilié par les triomphes de son rival, avait suscité par ses intrigues le plus grand orage qui jusque-là eût menacé la France. Philippe-Auguste venait de faire au comte de Flandre une guerre mêlée de succès et de revers; lorsque Jean entreprit de former contre lui une coalition des plus puissants princes de l'Europe. Ses excitations furent favorablement écoutées. La grandeur naissante de la France avait déjà soulevé les jalousies de ses voisins; une ligue formidable se forma donc promptement, et pendant que le roi d'Angleterre débarquait à La Rochelle à la tête d'une armée pour prendre au midi le royaume de Philippe-Auguste, l'empereur d'Allemagne, Othon IV, neveu de Jean, et avec lui les comtes de Flandre et de Boulogne, ceux de Hollande et de Limbourg, les ducs de Lorraine, de Brabant et de Saxe, réunissaient des forces immenses pour le déborder vers le nord. L'intention des souverains coalisés était de se partager la France et d'anéantir ce nom glorieux. Cette tentative, que tout semblait favoriser, la force et le nombre, ne devait point s'accomplir; elle allait, au contraire, accroître l'illustration capétienne et la puissance de notre patrie.

L'armée des confédérés, forte de plus de cent cinquante mille hommes, avait pris possession non loin de Valenciennes; celle de Philippe-Auguste, qui s'élevait à peine à soixante mille combattants, marcha contre elle en déployant l'oriflamme. Les deux armées se rencontrèrent près du pont de Bouvines, sur la Marke, entre Lille et Tournai, le dimanche 27 juillet 1214. Philippe-Auguste et ses barons voulaient renvoyer le combat au lendemain, pour respecter le jour consacré au Seigneur; mais les souverains coalisés commencèrent l'attaque. On

conseillait au roi de France de mettre sa personne à couvert ; il repoussa cet avis timide en disant : « Celui qui veut être prince doit savoir vaincre dans le combat ou mourir avec les siens. » Puis, après avoir fait sa prière dans l'église du village, il donna tous les ordres nécessaires pour la bataille. Il confia le soin de l'étendard national à Walo (Galon de Montigny), un de ses plus pauvres, mais aussi le plus brave de ses chevaliers. Ce généreux guerrier s'écria en recevant la bannière : « Votre or flamme a soif de sang ; eh bien ! je l'en abreuve-rai. » En face du saint drapeau les soldats d'Othon déployaient la bannière de l'Empire ; c'était un immense dragon, surmonté d'un aigle d'or et porté sur un char. Philippe avait eu soin de ranger son armée de telle sorte que les ennemis eussent contre les yeux le soleil et le vent.

Le roi, avant d'en venir aux mains, adressa aux siens une allocution courte et pieuse. « Tout notre espoir, dit-il, toute notre confiance sont placés en Dieu... Quoique pécheurs, nous sommes réunis à l'Église de Dieu, et nous défendons, selon notre pouvoir, la liberté du clergé. Nous devons donc nous attendre avec confiance à la miséricorde du Seigneur, qui, malgré nos péchés, nous accordera la victoire sur ses ennemis et les nôtres. A ces mots, l'armée française demanda au roi sa bénédiction, et lui, ayant élevé la main, pria pour elle. Aussitôt les trompettes sonnèrent, et nos pères, aussi courageux que fervents, se précipitèrent avec ardeur sur les rangs opposés. Il était l'heure de midi.

« En ce moment, dit le chroniqueur *, se tenaient

* Guillaume-le-Breton.

en arrière du roi, non loin de lui, le chapelain qui a écrit ces choses et un clerc. Ayant entendu le son de la trompette, ils entonnèrent le psaume : *Béni soit le Seigneur qui est ma force, qui instruit mes mains au combat, jusqu'à la fin* ; ensuite : *O Dieu ! élevez-vous, jusqu'à la fin* ; et : *Seigneur, le roi se réjouira dans votre force* ; et ils les chantèrent comme ils purent, car les larmes s'échappaient de leurs yeux, et les sanglots se mêlaient à leurs chants. Ils rappelaient à Dieu, avec une sincère dévotion, l'honneur et la liberté dont jouissait son Église par le pouvoir du roi Philippe, et le déshonneur et les outrages qu'elle souffrait de la part d'Othon et du roi Jean. »

Le combat commença à l'aile gauche ; les milices nationales de la vallée de Soissons eurent l'honneur de porter les premiers coups et de répandre les premières leur sang. Un moment après, la bataille s'engagea sur toute la ligne. Du côté des ennemis, le comte de Boulogne, celui de Salisbury, et surtout Ferrand, comte de Flandre, se signalèrent par de brillants faits d'armes ; mais du côté du roi de France les prodiges de valeur se multiplièrent. Le duc de Bourgogne, le comte de Saint-Pol, le vicomte de Melun, Beaumont, Montmorency, Sancerre, et tous les chefs illustres de la noblesse, soutinrent dignement l'honneur de leur sang. Les légions de seize communes, et principalement celles de Corbie, d'Amiens, de Beauvais, de Compiègne et d'Arras, prouvèrent que le courage et le dévouement étaient le partage du peuple aussi bien que de la noblesse. Chacun fit son devoir, et le roi fut le digne chef de son armée. Comme il combattait au plus fort de la mêlée, un fantassin allemand saisit sa cuirasse à l'aide du crochet d'un javelot et le tira à terre ; l'ex-

cellente armure dont Philippe était revêtu lui sauva la vie. Pierre d'Estaing et Tristan de Soissons le dégagèrent. Pendant ce temps Othon payait de sa personne et répandait la mort dans les rangs des Français. Wallo, qui portait l'oriflamme, voyant les succès de l'empereur, recommanda son âme à Dieu et à saint Denis, et se précipita au-devant des coups du prince. A la fin l'empereur fut obligé de prendre la fuite et courut les plus grands dangers. La vitesse de son cheval le sauva; mais le dragon et l'aigle de l'empire tombèrent au pouvoir des Français, et la victoire fut décidée en leur faveur; la résistance des Anglais, des Flamands et des Brabançons ne servit qu'à la rendre plus sanglante et plus complète. Renaud, comte de Boulogne, fut chargé de chaînes, et Ferrand, comte de Flandre, amené prisonnier au Louvre. L'usage autorisait alors ces sévérités envers les vaincus.

Telle fut la bataille de Bouvines, l'une des plus célèbres de notre histoire, la première où la France, sa noblesse, ses communes et son roi s'unirent comme un seul homme pour repousser une invasion étrangère qui menaçait la nationalité même du pays. Pendant sept jours et sept nuits les Parisiens se livrèrent aux plus vifs transports de joie; la France triompha comme la capitale: on avait vaincu pour elle et avec elle. Dès ce moment les Capétiens n'eurent plus à craindre pour l'hérédité de leur couronne; la victoire avait agrandi le royaume, la gloire les avait légitimés, le salut de la France avait consacré et popularisé leur pouvoir.

Cependant Jean-sans-Terre s'était rendu odieux à ses barons; la concession d'une constitution appelée *Grande Charte* lui fut arrachée en 1215; dès qu'il fut le plus fort il la révoqua; mais ses sujets le

détrônèrent et offrirent sa couronne à Louis, fils de Philippe - Auguste. Jean-sans-Terre s'était pré-muni contre les dangers de ce genre en faisant hommage de son royaume au souverain Pontife. Vainement le prince Louis débarqua-t-il en Angleterre à la tête d'une armée, et fut-il solennellement couronné roi à Londres même ; le pape Innocent III excommunia l'élu des barons anglais, et l'obligea de renoncer à la possession du royaume d'outre-mer. Jean-sans-Terre étant mort sur ces entrefaites, on proclama son fils, Henri III, roi à sa place, et Louis renonça à tous les droits qu'il avait fait valoir au trône d'Angleterre (1217).

Philippe-Auguste, vainqueur à Bouvines, n'avait plus à redouter la jalousie de ses voisins. Il mit le sceau à sa gloire et à son pouvoir par des établissements utiles et pacifiques. Préoccupé sans relâche du besoin de fortifier la royauté et de l'élever au-dessus de toutes les souverainetés féodales, il atteignit son but autant par les institutions que par la force. A l'aide des traditions romanesques qui existaient alors sur les prétendus douze pairs de Charlemagne, il appela auprès de lui ses premiers feudataires, s'appuya de leur concours pour rendre la justice et publier des ordonnances générales, et s'attacha en même temps à les convaincre de sa prééminence, à leur persuader qu'ils n'étaient que ses premiers sujets, et non plus comme autrefois ses égaux. Sous son règne la France cessa d'être un État fédératif pour devenir une monarchie féodale. La féodalité eut vraiment un chef, non plus seulement de nom, mais réel, mais fort ; un chef qui attirait à lui le pouvoir législatif, qui s'arrogeait des attributions judiciaires, posait ou changeait les bases de l'administration publique, et faisait sentir son action royale

de l'Escaut au Rhône, des bouches de la Seine à celles de la Charente.

Ce roi célèbre mourut à Mantes, le 14 juillet 1223, laissant de sa première femme, Isabelle de Hainaut, un fils qui lui succéda sous le nom de Louis VIII.

SYNCHRONISMES.

1198. Fondation de l'ordre de la rédemption des captifs par Jean de Matha.

1209. Formation de la ligue anséatique.

1204. Saint Dominique est chargé par le pape Innocent III de parcourir les pays désolés par l'hérésie, et de confondre par ses prédications les ennemis de l'Eglise, en ramenant les peuples à la foi. Ce fut un ministère d'amour, de patience et de paix, qui donna lieu à des traits d'héroïsme chrétien qu'on ne saurait trop admirer. La charité de saint Dominique fit plus que les bûchers et le glaive pour ramener les Albigeois. Les travaux de ce pieux et éloquent missionnaire furent l'origine de l'ordre des *Dominicains* ou *Frères-prêcheurs*.

1212. Le 16 juillet 1212, Alphonse IX, roi de Castille, Pierre II, roi d'Aragon, et Sanche, roi de Navarre, remportent sur les maures la célèbre victoire de la Muradad (ou des naves de Tolose). Deux cent mille mahométans restent sur le champ de bataille.

LOUIS VIII, DIT LE LION.

(1223-1226.)

Le successeur de Philippe-Auguste était depuis longtemps marié à Blanche, fille d'Alphonse IX, roi de Castille. Son avènement fut célébré par de nombreuses réjouissances qui témoignent des progrès qu'avait déjà fait le pouvoir royal dans l'affection publique.

Louis VIII fut surnommé *le Lion*. On a voulu voir beaucoup de flatterie dans ce surnom ; mais, sans égaler le nouveau roi de France à son père, il est juste de remarquer qu'il prit une part active aux événements militaires du dernier règne, et que, de tous les princes capétiens, il est le seul qui soit entré vainqueur à Londres pour y ceindre la couronne royale. A peine parvenu au trône, il refusa de rendre la Normandie à Henri III, roi d'Angleterre, et se hâta au contraire de conquérir le Poitou, dont son père ne s'était point assuré la possession. Il se préparait ensuite à poursuivre le cours de ses succès en Aquitaine, mais il en fut détourné par les soins d'une croisade contre les Albigeois. Il avait d'ailleurs à faire valoir les droits au comté de Toulouse qu'il tenait de la cession faite par Amaury de Montfort.

La nouvelle croisade, bien que marquée par quelques succès, ne fut point heureuse ; la prise d'Avignon par le roi Louis VIII en fut l'événement le plus considérable. Ce premier avantage fut suivi de la reddition de quelques fortes places du Languedoc. Les chaleurs occasionnèrent dans l'armée une épidémie meurtrière, et Raymond VII en facilita les

progrès en détruisant les arbres, les moissons, les fourrages et toutes les ressources que les croisés auraient pu trouver dans le pays. Louis VIII fut donc réduit à se contenter d'une conquête purement nominale, et reprit avec les débris de ses troupes la route du Nord. Comme il passait en Auvergne, il s'arrêta à Montpensier, atteint d'une maladie dangereuse, et ne tarda pas à succomber à ses souffrances (1226). On crut qu'il avait été empoisonné par Thibaut, comte de Champagne, mais cette rumeur malveillante trouve aujourd'hui peu de partisans. Quoi qu'il en soit, Louis VIII donna à ses derniers moments un exemple admirable de vertu. Comme les médecins assuraient que sa guérison ne pouvait être obtenue qu'à l'aide d'un moyen dont la loi de Dieu réprouvait l'emploi, le roi de France préféra mourir fidèle à la chasteté, et se montra le digne père de saint Louis, dont le règne va suivre. Louis VIII avait préludé aux grandes actions de ce fils en affranchissant un très-grand nombre de serfs.

SYNCHRONISME.

1224. Le roi de Castille, Ferdinand III, et Jacques I^{er}, roi d'Aragon, chassent les Maures d'une grande partie de l'Espagne.

LOUIS IX, DIT SAINT LOUIS.

(1226-1270.)

Le nouveau roi était à peine âgé de douze ans. Sa minorité fut très-orageuse. La reine Blanche s'était attribué la régence ; mais les grands feudataires, impatients de reprendre la place dont la politique ferme et habile de Philippe-Auguste les avait fait descendre, entreprirent de confier la direction du jeune prince et l'administration du royaume à Philippe Hurepel, comte de Boulogne et oncle du roi. C'était pour la féodalité une tentative d'émancipation : elle n'eut aucun succès. La reine Blanche déjoua successivement, par la force de ses armées ou par l'adresse de ses mesures, les agressions ou les intrigues des grands vassaux ligüés contre elle. Parmi ces derniers, l'histoire doit mentionner en première ligne Thibault VI, comte de Champagne, l'un des plus puissants princes français, et qui, plusieurs années après l'avènement de Louis IX, ajouta à ses vastes domaines le royaume de Navarre. Après lui venaient Pierre de Dreux, comte de Bretagne, surnommé *Mauclerc*, par suite des persécutions qu'il fit subir au clergé ; Hugues de Lusignan ; comte de la Marche ; Jeanne, comtesse de Flandre ; Enguerrand de Coucy et les comtes de Ponthieu et de Châtillon. Le cardinal Romain, légat du pape, aidait la reine de ses conseils. Blanche de Castille vint plusieurs fois à bout de dissoudre leur ligue. Elle suscita entre eux des divisions, profita de l'ascendant que sa beauté et les charmes de son esprit lui donnaient sur Thibault de Champagne pour le ramener au parti du roi dans les circonstances les

plus difficiles ; elle se fit un allié fidèle en rendant sa liberté et ses États à Ferrand, comte de Flandre, et sut contenir par des négociations ou par des expéditions militaires les mauvais vouloirs de Pierre Mauclerc. La tranquillité était à peine rétablie dans le Nord que le midi appela ses armes. En peu de temps l'habile régente termina la guerre des Albigeois, et Raymond VII, qui avait osé braver sa puissance, fut obligé de solliciter la paix à des conditions fort humiliantes. Par l'effet de ce traité, Jeanne, fille de Raymond, épousa Alphonse, comte de Poitou, l'un des frères de Louis IX, et lui apporta en dot le droit de succéder au comte de Toulouse. Comme ce prince mourut sans enfant, cette vaste contrée fut à sa mort réunie à la couronne. Vers le même temps, Louis IX dirigea en personne une armée contre Thibault de Champagne, qui se révoltait de nouveau, et l'obligea de lui céder les comtés de Blois, de Chartres, de Sancerre, et la vicomté de Châteaudun. Ces importantes acquisitions ajoutèrent encore à la force du royaume.

La ligue des grands feudataires contre la régente avait été soutenue et encouragée par Henri III, roi d'Angleterre, qui ne pouvait pardonner aux Capétiens la perte de tant de vastes provinces enlevées à son père par Philippe-Auguste. Mais Henri était un prince médiocre, peu capable de lutter contre la France désormais grande et forte ; il avait d'ailleurs à se soutenir contre les attaques de ses barons et les tracasseries de son parlement. Son intervention dans les affaires du continent lui attira moins de succès que de honte.

Les grands intérêts politiques de la France n'empêchèrent pas Blanche de Castille de veiller avec un soin pieux et maternel à l'éducation du jeune roi ;

elle s'attacha surtout à former son âme à l'amour de Dieu et à lui inspirer l'horreur du mal. Elle lui répétait souvent : « Beau et doux fils, rien au monde » ne m'est plus cher que vous ; mais préfère vous » perdre mort que soyez entaché d'un seul péché » mortel. » Le cœur de Louis était fait pour de semblables leçons ; habitué dès sa plus tendre enfance à pratiquer les devoirs de la religion, à mortifier ses penchants et à exercer la charité envers les pauvres, frères de Jésus-Christ et les nôtres, il croissait en douceur, en piété et en sagesse, promettant à la France le plus digne et le plus grand de ses rois. La reine Blanche ne se bornait pas à le diriger dans les voies d'une dévotion ardente et humble, elle lui enseignait encore les droits que la royauté tient de Dieu, de qui procède toute puissance et qui confie le glaive aux princes pour sa propre gloire. Elle laissait à la charité et à l'esprit de justice le soin de développer dans cette âme si tendre les devoirs des rois envers leurs peuples, et particulièrement la haine de la violence, de l'avarice et de la tyrannie. C'était le temps où régnait Ferdinand de Castille, par sa mère cousin de Louis IX ; où brillaient Agnès de Bohême, Hedwige de Pologne, Hélène de Portugal ; le temps où sainte Elisabeth de Hongrie étonnait la Germanie tout entière par la pratique des austérités et de l'humilité ; où s'éteignaient saint François d'Assises et saint Dominique, où commençaient saint Thomas d'Aquin et saint Bonaventure ; où vivait sainte Claire ; où saint Hyacinthe illustrait l'ordre des Dominicains ; où saint Renaud, saint Geoffroy et saint Adolphe ajoutaient des gloires de plus à celles de l'épiscopat. En ce temps-là aussi le trône des Capétiens devait contribuer pour sa part à fortifier et à consoler l'É-

glise, et il ne fut point avare, car il vit deux saints s'élever à son ombre : Louis, fils de Blanche, et avec lui sa sœur, la bienheureuse Isabelle de France.

Le jeune Louis, qui bien longtemps avant sa majorité avait paru à la tête de ses armées, et donné, comme il convient à un roi, l'exemple du courage, continua, même après avoir atteint l'âge de vingt et un ans, de partager avec sa mère l'exercice du pouvoir souverain. Un vassal rebelle, assisté du roi d'Angleterre, ne tarda pas à exercer sa vertu militaire. Le comte de la Marche avait épousé Isabelle, veuve du roi Jean et mère de Henri III. Cette femme orgueilleuse ne pouvait se résoudre à subir la suzeraineté d'Alphonse, frère de Louis, que ce prince avait fait comte de Poitou ; elle excita son mari et son fils à se coaliser contre Louis IX. Le jeune roi ne se laissa point intimider par cette ligue ; digne de son aïeul Philippe-Auguste, il fondit comme l'aigle sur le Poitou, et enleva de vive force plusieurs places de cette contrée. La Charente servait de barrière et de sauvegarde à l'armée anglaise ; Louis IX franchit cette rivière au pont de Taillebourg, après une bataille sanglante durant laquelle il se couvrit de gloire. Le lendemain le jeune roi remporta une brillante victoire sous les murs de Saintes, mais une maladie grave dont il fut atteint l'empêcha de poursuivre ses avantages. Toutefois, il en avait fait assez pour consterner ses adversaires : le roi d'Angleterre chercha précipitamment un refuge à l'autre bord de la Gironde, ralliant avec peine, dans sa fuite, les débris de ses troupes vaincues ; le comte de la Marche prit le parti de s'humilier, et Henri III se trouva heureux d'obtenir une trêve de cinq ans (1242).

Mais déjà Louis avait manifesté dans plusieurs occasions la fermeté de son caractère et l'habileté de sa politique ; fils respectueux et soumis de l'Église, il ne toléra pas les envahissements que quelques prélats auraient pu faire dans le domaine de l'administration temporelle. Il maintint les droits de sa couronne, et, comme il rendait à Dieu ce qui était à Dieu, il contraignit les autres à respecter les privilèges de César.

Une grande lutte s'était élevée, ou, pour mieux dire, renouvelée, entre les souverains pontifes et les empereurs d'Allemagne. Frédéric II, qui régnait à cette époque, s'était attiré le courroux du pape, tantôt en refusant de prendre la croix, tantôt en exerçant sur le royaume de Naples et la Lombardie, fiefs de Rome, une souveraineté dont les papes contestaient la légitimité. L'intrépide Grégoire IX, vieillard presque centenaire, qui occupait alors la chaire de Saint-Pierre, excommunia Frédéric (1240), le déclara dépossédé de son trône, et offrit à Louis IX la couronne impériale pour son frère Robert. Le roi de France refusa par des motifs de haute prudence ; le droit que Grégoire VII et Innocent III avaient exercé sur les puissances temporelles commençait à être contesté à leurs successeurs, à mesure que la société civile se cherchait des règles en dehors des idées religieuses. Saint Louis ne crut pas devoir profiter lui-même de ce droit, car c'eût été le reconnaître. Quoi qu'il en soit, quatre ans plus tard, le pape Innocent IV se vit forcé de quitter Rome et de chercher un refuge hors de l'Italie. L'Espagne, le Portugal, la Provence, la France elle-même n'osèrent, malgré le vœu de Louis IX, lui donner un asile, pour ne pas déclarer la guerre à l'empire. La seule ville de Lyon, foyer

éminent de vertus catholiques *, ouvrit ses murs au pontife. Là Innocent IV, agissant avec la même fermeté que s'il eût parlé à des peuples et à des rois soumis et pacifiques, somma l'empereur de comparaître devant un concile, et sur le refus de Frédéric, le déclara excommunié et déchu du trône. Jusqu'alors Louis IX avait vainement tenté de réconcilier le pape et l'empereur ; mais après cet éclat, qui ne fit que redoubler la colère de Frédéric, le roi de France crut que le respect et la prudence lui conseillaient de rester neutre, et d'attendre que des circonstances le missent à même de servir d'arbitre (1245).

Ce saint roi avait épousé la belle et pieuse Marguerite de Provence, souvent chantée par les troubadours du Midi. Par ce mariage il avait rattaché à ses intérêts Raymond Bérenger IV, l'un des plus puissants princes du Midi. La mort de ce souverain laissa la Provence à sa fille Béatrix, qui épousa Charles d'Anjou, frère de saint Louis, et lui apporta en dot les riches États de son père. Ainsi, directement ou par ses frères qui lui servaient comme de lieutenants, saint Louis gouvernait alors toute la France méridionale. De justes conquêtes entreprises sur des vassaux rebelles, et des traités de paix où la simplicité et la loyauté chrétiennes s'alliaient avec les exigences de la politique la plus habile, avaient agrandi son royaume, consolidé son pouvoir, et imprimé aux cours de l'Europe l'admiration et le respect.

Cependant les peuples occidentaux avaient de nou-

* Lyon était bien alors une ville impériale, mais seulement de nom. Son archevêque l'administrait, pour ainsi dire, avec une pleine indépendance.

veau tourné leurs regards vers la Palestine. Depuis la fondation de l'empire latin à Constantinople, la guerre entre les chrétiens et les musulmans n'avait été interrompue que par des trêves dont les deux partis étaient également las. Une croisade avait été dirigée, vers l'an 1218, sur l'Égypte, par Jean de Brienne et le cardinal Pélage. Damiette avait été emportée d'assaut par une troupe de chrétiens héroïques qui chantaient le *Kyrie eleison* pendant que le reste des bataillons croisés entonnait le *Gloria in excelsis* en l'honneur du Dieu des armées. C'est ainsi que combattaient les hommes du moyen-âge. Mais les efforts des chrétiens étaient venus expirer devant la *Mansoura* (la Victorieuse), et les débris de leurs troupes avaient été heureux de pouvoir se soustraire à une mort certaine par une capitulation onéreuse (1219). Quelques années plus tard, Frédéric II, ayant entrepris une sorte de croisade, malgré les ordres du pape, s'était vu mal accueilli par les chrétiens de la Terre-Sainte, et avait conclu avec le sultan Malek-al-Kamel une paix honteuse qui assurait, il est vrai, aux chrétiens la possession de Jérusalem et de Bethléem, mais en tolérant dans ces villes l'exercice du culte mahométan. Ce traité souleva l'indignation des chrétiens d'Europe ; mais Frédéric II, ami secret des Sarrasins, formé à leur école, et blasphémateur, disait-on, de la divinité de Jésus-Christ, ne se laissa pas intimider par les foudres de l'Église et la réprobation des fidèles.

Les événements dont l'Asie était le théâtre ajoutèrent encore à la désolation du royaume de Jérusalem. Du centre de cette partie du monde, berceau de l'homme, et source abondante d'où avaient toujours découlé, sur tous les points du globe, de

formidables invasions de races barbares, les hordes de Mongols, ces Huns du treizième siècle, descendaient alors comme un fleuve immense, chassant devant eux les rois, les peuples, la civilisation, l'humanité tout entière. Déjà, sous la conduite du trop fameux Temoudgin - Gengiskhan (Timour grand khan), ils avaient par deux fois envahi la Chine, malgré la muraille longue de cinq cents lieues qui garantissait cette immense contrée. Plus tard le Khowaresme, vaste empire qui comprenait la Perse et la Bukarie, et s'étendait des limites de l'Inde au golfe Persique, avait été détruit par le nouvel Attila et couvert de tant de ravages, qu'après six siècles il n'est point encore entièrement sorti de ses ruines. L'Asie tout entière, de la mer d'Azof à celle du Japon, était baignée de sang et semée de décombres fumants. Gengiskhan était le fléau de Dieu, et ses fureurs s'exerçaient particulièrement sur les peuples musulmans et sur ceux qui étaient asservis à l'hérésie de Nestorius. En 1227, son fils Octaï acheva son œuvre. Chassée à l'occident de l'Asie par ses armes victorieuses, la grande nation des Khowaresmiens franchit successivement l'Euphrate et l'Oronte, entraînant dans sa fuite ses enfants, ses femmes, et une multitude de chariots chargés de rapines. Les Khowaresmiens fuyaient comme les anciens Teutons vaincus par Marius, comme tous les peuples barbares : ils cherchaient à conquérir une autre patrie, et exterminaient les nations placées sur leur chemin.

Vers l'an 1244 ces hordes envahirent la Judée et s'emparèrent de Jérusalem. Les religieux de tout sexe, les enfants et les vieillards furent massacrés dans l'église du Saint-Sépulcre ; le tombeau du Sauveur fut profané, celui de Godefroy de Bouillon ou-

vert, et ses cendres; comme celles des martyrs, jetées au vent. Les musulmans et les chrétiens s'unirent vainement pour écarter d'eux ce fléau. Enfin, les Barbares trouvèrent dans Nodge-Meddin, sultan d'Égypte, un ennemi digne d'eux. Ce prince, à qui, par une imprudente amitié, ils avaient cédé la Palestine, tourna contre eux ses armes, et les détruisit après de grands efforts. La Terre-Sainte, soumise à l'Égypte, ne fit que changer d'oppresseurs (1245).

Quand la nouvelle de ces désastres épouvanta la France, saint Louis était atteint d'une maladie qui l'avait mis aux portes du tombeau; il fit vœu de prendre la croix et guérit miraculeusement. Au moment où l'on étendait le linceul sur sa face, le croyant déjà hors de ce monde, il se réveilla en disant : « La lumière de l'Orient s'est répandue du haut du ciel sur moi et m'a rappelé d'entre les morts. » Malgré les représentations de sa mère, la croisade fut prêchée dans tout son royaume. Les préparatifs durèrent trois ans. La reine Blanche fut déclarée régente. Le roi, ses frères, sa femme, Marguerite de Provence, et les femmes de ses frères s'embarquèrent à Aigues-Mortes (1248), suivis d'une armée considérable, presque tout entière française. La flotte de transport se composait de dix-huit cents vaisseaux. Dès qu'elle parut sur les côtes d'Égypte, en face de Damiette, les musulmans tentèrent de s'opposer au débarquement des croisés; mais Louis IX et ses chevaliers se jetèrent à la mer, et, ayant de l'eau jusqu'à l'épaule, abordèrent courageusement au rivage. Damiette, la clé du Nil et de l'Égypte, fut contrainte de se rendre après un combat meurtrier. Le pieux roi entra dans la ville pieds nus, rendant grâce à Dieu, et accompagné processionnel-

lement des princes, des princesses et de son armée. La principale mosquée fut purifiée et changée en cathédrale chrétienne. Cinq mois et demi se passèrent à attendre l'arrière-ban envoyé de France ; ce retard fut très-funeste. A la fin la flotte française remonta le Nil jusqu'à Mansoura, où commandait l'émir Fakr-Eddin, déjà vaincu à Damiette. Les infidèles opposaient aux chrétiens un feu terrible, dont le secret leur était connu et que l'eau ne pouvait éteindre : on l'appelait feu grégeois ; il s'attachait aux vêtements, aux armes, et consumait les guerriers dans des tourments épouvantables. Malgré cette invention, les infidèles ne pouvaient soutenir l'impétueuse attaque des chrétiens. Robert, comte d'Artois, frère de saint Louis, s'élança en avant avec une faible partie de l'armée ; sa présence et son courage mirent en fuite l'ennemi, et Mansoura fut prise. Mais le prince se laissa emporter par l'excès de son ardeur ; il se sépara avec les siens du reste des croisés, et les mahométans s'étant ralliés l'enveloppèrent, lui et sa troupe. L'armée tout entière, ayant le roi à sa tête, accourut pour le dégager, mais il était trop tard ; le prince et l'avant-garde avaient péri, et la mort de l'émir Fakr-Eddin ne compensa pas ce désastre. Quand Louis IX eut appris la glorieuse mort de son frère, il se résigna et adora la profondeur des jugements de Dieu.

L'armée chrétienne, malgré les ordres et les efforts de son saint roi, s'était abandonnée aux plus affreuses débauches. Dieu étendit sur elle sa colère ; une maladie contagieuse la dévora en partie, la famine et le fer des infidèles décimèrent le reste. Les débris du camp n'auraient pu opposer aucune résistance ; enfin le roi lui-même, en visitant les hôpitaux, fut atteint du mal. Ce malheur mit le com-

ble à ceux des chrétiens et au triomphe des infidèles ; ceux-ci enveloppèrent l'armée française, et la firent prisonnière avec son roi (1250).

Le malheur élève les âmes pieuses ; Louis se montra encore plus grand dans les fers que sur le trône. Les Mameluks ne se lassaient point d'admirer sa magnanimité, sa patience et son courage. Quoique vaincu, il leur parlait en maître. Calme et résigné, il adressait ses prières à Dieu et donnait ses ordres aux hommes. Plusieurs fois les mahométans menacèrent sa vie, mais jamais ils ne firent fléchir son courage. Ravis d'étonnement, ces Barbares offrirent à Louis de régner sur eux ; il refusa. Cependant chaque jour une partie de l'armée était lâchement égorgée. Comme on proposait au roi de lui rendre la liberté et de délivrer ses troupes moyennant une rançon énorme, il offrit Damiette pour sa propre liberté, et de l'argent pour celle de ses soldats, déclarant qu'un roi de France ne se rachetait pas à prix d'or. Ses conditions furent enfin acceptées, et l'armée obtint sa délivrance. Cependant le roi différa son retour dans son royaume, et consacra son temps à fortifier Jaffa, Sidon, Ptolémaïs et Césarée. Au bout de quelques années, la nouvelle de la mort de sa mère lui parvint en Palestine, et le détermina à retourner dans son royaume. Son absence avait duré six ans (1254).

La régence de la reine Blanche avait été troublée par la révolte des Pastoureaux. La nouvelle de la captivité de Louis IX ayant profondément affligé le peuple français, un moine nommé Job, natif de Hongrie, s'imagina de prêcher que les malheurs du roi et des chrétiens d'Orient étaient dus au luxe des grands et à la richesse des ecclésiastiques. Il annonça que, pour délivrer Louis et la Terre-Sainte,

il fallait des hommes plus purs, c'est-à-dire de pauvres gens du peuple. Cette tentative eut de l'écho; la nouvelle croisade réunit, d'abord au nombre de trente mille, puis de cent mille, des paysans et des ouvriers fanatisés par les paroles de Job, et plus encore par la misère. Ces croisés d'une nouvelle espèce parcouraient la France, et semaient en tous lieux l'effroi par leurs déprédations et leurs désordres. La reine Blanche envoya des troupes contre ces hordes de brigands, qui ne tardèrent pas à être détruites (1251). Ces mouvements populaires, assez semblables par la forme et le but aux tentatives des Cotereaux sous Philippe-Auguste, se reproduisirent plusieurs fois dans le moyen-âge. A cette époque, comme toujours, la question du pauvre contre le riche, qu'elle s'appelât guerre des esclaves, guerre des serfs, guerre des pastoureaux ou guerre des prolétaires, était débattue avec une brutalité sauvage, et alors se révélaient dans toute leur nudité les misères cachées de l'ordre social. Il faut à ceux qui ont reçu de Dieu la mission de conduire les hommes beaucoup de courage, beaucoup d'intelligence, et, par-dessous tout, beaucoup de charité, pour prévoir ou apaiser de pareilles tempêtes.

Saint Louis, de retour dans son royaume, voulut mettre un terme à la rivalité naissante de la France et de l'Angleterre. Pour y parvenir, et non, comme on l'a insinué, par un scrupule excessif de conscience, il restitua à Henri III le Périgord, le Limousin, l'Agénois et une portion du Quercy et de la Saintonge, ne lui demandant en retour que de renoncer pour toujours à ses prétentions sur la Normandie, la Touraine, le Poitou, le Maine et l'Anjou. On a blâmé ce traité, et il est juste de reconnaître que l'Angleterre en profita plus tard, que la reconnais-

sance n'eut point le pouvoir d'étouffer sa jalousie ; mais saint Louis voyait à un autre point de vue que celui de la politique. Souvent, peut-être, dans le long exil des croisades, il s'était rappelé les dangers dont la haine des Plantagenets menaçait son peuple, et il avait médité les moyens d'assurer l'avenir de ce côté en jetant les bases d'une alliance durable.

Par un autre traité conclu en 1258 avec Jacques I^{er}, roi d'Aragon, Louis IX obtint le renoncement de ce prince aux droits réels que les rois de cette partie de l'Espagne avaient acquis, par des alliances successives, sur les comtés de Narbonne, Nîmes, Albi, Foix et Cahors ; en Aquitaine, sur ceux de Forcalquier et d'Arles, et enfin sur la ville de Marseille, en Provence. Il lui céda en revanche les prétentions, depuis longtemps illusoires, que les rois de France avaient conservées à la possession du comté de Barcelonne, acquis à la couronne par Charlemagne. Les historiens se sont accordés à louer la sagesse qui présida à ces conditions réciproques.

Quelques années après, saint Louis eut l'honneur d'être choisi pour arbitre entre Henri III et ses barons. Ces derniers, qui avaient à leur tête Simon de Montfort, comte de Leicester, second fils du héros de la croisade d'Albi, avaient successivement dépouillé l'autorité royale de ses prérogatives. Saint Louis fut constitué d'un commun accord juge de leurs différends. Il se rendit à Amiens, et les hautes parties opposantes comparurent devant lui et plaidèrent leur cause. Le roi de France condamna les barons rebelles, et toutefois maintint les privilèges qu'ils tenaient de la grande charte donnée par le roi Jean. Cette sentence fut rejetée par les barons anglais, mais les Plantagenets parvinrent à les soumettre après une guerre de courte durée (1264).

L'empereur Frédéric II était mort en 1250; son fils Conrad, empoisonné par Mainfroi, l'avait suivi de près dans la tombe. Mainfroi s'empara de la couronne des Deux-Siciles que son crime avait rendue vacante; mais Naples et la Sicile étaient deux fiefs de l'Église longtemps usurpés, en dépit des foudres de l'excommunication, par les princes de la maison de Souabe. Le pape Urbain IV offrit ce royaume à saint Louis, qui refusa; mais son frère, Charles d'Anjou, déjà comte de Provence, ne laissa point échapper cette occasion de gagner un trône. Il s'embarqua à la tête de Provençaux et de Français, et conquit la Sicile sur le tyran Mainfroi. Quinze ans plus tard le jeune Conradin, héritier de la maison de Souabe, voulut en vain lui enlever ce royaume. Excommunié par le souverain Pontife, ce malheureux prince fut vaincu, fait prisonnier, décapité, et sa mort préserva de tout compétiteur la nouvelle dynastie sicilienne. Ces divers événements étendaient au dehors l'influence de la France; mais saint Louis employait les loisirs de la paix à constituer au dedans le règne de la justice et de l'ordre.

Les *établissements* de ce roi et les changements qu'il introduisit dans l'administration du pays sont justement célèbres; jamais prince ne dota la France d'améliorations plus utiles et plus sages. Il avait trouvé la féodalité humiliée, lui-même l'avait vaincue, mais il n'entreprit pas de la détruire; cette tentative était impossible. Le régime féodal, contenu dans de justes bornes, était le seul principe politique que la France d'alors pût comporter. Elle eût été trop faible pour servir d'instrument à la monarchie absolue, et il ne pouvait entrer dans la tête d'aucun rêveur de soumettre sa population ignorante, sans

uniformité et sans esprit national, à faire l'expérience des idées démocratiques. Ce que fit saint Louis fut plus rationnel ; il régularisa la féodalité, il reconnut aux grands et aux nobles feudataires le droit de résistance comme devant servir de contre-poids à la couronne. Mais comme les maux de la féodalité naissaient principalement des guerres privées que les seigneurs se faisaient entre eux comme autant de rois au petit pied, il proscrivit avec énergie ces combats particuliers qui ruinaient la France, et faisaient couler sans profit et sans gloire le sang du peuple. Attribuer à la royauté seule les droits de paix et de guerre, c'était réduire la féodalité à sa plus simple expression, et la mettre à jamais dans l'impossibilité de reconquérir sur la couronne ces avantages humiliants que les Carlovingiens avaient malgré eux tolérés, et qui, par la nature même des choses, avaient réduit le titre de roi à n'être plus qu'un mot vide de sens.

Mais là ne se borna pas l'œuvre de saint Louis ; il réforma les ordonnances sur le duel judiciaire, et interdit, dans la plupart des cas, ce mode sauvage de soutenir ses droits par des champions armés. Les coutumes féodales et les ordonnances rendues par ses prédécesseurs faisaient de la législation de son temps un amas informe d'usages contradictoires ou barbares ; saint Louis procéda à la révision de ces monuments grossiers de la justice, et ordonna de prendre le droit romain pour base et pour règle des institutions nouvelles. La discussion des codes impériaux et leur interprétation réclamaient les lumières des jurisconsultes ; l'art du légiste fut donc naturellement créé. Les décisions des gens experts en jurisprudence déterminèrent la connaissance des textes : l'intervention de ces hommes pacifiques dans

les jugements eut, à la longue, pour conséquence d'exclure les barons et hommes d'épée des tribunaux, et de créer, en dehors de la noblesse, un corps privilégié de magistrats et de juges. Ces magistrats rendant la justice au nom du roi, la juridiction féodale se trouva resserrée dans de plus étroites limites.

Louis IX emprunta à Charlemagne l'usage d'envoyer dans les provinces des commissaires chargés de rendre au roi compte de la situation du peuple, et de remédier aux abus qui s'étaient introduits par la faiblesse des pouvoirs ou l'oubli des droits. Lui-même parcourut plusieurs fois son royaume, recevant les plaintes et redressant les torts.

Il sépara les fonctions judiciaires des emplois financiers qui, avant lui, étaient exercées par les mêmes hommes. Cette sage réforme rendit la justice plus régulière et plus indépendante. Les appels portés aux juges royaux étant devenus de plus en plus fréquents, une partie du conseil du roi, composé de barons assistés de légistes, fut destinée à juger toutes ces causes ; ce fut là l'origine du parlement (1255), qui exerça plus tard une grande influence dans les affaires de la France. Sous ce règne, Étienne Boileau, prévôt des marchands de Paris, publia, avec l'approbation du roi, les établissements des métiers, qui déterminaient les statuts de cent cinquante professions industrielles. Ce grand nombre de métiers atteste l'état de prospérité du commerce de l'époque.

De rigoureuses ordonnances furent publiées contre les blasphémateurs publics ; les hérétiques furent recherchés et punis, l'usure des juifs réprimée par des édits sévères. L'ordonnance connue sous le nom de pragmatique sanction abolit la simonie, et posa les limites de la puissance spirituelle et de la

puissance temporelle ; les attributions des tribunaux ecclésiastiques et des tribunaux séculiers furent déterminées d'une manière claire, et d'après les règles dont l'expérience avait démontré la convenance.

C'est par de telles institutions que le pieux roi assurait le bonheur et la sécurité de son peuple. De semblables améliorations étaient fort au-dessus des lumières de la plupart de ses contemporains ; mais saint Louis, comme toutes les intelligences éclairées par la religion, savait souvent prévoir les besoins de l'avenir en remédiant aux maux présents.

Les soins d'un vaste royaume, et d'une gloire qui s'étendait des portes de l'Orient à celles de l'Occident, des mers d'Irlande à l'empire des Mongols, n'empêchaient pas Louis de se montrer aussi grand saint que grand roi. Livré aux pieuses pratiques de la mortification et de la prière, il passait, agenouillé au pied des autels, sur le pavé, les heures que le souci des affaires ne remplissait pas*. Il prenait sur son sommeil pour rendre grâces à Dieu et implorer ses miséricordes. Plein d'une dévotion humble et fervente, il respectait à ce point son confesseur que lui-même lui rendait de ces offices de politesse qu'un prince attend des autres et ne leur accorde pas. Un jour que son confesseur voulait l'en empêcher, le roi lui répondit : « Laissez-moi » faire ; vous êtes le père et moi le fils. » Le vainqueur de Taillebourg, de la Mansoura et de Damiette, l'homme que les empereurs et les rois prenaient pour arbitre, portait un cilice comme le plus

* C'est à saint Louis qu'on est redevable de la pieuse coutume de fléchir le genou à ces paroles du Symbole : *Et homo factus est*, et de celle de se prosterner profondément au moment de la passion où notre Seigneur Jésus-Christ rendit l'esprit.

obscur des pénitents ; il jeûnait avec une rigueur extrême, et observait l'abstinence durant quatre jours de chaque semaine. Il nourrissait une grande quantité de pauvres, et, les veilles des grandes fêtes, pour plus de charité, il les servait lui-même à table, se tenant quelquefois à genou, particulièrement le samedi. Souvent il sortait à pied dans les rues de la ville, caché sous un vêtement modeste, et se délectait à répandre dans le sein des indigents le trésor de ses aumônes. La tempérance présidait à tous ses repas, et il ne les prenait jamais qu'en faisant lire quelque bon livre ; il affectionnait surtout les écrits de saint Augustin.

Miséricordieux envers les pauvres, le saint roi était sévère pour les méchants, quel que fût leur rang, de quelques prières qu'on usât envers lui. Il faisait punir sans pitié les seigneurs coupables de déprédations ou de meurtres, et souvent ses frères eux-mêmes trouvèrent en lui un obstacle à leurs désirs. Le plus humble artisan n'implora jamais en vain sa justice. Tout le monde sait, et c'est une des plus touchantes traditions de la monarchie, qu'il jugeait lui-même les querelles de ses sujets, n'ayant pour trône et pour prétoire qu'un chêne de la forêt de Vincennes au pied duquel il était assis, pour garder que l'amour de son peuple.

Il encourageait les lettres et les sciences encore à leur berceau ; sous son règne l'art chrétien éleva la plupart de ces admirables basiliques qui font encore aujourd'hui l'orgueil et l'admiration de la France. Il favorisa avec une égale sollicitude les progrès de l'agriculture et du commerce. Son action prévoyante embrassait à la fois l'ensemble et les détails du royaume. Zélé partisan du pauvre, il favorisa l'émancipation des classes moyennes, mérita le titre

de *second Père des communes*, et ordonna que les maires fussent choisis par élection.

Mais pendant que les soins pieux et paternels du saint roi assuraient le bonheur de son peuple, un nouvel orage venait fondre sur les chrétiens de Palestine. Le féroce Bibars-Bondochar, qui avait succédé à Koutouz, sultan d'Égypte, tué de sa main, avait successivement envahi le territoire d'Antioche, de Césarée et de Ptolémaïs. Il prit Sephed, où il multiplia le nombre des martyrs ; Jaffa ne tarda pas à succomber sous ses armes. A la prise d'Antioche dix-sept mille chrétiens périrent par le fer, et cent mille furent vendus comme esclaves (1268). La nouvelle de ces désastres consterna l'Europe et une nouvelle croisade fut résolue. Louis IX, ses frères, Charles d'Anjou et Alphonse de Poitiers, les autres princes de sa famille, le roi de Navarre et les plus puissants vassaux de la couronne prirent la croix. Les préparatifs de l'expédition durèrent deux ans ; mais l'enthousiasme des guerriers d'Occident était bien refroidi. L'issue de toutes les précédentes croisades semblait avoir découragé les plus fervents. Le roi, cependant, donnait à tous l'exemple du sacrifice.

Il fut complet. La flotte des croisés, commandée par saint Louis, partit d'Aigues-Mortes et cingla vers Tunis. Les chrétiens s'emparèrent de l'ancienne Carthage, et le drapeau de la France flotta sur cette terre conquise par les cendres de tant de héros et de tant de martyrs. Ce fut la seule conquête. Sous les murs de Tunis, vainement assiégée, une maladie contagieuse, causée par l'ardeur du climat et les fatigues de la guerre, décima l'armée française ; elle enleva successivement les chefs les plus illustres, et Jean-Tristan, le plus jeune des fils

du roi. Ce malheureux prince était né vingt-un ans auparavant à Damiette, lors de la captivité de son père. Enfin le roi lui-même fut atteint de la fièvre mortelle. Sentant son mal, et n'espérant rien du secours des hommes, il fit planter une croix devant lui et ne cessa de prier. Après avoir adressé à son fils Philippe des conseils qui résumaient en quelques phrases les devoirs d'un chrétien et d'un roi, il reçut les sacrements avec les marques d'une piété humble et touchante. Les assistants fondaient en larmes ; lui seul conservait un visage serein. Couché sur la cendre, vêtu d'un cilice, il offrait à Dieu ses souffrances et l'implorait pour son peuple. Le 25 août 1270, vers midi, on l'entendit s'écrier d'une voix plus forte que son agonie : « Jérusalem ! » nous irons à Jérusalem ! » A trois heures, moment de la journée où mourut le Rédempteur, le royal moribond fit un effort, se dressa sur son séant, et retomba mort sur la cendre en récitant ce verset du Psalmiste : « Seigneur, j'entrerai dans votre maison ; je vous adorerai en votre saint temple. »

Charles d'Anjou arrivé sur ces entrefaites essaya vainement de continuer la guerre. Après quelques combats où la valeur des croisés trouva encore à se manifester, la paix fut conclue, et le nouveau roi Philippe revint en France, escorté de son armée et chargé des précieuses dépouilles de son père et de son frère. Vingt-sept ans après ce jour de deuil, une bulle du pape Boniface VIII éleva Louis IX au rang des saints. La France a donc en lui un puissant intercesseur dans le ciel, et le modèle des princes en ce monde.

SYNCHRONISMES.

1250. Fondation de la Sorbonne par Robert de Sorbonne, confesseur de saint Louis.

1258. Prise de Bagdad par les Tartares. Extinction de la famille des Abassides.

1261. Fin de l'empire latin de Constantinople.

CONTEMPORAINS CÉLÈBRES : Grégoire IX, Innocent IV, Urbain IV, papes ; Ferdinand III, Alphonse X, rois d'Espagne ; D. Sanche II, roi de Portugal ; Mathieu de Montmorency, connétable ; saint Antoine de Padoue, Guillaume de Lorris, Mathieu Paris, Pierre des Vignes, Robert de Sorbonne, le sire de Joinville, illustres et notables.

PHILIPPE III, DIT LE HARDI.

(1270-1285.)

Philippe-le-Hardi, à son avènement au trône, était âgé de-vingt-cinq ans. Son règne commença sous l'impression lugubre des pertes subies par l'armée chrétienne et la maison royale de France. A son retour en Europe le roi fut assailli par une tempête qui fit périr quatre à cinq mille croisés ; il ramena avec lui cinq cercueils : celui de son père, de son jeune frère, de sa sœur Isabelle, de Thibaut II, mari de cette princesse et roi de Navarre, et enfin celui de sa propre femme, la jeune reine Isabelle d'Aragon. Le pieux fils de saint Louis porta lui-même, à pied, de Paris à Saint-Denis, le précieux fardeau des reliques de son père. L'année suivante moururent Alphonse IX, comte de Poitiers et de Toulouse, et sa femme Jeanne fille de Raymond VII. La couronne hérita de leurs apanages, et les vastes comtés de Toulouse et d'Auvergne ne cessèrent point, depuis lors, d'appartenir au roi de France. La mort de Jean Tristan ajouta en outre au domaine royal le comté de Valois. Le pape réclama comme fief de l'Église le comtat de Venaissin, qui, avec le Rouergue, l'Albigeois, le Quercy et l'Agénois faisaient partie du comté de Toulouse. Cette prétention du pontife était fondée sur une ancienne cession faite au saint-siège par Raymond. Philippe-le-Hardi se hâta d'y faire droit, et ce fut ainsi que pendant plus de cinq siècles consécutifs les papes ont conservé la souveraineté d'Avignon et de son territoire.

Henri, successeur de Thibaut II, et comme lui comte de Champagne et de Navarre, était mort sans

enfants mâles (1274), et ne laissant qu'une fille âgée de trois ans, appelée Jeanne. Cette jeune reine et sa mère, princesse du sang capétien, furent contraintes par différentes intrigues de quitter la Navarre et de se réfugier à la cour de Philippe-le-Hardi. Ce roi épousa vivement la cause des deux reines exilées. Son intervention armée eut un heureux effet ; Jeanne fut rétablie sur son trône ; mais, pour resserrer les liens de patronage qui l'unissaient à la famille de France, Philippe III la fiança à celui de ses fils qui plus tard régna sous le nom de Philippe-le-Bel. Par ce mariage la Navarre et la Champagne furent réunies à la couronne des Capétiens ; et si la Navarre en fut à une autre époque détachée, la vaste principauté de Champagne, l'un des plus puissants fiefs de la France, ne fut jamais séparée du royaume.

Si l'on compare d'un coup d'œil la France de Hugues-Capet et de Louis-le-Gros à la France agrandie successivement par Philippe-Auguste, Louis VIII, Louis IX et Philippe III, on verra quel spectacle différent elles présentent à l'histoire. A la place d'un chétif domaine, contesté et pauvre, s'étendant à peine de la Beauce au Vermandois, et dans lequel le roi ne pouvait faire trois pas sans heurter du pied un seigneur de Montlhéry ou de Corbeil, sans avoir sa route barrée par quelques bourgades ou par quelques vassaux des banlieues de Paris ou de Laon, on apercevra tout d'un coup un vaste royaume borné par la Somme, la Meuse et la Moselle, au nord ; par les Pyrénées et le Rhône, au sud ; redouté de l'Empire qu'il avait vaincu à Bouvines, des rois d'Angleterre dont il avait rendue réelle la vassalité, de l'Espagne dont il avait rejeté l'influence au-delà des Pyrénées et qu'il tenait en respect par la Navarre ; chéri de l'Église dont ses

rois s'honoraient d'être fils ; redouté en Afrique et respecté même par les Tartares de l'Orient. Trois siècles avaient préparé ou accompli cette révolution considérable, trois siècles durant lesquels la féodalité avait été affaiblie, et le pouvoir royal réhabilité de son abaissement et élevé au premier degré de la hiérarchie sociale. Merveilleux effets de la patience, du génie et du courage, résultat plus remarquable encore de l'unité politique et nationale ; à peine la voyait-on naître au-dessus du niveau féodal qu'elle opérait des prodiges.

L'aîné des fils de Philippe venait de mourir, victime, s'il faut en croire la rumeur du temps, d'un empoisonnement dont l'auteur est demeuré inconnu. Le premier ministre du roi, Pierre de la Brosse, qui de barbier de saint Louis s'était élevé par sa haute capacité aux plus hautes dignités administratives, accusa, dit-on, de ce crime la reine Marie de Brabant, belle-mère du prince. On consulta pour éclaircir le fait une prétendue sorcière appelée la béguine (religieuse) de Nivelles. On crut ou l'on feignit de croire, d'après ses discours, que Pierre de la Brosse était lui-même l'empoisonneur, et qu'il ne calomnait la reine que pour éloigner de lui les soupçons. La Brosse fut pendu : on ne sait si ce malheureux fut réellement coupable, ou s'il périt à la suite d'une machination de quelques courtisans que son élévation et ses talents rendaient jaloux de sa personne (1276).

Un autre événement plus grave troubla le règne de Philippe-le-Hardi et affaiblit au dehors l'influence de la France. Charles d'Anjou, frère de saint Louis, que nous avons vu roi de Naples et de Sicile, gouvernait encore ces contrées. Le supplice du jeune Conradin avait bien éteint la puissante maison

de Souabe, mais il avait aussi augmenté la haine que Charles d'Anjou et la domination des Français inspiraient aux peuples siciliens. Ceux-ci appellèrent, pour régner sur eux, Pierre III, dit le Grand, déjà roi d'Aragon. Jean de Procida, l'un des conjurés siciliens, n'attendait qu'un moment favorable pour secouer le joug de Charles d'Anjou. Le lundi de Pâques (1282), au moment où les vêpres sonnaient à la cathédrale de Palerme, un soldat français osa porter brutalement la main sur une Sicilienne qui se rendait à l'Église. Aux cris de la personne outragée, la populace massacra l'auteur de l'insulte. Ce meurtre servit de signal à une vaste extermination. Dans toute la ville et sur tous les points de la Sicile les Français, sans distinction d'âge et de sexe, furent mis en pièces; il en périt, dit-on, plus de vingt mille. Le résultat de ce massacre, connu dans l'histoire sous le nom de *Vêpres siciliennes*, fut la perte de la Sicile enlevée à la domination de Charles d'Anjou et livrée à son rival Pierre d'Aragon. Philippe III crut de son honneur de soutenir la dynastie capétienne établie à Naples, et il s'ensuivit une guerre qui troubla l'Italie, la France et l'Espagne. Le pape excommunia Pierre d'Aragon et donna sa couronne à Charles de Valois, l'un des fils de Philippe-le-Hardi. Ce dernier entra en Espagne pour conquérir ce royaume, mais cette expédition ne fut point heureuse. Les Français s'avancèrent jusqu'à Gironne; là des fièvres contagieuses se mirent dans l'armée et la forcèrent de repasser les Pyrénées. Philippe, atteint lui-même de la maladie, fut obligé de s'arrêter à Perpignan, et y mourut, en 1285, âgé de quarante ans à peine; il en avait régné quinze. Le surnom de *Hardi* qu'il porte dans l'histoire ne paraît avoir été justifié par aucun exploit remarquable.

SYNCHRONISMES.

1271. Premières lettres d'anoblissement en faveur de Raoul, orfèvre du roi.

1273. Rodolphe, comte de Habsbourg, est élu à Francfort empereur d'Allemagne.

CONTEMPORAINS CÉLÈBRES : Nicolas III, Martin IV, papes ; Michel Paléologue, empereur d'Orient ; Rodolphe de Habsbourg, empereur d'Occident ; Albert-le-Grand, Roger Bacon, saint Bonaventure, saint Thomas d'Aquin

PHILIPPE IV, DIT LE BEL,

(1285-1314).

Le nouveau règne éclairera la décadence du gouvernement féodal et un grand changement politique dans la constitution de la France. De graves événements le signaleront encore à l'observation de l'historien et du moraliste.

Quand il s'ouvrit, Charles d'Anjou, le pape Martin IV, les rois de Castille ou d'Aragon avaient précédé ou suivi Philippe III de près dans la tombe. La mort de ces personnages avait considérablement éteint la guerre qui troublait l'Italie et l'Espagne. Cependant les hostilités duraient encore, lorsqu'une conflagration plus importante appela l'attention de la France. A l'occasion d'une querelle survenue entre des matelots des deux nations, des vaisseaux anglais capturèrent des bâtiments français ; cette affaire aurait pu se terminer pacifiquement, mais ce n'était point le compte de Philippe-le-Bel, qui ne cherchait qu'un prétexte pour enlever la Guienne au roi d'Angleterre. Ce dernier prince fut cité devant la cour de Paris, et, comme on pouvait s'y attendre, refusa de comparaître ; il fut condamné, et la Guienne confisquée par arrêt souverain. Cette justice, d'une sévérité calculée, ne porta pas ses fruits : Édouard I^{er}, roi d'Angleterre, abjura son hommage de vassal et déclara la guerre à la France. C'était aller au devant des vœux de son rival. De part et d'autre on se prépara à combattre.

Édouard I^{er} associa à sa cause Adolphe de Nassau, roi des Romains, le duc de Bretagne, le duc de Brabant, le comte de Flandre et plusieurs autres

princes puissants. Le roi de France s'unit par un traité à Jean Baliol, roi d'Écosse.

Les hostilités éclatèrent d'abord en Guienne, où les Français obtinrent quelques avantages (1295); deux ans plus tard, une diversion opérée mal à propos par le comte de Flandre amena la guerre sur ses domaines (1297). Le prince Robert, comte d'Artois, battit les Flamands à Furnes. L'année suivante, le prince Charles, comte de Valois, soumit la Flandre presque tout entière. Guy de Dam-pierre, comte de Flandre, abusé par une promesse perfide de son vainqueur, consentit à se rendre à Paris pour se justifier devant la cour des pairs; à son arrivée, il fut arrêté et jeté dans les prisons du Louvre. Le succès de cette trahison ne répondit pas complètement à l'attente de ses auteurs; toutefois les victoires remportées en Flandre intimidèrent Édouard. Il pria le pape de s'interposer entre lui et le roi de France, et Boniface VIII parvint à rétablir la paix entre les deux rois. Ceux-ci se sacrifièrent mutuellement leurs alliés : Édouard abandonna le comte de Flandre à son malheureux sort, et Philippe cessa de prendre parti pour Jean Baliol. Celui-ci fut détrôné, et l'héroïque Wallace, que les Écossais avaient proclamé régent, fut, à son tour, vaincu et réduit à chercher un asile au fond des marécages. Déjà Édouard I^{er} avait détruit l'indépendance du pays de Galles; cette portion de l'Angleterre avait été vainement défendue par ses habitants, les montagnards cambriens, derniers débris de la race des Cimbres. De son côté, Philippe contraignit le duc de Bretagne à se reconnaître son vassal.

Cependant les Flamands, poussés à bout par les exactions de leurs vainqueurs, se soulevèrent sur tous les points contre la domination française; ce fut

une insurrection toute populaire, toute bourgeoise. Les corporations de métiers, bannière en tête, les ouvriers, les artisans prirent les armes pour la liberté de leur patrie. Pierre Konig et Jean Bride, consuls, l'un des tisserands, l'autre des bouchers, avaient été emprisonnés arbitrairement ; ils furent délivrés par leurs compagnons. Sous la conduite de ces deux citoyens, les Flamands surprirent Bruges, l'une de leurs villes, et massacrèrent la garnison française. Quelques jours après, ayant mis à leur tête le petit-fils de leur comte, ils emportèrent successivement l'Écluse, Nieuport, Bergues, Courtray. Les riches communes de Flandre suivirent l'impulsion ; elles armèrent leurs braves mais grossières milices. Le clergé flamand s'associa par ses prières à ce mouvement généreux. Vainement Robert d'Artois parut-il au pied des murs de Courtray, à la tête d'une brillante armée de cinquante mille hommes ; et se promettant une facile victoire ; sa noblesse, ses chevaliers, ses écuyers et ses fantassins trouvèrent la mort ou la honte, et lui-même périt, avec l'élite de ses guerriers, dans un fossé bourbeux qui servait de retranchement aux milices ennemies. Celles-ci perdirent à peine une centaine de combattants (11 juillet 1302).

Philippe-le-Bel ne se laissa point abattre par ce revers. Une première expédition, qu'il dirigea contre les Flamands, fut sans résultat décisif ; mais il revint plus tard à la charge (1304). Les deux armées se rencontrèrent près de Mons-en-Puelle : la bataille fut vivement disputée ; de part et d'autre on se battit avec un acharnement égal, ceux-ci pour l'indépendance, ceux-là pour l'honneur. L'armée française fut d'abord repoussée et, sur quelques points, mise en fuite ; mais le roi la rallia, et, don-

nant l'exemple du courage, parvint, non sans peine, à triompher de l'ennemi. Cependant la victoire lui avait coûté trop cher, et il avait trop bien appris à estimer ses adversaires pour ne pas leur accorder une paix très-honorable. Il restitua donc aux Flamands leurs anciens privilèges, se contentant de conserver une portion de leur territoire et deux villes fortes, Lille et Douai.

Jusque-là Philippe-le-Bel avait été plus heureux que juste dans ses guerres ; mais ses prospérités étaient troublées par les graves démêlés qui, depuis quelques années, existaient entre lui et le pape Boniface VIII.

Ce pontife s'était cru appelé à accepter, comme mission et héritage, la pensée de Grégoire VII et d'Innocent III, et celle des papes qui avaient après eux gouverné l'Église durant une longue période. Il voulait comme eux avoir les empereurs et les rois terrestres pour grands vassaux, et confondre en une seule puissance les pouvoirs temporel et spirituel. Mais les temps étaient moins favorables : à mesure que l'oppression féodale avait cessé de peser de tout son poids sur les peuples, ceux-ci, jouissant d'un ordre plus libéral et plus régulier, avaient cru avoir moins besoin de la protection et de l'intervention politique des papes ; de son côté, la royauté ayant fini par prévaloir au-dessus de toutes les forces rivales, s'était sentie mal à l'aise en présence de la papauté, et avait aspiré à tracer une ligne de démarcation entre les attributions et les prérogatives des deux puissances. Saint Louis lui-même n'avait point pensé déchoir du titre glorieux de fils aîné de l'Église en établissant l'indépendance de sa couronne vis-à-vis de la tiare pontificale ; restant entièrement soumis au vicaire de Jésus-Christ pour toutes les

questions de foi et d'obéissance spirituelle, il avait proclamé, quant à l'administration temporelle, qu'il ne devait compte qu'à Dieu seul de sa conduite et de ses actes. Aucun des successeurs de saint Louis n'a renoncé à cette règle, qui leur a paru juste et convenable ; elle est encore la base du droit actuel, contre lequel Rome elle-même ne croit point devoir protester.

Mais, sous Philippe-le-Bel et Boniface VIII, le problème n'était point ainsi résolu, et les deux pouvoirs luttèrent énergiquement l'un contre l'autre. Le roi de France, à la fois orgueilleux et avare, voulait, malgré les injonctions du pape, soumettre à quelques contributions fiscales les ecclésiastiques de son royaume ; le pontife, incapable de plier, ordonnait au clergé de France de refuser tout impôt levé sans son consentement. Philippe ne tarda pas à donner au Saint-Père d'autres sujets de plaintes ; il se conduisit à l'égard de quelques évêques comme l'avait fait, plus d'un siècle auparavant, Henri II, roi d'Angleterre ; mais le pape n'était pas plus disposé que Thomas Becket à souffrir ces envahissements. Boniface VIII envoya, comme légat auprès du roi, l'évêque de Pamiers, qu'il avait institué de son propre mouvement et sans le consentement du prince, ce qui était porter atteinte aux privilèges de la couronne. L'évêque de Pamiers, dépassant les instructions qu'il avait reçues, parut devant Philippe-le-Bel, et ne craignit pas de lui adresser en face des reproches sur ses usurpations et sa tyrannie. Le roi le fit plus tard emprisonner et livrer à des juges qui le déclarèrent coupable de rébellion. Ce jugement, rendu contre les formes usitées à l'égard des dignitaires de l'Église, ne fit que soulever l'indignation du pape, et, de part et d'autre, la que-

relle devint plus grave. Boniface VIII lança une bulle contre le roi ; cette bulle fut brûlée par ordre du prince. Le pape réunit un concile pour mettre un frein aux prétentions du roi ; celui-ci, voulant chercher, de son côté, un appui assez fort pour le soutenir dans cette lutte, rassembla une sorte de parlement national qui rappelait les anciens Champs-de-Mai, et se composait non-seulement de seigneurs et d'évêques, mais encore de députés envoyés par les communes. Ce fut la première fois que ces assemblées, qui prirent le nom d'*États du royaume* ou *États-généraux*, furent convoquées par nos rois ; ce fut donc là aussi le point de départ d'une constitution politique que nous ne tarderons pas à apprécier.

Les États-généraux, réunis pour la première fois le 10 avril 1302 dans l'église Notre-Dame, prirent parti pour le roi et déclarèrent sa cause juste ; mais leur décision n'empêcha pas un grand nombre d'évêques, archevêques ou abbés, de se rendre à Rome pour y assister au concile. Philippe-le-Bel fit saisir le temporel de ces prélats. Le pape persista plus que jamais dans la ligne qu'il avait suivie, et, loin de faire une seule concession, lança contre le roi et le royaume les foudres de l'Église. Les états assemblés de nouveau protestèrent avec véhémence contre les volontés du pape ; mais Boniface VIII, ne se laissant point intimider, excommunia de nouveau Philippe IV, et déclara les Français déliés envers lui de leurs serments. Ce fut le signal d'une irritation portée au plus haut degré. Guillaume de Nogaret, envoyé du roi de France, et assisté de Colonne, seigneur italien banni par Boniface VIII, entrèrent en Italie, et, assistés d'une troupe nombreuse, parvinrent à Agnani, où ils surprirent le pape. Le chef de

l'Église catholique, au milieu de cet orage inattendu, ne courba pas le front, mais se montra plus ferme que jamais. Ceint de la tiare et couvert du manteau de saint Pierre, les clefs symboliques et la croix dans les mains, il s'assit sur son trône et attendit ses ennemis (7 septembre 1303). Ceux-ci entrèrent en brisant les portes, mais leur présence ne troubla pas le courageux vieillard. Comme il leur reprochait leur audace, Colonne eut la criminelle lâcheté de le frapper au visage avec un gantelet de fer ; il l'aurait même tué si Nogaret ne l'en eût empêché. Cet attentat fut suivi de l'emprisonnement du pape, qui demeura trois jours sans nourriture ; mais la mesure était comblée. « Je le vois, s'écrie le poète dans un » de ses élans sublimes, il entre dans Agnani, *le* » *Fleurdelisé*. Je vois le Christ captif en son » caire ; je le vois moqué une seconde fois ; il est » de nouveau abreuvé de fiel et de vinaigre ; il est » mis à mort entre des brigands * ! » Ce cri d'horreur fut celui du peuple romain tout entier, et le pape fut arraché des mains de ses bourreaux. Il mourut cependant un mois après d'une fièvre ardente causée par cette douloureuse scène. Son successeur, Benoît XI, ne régna que peu de temps **, mais il travailla, non sans quelque succès, à pacifier la querelle élevée entre Rome et la France. Après la mort de Benoît XI, Bertrand de Goth, archevêque de Bordeaux, fut élu à sa place par l'influence du gouvernement français ; il régna sous le nom de Clément V. Ce fut lui qui, sur les instances du roi Philippe-le-Bel, fixa le premier le siège des papes à Avignon ; cet acte de complaisance fut suivi d'une bulle par

* Le Dante.

** Il fut dit-on, empoisonné par Nogaret.

laquelle, achevant l'œuvre de Benoît XI, il releva Philippe-le-Bel et le royaume de toutes les censures prononcées par Boniface VIII. On ne pouvait faire aux nécessités de la paix de plus grandes concessions (1311).

Philippe-le-Bel régnait au milieu des difficultés sans nombre, dont il venait à bout par la violence ou la ruse. Pressé par des besoins d'argent et aiguillonné par son avarice, il donna le funeste exemple d'altérer les monnaies, en changeant, par ordonnance, la valeur de celles qui avaient cours. C'était jeter la perturbation dans toutes les classes et paralyser le commerce. Cette résolution tyrannique souleva des mécontentements qui furent comprimés par des supplices. Ces violences inspirèrent au peuple et aux grands une terreur mêlée de haine, mais le pouvoir royal était assez fortement assis pour n'avoir rien à craindre de ces fâcheuses dispositions des esprits. L'opinion à cette époque était incertaine et isolée ; on ne savait ni se concerter pour résister, ni s'associer pour vaincre. La féodalité, quoique subsistant encore de nom, tendait politiquement à se dissoudre.

La fin de ce règne fut marquée par l'un des événements les plus graves de notre histoire ; je veux parler de l'abolition de l'ordre religieux et militaire des Templiers.

Cet ordre célèbre avait été institué vers l'an 1118 ; Baudouin II, roi de Jérusalem, donna à ses fondateurs, pour première habitation, une maison voisine du lieu où Salomon avait autrefois élevé son temple au Seigneur, d'où vient le nom de Templiers. Aux vœux ordinaires de religion ils ajoutaient celui de défendre les pèlerins allant en Terre-Sainte contre les attaques des infidèles. Ils étaient soldats et

moines. D'abord voués saintement et courageusement à l'accomplissement de leur mission, ils se rendirent célèbres dans tout le monde chrétien par leurs exploits et leurs services. Leur réputation eut pour résultat d'accroître considérablement leur nombre et leurs richesses ; mais les biens immenses qu'ils amassèrent en Europe et en Asie finirent par les corrompre et par introduire au milieu d'eux l'avarice, l'orgueil et la débauche. Là ne se bornèrent pas leurs égarements ; comme l'accomplissement de leur vœu militaire les mettait chaque jour en relation avec les Arabes et les infidèles, ils puisèrent à ces sources empoisonnées de funestes doctrines religieuses. Ils s'affilièrent en secret à ces sectes ismaéliennes et manichéennes, ennemies de la divinité de Jésus-Christ, qui, sous le voile d'une piété hypocrite, toléraient ou préconisaient d'infâmes mystères. Ces abominations n'étaient point peut-être le fait de l'ordre entier ; il est consolant de croire que dans une si grande réunion d'hommes dont les établissements existaient en France, en Espagne, en Allemagne, en Angleterre et sur beaucoup d'autres points encore, il se rencontra des Templiers qui ne participèrent ni à l'idolâtrie, ni au manichéisme, ni au crime ; mais ce que les circonstances donnent à penser, c'est qu'il y avait au milieu d'eux divers degrés d'initiation et de corruption, et qu'on n'admettait à la connaissance des derniers secrets que les chevaliers qui, par la perversité de leur cœur, la violence de leurs passions et l'habitude de la dissimulation, donnaient aux autres des garanties de complicité et de silence.

Quoi qu'il en soit, depuis longtemps cet ordre était décrié dans l'opinion pour ses dérèglements et le relâchement de sa discipline, lorsque enfin le mystère

de ses désordres fut publiquement révélé. Deux Templiers commencèrent à faire des aveux ; les preuves qu'ils donnèrent parurent plausibles, et un édit de Philippe IV ordonna provisoirement l'arrestation de tous les Templiers du royaume et la saisie de leurs biens, qui furent mis sous le séquestre entre les mains de deux cardinaux. Le pape Clément V se refusait encore à admettre l'existence de tant d'horreurs ; il interrogea lui-même soixante-douze Templiers, et fut étonné d'apprendre de leur bouche la confirmation des principales accusations portées contre eux. Quelques inquisiteurs * furent chargés de l'enquête et s'adjoignirent plusieurs gentilshommes. Un grand nombre de Templiers furent interrogés, et leurs aveux, pour ainsi dire, unanimes, ne permirent guère d'élever des doutes sur la criminalité de l'ordre.

De pareilles procédures eurent lieu en Angleterre, en Allemagne, en Espagne, en Italie, en Hongrie, en Achaïe, et dans tous les États où les chevaliers du Temple avaient des maisons et des revenus.

Enfin, après une enquête qui dura plusieurs années, le pape porta l'affaire au concile de Vienne, et là, le 22 mai 1312, en présence du souverain pontife, du roi de France, de ses fils et de ses frères, l'abolition de l'ordre fut résolue.

Un grand nombre de Templiers périrent par le supplice du feu, et entre autres Jacques Molay, grand-maître de l'ordre, et le commandeur de Normandie : les prieurs de France et d'Aquitaine, également condamnés, se sauvèrent par l'aveu de leurs crimes ; mais le grand-maître et le commandeur

* Il est bon de ne pas perdre de vue que l'inquisition était, dans l'origine, un tribunal tout pacifique et uniquement voué aux intérêts religieux. La politique des rois en fit, quelques siècles plus tard, un instrument formidable de sang et de vengeance.

protestèrent avec énergie, jusqu'au dernier moment, de leur innocence et de celle de l'ordre. Ils rétractèrent, comme beaucoup d'autres Templiers suppliciés, les aveux qu'ils avaient faits lors de l'enquête, en assurant qu'ils ne s'étaient accusés que vaincus par les horreurs de la torture. Ces rétractions publiques, en face du bûcher et au moment de la mort, s'expliqueraient au besoin chez des hommes qui avaient renié Jésus-Christ, et, n'étant point retenus comme des chrétiens ordinaires par la croyance d'une autre vie, voulaient au moins passer pour purs aux yeux des hommes. Il n'est pas rare de voir des coupables protester de leur innocence sur l'échafaud ; les exemples de ce genre abondent, et les criminels qui agissent ainsi ne séduisent personne. Il n'en a point été ainsi des Templiers. *Ils avouèrent dans les tortures, mais ils nièrent dans les supplices*, a dit Bossuet en parlant de l'extinction de leur ordre, et cette phrase, qui constate un fait général sans tenir compte des exceptions, est la substance des commentaires historiques auxquels cette affaire a donné lieu. L'école moderne, se traînant à la suite de l'école prétendue philosophique, a cherché à présenter la condamnation des Templiers comme une grande iniquité politique. L'occasion lui a paru belle d'attaquer d'un même coup un roi et un pape. On ne voit pas quel intérêt aurait eu Clément V d'abolir un ordre qui pouvait, s'il était pur, servir de boulevard au monde catholique ; quant au roi, on allègue qu'il était jaloux de la puissance des Templiers et qu'il convoitait leurs richesses. Cependant leur puissance n'avait jamais menacé la royauté ; elle l'avait au contraire plus d'une fois soutenue, et certes la couronne qui domptait la féodalité tout entière ne

pouvait se croire faible en face d'une milice disséminée sur la surface du royaume. Quant à leurs biens, tous ceux qui ne servirent pas à payer les frais énormes de la procédure furent donnés à l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem (depuis l'ordre de Malte). Les crimes dont on accusait les Templiers étaient, dit-on, fort invraisemblables. Sans doute l'ignorance populaire avait interprété d'une manière souvent fausse ou absurde les rumeurs qui circulaient sur les Templiers, et il est permis de douter de quelques-uns de ces bruits ; mais la masse des faits généraux subsiste, et dans ceux-là, s'il en est d'étranges, on ne peut les nier par ce seul motif, si l'on veut bien songer aux actions délirantes auxquelles peuvent conduire la débauche et l'idolâtrie, si l'on se rappelle que les sectes mahométanes de l'Orient avaient pratiqué des affiliations parmi les chevaliers du Temple. Il faudrait donc envelopper dans le reproche commun d'assassinat juridique, c'est-à-dire du plus lâche des crimes, non-seulement le roi de France, mais encore ceux d'Aragon et de Castille, ceux d'Angleterre et d'Écosse, l'empereur d'Allemagne et d'autres puissants souverains, et avec eux une foule immense de prélats, d'ecclésiastiques, de nobles, qui n'avaient rien à gagner à cette injustice, et enfin il faudrait incriminer un pape assisté d'un concile. Certes, quand les pièces longtemps conservées au Trésor des chartes, et qui ne sont point anéanties, ne constateraient pas les crimes des Templiers et la justice de l'arrêt qui les a frappés, les seules considérations qui précèdent ne laisseraient aucun doute à cet égard et ne permettraient pas d'appeler cette grave affaire une grande énigme historique.

Loin de nous cependant la pensée de justifier Phi-

lippe-le-Bel des cruautés qui furent commises par son ordre ou par ses agents dans cette mémorable circonstance. Le rôle de ce roi avare et dur présentait un contraste digne de remarque avec la conduite que tint le pape. Pendant que Clément V se montrait scrupuleux à examiner, souvent accessible au pardon et attentif à entourer les accusés des formes protectrices de la procédure ecclésiastique, le roi multipliait les rigueurs et les tortures. Il ne paraît que trop prouvé qu'avant tout il recherchait des coupables, et que bien souvent, pour hâter les supplices, il viola sans pudeur les règles et les entraves salutaires des lois. Quel que fût donc le crime, bien prouvé d'ailleurs, de l'Ordre, et la nécessité de son abolition, souvent il se fit que la pitié publique s'émut en faveur des Templiers, tant il est dangereux de faire présider la passion et la violence à la justice humaine, tant il faut craindre d'exposer la postérité à prendre des criminels pour des victimes.

L'abolition de l'ordre des Templiers est le dernier événement digne d'intérêt qu'offre le règne de Philippe-le-Bel. Ce roi, que ses exactions en matière d'impôts et de monnaie avaient fait haïr de son peuple, mais qui ne manquait ni d'habileté ni de courage militaire, mourut en 1314, à l'âge de quarante-six ans ; il en avait régné vingt-neuf. Sous son règne la ville de Lyon et la Champagne furent définitivement réunies au royaume de France.

SYNCHRONISMES.

1294. L'invention de la poudre à canon est révélée par le moine anglais Roger Bacon.

1299. Othman, descendant des sultans d'Iconium, fonde la maison othomane.

1302. Perfectionnement de la boussole et du compas marin

1307. Fondation de la liberté helvétique. Guillaume Tell.

1310. Prise de l'île de Rhodes par les chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem.

CONTEMPORAINS CÉLÈBRES: Boniface VIII, Clément V, papes; Albert I^{er}, empereur d'Allemagne; Jean Bailleul, Robert-Bruce, rois d'Ecosse; Pierre Flotte, chancelier; Guillaume de Nangis, Jean Scot, illustres ou notables.

RÉGIME DES ÉTATS-GÉNÉRAUX

ET DU PARLEMENT.

INSTITUTIONS, MŒURS ET COUTUMES DES FRANÇAIS.

(XIII^e ET XIV^e SIÈCLE.)

§ I. Caractère politique du gouvernement féodal et du régime des États-généraux.

Nous avons déjà parcouru plusieurs grandes phases de notre histoire, depuis la chute de l'empire d'Occident et l'invasion des Francs dans les Gaules.

Nous avons assisté, par la pensée, à la longue durée de la royauté barbare, cycle de cinq siècles qui embrasse à la fois la conquête du territoire, la conversion des vainqueurs, la lutte des deux races, la liberté sauvage des grands, l'esclavage et l'oppression des petits, l'intervention de l'Église introduisant dans la société le droit, l'humanité et la justice, l'usurpation des leudes et des maires, la formation subite de l'empire de Charlemagne, sa destruction plus rapide encore, l'hérédité des bénéfices et des charges publiques constituant un nouvel ordre social, et la féodalité sortant fière et puissante de ce chaos, de ces ruines, de cet immense travail de décomposition et d'enfancement.

Cette période a eu ses temps de gloire, de misère et quelquefois de honte. Clovis, Théodobert, les trois Pépin, Charles Martel et Charlemagne, ont porté aux diverses extrémités de l'Occident la ter-

reur du nom français ou les bienfaits de la civilisation chrétienne : Barbares régénérés, ils ont posé une borne aux invasions des Barbares. Moins heureux que ces rois illustres, leurs enfants ont subi, les uns, la domination des bénéficiers ayant à leur tête le maire ; les autres, les attaques, les révoltes et les outrages des seigneurs confédérés et tournant contre leur souverain ses propres bienfaits. Le peuple, de son côté, a souffert les exactions, les meurtres, l'asservissement, les excès de la force, la dégradation de l'ignorance ou du vice, et l'honneur national lui-même a été éclipsé tant qu'ont duré les brigandages et les envahissements impunis des pirates.

Mais quel que soit le point de vue sous lequel cette époque nous apparaisse, si l'on veut bien en excepter la tentative brillante, mais prématurée, de Charlemagne, elle ne nous présente d'autres caractères que l'anarchie et le chaos. Si les pouvoirs ne sont pas toujours confondus, et c'est le cas le plus ordinaire, les droits le sont constamment. Aucune limite n'est tracée d'une manière précise. La violence prend, quand il lui plaît et sans répression, la place de la justice. On ne peut se plaindre des impôts ; mais quand les caisses royales sont vides, on avise quelquefois à les remplir avec le meurtre. Le chef militaire commande, mais l'armée raisonne l'obéissance ; la liberté germanique subsiste encore dans toute sa rudesse, mais près d'elle le despotisme romain grandit parallèlement. La noblesse n'a pour elle ni la consécration du temps, ni celle des mœurs, et cependant elle prend en main l'exercice de l'autorité. Puis, quand l'absence de règles, de principes, d'ordre et de justice se fait par trop sentir, on se tourne de toutes parts vers le clergé, dépositaire d'un droit préexistant au droit humain, et rois et peuples s'a-

genouillent devant la parole des évêques. Vaste pêle-mêle de ruines jeunes et vieilles, offert à tous les systèmes historiques, chaos au-dessus duquel l'arbre de la croix domine seul comme un phare.

Cependant cette période a son terme dès le ^x^e siècle. Ce qui semblait devoir porter le dernier coup à la société la sauve ; l'anarchie féodale opère ce que la monarchie, alors même qu'elle domptait le monde européen, n'a pu faire : elle donne naissance à l'ordre et institue une société nouvelle sur des bases régulières.

De son institution légale, sous Charles-le-Chauve, jusqu'à son déclin, sous Philippe-le-Bel, le gouvernement féodal a duré plus de quatre siècles, qui, eux aussi, peuvent revendiquer leur part de gloire.

Ils ont vu successivement s'accomplir les croisades et l'affranchissement des communes ; ils ont vu naître la chevalerie, la langue, les littératures populaires, le commerce et l'industrie ; l'intelligence humaine, se développant dans le cercle de la scholastique et de la dialectique, a fait des efforts prodigieux ; la chaire a brillé d'un vif éclat ; l'Église a eu des saints, des confesseurs et des chefs illustres ; l'Angleterre a été conquise par les Normands, la barbarie par les idées. L'ère de la féodalité a donc le droit d'occuper une place aussi large que brillante dans nos annales.

Et cependant ce pouvoir fut détesté dès son origine par la royauté et le peuple. Aujourd'hui encore son nom seul soulève une vive réprobation dans tous les rangs sociaux ; et la féodalité, d'une voix pour ainsi dire unanime, passe pour l'âge de fer de la nation française. Hâtons-nous de le dire, ce sentiment, bien qu'il ait pour lui l'autorité d'un fait général, ne peut être accepté sans contrôle par l'his-

toire. La féodalité était un ordre régulier, et, par ce seul avantage, elle l'emportait de beaucoup sur l'époque antérieure. Elle n'avait été constituée ni en vue du despotisme, puisque c'est sous son empire et souvent de son propre consentement que le peuple s'affranchit, que la classe bourgeoise se fortifia ; ni en vue de l'avilissement des esprits, puisque c'est de son temps que la langue, les mœurs, la littérature et les arts sortirent de la barbarie et enfantèrent souvent des merveilles ; ni en vue de l'égoïsme de la classe noble, puisque, pendant que le peuple s'enrichit et prospéra à l'ombre des vieux manoirs, les seigneurs féodaux s'appauvrirent volontairement, pendant deux siècles, à lutter contre les Infidèles, et dévouèrent généreusement, sous le manteau du croisé ou sous la cotte de mailles du chevalier, leur existence, leur courage et leur sang à la défense des opprimés, des misérables et des faibles. La féodalité déploya de hautes vertus et d'admirables instincts ; elle adoucit les mœurs, et, dès qu'elle fut à son apogée, un demi-siècle suffit pour donner à la France une face nouvelle, pour la régénérer, pour guérir les blessures de cinq siècles de confusion et de désordres. Ce sont là des bienfaits dont il faut bien lui tenir compte.

Si donc la féodalité fut en butte aux haines du peuple (nous ne parlons pas de sa lutte avec la royauté, il ne s'agissait là que de deux forces rivales se disputant le pouvoir, et ce fait est nul comme principe), si, dis-je, l'impopularité s'attacha et restera toujours attachée à son souvenir, c'est que le sentiment d'égalité, toujours vivace en France, fut prodigieusement froissé par elle. Les mauvais instincts, qui se révoltent contre toute supériorité sociale, trouvèrent en elle un incommensurable motif

de jalousie et de haine. Ce n'était pas le pouvoir qu'on maudissait en elle, mais la hiérarchie, et la hiérarchie si fortement constituée que chaque homme trouvait à sa porte un supérieur et un maître, et que plus le seigneur suzerain était petit, plus il se rapprochait de son vassal et faisait sentir à celui-ci sa dépendance et son asservissement. On ne se révoltait pas contre le roi ; le roi était seul, élevé dans une sphère inabordable et sacrée ; on le supposait, pour ainsi dire, d'une nature supérieure, et on trouvait tout simple qu'il commandât ; mais il paraissait dur et intolérable de subir les ordres d'un voisin, de plier sous un homme dont rien ne révélait la supériorité, dont on pouvait voir de près les faiblesses, et qui, par cela même qu'il était toujours là, en présence de ses rares sujets, faisait apercevoir sa puissance dans tous les instants de la vie et présidait impérieusement à tous les actes de la vie domestique. Ce que l'homme du peuple avait de haine se portait donc spontanément sur son maître immédiat, pendant que le roi ne lui apparaissait de loin que comme un refuge et une source de grâces.

Le sentiment d'égalité profondément blessé, voilà ce que la foule ne pardonna jamais à l'aristocratie féodale, et cette disposition des esprits subsista à toute époque. Pourvu que le maître placé près du peuple, pourvu que le noble fût humilié ou persécuté, les masses, qui suivent aveuglément les appétits grossiers de leur orgueil, pardonnèrent à toutes les formes de gouvernement et les acceptèrent. Le despotisme leur parut bon, parce qu'il confondait les nobles et les bourgeois dans un même abaissement ; l'anarchie démocratique ne les épouvanta point, parce qu'elle servait leur vengeance. Ce n'est point ici le lieu d'examiner ce que ces sentiments eurent

dé faux ou d'injuste ; nous nous bornerons à les constater, parce qu'ils expliquent les attaques dont la féodalité fut l'objet, et les doubles agressions qui s'élevèrent à la fois contre elle et du trône et de la chaumière. Si l'explosion fut si lente, si la lutte fut si rarement souillée par le meurtre, la féodalité ne dut pas s'en prendre seulement à sa force, elle dut bénir la religion qui, soumettant le pauvre au joug et lui ordonnant l'obéissance et la patience, prévint et paralysa pendant plusieurs siècles l'insurrection ou les résistances. Cette même religion prescrivait d'ailleurs au maître la charité et la justice, et, de ce côté aussi, son intervention tempérait les misères féodales.

La féodalité s'était partagé le sol de la France ; elle avait pris pour adage : « Nulle terre sans seigneur, » et non-seulement elle avait subordonné l'homme à l'homme, elle avait encore inféodé la terre à la terre. Elle présentait une formidable chaîne dont le roi était le premier anneau, le pauvre serf le dernier, et cet enlacement de droits et de devoirs respectifs semblait la rendre supérieure à toute cause de dissolution. Pourtant cette aristocratie, dont toutes les parties s'harmonisaient si régulièrement, ne put tenir contre la double inimitié de la royauté et de la foule. Ce que les rois absolus, quoique seuls, ont pu faire, ce que les sénats de Venise et de Gênes, ce que la chambre des pairs d'Angleterre ont obtenu par leur propre force, la féodalité, en apparence bien autrement puissante, n'a pas su l'accomplir ; elle n'a pas duré. C'est qu'en dépit de la communauté de principes qui rattachait l'un à l'autre ses membres, il y avait entre eux rivalité perpétuelle, parce que tous étaient de petits souverains au même titre, et conséquemment il y avait aussi chez eux diversité d'intérêts, isolement et faiblesse relative.

Quand la royauté attaqua le premier noble dont elle conquît le fief, les autres feudataires ne virent là qu'une querelle entre le seigneur féodal, qui s'appelait duc, et ils restèrent insoucieux dans leurs manoirs : on n'y prenait pas autrement garde. Lorsqu'enfin on ouvrit les yeux il n'était plus temps, et toute résistance fut vaine. Ensuite les lois et règlements aidèrent la force. Sous prétexte de régulariser la société féodale, on dénatura le pouvoir de ses membres ; de princes indépendants qu'ils étaient d'abord on en fit des pairs, des conseillers, des juges ; plus tard le droit d'appeler au roi du jugement de son seigneur immédiat fut donné à chaque vassal, et on en usa de telle sorte que les juridictions féodales furent paralysées et amoindries au profit d'un parlement nommé par le roi et composé de ses créatures. Plus tard enfin, les communes, qui, chacune séparément, étaient considérées comme autant de vassaux collectifs, obtinrent le droit d'entrer, comme le clergé et la noblesse, dans les grands conseils du roi, et dès lors ces assemblées, redevenues nationales, attestèrent, par leur existence que la féodalité était déchue de la souveraine puissance. Son règne était passé, elle ne subsistait plus que comme tradition ou forme. Chaque fois qu'elle essaya de relever la tête elle fut vaincue.

On tomberait dans une grave erreur si l'on croyait voir dans les états-généraux, tels qu'ils furent constitués lorsque Philippe-le-Bel appela, en 1302, les communes à y envoyer des représentants, une organisation constitutionnelle toute régulière. Les grands pouvoirs publics ne s'établissent pas ainsi d'un seul coup. Les rois capétiens craignirent de donner une existence politique trop forte à ces assemblées, et de créer à côté d'eux un pouvoir jaloux ;

ils évitèrent donc de les convoquer périodiquement, et ne le firent que lorsque de graves intérêts semblaient exiger une solution plus solennelle.

Les rois, convoquant selon leur bon plaisir les états du royaume, n'avaient point à appréhender qu'ils devinssent un embarras de plus ; ils étaient libres de se passer d'eux dans les circonstances critiques : mais, il faut le dire, c'était plutôt par défiance de l'ancienne féodalité qu'ils évitaient de les assembler souvent, et non par peur de quelque envahissement démocratique. Les députés des communes ou le *tiers-état* étaient de leur nature les alliés de la couronne contre les deux autres ordres, particulièrement contre la noblesse. Aucune pensée démocratique, aucune théorie républicaine ne pouvait venir à l'esprit de ces bourgeois du moyen-âge qui ne connaissaient d'autre existence politique que celle de leur commune, et qui, nourris dans des habitudes de subordination et d'humilité, n'avaient d'autre instinct que celui de se préserver des usurpations féodales. Ils se trouvaient trop naïvement satisfaits d'être appelés à conseiller le roi pour n'être pas disposés à lui accorder ses demandes d'argent ou de privilèges, et c'est parmi eux que la couronne rencontrait le moins d'obstacles. En face d'un roi la bourgeoisie est ordinairement obséquieuse et facile à se laisser séduire par la vanité ; l'aristocratie, au contraire, traite de puissance à puissance et ne cherche qu'à gagner du terrain. C'est une remarque faite de tout temps, hors ceux où les instincts révolutionnaires poussent la classe moyenne à attaquer les autres pouvoirs, et ceux-ci à se prêter provisoirement un secours réciproque.

Les états-généraux, comme institution politique, n'entrèrent jamais bien avant dans les mœurs de la

France. Le droit que le roi conservait de les convoquer à son gré ne permettait pas à la bourgeoisie d'attendre d'eux aucune résolution sérieusement hostile à la volonté du prince ; d'un autre côté, la noblesse, autrefois toute puissante, n'aima jamais ces assemblées où elle n'avait qu'un tiers de pouvoir ; le clergé enfin, qui avait ses synodes particuliers ou généraux, attachait fort peu de prix à ces réunions mixtes ; il leur préférait les conciles, où les intérêts de la religion étaient moins mêlés de passions humaines. Ajoutons que les états-généraux n'étaient point convoqués pour tout le royaume ; on tenait ordinairement à part les états de la langue d'Oyl (France septentrionale) et ceux du Midi ou de la langue d'Oc. Les premiers avaient même seuls un véritable caractère politique ; ceux de la langue d'Oc, au contraire, n'étaient le plus souvent que des assemblées purement provinciales et administratives, et ne jouèrent jamais un rôle important dans notre histoire.

Les ordres délibéraient séparément, et c'était encore une cause d'impuissance. Pour qu'une résolution fût adoptée, il fallait qu'elle eût l'assentiment du clergé, de la noblesse et du tiers (des communes), et l'on sent que, les intérêts de ces grandes classes étant souvent opposés, il n'était point facile d'obtenir leur accord. C'est là, plus que tout autre cause, l'explication du peu d'influence que les états-généraux ont exercée dans toute notre histoire.

Quoi qu'il en soit, leur institution était, il faut le reconnaître, un grand progrès social ; il tient plutôt à l'importance considérable que la classe moyenne avait enfin acquise qu'à une pensée spontanée du pouvoir royal. Il est des temps où l'humanité marche et change de forme extérieure, parce que toute

chose humaine est variable, et on était alors dans une période favorable aux agrandissements politiques de la bourgeoisie. En Angleterre les communes venaient aussi d'être introduites dans le parlement ; en Flandre elles se constituaient de plus en plus sur une base démocratique ; en Suisse, l'insurrection des trois cantons de Schwitz, d'Uri et d'Unterwalden organisait républicainement les montagnards des Alpes. Un monde nouveau secouait ses langes ; l'idée et le mot de la liberté commençaient à poindre.

§ II. Armoiries. — Blason. — Armes de guerre.

Les croisades virent naître l'usage des armoiries. Ces nombreux chevaliers qui, de tous les points de l'Europe, étaient accourus en Orient, suivis de leurs vassaux, avaient besoin, pour se reconnaître sous les armes, d'adopter certaines marques distinctives. Chaque seigneur mit donc un emblème particulier sur sa bannière ou sur son écu ; ce fut l'origine du blason, cette langue hiéroglyphique de l'honneur et de la gloire.

Les barons, les comtes et les autres seigneurs conduisaient leurs vassaux à la guerre sous leurs enseignes armoriées et semées de devises. Les drapeaux de l'infanterie étaient en toile peinte, les guidons de la cavalerie en soie ; le pennon ou bannière royale, dressé sur un chariot et traîné par des bœufs, était de velours violet ou bleu céleste, parsemé de fleurs de lys d'or. L'oriflamme, qui fut d'abord la bannière de Saint-Denis, puis le drapeau de la France, était en sendal ou taffetas, or et feu, ou rouge, semé de flammes d'or, et ornée de deux

queues bordées de franges vertes ; on l'attachait au haut d'une lance dorée. Le cri de guerre de celui qui portait ce saint étendard était « Montjoie et Saint-Denis ! » ou « Notre-Dame-Montjoie ! » L'oriflamme fut portée en tête de nos armées, dans les grandes guerres, jusqu'au règne de Charles VII.

Les guerriers marchaient à l'ennemi en entonnant, selon l'usage des anciens peuples septentrionaux, des chants de guerre où l'on rappelait la gloire des héros morts. L'une de ces hymnes nationales était la chanson de Roland ; les compagnons de Guillaume-le-Bâtard la firent entendre aux Anglo-Saxons lors de la conquête de l'Angleterre.

Les gentilshommes combattaient à cheval, armés de toutes pièces. Les gens de guerre non nobles, et qu'on appelait sergents, étaient à pied, armés de hallebardes, de massues et de piques. Les armes offensives étaient l'arc, l'arbalète, la fronde, le poignard, l'épée, la lance, l'épieu, la massue, armée de boulets de fer, le mail ou marteau ; les armes défensives étaient le heaume ou casque que les rois portaient doré, les ducs et les comtes argenté, les principaux seigneurs d'acier poli, les simples nobles en fer ; le haubert, sorte de tunique formée d'un double réseau de mailles de fer flexibles, et qui couvrait quelquefois les bras et les jambes ; le gambeson, sorte de justaucorps garni d'un plastron sur la poitrine ; l'écu ou bouclier, la cuirasse, les brassards et les gantelets. Pendant les sièges on employait de part et d'autre le pierrier ou mangonneau, machine qui lançait au loin d'énormes quartiers de roche ou de simples pierres. Les assiégés élevaient de fortes murailles qu'ils entouraient de fossés profonds ; les assiégeants pratiquaient la sape pour arriver jusqu'au pied des murs sans danger, et, lors-

qu'ils y étaient venus, construisaient des tours de bois qu'ils adossaient aux remparts, et du haut desquelles ils s'élançaient sur l'ennemi. On ne connaissait guère l'art des campements et celui des approvisionnements. Le courage personnel ou la forte trempe des armes décidaient presque seuls de la victoire.

§. III. Mouvement intellectuel et littéraire.

Dès l'avènement de la dynastie capétienne on avait pu remarquer les symptômes d'une nouvelle régénération intellectuelle. L'étude des lettres et de la philosophie se reveilla dans le silence des cloîtres; l'ordre de saint Benoît commença dès lors à rendre à la science ces longs et durables services qui lui assurent encore la reconnaissance des siècles. La féodalité, quelque ignorante qu'on la suppose, contribua à favoriser cette tendance des esprits, en établissant la paix et la sécurité à l'abri de sa domination; plusieurs princes ou grands feudataires de cette époque se piquaient déjà de cultiver leur intelligence : c'était tantôt Hugues, comte d'Arles, et roi d'Italie, qui se déclarait protecteur des lettres, et tantôt un comte d'Anjou qui écrivait au roi : *Sachez qu'un roi non lettré est un âne couronné.* Les Capétiens donnaient d'ailleurs l'exemple et protégeaient avec un zèle éclairé les progrès déjà sensibles du goût.

Gerbert avait rapporté des écoles arabes la collection des œuvres d'Aristote : ce célèbre écrivain de l'antiquité devint en quelque sorte, quinze siècles après sa mort, le régulateur des doctrines philosophiques et de la métaphysique du moyen âge. On

oubliait que les premiers docteurs chrétiens l'avaient repoussé. Les fameuses querelles du nominalisme et du réalisme * fournirent une ample pâture à ce besoin de discuter qui s'était emparé des esprits : l'arme du syllogisme fut mise au service de la vérité et de l'erreur : des questions subtiles furent débattues avec fureur dans les écoles, et si cette manie d'ergoter tourna plus d'une fois au scandale, du moins elle donna aux intelligences un continuel et énergique stimulant, et prépara des travaux et des résultats bien autrement sérieux. Vers le même temps la découverte des livres de Justinien dans Amalfi avait introduit une science nouvelle, celle du droit civil.

L'espace nous manque pour citer les noms des hommes qui, à cette époque de labeur et de renaissance, contribuèrent à étendre le domaine de la science et de la vérité. Nous voudrions vainement payer un tribut d'admiration à Lanfranc, à saint Anselme et à ces célèbres abbayes du Bec, de Jumiège et de Fontenelle qui produisirent tant d'illustres théologiens ; du midi au nord, de Cluny au Mont-Saint-Michel, le sol de la France était couvert de monastères qui servaient de foyers à la double science du chrétien et du philosophe : les écoles de la Normandie étaient célèbres, celles de Paris avaient acquis une juste renommée : on y accourait de tous les points de l'Europe. Rappelons seulement en passant cette grande querelle du pieux Lanfranc et du fameux hérésiarque Bérenger qui

* Voir sur cette fameuse querelle, déjà exposée par Brucker, cap. III, sect. 3, et par Degérando, t. IV, les savants commentaires de M. Cousin dans la préface de l'édition des œuvres d'Abeilard.

doit occuper une si grande place dans l'histoire intellectuelle du onzième siècle.

Le ^{xii}e siècle avait produit saint Bernard et avec lui Abeilard, l'Eschine hétérodoxe de ce Démosthène catholique. Tout ce qu'il y avait de bons et de mauvais germes dans l'esprit humain fut remué par ces deux hommes d'un génie si rare et si différent, l'un sublime, grand, vrai et profond, l'autre habile, adroit et fascinateur. La pensée suivit les deux routes qu'ils tracèrent. Pendant que leur parole occupa le siècle, d'autres savants, littérateurs ou chroniqueurs, prirent rang dans le mouvement moral ou intellectuel ; tels furent Suger, Pierre Lombard, Héloïse, Othon de Freisengen et quelques autres. Ces noms suffisent pour l'illustration d'une époque.

Le ^{xiii}e siècle ne resta pas en arrière ; il vit briller saint Dominique dans la chaire, saint Thomas d'Aquin et saint Bonaventure dans la science chrétienne, Albert-le-Grand, Roger Bacon et Scott dans la science profane, Pierre Fontaine dans l'art du jurisconsulte. Ouvert par Villehardouin, Guillaume-le-Breton, Guillaume de Tyr et Rigord, il fut dignement fermé par Guillaume de Nangis et le sire de Joinville.

Au ^{xiii}e siècle, la philosophie scholastique atteignit son plus remarquable développement.

La théologie émancipa en quelque sorte la science ; elle lui permit d'avoir à ses côtés et au dessous d'elle une existence indépendante, sinon du dogme et des enseignements de l'Église, du moins de la méthode et de la logique. La philosophie scholastique, selon la définition de saint Bonaventure, fut l'étude des vérités compréhensibles ; elle eut en vue l'enseignement des principes utiles à l'individu, à la fa-

mille, à la société. En faisant marcher vers un seul but la logique, la physique, la métaphysique et la morale, elle arriva à former à l'usage de l'école un système complet d'explications sur Dieu, la nature et l'humanité. Le philosophe, d'après l'aveu de saint Thomas d'Aquin, se proposa l'investigation des causes secondes et spéciales, laissant le fidèle respecter la cause première. Dans l'enseignement de la foi, on commençait par la notion de Dieu, et après avoir découvert en lui l'ordre universel dont il demeure le centre, on finissait par arriver à la connaissance des créatures. Dans l'enseignement philosophique, au contraire, on partait de la connaissance des créatures pour arriver à la notion de Dieu qui est le terme. Il résulte de ces deux définitions que la science des théologiens, bien supérieure à l'autre et bien plus certaine, s'aidait néanmoins des travaux philosophiques " non pour son besoin, mais " pour entourer de plus de clartés les dogmes offerts " par elle à notre croyance *.

Dans toutes les écoles d'Occident, et surtout en France, le réalisme d'Aristote avait pris la place que l'église d'Orient avait paru d'abord devoir accorder à l'idéalisme de Platon **: la dialectique péripatéticienne était surtout en honneur.

Mais les subtilités de l'école et les embûches du syllogisme n'occupaient point à elles seules les hautes intelligences de ce siècle. Pendant que saint Thomas d'Aquin, que ses longues et silencieuses études avaient fait surnommer *le Bœuf*, se préparait suivant l'expression prophétique de son maître, Al-

* Saint Thomas d'Aquin : *Summa contra gentes* et *Summa Theologiae*.

** Matter.

bert-le-Grand , à remplir le monde de ses doctes mugissements, ce même Albert osait lui-même interroger les secrets de la nature et chercher dans les rêves de l'alchimie des agents mystérieux ou surnaturels ; non loin de lui Roger Bacon , un pauvre moine anglais, abandonnait quelquefois ses méditations philosophiques , pour présager la puissance encore inconnue de la poudre à canon et de la vapeur, et les révélations qu'il adressait à ses contemporains n'étaient point encore comprises *.

Le xiv^e siècle se levait à peine que Dante composait son admirable poème, le premier monument de la langue italienne , le cri le plus harmonieux qui depuis Virgile eût retenti dans le vieux Latium ; mais que sont les chants de ce poète si on les compare au livre de l'Imitation de Jésus-Christ qui parut vers le même temps et dont la science moderne recherche en vain l'auteur ** ?

Il existait alors une foule des poètes populaires cultivant la " gaie science. " Les troubadours , et avec eux les ménestrels ou jongleurs, formaient une sorte de chevalerie errante littéraire ; ils parcouraient les châteaux et les provinces, récitant leurs naïves ballades ou s'accompagnant de la harpe. Partout sur leur passage ils étaient accueillis avec faveur, souvent avec enthousiasme. Les événements contemporains, les belles actions des châtelains et la beauté des dames faisaient habituellement le texte de leurs poèmes. Les troubadours excellaient à donner un tour satirique à leur pensée, et ne se piquaient point d'ailleurs de respecter les mœurs ou l'Église. Ces poètes, qu'au nord de la Loire on

* Roger Bacon, *De Secretis artis et naturæ*.

** On ne sait si ce fut Thomas à Kempis ou l'abbé Gersen.

appelait trouvères, fleurirent à l'époque des croisades, mais particulièrement dans le ^{xiii}^e siècle. Cependant, dès le ^{xii}^e Guillaume IX, duc d'Aquitaine et comte de Poitou, Arnaud Daniel, Rambeaud, Bernard de Ventadour, Alphonse II d'Aragon, et Richard-Cœur-de-Lion lui-même, parmi les troubadours; Robert Wace, Chrétien de Troyes, Auboin de Sézanne parmi les trouvères, cultivèrent avec succès l'art de la poésie et composèrent des *lais* ou des *sirventes* dont beaucoup sont venus jusqu'à nous. Sous Philippe-Auguste et saint Louis, le Dauphin d'Auvergne, la princesse Marie de France, le duc de Bretagne Pierre Mauclerc, Thibaut IV, comte de Champagne et roi de Navarre, Jean de Braine, Henri de Soissons, Adam-le-Bossu et Hugues de la Marche, se distinguèrent par de semblables compositions et s'acquirent une assez grande popularité. La cour de Raymond Bérenger, comte de Provence, réunissait un nombre considérable de troubadours et de ménestrels, et le beau-père des quatre rois s'honorait de présider, dans son palais d'Aix, les travaux des poètes et ces tribunaux de galanterie et de courtoisie si célèbres dans le moyen-âge sous le nom de cours d'amour.

D'autres travaux littéraires jouissaient aussi d'une grande faveur; c'étaient des récits imaginaires dans lesquels les prouesses de la chevalerie et les passions les plus dramatiques occupaient la plus grande place. La noblesse faisait ses délices de ces livres qui flattaient sa vanité et érigeaient en principes d'honneur et de vertu des faiblesses que la sévérité chrétienne réprouvait comme coupables ou dangereuses. C'est ainsi que parurent successivement, soit en prose, soit en vers, les aventures de Lancelot du Lac, de Tristan-le-Léonais, du roi Artus, de

l'enchanteur Merlin, de Gérard de Roussillon, de Berthe-aux-grands-Pieds, des quatre fils Aymon, d'Ogier-le-Danois, d'Iseult-la-Blonde, d'Amadis de Gaule, et de tant d'autres personnages fabuleux dont l'énumération serait trop longue. C'est sous le règne de saint Louis que Guillaume de Lorris publia le célèbre roman de la Rose. Ce nom de roman était commun à toutes ces compositions, parce que, pour les mettre à la portée des lecteurs de cette époque, on les écrivait en langue romane. L'Église s'éleva vainement contre l'esprit de licence ou de mollesse qui dominait dans ces ouvrages.

L'usage du papier n'étant point encore connu, ou n'étant devenu un peu général que vers la fin du xiv^e siècle, on écrivait sur l'écorce du papyrus et plus communément sur du parchemin. Les livres étaient alors aussi chers que rares. L'imprimerie n'existait pas, et on n'avait d'autres ressources que de copier à la main les ouvrages dont on voulait empêcher la perte. On sent tout ce qu'un pareil travail exigeait de soins et de temps. Il y avait un nombre considérable d'hommes qui se dévouaient au rôle de copiste, et cet état si utile était si fort en honneur que Guigues V, prieur de la Grande-Chartreuse, disait dans ses statuts : « L'œuvre du copiste est une œuvre immortelle, et la transcription des manuscrits est le travail qui convient le mieux à des religieux lettrés. » Ce furent en effet les habitants des cloîtres qui, par leur laborieuse patience, conservèrent, en multipliant les copies, les œuvres des grands maîtres de l'antiquité classique et les écrits des Pères de l'Église. Ces hommes, qui cultivaient et rendaient fertiles les landes sauvages au milieu desquelles leur monastère se trouvait placé, qui nourrissaient le pauvre de leurs

épargnes, et pratiquaient dans la sainteté de l'isolement une vie austère et pénitente, trouvaient encore des veilles pour transmettre à la postérité les admirables trésors de la littérature, de la philosophie et de l'histoire. Et il s'est rencontré des écrivains assez ingrats pour perdre le souvenir de ce bienfait, assez injustes pour y répondre par les persécutions et les calomnies !

Les ornements précieux et les reliures somptueuses augmentaient beaucoup le prix des manuscrits. La tête de chaque chapitre était enluminée de miniatures à vives couleurs ; la marge de chaque page offrait un ornement souvent d'un merveilleux dessin. Les couvertures en bois, surmontées de figures d'argent, étaient incrustées de pierres précieuses. Ces ouvrages, d'un fini très-rare, font encore aujourd'hui l'admiration des connaisseurs et des artistes. Ce sont des monuments de goût et de patience dont les siècles modernes ont perdu le secret.

La musique était encore à l'état d'enfance. Le chant grégorien ayant pris naissance à la fin du sixième siècle, on employait, comme signes, les sept premières lettres de l'alphabet ; mais cet usage avait cessé depuis plus de cinquante ans lorsque François, scolastre de la cathédrale de Liège, publia, en 1086, le premier traité de musique à plusieurs parties. Guy d'Arezzo, moine de Pomposie, près de Ravenne, avait inventé la gamme dont on se sert encore, moins le si, qui ne fut ajouté qu'au dix-septième siècle, ce qui compléta les deux tons pleins et les deux demi-tons dont la gamme diatonique se compose. L'orgue, ce prodigieux instrument dont les effets secondent si bien les inspirations religieuses, était connu dès le huitième siècle et employé dans les églises.

Les troubadours, les trouvères et les ménestrels contribuèrent aux progrès de la musique en la répandant sur leur chemin dans les châteaux et dans les cours. Sauf de rares exceptions, les airs de cette époque étaient fort monotones, et les chants pleins de trivialité que nous entendons encore dans les campagnes peuvent seuls donner quelque idée de ce qu'était l'art musical au moyen-âge.

Il y avait aussi des orgues portatives, et l'on employait même dans les solennités de l'Église des instruments à vent. On connaissait alors la guitare, la citole à cordes, la cythare ou lyre, la vielle, le cor, le flageolet, la flûte à bec, les tambours, les tambourins et les cornemuses. Quelquefois on donnait des espèces d'aubades en faisant entendre plusieurs de ces instruments réunis ; mais comme les règles de l'harmonie étaient encore inconnues, cette masse confuse de sons devait produire un effet qui de nos jours ne satisferait guère l'oreille.

L'art de peindre à l'huile était connu à cette époque, mais il n'était que rarement en usage. On se servait alors du blanc d'œuf pour coller les couleurs. Nous avons déjà vu que les encadrements des manuscrits attestaient un goût et un talent remarquables de la part de leurs auteurs ; mais ces artistes ne peignaient ainsi qu'en se jouant, ils avaient d'autres travaux plus sérieux. Ils couvraient de peintures à l'encaustique, sur bois ou sur toile, de fresques et de mosaïques, les murs des églises et des palais. On ne citait aucun nom illustre parmi les peintres français de ce temps, mais déjà florissaient en Italie Margueritone d'Arezzo, Guido de Sienne, Gelusio di Nicola, Quinto de Pise, André Taffi de Florence, Cimabué, trop vanté peut-être, et Giotto, plus justement célèbre et qui fut avec lui l'un des pères de

cette École florentine illustrée par tant de chefs-d'œuvre. Les ouvrages de ces vieux maîtres pèchent quelquefois par la correction du dessin ; ils manquent absolument de perspective linéaire ou aérienne, les contours sont durement accusés, les poses raides ; mais, à part ces défauts qui attestent l'enfance de la peinture, ils sont admirables de sentiment et d'intelligence, et tout respire chez eux la ferveur des premiers siècles, inappréciable avantage qui constituait cet art chrétien dont les hommes de nos jours s'épuisent en vain à chercher la trace : elle s'est effacée chez eux avec la foi.

Mais de tous les arts cultivés au moyen-âge et que l'inspiration chrétienne amena à enfanter des merveilles, l'architecture est celui qui nous a laissé les plus prodigieuses créations. Ce fut alors que s'élevèrent ces magnifiques cathédrales qui font aujourd'hui l'étonnement des générations et des peuples. Chaque race d'hommes à eu son architecture religieuse appropriée à son caractère, à son climat, à ses croyances. Chez les Grecs elle était gracieuse et légère ; sa beauté consistait dans la rectitude des lignes, dans la pureté des formes et dans l'heureux choix des proportions : elle flattait les yeux, elle répondait au besoin inné de régularité et d'ordre. Surtout, comme chez elle tout était matière, notwithstanding l'harmonie et la grâce de la forme, elle correspondait à la mythologie sensuelle des païens, parlait au corps, et ne soulevait dans l'âme aucune de ces émotions vagues, mais sublimes, qui révèlent à elles seules un monde inconnu, une éternité promise à l'homme, un Dieu invisible et infini en puissance, en intelligence, en miséricorde.

Chez les Égyptiens, peuple grave et réfléchi, la religion cachait sous des extravagances extérieures,

à l'usage du vulgaire, des allégories symboliques dont le secret n'était réservé qu'au petit nombre ; aussi les prêtres d'Isis et d'Osiris environnaient-ils leur culte de murailles massives, destinées à éloigner les regards profanes plus encore qu'à résister aux débordements du Nil. Chez les Romains il s'était fait une imitation rude de l'art grec, égyptien et étrusque ; mais le peuple-roi, plus habitué à manier le glaive que le ciseau, avait songé avant tout à donner à ses œuvres le caractère de la grandeur et de la durée.

L'architecture des peuples du Nord devait avoir comme leur esprit et leur ciel quelque chose de sombre, de mystérieux et de mélancolique ; il fallait, autant que cela est permis à la faiblesse des œuvres de l'homme, qu'elle donnât une idée de l'infini ; elle devait également rappeler ces ombrages des vieilles forêts, les premiers temples de nos ancêtres. « Les forêts des Gaules, dit un illustre contemporain *, ont passé dans les temples de nos pères, et nos bois de chêne ont maintenu leur origine sacrée. Ces voûtes ciselées en feuillages, ces jambages qui appuient les murs et finissent brusquement comme des troncs brisés, la fraîcheur des voûtes, les ténèbres du sanctuaire, les ailes obscures, les passages secrets, les portes abaissées, tout retrace les labyrinthes des bois dans l'église gothique. »

On a cherché l'origine de cette architecture du moyen-âge ; les uns ont voulu y voir le génie arabe, les autres l'inspiration teutonique, modifiée par la manière égyptienne sur la byzantine, la première et la dernière expression, l'enfance et la décrépitude de l'art ; d'autres aussi l'ont envisagée comme le produit symbolique d'une foi patiente et pieuse, jalouse

* M. de Châteaubriand.

de rendre à Dieu l'hommage le moins indigne. Tous ces systèmes sont relativement vrais, toutes ces causes ont plus ou moins concouru aux progrès de la forme que nous appellerons gothique, bien que cette dénomination, consacrée par la coutume, soit imparfaite autant qu'inexacte. La nouvelle architecture mit, entre l'invasion des Barbares et les croisades, sept siècles à épurer, par l'imitation libre et raisonnée des temples antiques et mauresques, les genres germanique et saxon, qui, lourds et raides, affectaient les formes massives ou colossales, dédaignaient les ornements, apparaissaient rudes dans l'expression, mais alliaient à ces défauts l'immensité, la grandeur, la recherche de l'infini. Elle s'affranchit à la fois de la forme carrée et du plein-cintre, et, comme pour se rapprocher davantage du ciel, elle rayonna en ogives. La flèche gothique s'élança dans les airs « comme une riante fiancée dans sa robe de dentelles ; » elle laissa à ses pieds la tour romane, et ce n'est pas le moindre de nos étonnements que de comprendre par quels efforts de travail ou de hardiesse les pieux artistes de cette époque élevèrent jusque dans les nues ces édifices frêles et découpés à jour ; comment leur prodigue génie les enrichit de sculptures enlacées l'une dans l'autre avec un luxe de détails qui surpasse et éblouit. La basilique, au dedans toute brillante des reflets de ses rosaces, toute harmonieuse dans la variété incessante de ses contours, présentait à chaque pas, entre ses faisceaux de colonnes, une sorte d'incertitude vague et mystérieuse qui disposait le cœur à s'isoler de la terre et à mieux comprendre les merveilles de Dieu ; au dehors, elle étalait ses myriades de statues, les noirs enfoncements de ses trois portails, et la gigantesque façade, surmontée de clochers, d'aiguilles et

d'arêtes, sur laquelle s'harmonisaient sans confusion des galeries légères, des fenêtres à trèfle et à ogive, des niches, des broderies, des fleurs de pierre, et sur le tympan, au fond d'une suite d'arcs concentriques et décroissants, figurant une perspective, la représentation du jugement dernier, des joies célestes et des peines éternelles. Les autels chargés de dorure, les pavés de mosaïque, les murs couverts de peintures ou de fresques, ouvrages précieux que le temps et l'incrédulité ont fait disparaître, étaient illuminés par des lueurs diversement colorées qui s'échappaient en gerbes de feu, d'or, d'azur ou de topaze, de ces verrières magnifiques, fleurs et feuillages de la forêt chrétienne. Et au milieu de ces merveilles, par ces fûts pittoresquement groupés, sous ces arceaux croisés en tous sens et réunis par des clefs pendantes, à travers ces longues gerbes solaires teintes de toutes les nuances de l'arc-en-ciel, l'Église apparaissait visiblement « cette Jérusalem » nouvelle venant de Dieu, et parée comme une » épouse qui s'est revêtue de ses riches ornements » pour paraître devant son époux. »

Il fallait des siècles entiers pour la construction de ces cathédrales, et les siècles auraient à peine suffi si les populations catholiques ne s'étaient souvent imposé des dîmes volontaires. Le riche fournissait de l'or, le pauvre contribuait plus souvent encore de son denier ; car la maison de Dieu était surtout celle du pauvre. Les communes et les provinces rivalisaient d'ardeur et de zèle ; des confréries pieuses, dont les membres, bien qu'appartenant à toutes les conditions sociales, s'intitulaient maçons ou tailleurs de pierre, se mettaient laborieusement à l'œuvre ; le clergé fournissait les plans et dirigeait la pensée. Ainsi s'élevèrent ces admirables basiliques de Reims,

de Chartres, d'Amiens, de Cologne, de Rouen, de Paris, et tant d'autres que le vandalisme révolutionnaire a profanées ou détruites. Les siècles qui ont produit de semblables monuments méritent-ils d'être appelés barbares et ne peuvent-ils pas opposer au dédain des temps modernes l'impuissance où nous sommes de rien édifier qui ait le triple caractère de la foi, de l'imagination et de la durée? Moins sublime dans ses effets, quoique souvent fort remarquable, l'architecture qui présidait à la construction des demeures féodales alliait l'élégance arabe à la solidité saxonne. L'arcade ogivale et le trèfle symbolique décoraient ces manoirs que défendait, à chacun de ses angles, une tour pittoresque, et dont la base inaccessible était ceinte de rochers et de précipices.

La maison du bourgeois était petite, obscure et incommode; les rues, étroites et tortueuses, regorgeaient d'immondices et ne donnaient passage qu'à un air humide et malsain. Cette malpropreté engendrait de fréquentes épidémies. A cette époque la peste décimait souvent les populations, et des fléaux plus affreux encore, tels que la lèpre asiatique, exerçaient d'horribles ravages. Il y avait deux ou trois mille hospices ou léproseries consacrés au traitement de cette épouvantable maladie.

§ IV. Mœurs et coutumes.

Au moyen âge les diverses classes de la société et les différentes provinces de la France se distinguaient les unes des autres par la forme des vêtements ou par des modes locales.

Le paysan et l'homme du peuple portaient la ja-

quette ou casaque liée au flanc par un ceinturon. Le sayon de peau était commun à tous les états. Les Français, après les croisades, adoptèrent une partie du costume oriental, et particulièrement la robe longue à manches et la pelisse fourrée. On se servait, depuis le roi Robert, de souliers dits à la poulaine, et qui se terminaient par une pointe haute quelquefois de deux pieds, ornée, à son extrémité, de figures grotesques ou même licencieuses.

Les femmes nobles portaient habituellement les cheveux lissés sur le front, et par-dessus, un bonnet de forme pyramidale, orné de grandes dentelles. Sur leurs robes ou tuniques fort montantes étaient peintes, à droite, les armes blasonnées de leur mari, à gauche, celles de leur propre famille. Elles usaient, dit-on, de linge d'une extrême finesse, et se paraient de bijoux d'or d'un travail précieux et incrustés de pierreries. La richesse des costumes était poussée à une grande exagération. Mathieu Pâris atteste que dans un tournoi mille chevaliers parurent vêtus d'une robe uniforme de soie, et à cette époque cette étoffe avait une valeur excessive. Le lendemain ils se montrèrent avec un costume nouveau et aussi magnifique. Un des habits de Richard II, roi d'Angleterre, avait coûté trente mille marcs d'argent, environ un million cinq cent mille francs. Jean d'Arundel avait cinquante-deux habits complets en étoffe d'or. Le roi Louis VIII montrait une réserve plus louable : sa robe la plus riche ne revenait pas à deux cents francs de notre monnaie. Le concile de Montpellier, voulant réformer ces abus, défendit de porter des robes traînantes, mais sous Philippe-le-Bel le luxe avait fait de tels progrès que ce roi rendit un arrêt faisant défense à tout bourgeois de porter « vair, gris ou hermine, ni or, ni pier-

res précieuses, ni couronnes d'or ou d'argent. » Les ducs, les comtes et les barons jouissant d'un revenu considérable pouvaient avoir quatre robes par an et leurs femmes autant.

Les châtelaines portaient un manteau de fourrure orné d'un capuchon ; le manteau des femmes du peuple était de laine. Les bourgeois et les nobles, en temps de paix, couvraient leur tête d'une sorte de bonnet appelé chaperon, qui avait une queue pendante par derrière.

Les plaisirs de la table étaient une affaire d'ostentation autant que d'intempérance ; on mangeait, comme mets fort délicats, des hérons, des corneilles et des grues ; le paon était servi dans les banquets des rois et des princes. La pâtisserie était fort estimée, mais, en général, l'art culinaire, au moyen-âge, n'avait fait que peu de progrès. On faisait plutôt assaut de folles dépenses que de délicatesse. Les rois s'efforcèrent de mettre un frein à ces excès. Philippe-le-Bel prescrivit de ne donner *au grand mangier* (au souper) que deux mets et un potage au lard, *sans fraude*, et *au petit mangier* (dîner) un mets et un entremets. Ces édits somptuaires, auxquels le prince se soumettait lui-même, furent insensiblement éludés et tombèrent en désuétude.

Il y avait des écoles où l'on enseignait la grammaire, la rhétorique et la dialectique ; d'autres où l'on suivait des cours de plain-chant, d'arithmétique, de géométrie et d'astronomie (astrologie). Les mathématiques, la physique et la chimie passaient pour des sciences occultes. Un grand nombre de savants se dévouaient à la ridicule recherche de la pierre philosophale, mais en poursuivant leurs essais infructueux, ils arrivèrent à des expériences imprévues qui ont été fort utiles. La médecine, le droit

civil, le droit canon et la théologie étaient professés dans des établissements spéciaux; l'un des plus célèbres était la Sorbonne, fondée du temps de saint Louis, et où se réunissaient un certain nombre d'ecclésiastiques occupés à des études communes. L'ensemble des corps séculiers qui enseignaient la jeunesse fut appelé *Université*. Ce nom générique comprenait les professeurs et les écoliers. Il existait en France plusieurs universités; mais celle de Paris était la plus célèbre: elle s'attribuait le titre de fille aînée de nos rois.

La boussole, dont l'inventeur fut, dit-on, Flavio Gioia, d'Amalfi, était connue dès le douzième siècle. Les lunettes furent découvertes au treizième siècle par Salvino de Florence. La boussole et les lunettes allaient permettre à l'homme d'explorer les cieux et de s'aventurer sur les mers; leur invention précéda dignement celle de l'imprimerie, qui devait changer moralement la face du monde.

RÉGIME DES ÉTATS GÉNÉRAUX.

LOUIS X, DIT LE HUTIN.

(1314-1316.)

Le nouveau roi, dont le surnom, emprunté à la langue naïve de nos pères, signifie étourdi et querelleur, était à peine âgé de vingt-cinq ans. Il avait épousé la trop célèbre Marguerite de Bourgogne, qui fut convaincue d'adultère et enfermée dans une tour de Château-Gaillard. Comme elle tardait à mourir et que le roi voulait contracter un nouveau mariage, cette misérable princesse fut, dit-on, étranglée avec une serviette. Louis X, devenu veuf, épousa Clémence de Hongrie.

Les richesses de la maison royale et les revenus de leur couronne ne s'étaient point accrus proportionnellement aux besoins nouveaux des Capétiens. De simples chefs féodaux, investis d'un pouvoir contesté et restreint à d'étroites limites, ils étaient peu à peu devenus de puissants rois, entourés d'une cour brillante. Ils ne pouvaient se dispenser de surpasser par l'éclat et l'opulence leurs nobles vassaux qui, de souverains indépendants, tendaient à redevenir de simples leudes ou courtisans du prince. La nécessité de subvenir aux énormes dépenses des guerres, celle d'entretenir des troupes en quelque sorte permanentes, l'avidité des grands qui faisaient chèrement acheter leur soumission ou leurs hommages, la prodigalité des uns, l'avarice des autres, épuisaient le trésor et réduisaient souvent les rois

aux plus fâcheux expédients; tantôt ils altéraient les monnaies, et tantôt ils se voyaient contraints de vendre, à beaux deniers comptant, des parcelles de leurs propres prérogatives.

C'est un fait pénible à constater, mais qui doit être médité dans le double intérêt de la vérité et de la moralité historique, que, sauf certaines concessions obtenues des rois animés d'un esprit de sainteté ou de justice (saint Louis, Philippe-Auguste), les améliorations graves introduites dans la vieille constitution politique de la France ne l'ont été que lorsque les princes éprouvaient de grands besoins d'argent. Les communes du domaine royal ne furent guère affranchies que parce qu'elles pouvaient payer leur liberté; les états-généraux, où le peuple eut accès pour un tiers, ne furent ordinairement convoqués que pour voter des subsides. Ces remarques trouveront encore leur application dans le récit du règne de Louis-le-Hutin.

Lorsqu'il s'ouvrit, à la mort de Philippe-le-Bel, la féodalité essaya de secouer le joug sous lequel le dernier roi l'avait mise. Comme les instruments de la puissance de ce prince avaient été des légistes, gens de loi ou de robe, une réaction se manifesta contre eux dans les rangs de la noblesse, et plusieurs furent sacrifiés par Louis-le-Hutin aux rancunes des grands. D'un autre côté le peuple réclamait aussi une victime. Son animadversion s'était tournée contre le ministre Enguerrand de Marigny, auquel on attribuait une grande part dans les exactions et déprédations de Philippe-le-Bel. Ce personnage, qui, selon toute apparence, était innocent, eût peut-être été épargné; mais il offensa mortellement, par un reproche sévère, mais juste, le comte Charles de Valois, oncle du roi. C'en fut assez

pour le perdre : une intrigue de cour et la haine du peuple ne lui permettaient point d'espérer grâce. Il fut livré à la justice, acquitté du crime de dilapidation, mais condamné à mort comme sorcier et magicien. Cet arrêt, dont l'iniquité a révolté tous les siècles, reçut son exécution, et le malheureux Marigny fut pendu aux fourches de Montfaucon, lieu réservé au supplice des criminels vulgaires. La punition de Dieu s'étendit sur les auteurs de cet attentat judiciaire : Charles de Valois se vit atteint d'une affreuse maladie et reconnut la main qui vengeait sa victime. Dans l'excès de ses souffrances et de ses remords il fit distribuer d'abondantes aumônes, et les gens chargés de cet office dirent aux pauvres : « Priez Dieu pour monseigneur Enguermand de Marigny et pour monseigneur Charles. » Ce repentir tardif ne sauva pas les jours du prince. La mémoire de Marigny fut plus tard réhabilitée.

Les provinces de Normandie, de Champagne, de Picardie, de Languedoc avaient vu plusieurs de leurs privilèges méconnus par le dernier roi ; elles réclamèrent auprès de Louis X et obtinrent de lui de nouvelles chartes contenant l'établissement de quelques franchises ou la réforme de certains abus. Il est vraisemblable que ces concessions ne furent arrachées au jeune prince que par des démonstrations hostiles. Quoi qu'il en soit, Louis-le-Hutin, qui méditait une campagne contre les Flamands, avisa, pour remplir ses coffres, de vendre la liberté aux serfs du royaume. Le 3 juillet 1315 il publia les lettres fameuses où il est dit que, *selon le droit de nature, chacun doit naître franc*, et que, *dans le royaume des Francs, la chose doit en vérité s'accorder au nom*. Les serfs payaient au roi une redevance annuelle ; il leur permit de devenir libres

tout d'un coup moyennant une somme assez forte. Soit que ce bienfait fût illusoire et placé à un prix exorbitant ; soit que le peuple d'alors, comme il est permis de le croire, ne fût pas même à la hauteur de la pensée libératrice, quoique fiscale, de son roi, très-peu de serfs songèrent à acheter leur indépendance. Ce n'était pas le compte de Louis X, qui, par de nouvelles lettres, imposa de fortes amendes à ceux qui ne se souciaient pas de la liberté. On voit que, de toutes façons, il n'était point permis de se soustraire aux avantages de l'affranchissement et en même temps aux contributions royales.

Louis X ordonna aux autres seigneurs d'imiter son exemple et de vendre la liberté à leurs serfs. Sa politique ne lui permettait pas d'affaiblir ses prérogatives et de laisser subsister intégralement celles des nobles. Au reste, quel que fût le motif de fiscalité qui présida à ses différents édits, ils n'en portèrent pas moins leurs fruits pour l'avenir ; ils adoucirent la condition des classes inférieures et leur ouvrirent les rangs de la bourgeoisie.

Louis-le-Hutin vendit très-chèrement aux Juifs le droit de subsister dans son royaume et d'y exercer leur industrie usuraire en même temps que leur religion. Il se montra de même fort avare envers les marchands italiens qui commerçaient avec les villes du Midi.

Il en était là de ses exactions lorsqu'il entreprit une guerre contre la Flandre (1316) ; mais cette expédition ne fut point heureuse. Louis-le-Hutin ramena avec peine en France les débris de son armée à moitié détruite par les pluies et les boues, et privée de ses bagages. L'année d'après, ce jeune roi mourut par suite d'une imprudence, ayant bu de l'eau glacée un moment après s'être échauffé à la

paume. Clémence de Hongrie, sa veuve, était enceinte de quelques mois. En attendant ses couches, Philippe, l'aîné des frères du roi, du consentement des pairs, administra le royaume comme régent. La reine ayant mis au monde un fils qui ne vécut que huit jours et porte dans quelques histoires le nom de Jean I^{er}, le prince Philippe se mit en possession de la couronne (1316).

SYNCHRONISME.

1315. Les Suisses remportent à Morgaten une éclatante victoire sur les troupes autrichiennes.

PHILIPPE V, DIT LE LONG.

(1316-1322.)

Louis-le-Hutin laissait, de Marguerite de Bourgogne, sa première femme, une jeune fille nommée Jehanne (Jeanne); quelques réclamations puissantes s'élevèrent en faveur de cette princesse. On demandait qu'elle fût déclarée souveraine, comme cela se pratiquait dans les divers fiefs qui passaient aux femmes faute d'héritiers mâles. Philippe, frère de Louis X, n'en persista pas moins à se faire proclamer roi et se fit sacrer à Reims. Puis, comme la question de succession agitait encore les princes du sang et les grands feudataires, il rassembla les états-généraux et leur soumit ce grave litige. L'assemblée nationale jugea d'après les coutumes et les traditions, et interpréta, par analogie, l'ancienne loi des Francs. Ce vieux code interdisait aux femmes l'hérédité de l'alleu ou terre salique, dont les possesseurs ne relevaient que de Dieu et de leur épée. Les états-généraux ordonnèrent que la France fût considérée comme une grande terre salique et déclarèrent les femmes exclues du droit de régner. En vertu de cette décision Philippe V fut reconnu roi, et Edouard II, alors roi d'Angleterre, le reconnut comme tel et lui rendit hommage. Ce dernier prince était beau-frère de Philippe V, ayant épousé Isabelle de France, fille de Philippe-le-Bel. Il ne réclama point pour sa femme l'honneur de régner sur la France; et ceci est digne de remarque, car nous verrons plus tard les prétendus droits de cette même Isabelle donner naissance à de longues et funestes guerres.

La princesse Jeanne, exclue de la couronne de France, hérita de celle de Navarre qui ne pouvait être soumise à la loi salique. Elle épousa dans la suite Philippe, fils aîné du comte d'Évreux, son oncle, et lui porta son royaume en dot. Elle fut la mère de Charles-le-Mauvais, dont le nom ne tardera pas à figurer dans cette histoire.

Sous le règne de Philippe-le-Long recommencèrent les ravages des Pastoureaux, dont les excès avaient un moment troublé la régence de Blanche de Castille. Ces misérables en voulaient surtout aux juifs qu'ils égorgaient sans pitié. Après avoir répandu la terreur dans une partie considérable de la France, ils furent exterminés dans le Midi. De pareils attentats commis par des masses considérables de paysans et de pauvres étaient d'effrayants symptômes des misères publiques. La guerre des serfs rappelait l'antique guerre des esclaves. L'organisation sociale était alors trop imparfaite pour qu'il y eût pour tous les membres place et nourriture. Le monde moral était atteint de profondes plaies, et l'ordre social, moins que tout autre, pouvait se soustraire aux fâcheux désordres qui résultent de la répartition nécessairement inégale du travail et des jouissances. Voir les choses autrement, et se persuader qu'en dehors des princes capétiens, de leurs feudataires, du clergé et de la puissante bourgeoisie du moyen-âge, il n'existait pas un peuple immense, soumis à des conditions très-dures, vivant de privations, et réduit quelquefois à la plus horrible indigence, ce serait entendre l'histoire sans tenir compte des masses et des intérêts les plus nombreux. Sans doute ce peuple si considérable est condamné à demeurer pour nous obscur et inconnu ; les chroniqueurs ont raconté les querelles et les ac-

tes des grands, et ne se sont pas mis en peine de cette multitude de manants, serfs, corvéables, tailles et attachés à la glèbe : c'est la justice ordinaire des historiens ; mais si nous ne pouvons suppléer à leur dédaigneux silence, nous devons dire que ce peuple existait, qu'il souffrait, qu'il se débattait brutalement et sans intelligence, mais avec l'énergie du malheur, contre un ordre de choses souvent intolérable. Quelquefois le volcan, comprimé sur tous les points, éclatait par une fente, et le peuple apparaissait à sa manière, c'est-à-dire par des actes de sang, de pillage ou de violence, et c'est alors seulement que les chroniques mentionnent l'intervention de la multitude en nous parlant de Routiers, de Bons Hommes, de Cotereaux, de Pastoureaux, et bientôt, comme nous le verrons, de Jacquerie. Heureux, d'ailleurs, les dominateurs et les chefs des hommes pendant le moyen-âge, parce qu'alors, dans les abîmes de sa misère, le peuple trouvait des consolations et des joies puissantes dans la religion de Jésus-Christ. Sous son triste chaume, dans ses obscures et fétides cabanes, au milieu de ses humiliations et de ses angoisses, apparaissait le prêtre qui lui montrait la croix et lui promettait le royaume éternel pour prix de sa patience. Ce peuple croyait fermement à la béatitude de la pauvreté et des larmes, et il se soumettait en pensant que son Sauveur avait voulu naître dans une étable, vivre obscur, travailler péniblement à de grossiers ouvrages, souffrir dans sa nourriture, et n'avoir point une pierre pour reposer sa tête. Tout compte fait, la part de consolation passait beaucoup celle de la peine, et s'il y avait en France soixante-dix mille fiefs et nécessairement une quantité égale de seigneurs, le nombre des clochers s'élevait à plus de dix-sept cent mille.

On ne sait ce qu'il faut penser des accusations qui furent alors portées contre les Juifs et les lépreux ; on les convainquit, dit-on, de s'être rendus les instruments des princes musulmans contre lesquels Philippe-le-Long préparait une croisade, et d'avoir empoisonné les sources et les fontaines, afin de faire périr le roi et l'armée. Il est certain qu'une mortalité effrayante, attribuée à ces causes, ravagea la France et particulièrement l'Aquitaine. Ce fut le signal de massacres et aussi de condamnations capitales prononcées contre beaucoup de Juifs ou de lépreux ; un grand nombre périrent judiciairement par le supplice du feu. Lorsqu'on songe de nos jours aux égarements où les désastres publics, tels que les contagions ou la peste, peuvent pousser des peuples qu'on appelle civilisés, on a peine à ne pas croire à l'innocence des misérables qu'on sacrifia alors aux vengeances de la multitude.

Tels furent les principaux événements du règne de Philippe-le-Long. Ce prince fut attaqué d'une dysenterie qui le retint cinq mois sur son lit de douleurs. Quelques-uns doutent, dit la chronique, si « ce ne furent pas les malédictions du peuple soumis » à son gouvernement, à cause des exactions et extorsions inouïes jusqu'alors dont il l'accablait, qui » le firent tomber malade*. » Quoi qu'il en soit, on eut recours à la magie pour obtenir sa guérison ; mais ce fut en vain, et le roi mourut chargé de remords (1322).

Ce roi, s'il eût été constamment livré à de bons conseils, eût évité les fautes dont le souvenir troubla ses derniers instants ; plusieurs actes de son règne témoignent de ses intentions éclairées. Il publia

* Continuateur de Nangis.

sur l'administration de la justice des ordonnances fort louables ; dans le préambule de l'une d'elles, on lit cette phrase remarquable : « Messire (notre » Seigneur) Dieu, qui tient sous sa main tous les » rois, ne les a établis en terre qu'afin qu'ils gouvernent ensuite dûment (équitablement). » Il rendit le domaine de la couronne inaliénable, ce qui prévint dans la suite les affaiblissements auxquels pouvait donner lieu la concession de nouveaux apanages ; il affranchit les serfs, à l'exemple de son frère, et établit dans les villes et les baillages des capitaines et capitaines-généraux chargés de commander les milices bourgeoises. Les états-généraux furent trois fois convoqués sous son règne, qui ne dura que six ans, et le roi les manda autour de lui, soit pour interpréter la constitution politique de la France, soit pour réformer des abus. Il aima les lettres et s'entoura de savants. Enfin, il conçut le projet d'établir dans tout le royaume l'uniformité des monnaies et des mesures, et si ses vues éclairées avaient pu s'accomplir, la France aurait joui cinq siècles plus tôt d'une réforme dont les répugnances et les habitudes populaires contribuent encore à retarder le bienfait. Sous ce règne, la paix avec la Flandre fut consolidée par une alliance matrimoniale.

SYNCHRONISME.

1219. Ordonnance de Philippe-le-Long qui interdit aux prélats de siéger au parlement. Cette ordonnance tomba promptement en désuétude.

CHARLES IV, DIT LE BEL.

(1322-1328).

Philippe V était mort sans enfants mâles ; en vertu de la loi Salique interprétée par les états-généraux, Charles, son frère, monta sur le trône vacant. Sous lui les Juifs et les lépreux respirèrent, mais la noblesse reçut une grande leçon en la personne de Jourdain de Lille, sire de Cazaubon et parent du pape. Ce seigneur était accusé de rapt, de vol et de meurtre. Cité en justice, il affecta, pour braver les juges du roi, de comparaître accompagné de la principale noblesse de sa province. Malgré cet appareil menaçant, il fut condamné à mort. Cet exemple manifesta une fois encore la déchéance des seigneurs et la puissance de la couronne.

Le sire de Montpesat, en Guienne, sujet du roi d'Angleterre, avait construit un château sur la frontière ; Charles-le-Bel prétendit que ce château était situé sur les terres de France, et envoya des soldats pour s'en emparer. Ils furent massacrés par les Anglais, et la guerre éclata entre la France et l'Angleterre. Le théâtre des opérations militaires fut la Guienne, dont les principales villes furent conquises par les troupes de Charles-le-Bel. Édouard II, qui régnait en Angleterre, demanda la paix et l'obtint, après avoir renouvelé son serment de foi et d'hommage comme vassal de la France pour la Guienne (1324).

Peu de temps après, le roi Édouard II, livré à ses favoris, les Spencer, se laissa aller à de sanglantes persécutions contre les barons d'Angleterre. Sa femme adultère, Isabelle de France, se rangea

du côté des mécontents et fit prisonnier son mari et les Spencer. Ces deux derniers périrent dans les supplices, et Édouard II, enfermé à la Tour de Londres, fut déposé par le parlement (1327). Au bout de quelques jours on le fit mourir dans des tourments dont le seul souvenir glace d'épouvante. Son fils lui succéda sous le nom d'Édouard III ; mais Isabelle ne recueillit pas le fruit de ses crimes : elle fut reléguée dans une sorte de prison, où elle languit jusqu'à sa mort, pendant plus de vingt-sept ans.

Ces tragédies, qui ensanglantaient le trône d'Angleterre, n'eurent que peu de retentissement en France. L'Aquitaine fut encore troublée par une révolte de brigands populaires qui est appelée dans l'histoire guerre des Bâtards ; on en vint à bout par la force.

La première femme de Charles-le-Bel, Blanche de Bourgogne, avait été enfermée à Château-Gailhard pour cause d'adultère ; la seconde, Marie de Luxembourg, mourut après avoir donné le jour à deux fils qui ne vécurent pas ; la troisième, Jeanne d'Évreux, était enceinte lorsque Charles-le-Bel mourut lui-même après six ans de règne. Prince sans vices et sans vertus, et qui n'a point laissé par ses actes des traces durables de son passage (1328).

SYNCHRONISMES.

1324. Clémence Isaure, dame de Toulouse, fonde dans cette ville les Jeux Floraux.

1325 Fabrication des glaces soufflées, à Venise. La baronnie de Bourbon est érigée en duché-pairie en faveur de Louis I^{er}, fils aîné de Robert de France, sixième fils de saint Louis. Ce prince fut la tige de la famille aujourd'hui régnante.

REGIME DES ÉTATS-GÉNÉRAUX.

CAPÉTIENS.

BRANCHE COLLATÉRALE DES VALOIS.

PHILIPPE VI, DIT DE VALOIS.

(1328-1350.)

La race de Hugues Capet avait déjà donné à la France quatorze rois lorsque sa descendance directe s'éteignit avec Charles-le-Bel. La reine Jeanne, veuve de ce prince, enceinte au moment de sa mort, donna le jour à une fille, et pour la troisième fois le principe de l'exclusion des femmes fut consacré. Le comte de Valois, petit-fils de Philippe-le-Hardi, fut donc proclamé roi, non sans opposition, et prit le nom de Philippe VI. Il était âgé de trente-cinq ans, et doué d'une ambition plus grande que ses talents et sa prévoyance. Un caractère de cette trempe annonçait à la France moins de bonheur que de dangers et de sacrifices.

À peine monté sur le trône, Philippe de Valois songeait à diriger ses armes contre les Maures, lorsque des soulèvements éclatèrent en Flandre. Le peuple toujours remuant de cette contrée avait chassé son seigneur, un Français, le comte Louis de Nevers ; Philippe, dont ce prince était l'allié, saisit avidement cette occasion de se signaler par quelque victoire. Il entra en campagne, et rencontra les

rebelles Flamands retranchés sur une colline et derrière les murailles de Cassel. Cette multitude de paysans, de bourgeois et d'ouvriers, avait à sa tête un simple marchand de poisson ; ces gens-là, comme pour s'égaliser à la noblesse, avaient chargé leurs corps de casques et de cuirasses, et néanmoins combattaient à pied. Les Français méprisaient trop de semblables ennemis pour se tenir sur leurs gardes ; mais un jour, vers l'heure de midi, comme Philippe VI prenait son repas dans sa tente, la milice des communes flamandes surprit l'armée française, et le roi courut les plus grands dangers. Son sang-froid ne l'ayant point abandonné, il rallia ses troupes et ses chevaliers, et repoussa les intrépides paysans, qui laissèrent treize mille morts sur le champ de bataille. Leur défaite amena la prise de Cassel, qui fut livrée au pillage. Les Flamands vaincus furent réduits à subir de nouveau le joug et les exactions de leur comte.

Le jeune Édouard III, roi d'Angleterre, avait à contre-cœur rendu hommage pour son duché de Guienne ; il n'attendait qu'un moment favorable pour révoquer ses serments ; elle ne tarda pas à se présenter.

Le comté d'Artois devait appartenir à Mahaut, fille et héritière du dernier souverain de la province ; cette princesse avait été reconnue par Philippe-le-Long et Charles-le-Bel comme ayant rang de pair de France et droit de siéger à ce titre dans la haute cour féodale ; mais Robert, son neveu, fit fabriquer par une jeune fille de Béthune, habile dans l'art des faussaires, des actes simulés qui lui attribuaient le droit de régner sur l'Artois. Cette grave affaire fut jugée en plein parlement, les pièces produites par Robert reconnues fausses, et ce prince coupable

banni du royaume. Dans sa fureur il essaya de se venger de Philippe à l'aide de la sorcellerie et en soudoyant un assassin, mais il ne put venir à bout de son crime ; il prit alors le parti de se réfugier auprès d'Édouard III, et ne cessa de le pousser à la guerre contre sa patrie, l'engageant à réclamer les prétendus droits à la couronne de France que ce prince tenait de sa mère Isabelle, fille de Philippe-le-Bel (1332). Pendant qu'il se donnait tout entier à ces criminelles suggestions et que, de part et d'autre, on se livrait à des démonstrations de plus en plus hostiles, une nouvelle agitation populaire troubla la Flandre. Les bourgeois et les marchands rebelles mirent à leur tête Jacques Artevelt, célèbre brasseur de bière, qui domina longtemps le pays en organisant une sorte de terreur contre les ennemis de la démocratie et les siens. Ils avaient tout à craindre de la France, mais ils se placèrent sous la protection d'Édouard (1336). Ce prince les poussait à la guerre contre Philippe, mais ils s'y refusaient parce qu'ils avaient juré fidélité à ce dernier ; Édouard leva les scrupules de leur conscience en se proclamant lui-même roi de France. Cette détermination hardie et habile les affranchit de leurs premiers engagements, et leur permit d'allier à la fois la fidélité et la rébellion. La guerre commença presque simultanément en Flandre et en Guienne. Philippe ravagea la première de ces provinces, et son fils Jean, duc de Normandie, couvrit de ruines le Hainaut. Mais ces avantages ne compensèrent pas la perte que fit le roi sur mer au combat de l'Écluse, où sa flotte, qui se composait de cent vingt gros vaisseaux montés par quarante mille hommes, fut détruite par celle de l'Angleterre. Cependant Édouard échoua au siège de Tournai, et Robert

d'Artois, son lieutenant, fut battu devant Saint-Omer par le duc de Bourgogne. Sur ces entrefaites, les instances de Jeanne de Valois, sœur de Philippe et belle-mère d'Édouard, et plus encore une guerre qui appela ce dernier en Écosse, amenèrent entre les deux rois une courte trêve (1340).

Jean de Montfort disputait le duché de Bretagne à Jeanne-la-Boiteuse, femme de Charles de Blois, neveu du roi de France. Philippe VI soutenait les droits de son parent, plus encore par politique que par intérêt de famille. A toute époque la Bretagne avait été prête à seconder les ennemis de la France ; sa vieille population, dernier débris de la nationalité gauloise, n'avait jamais su se résigner pacifiquement à subir le joug de la conquête. Philippe, n'osant écraser les Bretons dans leur aire, essayait de leur donner un souverain de sa race. Édouard III favorisait en secret, et quelquefois ouvertement, les prétentions contraires de Jean de Montfort ; il lui importait que la Bretagne fût toujours pour la France un foyer d'embarras ou de guerres. De leur côté les rois capétiens suivaient la même politique à l'égard de l'Écosse, dont ils ne cessaient d'encourager les révoltes contre l'Angleterre. Philippe VI, ayant pris le parti de sa nièce, fit prisonnier Jean de Montfort, son compétiteur ; mais pendant que Jeanne-la-Boiteuse croyait triompher, Jeanne de Flandre, épouse, et, deux ans après, veuve de Jean de Montfort, soutint la guerre contre elle. Ces deux femmes illustres, chacune forte de l'appui d'un roi, assiégèrent des villes et commandèrent en personne des armées (1343). Une nouvelle trêve de trois ans fut conclue de part et d'autre ; mais Philippe VI, ayant pu se saisir par trahison d'Olivier de Clisson et des principaux seigneurs de Bretagne,

les fit tous décapiter à Paris. Cette conduite barbare et impolitique ralluma la guerre (1345). Édouard débarqua sur les côtes de Normandie. Philippe de Valois n'avait pris aucune précaution pour s'opposer à sa marche. Le roi d'Angleterre, mettant à profit cette imprévoyance de son rival, s'empara de Caen, de Louviers et de plusieurs places de l'Île de France ; il s'avança jusqu'à Saint-Cloud, puis jusqu'à Boulogne, villages voisins de Paris, et enfin les bannières d'Angleterre flottèrent en vue des remparts de cette capitale (1346).

Il y avait eu dans cette excursion si rapide sur un territoire ennemi une témérité qui faillit coûter cher à Édouard. Philippe, attaqué au cœur de son royaume, opposa à son rival une armée forte de huit mille cavaliers, de soixante mille fantassins et de six mille archers génois. Édouard n'osa l'attendre et se retira précipitamment vers la Somme ; ses troupes eurent beaucoup à souffrir dans cette retraite opérée à la hâte, à travers un pays sillonné de rivières et couvert d'une population ennemie.

Philippe le suivait de près avec des forces bien supérieures. Le roi d'Angleterre, parvenu au village de Crécy, se trouva dans l'impossibilité de fuir plus avant, et se résolut à attendre une bataille inévitable. Il cantonna sa petite armée sur des hauteurs, et ne tarda pas à se voir enveloppé par les troupes françaises. Celles-ci étaient fatiguées par la route, et, pour surcroît de difficultés, la pluie avait détendu la corde des arcs. On conseillait au roi de différer l'attaque, et c'était le parti le plus prudent : un peu de repos et un rayon de soleil lui rendaient tous ses avantages. Mais l'excès de son impatience ne lui permit pas d'attendre ; il voulait d'un seul coup en finir avec son ennemi, naguère si orgueil-

leux, en ce jour si faible. Vainement les archers réclamèrent ; Philippe ordonna de passer sur leur ventre et d'aborder les Anglais. Sa volonté fut le signal de l'attaque ; mais son imprudente confiance fut cruellement punie. L'armée anglaise, moins nombreuse de la moitié que celle du roi de France, se composait surtout de fantassins, parmi lesquels douze mille Gallois, six mille Irlandais, dix mille archers anglais, tous nés sur le sol de la Grande-Bretagne et issus des races conquises par les Normands. Jamais lutte n'avait été envenimée par plus d'instincts nationaux ; elle se termina à la gloire de l'Angleterre. Nos pères, emportés par leur esprit chevaleresque et dédaignant toute prudence, se jetèrent tête baissée au-devant de l'ennemi. La première ligne de l'armée anglaise, où commandait le jeune prince de Galles, alors âgé de quatorze ans, fut d'abord enfoncée ; mais la réserve rétablit l'avantage. Le téméraire Philippe fit en vain des prodiges de courage ; il fut vaincu et son armée taillée en pièces. Cette désastreuse journée coûta à la France environ trente mille hommes et douze cents princes, seigneurs ou chevaliers. Les comtes d'Alençon, de Blois et de Flandre, les ducs de Lorraine et de Bourbon, et enfin le vieux roi de Bohême, Jean de Luxembourg, qui, étant aveugle, s'était fait attacher sur son cheval pour combattre, y périrent tous après avoir déployé un courage aussi brillant qu'inutile. On assure que c'est à la sanglante journée de Crécy que les Anglais firent pour la première fois usage de pièces de canon ; mais il est certain que la poudre, depuis longtemps découverte, était déjà quelquefois employée à la guerre*.

* Notamment en 1340, au siège du Quesnoy.

L'invention de l'artillerie était à cette époque si imparfaite que cette arme, aujourd'hui si redoutable, produisait alors plus d'épouvante que de mal réel (1346).

Comme ce consul romain dont l'inexpérience amena le désastre de Cannes, et qui cependant ne désespéra point du salut de la patrie, Philippe ne se laissa point aller à un lâche abattement. La nuit même de la bataille, au milieu du désordre de la fuite, il frappa aux portes d'un château. Comme le châtelain demandait quel était son hôte, le roi vaincu lui répondit fièrement : « *Ouvrez ! c'est la fortune de la France.* » Toute l'ancienne constitution monarchique se résumait en ce peu de mots *.

Édouard III profita de sa victoire et mit le siège devant Calais. Cette ville, héroïquement défendue par Jean de Vienne, résista durant onze mois aux attaques du roi d'Angleterre ; elle souffrit avec un courage admirable toutes les extrémités de la guerre et de la famine. Vainement le roi de France entreprit de faire lever le siège ; ses efforts échouèrent. A la fin il fallut se rendre. Édouard ne consentit à épargner la ville que lorsque six des principaux habitants viendraient se présenter à lui, la corde au cou, pour être mis à mort. Cette affreuse condition n'était qu'un piège ; car où trouver un dévouement aussi rare ! Il se rencontra à Calais, pour l'honneur impérissable de cette ville. Eustache de Saint-Pierre, l'un des principaux citoyens, se leva le premier dans l'assemblée du peuple et s'offrit pour victime. Son exemple fut imité par trois de ses proches, Jean Daire et les frères Wi-

* La royauté était loin des jours d'épreuve où un vassal avait le droit de demander à Hugues-Capet : *Qui t'a fait roi ?*

sant. Deux autres habitants, dont l'histoire trop oubliée n'a pas conservé le nom, s'associèrent à leur généreux sacrifice. Les six bourgeois de Calais, dont la charité chrétienne peut seule expliquer le dévouement, furent conduits pieds nus et la corde au cou devant Édouard. Leur présence fit couler les larmes des compagnons de ce roi, et, malgré les représentations qui lui furent faites, il ordonna de les conduire au supplice. Il fallut, pour arracher à la mort ces hommes héroïques, que Philippine de Hainaut, reine d'Angleterre, dont la grossesse était fort avancée, vint se jeter en pleurant aux pieds de son époux. Les supplications de cette princesse épargnèrent à la mémoire d'Édouard une tache ineffaçable, et les bourgeois de Calais furent sauvés. Tous les habitants de cette malheureuse ville ayant été chassés, on la repeupla d'Anglais, et les rois Plantagenets eurent un port sur les côtes de France (1347). Philippe VI adoucit par ses largesses royales la misère des Calaisiens.

La guerre qui désolait la Bretagne se prolongea encore dix-huit ans ; elle se termina enfin par la paix de Guérande, qui assura la principauté de ce pays à la maison de Montfort.

Cependant la médiation du pape fut acceptée par Édouard III et Philippe, et ces deux rois conclurent entre eux une trêve qui dura six ans. Mais un fléau bien autrement terrible que la guerre affligea l'humanité ; la *peste noire*, appelée aussi peste de Florence, la plus épouvantable des calamités de ce genre dont l'histoire ait conservé le souvenir, désola alors l'Europe, après avoir étendu ses ravages en Afrique et en Asie. On croit que cette maladie emporta le tiers du genre humain ; mais il n'existe à ce sujet aucune donnée positive. Parmi les villes

du Midi qui souffrirent le plus de ce fléau on doit citer Avignon. Cette ville était alors prodigieusement peuplée : ses habitants périrent presque tous, et depuis lors elle n'a jamais recouvré son ancienne splendeur. La célèbre Laure, objet des sonnets de Pétrarque, fut au nombre des victimes. Comme de coutume, le peuple s'en prit aux Juifs et les accusa d'avoir empoisonné les fontaines. Il en périt un très-grand nombre par le supplice du feu (1348).

L'année suivante, Humbert II, dauphin du Viennois (Dauphiné), qui venait de perdre son fils unique, objet de ses plus chères espérances, céda à Charles, fils de Jean et petit-fils de Philippe VI, le droit de succéder à cette grande principauté ; ce traité fut conclu pour le prix de deux cent mille florins. On stipula dans la suite, par honneur pour la nouvelle province française, que les fils aînés des rois porteraient le titre de *Dauphins* (1349). Ainsi fut réunie à la couronne la vieille patrie des Allobroges et des Voconces. Ces peuples, tant de fois envahis et tour à tour dominés par les Romains, par les Bourguignons et par l'Empire, avaient cependant conservé intacte la fierté sauvage de leurs mœurs. Leur territoire avait pu être occupé par l'étranger, mais les instincts de nationalité et d'indépendance celtique s'étaient réfugiés au milieu des retraites inaccessibles des Alpes comme dans une patrie immortelle. Ces rudes montagnards, se suffisant à eux-mêmes et défendus par leur pauvreté autant que par la nature de leur pays, avaient gardé le caractère et même le langage de la Gaule. Le traité qui les rendait à la France, leur antique mère, ne pouvait soulever chez eux que des sympathies, et il assura au royaume, du côté de l'est, des frontières naturelles et sûres.

D'autres acquisitions qui datent d'alors furent la ville de Montpellier et la seigneurie de Lattes, que le roi de Majorque lui vendit cent vingt mille écus. On voit que Philippe de Valois était plus habile à s'agrandir à prix d'argent que par les armes.

Ce roi survécut peu à ces deux traités ; il mourut en 1350, laissant la France humiliée par l'Angleterre, décimée par la peste, et ruinée à la fois par le fisc, par l'usure et par la guerre. Il avait peu de goût pour les institutions qui tendent à affaiblir l'influence de la couronne ; aussi prit-il pendant son règne pour son point d'appui politique la noblesse et non les communes. Son gouvernement sembla favoriser la réaction féodale ; il fut plus militaire que légiste. On pense toutefois que vers l'an 1346, quelque temps avant la funeste campagne de Crécy, les états-généraux du royaume furent convoqués et remédièrent à divers abus. L'impôt du sel (la gabelle), déjà établi sous Philippe-le-Long, fut considérablement augmenté sous Philippe de Valois ; c'est à ce sujet qu'Édouard III appelait ce prince l'auteur de la *loi Salique*. Philippe VI publia des édits très-sévères contre les blasphémateurs, et plus de soixante ordonnances sur les Monnaies.

SYNCHRONISMES.

1330. Invention des cartes à jouer.

1338. Horrible famine qui désole la France.

1339. Simon Boccanegra est élu doge de Gênes ; il en fut le premier doge.

1345. Des navigateurs génois et catalans découvrent les îles Canaries.

1348. Nicolas Gabrini, surnommé Rienzi, rétablit le tribunat à Rome.

1350. Édouard III fonde l'ordre de la Jarretière.

JEAN-LE-BON.

(1350-1364).

Le nouveau roi était encore moins propre que son pere à rendre à la France la prospérité et la paix. On ne sait quelles qualités ont pu lui mériter le nom de *Bon* qu'il porte dans l'histoire; les actes de son gouvernement ne révèlent en lui qu'un homme intrépide à la guerre, mais doué d'un esprit médiocre, soupçonneux et opiniâtre. Toute sa vie n'est qu'un tissu de faits contradictoires, les uns marqués au coin de l'injustice, de la cruauté et d'une tyrannie étroite et mesquine; les autres portent, au contraire, l'empreinte de la loyauté et de la grandeur d'âme. C'est lui qui a dit cette belle parole, que, *si la justice et la bonne foi étaient bannies du reste de la terre, elles devraient encore trouver un asile dans le cœur des rois*, lui qui voulait mourir dans les fers par respect pour sa parole; et ce même homme, au cœur chevaleresque, commença son règne par une sorte d'assassinat que rien ne justifiait, et se déshonora plus d'une fois par des vengeances sanglantes ou brutales. En résumé, roi sans intelligence, sans talents, et dont le souvenir se lie à de grands désastres publics dont son incapacité fut trop souvent la cause.

A peine monté sur le trône, Jean fit mettre à mort, sans forme de procès, le connétable Raoul de Nesle, comte d'Eu et de Guines. Pour toute raison de ce meurtre, commis contre toute justice, on alléguait que la victime avait des intelligences avec l'Angleterre. La charge de connétable fut donnée à Charles d'Espagne; mais le favori ne jouit pas

longtemps de ce sanglant héritage ; il fut assassiné par les ordres de Charles, roi de Navarre, petit-fils de Louis-le-Hutin par Jeanne, sa mère, et que ses actions détestables avaient fait surnommer le *Mauvais*.

La France, malheureuse par sa lutte avec l'Angleterre et appauvrie par les exactions de Philippe de Valois, se trouvait dans ce malaise moral et matériel qui fait tendre les peuples vers les changements et rend les révolutions possibles. Jean-le-Bon, pressé comme son père par d'immenses besoins d'argent, et ne pouvant défendre le pays sans ressources pécuniaires et sans armée, convoqua les états du royaume et leur demanda des subsides (1351). On ne connaît point les actes de cette assemblée ; mais il est vraisemblable qu'en accordant de nouveaux impôts pour les besoins de la France ils manifestèrent un esprit d'opposition et d'indépendance qui alarma le roi. Ce qui est certain, c'est que ce prince évita pendant tout son règne de convoquer les états de la langue d'Oyl et ceux de la langue d'Oe, et que, pendant cinq ans, il se borna, pour ses besoins fiscaux, à traiter de gré à gré avec les provinces et les baillages. Il se procura, en outre, des ressources en altérant les monnaies, c'est-à-dire en leur donnant une valeur forcée et fictive supérieure à leur valeur réelle.

Charles-le-Mauvais, voulant se soustraire à la juste punition que lui réservait le roi pour l'assassinat de Charles d'Espagne, avait abandonné à Jean toutes ses prétentions sur la Champagne et la Brie ; mais ces concessions arrachées par la crainte n'avaient fait que l'aigrir davantage. On croit que, n'osant rompre en face avec son redoutable suzerain, il essaya de déterminer le jeune dauphin Char-

les, duc de Normandie, à se révolter contre son père. Quoi qu'il en soit, pendant un repas que le fils de Jean donnait à Rouen au roi de Navarre et aux plus considérables seigneurs de Normandie, Jean entra brusquement dans la salle du banquet, fit arrêter Charles-le-Mauvais et pendre ou décapiter en sa présence quatre des principaux convives, entre autres le comte d'Harcourt. Ce nouveau meurtre, commis avec une odieuse brutalité, et sans que les prétendus complices de Jean pussent obtenir même la grâce de se confesser avant de mourir, consterna la noblesse du royaume et la disposa à se soulever. En présence de ces exécutions arbitraires, ordonnées selon les caprices ou les instincts d'un roi, elle se demanda quel sort lui était réservé et où on voulait en venir contre elle.

La fermentation qui agitait les esprits augmentait donc lorsque le roi d'Angleterre reprit ouvertement les armes contre la France (1355). Édouard III envahit l'Artois pendant que son fils, le prince de Galles, entra sur les terres de la langue d'Oc. En ce pressant danger, le roi Jean se vit contraint d'assembler les états-généraux de la langue d'Oyl et de leur demander à la fois de l'argent et des hommes. Les députés de la France septentrionale accordèrent trente mille hommes d'armes, et comme chaque homme d'armes était suivi de quatre combattants placés sous ses ordres, ce chiffre représentait cent cinquante mille soldats; ils votèrent en outre une imposition assez forte pour un an et arrêtaient que cette contribution serait à la charge de la noblesse, du clergé et des communes. Mais en faisant ces sacrifices à la sûreté du pays, menacée par des armées étrangères, les états ne se montrèrent point animés d'intentions favorables à l'autorité royale. On vit naître

un nouvel ordre de choses ; les états nommèrent des commissaires choisis dans les trois ordres, qui les devaient représenter après leur séparation et que le roi s'obligea de consulter, soit pour l'exécution des conditions qu'il avait souscrites en réclamant des subsides, soit qu'il fût question de traiter de la paix ou seulement une trêve. Les états envoyèrent, dans chacune des circonscriptions territoriales appelées bailliages, trois députés chargés de tenir la main à ce que les promesses du roi ne fussent point éludées et de surveiller le recouvrement des impôts. Enfin l'emploi des deniers publics votés par les états fut soumis au contrôle de neuf commissaires délégués par cette assemblée et résidant à Paris. Ces derniers furent en outre autorisés, en cas de violence ou de voies de fait de la part du roi ou de ses ministres, à repousser la force par la force, et tout Français devait leur prêter son concours. Ainsi s'établissait la puissance des états-généraux, et la France voyait s'opérer de graves changements dans son organisation politique. La féodalité était frappée au cœur ; la monarchie représentative des temps modernes commençait à poindre.

Cependant le prince de Galles, que la couleur de ses armes fit surnommer *le Prince Noir*, envahissait le Midi à la tête d'une faible armée ; il avait successivement ravagé l'Auvergne et le Limousin, lorsqu'il entra dans le Poitou. Le roi de France marcha contre lui avec cinquante mille hommes, élite de sa noblesse et de son armée. Le prince Noir fut surpris auprès de Poitiers, n'ayant sous ses ordres que huit mille soldats anglais ou aquitains. Sa perte paraissait certaine, et, à l'exemple de son père, à Crécy, il fit tous ses efforts pour prévenir une bataille, offrant de céder toutes ses conquêtes

et de signer une trêve de sept ans. Jean, qui se croyait sûr de la victoire, repoussa ces conditions et donna le signal de la bataille ; elle fut désastreuse pour la France et glorieuse pour l'Angleterre. L'imprévoyance du roi ne lui permit de prendre aucune disposition pour l'attaque ; se jeter en masse sur l'ennemi, ce fut toute la tactique qu'il imagina. Mais les Anglais s'étaient sagement retranchés sur un monticule. L'avantage du terrain et l'imprudence de leurs adversaires leur assurèrent une éclatante victoire. Jean, qui venait de faire preuve d'une incapacité révoltante, s'honora par son courage. Pressé dans un chemin creux avec Philippe, l'un de ses fils, il se défendit vaillamment contre un nombre considérable d'ennemis. Vainement on lui criait de se rendre, il ne répondait aux Anglais qu'en les assommant à coups de massue. A la fin, un chevalier lui cria : *Sire, rendez-vous !* A ces mots, prononcés en langue française, Jean s'écria : *A qui me rendrai-je ? Où est mon cousin le prince de Galles ?* On lui dit qu'il combattait loin de là. *Et qui êtes-vous, vous-même ?* reprit le roi. *Je suis,* répondit le chevalier ennemi, *le sire de Mortbecq, du pays d'Artois, banni de France pour avoir tué un homme. — Eh bien !* lui dit Jean, *puisque vous êtes Français, je consens à me rendre à vous.* Et il lui jeta son gant. Avec lui furent faits prisonniers son fils Philippe et la plupart des seigneurs : les autres prirent la fuite, et avec eux le dauphin Charles. Il semblait que la noblesse française fût déchuë de son antique renom ; jamais on ne l'avait vue plier devant un ennemi aussi faible et montrer tant de pusillanimité après avoir fait preuve de tant de jactance. Du moins, à Crécy, elle était morte payant courageusement ses fautes de sa vie ; mais à

Poitiers elle ne sut que fuir ou se rendre. Sa rançon ruina la France.

Le prince de Galles triompha dignement et ne se laissa point enorgueillir par la victoire. Il reçut avec tous les égards dus à son rang le roi captif et lui fit servir à souper dans sa tente, refusant de prendre place auprès de lui et courbant le genou devant son hôte, toujours roi et seigneur suzerain quoique prisonnier de guerre. Édouard III se montra moins généreux que son fils, et, tout en rendant de justes hommages à Jean, il mit sa délivrance à un prix que l'honneur ne permettait pas d'accepter (1356).

La déroute de Poitiers et la captivité du roi répandirent la consternation par toute la France. Le Dauphin, à peine âgé de dix-neuf ans, prit les rênes du gouvernement en qualité de lieutenant-général du royaume. Son premier acte fut de convoquer à Paris les états de la langue d'Oyl, à Toulouse ceux de la langue d'Oc. La première de ces deux assemblées se composait de huit cents députés, dont la moitié élus par les communes. Robert-le-Cocq, évêque de Laon, et Étienne Marcel, prévôt des marchands de Paris*, en dirigèrent les opérations dans un sens hostile à la royauté et favorable aux intérêts démocratiques. Sous l'empire de leur influence, les états de la langue d'Oyl commencèrent par réclamer la mise en liberté du jeune roi de Navarre encore alors prisonnier, et en faveur duquel l'opinion publique, révoltée par la tyrannie de Jean, s'était émue, bien qu'il en fût très-peu digne. Ils demandèrent ensuite le renvoi et la mise en juge-

* Fonction qui répondait sous quelques rapports à la place moderne de préfet de la Seine.

ment des ministres et des conseillers du roi, puis la création d'un conseil composé de quatre prélats, de douze nobles et de douze bourgeois élus par les états-généraux, et dont le roi serait obligé de prendre l'avis et d'écouter les remontrances. Le Dauphin fut effrayé de ces dispositions et congédia les états. Pendant leur absence il fut réduit à la triste ressource d'altérer les monnaies pour se procurer les fonds nécessaires. Cet expédient ne servit qu'à exaspérer les esprits ; le peuple de Paris se souleva à l'instigation du prévôt des marchands ; les boutiques furent fermées, les travaux suspendus, et les bourgeois prirent les armes. Pour apaiser cette tempête, le prince, qui venait de se rendre à Metz pour conférer avec l'empereur Charles IV, son oncle, fut obligé, l'année suivante (1357), de convoquer de nouveau les états et d'en passer par toutes les conditions qu'il leur plut d'imposer. La situation du royaume était affreuse ; pendant que le roi était prisonnier à Londres et le Dauphin en lutte avec les députés de la langue d'Oyl, le peuple des campagnes s'attroupait sur les routes, harcelait les nobles, pillait les châteaux, les réduisait en cendres, et supportait toutes les horreurs de la guerre, du brigandage et de la faim. Robert-le-Cocq et le prévôt Marcel rédigèrent un cahier de doléances auquel les trois ordres donnèrent leur assentiment. Cette attitude des états força le Dauphin à quelques concessions importantes : il souscrivit au renvoi de ses ministres, promit de convoquer deux fois par an les états, et se soumit à prendre conseil de trente-six députés élus dans leur sein. On ordonna ensuite qu'il ne serait fait aucun changement dans les monnaies sans l'aveu des états, et plusieurs autres abus graves furent corrigés ou abolis. C'était une révo-

lution politique, et il est permis de dire que, si ces établissements avaient été maintenus, la France serait entrée sans autres secousses, et quatre ou cinq siècles plus tôt, dans les voies où elle marche aujourd'hui ; mais les temps n'étaient point mûrs, et cette tentative devait être vaine.

Alors commençait à intervenir, dans les grandes luttes sociales, ce formidable levier qu'on appelle le peuple : il apparaissait avec ses besoins légitimes, comme aussi avec ses instincts de sang ; longtemps esclave, soumis et timide, il surgissait plein de colère, avide de vengeance, animé de sentiments haineux et jaloux, disposé à la brutalité et au meurtre. Alors aussi, comme depuis, comme toujours peut-être, sa force était au service de quelques ambitieux habiles et sans foi dont il épousait aveuglément les querelles. Mais ces premiers efforts de la démocratie allaient être bientôt comprimés.

Le parti populaire ne se contenta pas des concessions qu'il avait obtenues ; plein de défiance dans les promesses du Dauphin, lieutenant-général du royaume, et appréhendant cet esprit de domination absolue qui paraît en effet avoir été la base du caractère des Valois, il songea, on peut le supposer du moins, à transférer la couronne à Charles de Navarre, qui en était privé en vertu de l'interprétation donnée à la loi Salique. Cet arrangement, s'il eût réussi, aurait eu pour résultat de réunir les deux royaumes de France et de Navarre sur une même tête, et de donner à la France, pour résister aux Anglais, un roi plus capable et plus habile que Jean. Mais le parti populaire était dans l'erreur en se confiant aux promesses libérales dont Charles-le-Mauvais se montrait fort prodigue. Il est probable que, si cet ambitieux eût

été appelé à régner, il se serait joué de ses serments, et aurait étouffé dans le sang des magistrats de Paris le souvenir de ses promesses ; la conduite qu'il tint plus tard, la perfidie de son caractère, la scélératesse de ses mœurs permettent de le croire. Toutefois, comme à l'époque dont nous parlons ce jeune prince n'avait pu encore se faire connaître pour ce qu'il devint dans la suite, il était encore possible de se tromper sur son compte et de placer en lui ses espérances. En des temps calmes, la conduite de Marcel, de Robert-le-Cocq et des états-généraux aurait pu être flétrie du nom de révolte ; mais dans les circonstances où se trouvait alors le pays, la France étant pillée au dedans, menacée au dehors et exposée à périr sur toutes ses faces, le parti qui appelait à sa tête Charles de Navarre, petit-fils de Louis-le-Hutin et prince capétien, pouvait alléguer pour sa défense la nécessité de sauver le royaume et la loyauté de ses intentions. On s'est trop hâté de condamner des hommes qui agirent et pensèrent sur un volcan, et dont les actes ont été vraisemblablement défigurés par des chroniqueurs timides écrivant sous la dictée des Valois.

Quoi qu'il en soit, Charles de Navarre fut tiré de la prison par Jean de Pecquigny, gouverneur d'Artois : ayant réuni un grand nombre de partisans, recrutés particulièrement dans les derniers rangs du peuple, il fit son entrée triomphante à Paris. Après avoir humilié le Dauphin par l'éclat de sa popularité, Charles-le-Mauvais se rendit à Rouen, et y fit de magnifiques obsèques aux seigneurs que le roi Jean avait fait mettre à mort et dont les cadavres pendaient encore au gibet. Après ces devoirs rendus à ses amis exécutés sans forme juridique, il prit la route de Paris et cantonna ses troupes aux abords

de cette ville. Deux partis se divisaient alors les vœux de la population : les classes riches et la noblesse gardaient leur fidélité au régent ; la masse du peuple, avide de commotions et dominée par les chefs révolutionnaires, se passionnait pour le roi de Navarre. La marque distinctive de cette faction fut le chaperon aux couleurs de la ville de Paris, c'est-à-dire rouge et bleu. Cependant le dauphin régent était le jouet de ses ennemis ; comme il tentait un dernier effort pour se soustraire au joug de Marcel, le farouche prévôt, se faisant suivre du peuple insurgé, força les portes du palais du prince et fit massacrer sous ses yeux les maréchaux de Normandie et de Champagne. La fureur des assassins allait se porter sur le Dauphin ; mais Marcel, satisfait de l'avoir humilié, lui sauva la vie en le couvrant de son propre chaperon.

Après de tels excès la cause du prince était perdue et le roi de Navarre triomphait, lorsque celui-ci eut la lâche pensée de s'aider des secours du roi d'Angleterre. Cet appui de l'ennemi de la France ouvrit les yeux aux gens honnêtes, et Charles-le-Mauvais, quoique protégé par Marcel, ne put tenir dans la ville. Il en fut chassé par le Dauphin, qui accourut de Compiègne, où il avait convoqué les états et cherché un refuge (1358). Charles-le-Mauvais ne se tint pas pour battu et essaya de nouveau de surprendre la capitale. Une conspiration fut tramée en sa faveur ; les conjurés avaient résolu de lui ouvrir les portes de la ville et de le proclamer roi de France ; l'exécution du complot devait avoir lieu dans la nuit du 30 au 31 juillet ; mais cette nuit là même, comme Marcel se dirigeait vers la porte Saint-Honoré, un bourgeois fidèle au Dauphin régent, nommé Jean Maillard, le tua d'un coup de

hache. Ce meurtre fut le signal d'une réaction générale ; les partisans du roi de Navarre se virent tout d'un coup poursuivis et massacrés, et le Dauphin rappelé à Paris proclama une amnistie dont les plus séditeux furent seuls exceptés. La guerre civile se prolongea encore près d'un an ; enfin, elle fut terminée par un traité conclu à Pontoise (1359). Cette paix permit aux seigneurs d'étouffer les derniers restes de la *Jacquerie* ; c'était l'insurrection des paysans de Picardie, de Champagne et de quelques autres provinces voisines de la capitale, qui, exaspérés par de longues calamités, dépouillés, ruinés, affamés par les chevaliers et les nobles, se livraient contre eux aux plus horribles vengeances. On en fit partout une affreuse boucherie. Ce nom de *Jacquerie* venait de celui de *Jacques-Bonhomme*, sobriquet que la noblesse donnait au peuple. Jacques-Bonhomme mit cruellement à profit les querelles de ses maîtres. Ce fut une époque de misère universelle ; les rois luttaient contre les rois, les bourgeois contre le trône, toutes les classes de la société l'une contre l'autre.

Cependant le roi Jean, qui d'abord avait répondu aux propositions d'Édouard : « Plutôt mourir que de » rentrer déshonoré dans mon royaume, » finit par se lasser de sa captivité. Il conclut donc un traité par lequel, en échange de sa liberté, il cédait au roi d'Angleterre la Normandie, le Maine, l'Anjou, la Touraine, le Poitou, la Saintonge, la Guienne, Calais, les comtés de Montreuil, de Ponthieu, de Boulogne, de Guines, et la vicomté de Nanteuil. La France fut sauvée de ces déplorables concessions par l'énergie des états-généraux ; d'une voix commune ils repoussèrent le traité qui stipulait le démembrement et la honte de leur patrie. Cette résolution

énergique aurait seule suffi pour faire absoudre les états de leurs récentes erreurs ; ils avaient prouvé que mieux que le roi ils entendaient la gloire et les intérêts de la France. Le roi de Navarre qui se trouvait à Paris exhorta les députés à cette résolution généreuse ; il eut sa part dans la résistance et doit en avoir une à l'éloge.

Édouard, déçu dans son attente, se jeta comme un torrent sur la Champagne et la Brie, puis il vint camper au Bourg-la-Reine (1359). L'année suivante il dirigea son armée sur la Beauce ; la France se trouvait hors d'état de lui résister. Désolée par la guerre civile et la guerre étrangère, elle concentrait à peine un peu de force vers Paris. Un seul effort d'Édouard le rendait maître de la capitale et de la monarchie tout entière ; mais dans cette extrémité, Dieu, qui protège notre patrie, se déclara pour elle. Comme l'armée anglaise approchait de Chartres, un épouvantable ouragan éclata sur le pays ; le vent, la pluie, la grêle, le tonnerre mêlaient leurs ravages et leur fureur ; les hommes et les chevaux périssaient. Alors l'intrépide Édouard reconnut l'intervention miraculeuse du ciel ; il se jeta à genoux, et, les yeux tournés vers les hautes tours de la cathédrale qu'on peut apercevoir à la distance de plusieurs lieues, il implora l'intercession de Notre-Dame de Chartres et fit vœu d'accorder la paix à la France. L'orage ayant cessé, le roi d'Angleterre n'oublia point ses engagements et la paix fut signée à Brétigny ; elle coûta à la France une partie considérable des états de la langue d'Oc, entre autres le Poitou, le Limousin et l'Aquitaine, mais Édouard rendit toutes ses conquêtes du Nord, à l'exception de Calais et de Guines (1360). On convint en même temps que la rançon du roi Jean serait de trois

millions d'écus d'or. L'année suivante, Philippe de Rouvre, duc de Bourgogne, étant mort, la première maison de Bourgogne fut éteinte, et alors, comme le domaine royal était inaliénable, cette province, et avec elle les comtés de Champagne et de Toulouse, déjà possédés par nos rois à titre de suzeraineté féodale, furent réunis à la couronne. Ces acquisitions ne compensèrent pas les pertes occasionnées par le traité de Brétigny.

Jean revint en France ; mais, peu de temps après, le duc d'Anjou, son fils, l'un des otages qu'il avait laissés pour sa rançon, s'étant évadé d'Angleterre, le malheureux roi retrouva toute sa loyauté chevaleresque et retourna à Londres prendre ses fers. Ce fut deux mois après qu'il mourut dans cette ville (1364). Prince dont les bonnes qualités jetèrent quelques éclairs sur les nombreuses misères que ses fautes attirèrent à la France.

SYNCHRONISMES.

1354. Marino Faliero, doge de Venise, conspire pour rendre le pouvoir au peuple. Il est décapité.

1354. Rienzi, après avoir voulu rétablir le tribunat à Rome, se rend odieux. Il est mis à mort par le peuple.

1360. Fondation de la Bibliothèque royale.

CHARLES V, DIT LE SAGE.

(1364-1380).

Charles V était formé à la dure école de l'adversité ; il en mit à profit les leçons. Ce fut un prince prudent, habile, ami de la paix, et sachant diriger la guerre du fond de son cabinet. Il aimait les *clercs* (les lettrés) et professait une grande estime pour la *sapience* (science). Il prit à cœur de réparer par une administration habile les grandes calamités que la France avait endurées. La tâche était longue, l'œuvre difficile, mais il ne se laissa point rebuter par les obstacles.

A son avènement la France possédait encore, au sud de la Loire, l'Anjou, la Touraine, le Languedoc, le Berry, le Bourbonnais, le Lyonnais, le Vivarais, le Dauphiné, Montpellier et quelques autres dépendances d'une moindre importance ; le désastreux traité de Brétigny avait rendu à l'Angleterre toute la partie occidentale de l'Aquitaine, le Poitou, la Saintonge, l'Aunis, l'Agénois, le Périgord, le Quercy, le Limousin, le Bigorre, l'Angoumois et le Rouergue. Au nord de la Loire, nos rois avaient perdu Calais, Guines et le comté de Ponthieu. La Normandie était disputée par le roi de Navarre, la Bretagne déchirée par les guerres que se faisaient entre eux les comtes de Montfort et de Blois et leurs héroïques épouses. L'intérieur du royaume était pillé, ravagé, désolé par des bandes de militaires licenciés et d'aventuriers audacieux qui se donnaient le nom de Grandes Compagnies ; les coffres de l'État étaient épuisés par la rançon de Jean, l'autorité royale affaiblie par des révoltes, celle des états-gé-

néraux mal définie et contestée : partout désordre et anarchie ; de la sécurité et de la confiance nulle part.

Jean-le-Bon avait laissé quatre fils : Charles, l'aîné, roi de France ; Louis, duc d'Anjou ; Jean, duc de Berry, et Philippe-le-Hardi, duc de Bourgogne et tige de la nouvelle maison souveraine de ce nom. Ces princes jouèrent plus tard un rôle fort important dans notre histoire.

L'avènement de Charles V fut inauguré par une victoire : Bertrand du Guesclin, chevalier breton, déjà célèbre sous le dernier règne, vainquit à Cocherel, en Normandie, les troupes du roi de Navarre, que commandait le capital (châtelain) de Buch, l'un des plus illustres capitaines du quatorzième siècle. Ce dernier fut fait prisonnier. Avant la bataille, du Guesclin avait encouragé les Français par ce peu de mots : « Pour l'amour de Dieu, amis, souvenez-vous que nous avons un nouveau roi de France. » Que sa couronne soit aujourd'hui par vous éternée. » Le roi, reconnaissant, créa le vaillant Breton comte de Longueville. Du Guesclin, toujours aussi brave, mais moins heureux, fut fait prisonnier à la bataille d'Auray, en Bretagne, où périt Charles de Blois. La mort de ce guerrier, qui portait un cilice sous sa cuirasse et n'en était que plus intrépide, assura, après vingt-trois ans de guerre, la possession de la Bretagne à Jean de Monfort ; cette province fut ensuite pacifiée par la médiation de Charles V ; et le roi de Navarre, réduit à l'impuissance, obtint à son tour la paix en renonçant à ses prétentions sur la Bourgogne, la Champagne et la Brie. Enfin la liberté fut rendue à du Guesclin moyennant une rançon de cent mille francs que le roi paya lui-même (1368).

L'intervention de cet illustre capitaine fut bien utile au roi pour sauver le royaume des ravages des Grandes Compagnies. Comme on ne pouvait pas entretenir, pendant la paix, des armées considérables, que de part et d'autre on avait employées à se faire la guerre, les soldats licenciés de toute nation s'attroupaient et vivaient de pillage. Leur nombre s'était accru et les rendait fort redoutables. Leur déclarer la guerre eût été chose douteuse, et que faire ensuite des soldats vainqueurs pour éviter qu'ils ne se formassent à leur tour en compagnies indépendantes ? Le parti le plus sage était de les occuper hors de France. Du Guesclin se présenta à leurs chefs et leur dit : « Nous avons assez fait pour damner nos âmes ; vous pouvez même vous vanter d'avoir plus fait que moi ; maintenant faisons honneur à Dieu et le diable laissons. » Puis, employant d'autres arguments plus propres peut-être à les déterminer, il leur persuada de le suivre en Espagne. C'était le temps où Henri de Transtamare, frère illégitime de Pierre-le-Cruel, disputait à ce roi la couronne de Castille. Du Guesclin conduisit les Grandes Compagnies sous les drapeaux du prince Henri, et tout plia devant leurs armes. Pierre-le-Cruel, empoisonneur de Blanche de Bourbon, sa femme, s'enfuit en Aquitaine auprès du prince de Galles, qui gouvernait à Bordeaux les provinces anglo-françaises. Le fils d'Édouard III s'empressa d'armer pour combattre en Castille, moins Henri de Transtamare que l'influence de la France. Il fut vainqueur à Navarette, où du Guesclin fut de nouveau fait prisonnier ; mais irrité de la mauvaise foi de Pierre-le-Cruel, le prince de Galles lui retira son appui et rendit la liberté à du Guesclin, moyennant une rançon que ce valeureux chevalier fixa lui-même.

Cet événement ranima les affaires d'Henri de Trans-tamare ; ce prince, ayant tué son frère de sa propre main dans un duel sauvage qui rappelait la fabuleuse lutte d'Étéocle et de Polynice, régna paisiblement sur le trône de Castille. Ce que la France gagna à son triomphe fut une utile alliance au midi, et, à l'intérieur, l'éloignement des hordes de brigands qui la désolaient. A l'abri de ce fléau, l'ordre commença à reparaître dans le royaume.

Pendant que la sage et prévoyante sollicitude de Charles V s'efforçait de réparer au-dedans les misères de la patrie, l'honneur national demeurait toujours attristé par les concessions de Brétigny et par les désastres militaires des derniers règnes pendant lesquels l'armée française avait comme perdu l'habitude de vaincre. Charles, que la faiblesse de sa santé et peut-être aussi le manque d'énergie guerrière (il avait fui l'un des premiers à la funeste déroute de Poitiers) rendait peu propre à reconquérir par lui-même les provinces enlevées à la France, avait puisé dans son expérience et sa connaissance des hommes les ressources nécessaires pour utiliser dignement le courage des autres et triompher par ses lieutenants. Sa politique consistait à préparer la victoire que d'autres remportaient d'après ses ordres ; il était le cœur et la tête de la France, du Guesclin en était le bras droit.

L'occasion de réhabiliter la gloire et la puissance françaises ne tarda pas à se présenter. Le prince de Galles ruinait la Guienne par des tributs onéreux. Cette province, qui détestait la domination anglaise, bien que celle de la France lui parût toujours odieuse par suite des anciennes rivalités de races dont j'ai fait connaître la cause, fit un appel à la protection du roi Charles V. Le Prince Noir

fut cité devant la cour des pairs; c'était, depuis Philippe-Auguste et Jean-sans-Terre, l'usage d'en agir ainsi lorsqu'on voulait déposséder dans les formes un vassal trop dangereux. Le prince de Galles ne s'y laissa point tromper et répondit : « Nous » irons volontiers à notre ajournement à Paris, puis- » que mandé nous est du roi de France; mais ce » sera le bassinet en tête et en compagnie de » soixante mille lances. » La cour des pairs s'autorisa de son refus et le condamna sans l'entendre. Ce jugement, qui était le signal d'une nouvelle guerre avec les Anglais, fut approuvé par les états-généraux de la langue d'Oyl. Le roi et la nation étaient impatients de laver la tache commune. Les hostilités commencèrent à la fois en Ponthieu, en Picardie et en Guienne (1369).

L'Angleterre se mit en devoir de conserver ses conquêtes. Pendant que le prince de Galles marchait vers le Poitou avec une armée et ternissait sa gloire en livrant la malheureuse ville de Limoges à la fureur de ses troupes, un chef d'aventuriers, nommé Robert Knolles, envahissait le Nord, à l'instigation d'Édouard III, et poussait ses ravages jusqu'aux portes de Paris. En ce double danger, du Guesclin, malgré ses refus, se vit contraint d'accepter l'épée et le rang de connétable. Ainsi, un pauvre chevalier breton occupait la seconde place du royaume, et le roi plaçait sous ses ordres même les princes du sang. Cette haute confiance ne fut point trompée; la victoire suivit partout le connétable. Pendant qu'il triomphait sur terre, les flottes française et castillane, sous les ordres d'Yvain de Galles, détruisaient les vaisseaux du roi d'Angleterre, en vue de La Rochelle. La campagne suivante produisit des avantages plus considérables (1371);

le Poitou, l'Aunis, la Saintonge rentrèrent sous la domination de la France. Édouard voyait toutes ses conquêtes lui échapper pièce à pièce, et, dans son dépit, disait, en parlant de Charles V : « Jamais roi ne s'est moins armé et ne m'a donné tant à faire. »

Vainement le roi d'Angleterre essaya-t-il d'attacher à ses intérêts Henri de Transtamare ; le loyal Castillan repoussa avec mépris les ouvertures qui lui furent faites par Charles-le-Mauvais, bien digne d'une telle mission. Édouard trouva plus de concours chez Montfort, duc de Bretagne ; mais du Guesclin entra dans ce pays, et sa seule présence déterminait un soulèvement populaire. Montfort, qui s'était rendu odieux par sa tyrannie, fut chassé par ses propres sujets et obligé de se réfugier en Angleterre (1372). Vers le même temps une puissante armée anglaise débarqua à Calais et traversa du nord au midi toute la France. On ne risqua contre elle aucune bataille rangée ; on se contenta de fermer les places et d'affamer les campagnes. Ce système réussit ; l'armée anglaise brûla beaucoup de villages et de moissons ; mais elle périt presque tout entière par la famine ou les maladies.

Enfin toutes les provinces du Midi avaient été arrachées à l'Anglais ; il ne restait plus, en France, à Édouard, que la Guienne et Calais. Ces prodiges avaient été accomplis en moins de trois ans, par la sagesse du roi, le courage du connétable et la ferme volonté de la noblesse et du peuple. Ce fut alors que le pape Grégoire XI amena les deux rois de France et d'Angleterre à conclure une trêve. C'était une glorieuse revanche des humiliations de Crécy, de Poitiers et de Brétigny. Cette trêve fut signée à Bruges en 1375 ; elle ne dura que deux

ans ; dans cet intervalle moururent d'épuisement et de regrets le prince de Galles et le roi Édouard III. Ce fut un enfant mineur, le faible Richard II, qui leur succéda sur le trône d'Angleterre. Quelque temps après son avènement les hostilités furent reprises et poussées avec vigueur (1377). Cinq armées françaises combattirent l'ennemi sur tous les points. L'amiral Jean de Vienne fit une descente dans le comté de Kent, du Guesclin envahit les domaines que Charles-le-Mauvais possédait en Normandie ; Olivier Clisson, compatriote de du Guesclin, se signala en Bretagne, et le duc d'Anjou conquit la Guienne, à l'exception de Bordeaux. Sur ces entrefaites, les villes de Cherbourg et de Brest furent livrées à l'Angleterre, la première par le roi de Navarre, l'autre par Montfort, de sorte que l'ennemi se trouva encore maître de quatre ports sur l'Océan et put entrer en France à la fois par Calais, Cherbourg, Brest et Bordeaux ; mais c'était un faible avantage auprès des vastes et riches provinces qu'il avait perdues.

Vers ce temps-là, le pape Grégoire XI, cédant aux pieuses instances d'une pauvre et sainte fille, Catherine de Sienne, abandonna le séjour d'Avignon et fixa de nouveau le trône pontifical à Rome. A sa mort l'Église fut troublée par un déplorable schisme ; le peuple romain, assemblé en armes, contraignit les cardinaux à élire un pape romain, et le choix des Pères tomba sur l'archevêque de Bari, qui prit le nom d'Urbain VI. Le danger étant passé, une partie du sacré collège déclara cette élection nulle, comme imposée par la force, et élut un autre pape qui prit le nom de Clément VII. Ces deux élections amenèrent de funestes divisions qui affligèrent la chrétienté pendant près de quarante

années. La France se déclara pour Clément VII, qui fut également reconnu en Espagne, en Écosse et en Sicile ; la Hongrie, la Bohême, une partie de l'Allemagne et l'Angleterre se déclarèrent pour Urbain VI. Les deux rivaux employèrent l'un contre l'autre les armes spirituelles ; cette lutte ne fit que prolonger le schisme et rendre plus intolérables les calamités qui en étaient la suite. A la mort d'Urbain et de Clément, au lieu de sortir du schisme, les cardinaux des deux obédiences leur donnèrent des successeurs, et l'Église ne cessa d'être affligée. Enfin, pour mettre un terme à ces funestes dissentiments, et après une tentative inutile essayée au concile de Pise, celui de Constance, tenu en 1414, rétablit la paix et l'ordre. Tous les prétendants à la papauté abdiquèrent ou furent déposés, et le concile élu à leur place Martin V, qui fut généralement reconnu pour légitime et souverain pontife. Dieu, qui a promis à l'Église d'être impérissable, et qui a voulu que la papauté en fût la pierre angulaire, permit que cette tempête s'élevât parmi les nations fidèles afin de faire mieux éclater la certitude de ses promesses et la sainteté de la religion. En effet, au milieu de ces orages, la foi ne périt point, elle ne fut point ébranlée. La sanctification des élus s'accomplit malgré les scandales, et il y eut des saints dans les deux causes, parce que des deux côtés, en se divisant sur le droit des concurrents, on demeura attaché au siège apostolique et à la chaire de saint Pierre *.

* On lit à ce sujet dans les écrits de saint Antonin, archevêque de Florence : « On pouvait être de bonne foi et en sûreté de conscience dans les deux partis ; car, quoiqu'il soit nécessaire de croire qu'il n'y a qu'un chef visible de cette Église, s'il arrive cependant que deux souverains pontifes soient créés en même

Pendant que l'Église était ainsi agitée, Charles V poursuivait avec persévérance ses projets d'agrandissement et de conquête. Il porta ses vues sur la Bretagne, et comme Jean de Montfort, prince de ce pays, avait été chassé par ses peuples, l'occasion parut favorable au roi de France, qui déclara la Bretagne confisquée et réunie à la couronne. Mais la fière population de l'Armorique refusa de souscrire à cette décision. Cette race, féconde en vertus héroïques, gardait comme un souvenir instinctif celui de sa vieille nationalité gauloise ; les hommes du Nord, les Francs de la langue d'Oyl étaient toujours pour elle des étrangers et des ennemis, sinon des Teutons, et elle ne pouvait s'habituer à la pensée de se confondre avec eux en une même patrie. Le peuple breton se souleva donc tout entier contre la volonté de Charles V, et Jean de Montfort, exilé pour cause de tyrannie, lui redevint cher dès lors qu'il était proscrit par l'étranger. Ce prince fut rappelé par ses sujets et la politique de Charles V subit une défaite : c'était la première.

Vers le même temps Nîmes et Montpellier, deux villes qui conservaient encore certaines allures républicaines imitées des cités libres d'Italie, se soulevèrent contre les exactions fiscales du duc d'Anjou, gouverneur de la langue d'Oc. Leur révolte commençait à s'étendre dans le Midi, mais Charles V l'apaisa en révoquant son frère. Cependant la guerre continuait encore dans le Gévaudan, où des aventuriers, la plupart Anglais, occupaient plusieurs

» temps, il n'est pas nécessaire de croire que celui-ci ou celui-là
» est le pape légitime ; mais il faut croire que le vrai pape est celui
» qui a été canoniquement élu, et le peuple n'est point obligé de
» discerner quel est ce pape ; il peut suivre en cela le sentiment et
» la conduite de ses pasteurs particuliers. »

places ou châteaux-forts et troublaient la sécurité du pays. Du Guesclin fut envoyé pour les réduire. Comme il faisait le siège du Château-Randon, il tomba malade et mourut après avoir fait de touchants adieux à ses compagnons d'armes. Il les pria de ne point oublier *qu'en quelque pays qu'ils fissent la guerre, les femmes, les enfants et le pauvre peuple n'étaient point leurs ennemis*. Le gouverneur anglais, qui défendait la place, avait promis de se rendre s'il n'était secouru à un jour fixé ; ce jour étant venu, on le somma de tenir sa parole, mais il répondit qu'il ne se rendrait qu'au connétable. On lui apprit que du Guesclin était mort de la veille, et cet homme, fidèle à sa promesse, voulut rendre les clefs de la place au cadavre du héros breton. C'est ainsi que du Guesclin triompha même après sa mort. On lui fit de magnifiques funérailles, et Charles V ordonna qu'il fût enseveli à Saint-Denis, lieu réservé pour la sépulture des rois. La même année (1380), ce prince mourut lui-même, à l'âge de quarante-trois ans, des suites d'un poison lent que lui avait donné dans sa jeunesse le perfide roi de Navarre.

Charles V, le jour de sa mort, supprima une partie des impôts qu'il avait établis, mais ces réparations tardives ne sont guère respectées par les héritiers des rois. Jamais prince ne se plut tant à demander conseil et ne laissa moins gouverner que lui. Le rôle politique que les états-généraux avaient joué pendant sa minorité lui avait inspiré pour ces assemblées autant de répugnance que de crainte. Il ne les réunit, durant tout son règne, qu'une seule fois, et les remplaça par des *lits de justice*, sortes d'assemblées de notables, où le roi, entouré de son parlement, de sa noblesse, des évêques et d'un petit

nombre de bourgeois considérés, rendait des ordonnances et délibérait sur les affaires du royaume. Ce fut dans un de ces lits de justice qu'il fixa, par un édit, à l'âge de quatorze ans celui de la majorité des rois. Aussi hostile à la féodalité qu'aux communes, pendant qu'il paralysait celles-ci en s'abstenant de convoquer les états-généraux, il affaiblissait l'autre en faisant raser les châteaux, et en s'opposant de tout son pouvoir aux guerres privées, déjà prohibées par saint Louis. Il encouragea le commerce et l'industrie et créa une marine. Vainement les écrivains, qui jugent les rois des autres siècles d'après des principes modernes et sous l'empire d'idées autrefois inconnues, reprocheraient-ils à ce prince son aversion pour les envahissements du pouvoir populaire, manifestée par sa froideur à l'encontre des états-généraux ; ceux qui se placent sur le terrain des hommes historiques qu'il s'agit d'apprécier, et se transportent par la pensée au temps où ils ont vécu, reconnaîtront sans peine qu'au quatorzième siècle les états-généraux ne réunissaient ni assez de lumières ni assez de vertus pour gouverner la France. Un despotisme sage et éclairé pouvait seul, en concentrant les forces du pays et en leur donnant une direction utile, accomplir les merveilles que l'administration de Charles V parvint à opérer. Les états-généraux étaient animés de sentiments patriotiques qui servirent utilement les intérêts de la France contre l'étranger ; mais, au-dedans, leurs divisions, leurs jalousies et leur inexpérience les rendaient inutiles et même dangereux. L'Anglais une fois chassé et le droit de fausse-monnaie enlevé à la couronne, l'œuvre des états était terminée. Pour aller plus loin sans rencontrer l'abîme de l'anarchie, il fallait que des siècles eussent multi-

plié les lumières et les épreuves, et encore, après que ces mêmes siècles eurent passé sur la France, on put voir, il y a moins de cinquante ans, ce qu'un peuple ou des assemblées populaires gagnent à se trouver libres d'entraves.

Charles V était instruit et ami des lettres ; son père ne lui avait laissé qu'une bibliothèque de vingt volumes ; il parvint, à force de soins et de sacrifices, à en réunir neuf cents, nombre très-considérable pour cette époque. Il disait souvent : *Les clercs ou la sapience on ne saurait trop honorer, et tant que sapience sera honorée en ce royaume, il continuera à prospérité ; mais quand débouthée y sera, il décherra.* Mais ce qu'on n'a point assez loué en lui, c'est la grande piété qui présida à toutes les actions de sa vie. Ses mœurs étaient pures, sa charité ardente. Fidèle observateur des jeûnes ordonnés par l'Église, il jeûnait en outre volontairement une fois par semaine. Il suivait pieds nus les processions, demandant à Dieu de veiller sur son royaume. Il pratiquait souvent l'aumône et baisait la main des pauvres après y avoir déposé son offrande. Un seigneur fut chassé de sa cour pour avoir prononcé devant le jeune Dauphin une parole trop libre. Tant de vertus appelèrent sur son règne la protection efficace de ce Dieu qui déjà avait béni saint Louis et Charlemagne.

SYNCHRONISME.

4377. Tamerlan étend ses conquêtes dans toute l'Asie septentrionale et soumet à sa domination la Perse, la Médie, l'Arménie et la Syrie.

CHARLES VI, DIT LE BIEN AIMÉ.

(1380-1422.)

Le règne de Charles VI est la plus funeste période de notre histoire, jamais la France ne se vit réduite à de plus affreuses misères. La Providence étendit sur elle sa main et la frappa de plaies comme au temps où le peuple de Dieu attirait sur lui, par ses infidélités, les fléaux les plus redoutables. On venait de goûter le repos sous un despotisme éclairé, on allait gémir sous un despotisme cupide et cruel. L'avarice, la trahison et la débauche des grands allaient rejaillir sur le peuple, en attendant le jour, encore bien éloigné, où la miséricorde de Dieu devait se manifester avec d'autant plus d'éclat sur nos pères qu'ils se trouvaient plus humiliés et plus à craindre. Mystérieuses leçons, enseignements providentiels que trop souvent l'homme affecte de ne pas comprendre comme pour se dispenser de la reconnaissance !

Charles VI était à peine âgé de douze ans. Ses trois oncles, le duc d'Anjou, de Berry et de Bourgogne, convoitèrent à la fois les trésors amassés par la prévoyance du dernier roi et l'exercice de la régence. Le duc d'Anjou, auquel elle fut attribuée comme à l'aîné, commença donc par s'emparer de tout l'argent existant dans les coffres de l'État. Pour subvenir ensuite aux dépenses publiques, il fallut créer de nouveaux impôts et avoir recours à des exactions odieuses. Des soulèvements éclatèrent, et les états-généraux de la langue d'Oyl posèrent un moment une digue à l'avare cupidité des princes. Les habitants de Paris se révoltèrent et

s'armèrent de maillets pour massacrer les agents du pouvoir. On les appela *Maillotins*. Les plus mutins furent livrés au supplice et jetés à la Seine dans des sacs cousus. Rouen se souleva à son tour ; il fallut diriger une armée contre ses hardis bourgeois. Pendant que ces événements troublaient Paris, la Picardie et la Normandie, le duc de Berry, nommé gouverneur de la Guienne et du Languedoc, était obligé de livrer une bataille aux peuples de ces provinces, soulevés contre lui et soutenus par le comte de Foix. Vaincu à Revel, il se vengea plus tard par des supplices. Les révoltés ne se laissèrent point désarmer et se retranchèrent dans les montagnes, où, sous le nom de *Tuchins*, ils prolongèrent la guerre. Pendant ce temps là la Flandre était ensanglantée par des dissensions interminables. C'était encore l'ancienne lutte des corporations de métiers, des marchands et des bourgeois, contre le pouvoir aristocratique. Le brasseur Artevelt, qui, sous Philippe-le-Bel, avait déjà organisé dans ce pays une tyrannie populaire dirigée contre les nobles et les riches, avait été tué à Gand en 1345. Son fils, Philippe Artevelt, fut choisi pour chef par les rebelles de 1382. Celui-ci se montrait plus affable et plus libéral que son père. Le mouvement insurrectionnel des Flamands semblait s'être rattaché aux soulèvements des Parisiens et des Normands. Reims, Châlons, Orléans, Blois, Beauvais étaient remplis de conspirateurs qui, pour faire main-basse sur les seigneurs, n'attendaient que le triomphe des républicains de Flandre. Les Gantois, quoique abandonnés à leurs propres forces par les villes d'Ypres et de Bruges, formaient à eux seuls une armée de trente mille hommes. Le jeune roi, deux de ses oncles et le connétable Olivier de

Clisson marchèrent contre eux et les exterminèrent à la bataille de Rosebecque. Philippe Artevelt périt dans l'action, et son cadavre fut pendu par les vainqueurs. Cette défaite éteignit dans le sang les espérances du parti démocratique en Flandre, en Hollande et en France, et le double principe monarchique et féodal prévalut de nouveau. La bataille de Rosebecque fut fatale aux Parisiens. Les princes ordonnèrent le désarmement de la capitale et livrèrent aux bourreaux les bourgeois dont les dispositions paraissaient le plus hostiles. Au nombre des victimes se trouva l'avocat-général Desmarets, vieillard septuagénaire qui avait servi la France sous quatre rois, et que ses vertus et sa justice avaient rendu cher au peuple. On lui ordonna, sur l'échafaud, de demander pardon au roi ; mais cet homme, qui avait la fermeté de l'innocence, se contenta de demander pardon à Dieu (1384).

Quand les oncles du roi furent las de supplices, ils dictèrent à ce prince une ordonnance d'amnistie qui commua la peine des Parisiens en une forte amende : l'avarice ne perdait point ses droits. Le prévôt des marchands et les autres magistrats municipaux furent remplacés par un prévôt nommé par le roi. Le souvenir de Marcel conseillait à la royauté cette usurpation nouvelle. Rouen et les autres villes où des séditions populaires avaient eu lieu ne furent pas traitées avec moins de rigueur. Sur ces entrefaites (1384), Louis, comte de Flandre, étant mort ne laissant qu'une fille nommée Marguerite, Philippe-le-Hardi, duc de Bourgogne, qui avait épousé cette princesse, hérita de la Flandre ; il possédait déjà, outre ces deux vastes principautés, l'Artois et les comtés de Réthel et de Nevers. Tant de puissance réunie sur la tête d'un seul feudataire

partageait la France en deux grands États, promis pour l'avenir à des luttes réciproques. La maison de Bourgogne grandissait à côté de celle du roi : ce que l'une perdait accroissait l'autre.

D'un autre côté, Louis, duc d'Anjou, venoit d'être adopté par Jeanne, reine de Naples ; cette adoption le déclarait héritier de ce royaume et du comté de Provence. Charles de Durazzo, parent de la reine Jeanne, soutenu par Urbain VI, qui occupait à Rome le siège pontifical, disputa au frère du roi de France cette riche succession. Par ses ordres, la malheureuse reine Jeanne fut étranglée, et le duc d'Anjou, qui était entré en Italie avec une armée, vit ses troupes détruites par la faim et les maladies. Il fut battu et blessé, et mourut désespéré à Bari. Son ambition et sa cupidité, plus grandes encore que ses talents, l'avaient rendu l'un des fléaux de la France.

Rarement les peuples, lorsqu'ils se soulèvent volontairement, peuvent être vaincus dans une seule bataille. On peut, par une grande victoire, éteindre l'ambition ou la puissance d'un conquérant ; mais les populations survivent à leur défaite et retrouvent souvent plus d'énergie dans la mauvaise fortune que dans la bonne. C'est ce qui rend si tenaces les guerres nationales. Les villes de Flandre et surtout la courageuse cité de Gand n'avaient point renoncé à se délivrer du joug de leurs seigneurs français ; elles se montrèrent aussi ennemies de Philippe-le-Hardi que de Louis de Nevers ; il fallut que Charles VI marchât en personne pour les réduire. Ses troupes et celles du duc de Bourgogne s'unirent contre les Gantois, qui succombèrent enfin dans cette lutte inégale. *Lorsqu'on nous aura tous égor-gés, disaient ces marchands, nos os se réuniront*

pour combattre. Leur courage fut trompé dans son attente ; la liberté eut des martyrs, et ce ne fut pas la liberté seule, car les Flamands combattirent non-seulement pour repousser des princes étrangers, mais encore pour rester fidèles au pape de Rome, tandis que la France ne reconnaissait que celui d'Avignon.

Charles-le-Mauvais vivait toujours, comme une menace permanente contre la vie des rois de France et l'indépendance de leur royaume. Ce prince avait tenté de faire empoisonner Charles VI et ses oncles, mais son crime fut déjoué. On ne sait à quelle odieuse ressource il aurait de nouveau eu recours lorsqu'il mourut victime d'un tragique accident ; comme il était épuisé de maladie et de débauches, il se faisait rouler dans un drap imbibé d'esprit-de-vin ; le feu ayant pris à ce linge, le roi de Navarre périt misérablement : digne fin d'un tel monstre !

Charles VI fit à deux reprises les préparatifs d'une expédition contre l'Angleterre, où régnait le faible et malheureux Richard II ; ces armements n'eurent d'autre résultat que d'épuiser le trésor. Une campagne contre le duc de Gueldre fut encore moins heureuse : l'armée française n'eut aucun ennemi à combattre, mais elle fut à moitié détruite par les fatigues et les maladies. Ces fâcheux événements soulevèrent les esprits, et le roi donna satisfaction aux mécontents en éloignant ses oncles des affaires publiques (1388). Cette sage mesure fut suivie de quelques changements utiles qui révélèrent au peuple la bonté du roi et firent espérer en sa justice. Le duc de Berry, qui avait abusé de son pouvoir en se livrant à de nombreuses exactions, fut révoqué de son gouvernement ; des taxes onéreuses furent abolies ; le Midi respira un moment

à l'ombre d'une administration plus régulière (1388-1392).

Ces réformes faisaient un peu pardonner au jeune roi les folles prodigalités de son règne et son amour désordonné des plaisirs, et peut-être lui méritèrent-elles à juste titre le surnom de *Bien-Aimé*, lorsqu'un fatal événement vint tout d'un coup replonger la France dans un abîme de maux. Le roi avait entrepris une guerre contre la Bretagne; comme il sortait du Mans et traversait une forêt de pins, vers l'heure de midi, au milieu des ardeurs du soleil, un inconnu, vêtu d'une façon étrange, pieds nus et la tête découverte, se précipita au-devant de lui, saisit la bride de son cheval et lui cria : *O roi ! n'avance pas plus loin. Retourne, tu es trahi !* En même temps un page de la suite du prince laisse tomber une lance sur un casque. Cette apparition mystérieuse et ce bruit imprévu troublent subitement l'esprit du roi; une révolution s'opère dans ses facultés mentales, il se croit menacé de mort, ou plutôt il tombe dans une folie furieuse. Armé de son épée, il se jette sur les gens de sa suite, en tue quatre, blesse son frère le duc d'Orléans, et ne s'arrête que vaincu et désarmé par la fatigue. Ainsi commença la longue et déplorable démence de Charles VI. Le malheureux roi fut confié à la garde de ses deux oncles, les ducs de Berry et de Bourgogne, et ces princes s'attribuèrent à la fois la tutelle de leur neveu et celle de la France. La France, pendant trente ans que dura la maladie de son roi, fut désolée par une horrible anarchie. Le malheureux Charles VI, tantôt livré à une noire mélancolie, tantôt furieux, ne jouissait de temps à autre d'intervalles lucides que pour mieux voir les profondes misères de ses peuples. Tant qu'il demeurerait

privé de sa raison, deux factions acharnées, l'une celle du duc de Bourgogne, l'autre, celle du duc d'Orléans et de la reine Isabeau de Bavière, se disputaient la régence, le pouvoir ou l'argent du royaume ; quand il reprenait pour un peu de temps ses esprits, il était tout au plus le prête-nom ou le jouet du parti triomphant. La reine avait été associée à la régence, mais son intervention dans les affaires n'était guère propre à calmer les maux du pays. Cette femme ne songeait, comme les princes, qu'à pressurer la France, en attendant le moment de la vendre ; elle préludait à la trahison par l'adultère et l'inceste. Vers le même temps, Richard II, roi d'Angleterre, marié à Isabelle de France, était détrôné, jugé par le parti populaire, puis enfin misérablement assassiné dans une prison. Ce crime donna le trône d'Angleterre à Henri de Derby, duc de Lancastre, cousin de Richard, qui régna sous le nom d'Henri IV.

Philippe-le-Hardi étant venu à mourir laissa pour héritier de la Bourgogne et de la Flandre son fils Jean, dignement appelé Jean-sans-Peur (1404). Le nouveau duc était doué d'une ambition démesurée et reculait encore moins que son père devant la nécessité du crime. Implacable ennemi du duc d'Orléans, qui avait osé déshonorer sa femme, il feignit de se réconcilier avec lui aux pieds des autels, mais il le fit assassiner le 23 novembre 1407, comme ce prince traversait de nuit la rue Barbette. Cet attentat donna une activité plus grande à l'incendie qui dévorait la France ; les princes voulurent venger leur parent, mais le peuple se consola facilement de la mort d'un homme avare, débauché, et tyran par cupidité autant que par orgueil. Vainement Charles VI annonça-t-il l'intention de punir le meurtrier ;

Jean-sans-Peur vint s'établir à Paris avec une escorte qui ressemblait à une armée, et sa faction chassa la reine et les princes. Jean-sans-Peur, ennemi déclaré de la cour, avait facilement réussi à mettre le peuple dans ses intérêts. Les Parisiens avaient trop d'injures ou de victimes à venger pour ne pas prêter l'oreille à ses suggestions ; ils embrasèrent sa cause. De son côté, il leur fit rendre leurs armes et les chaînes qui servaient à cette époque à construire des barricades. Sa faction, fortifiée par l'appui des classes pauvres et de la populace, prit le nom de parti des *Bourguignons* ; la faction de la reine et des princes prit celui d'*Armagnacs*, du nom du connétable d'Armagnac, beau-père du nouveau duc d'Orléans, fils du mort. De part et d'autre ce furent des proscriptions et des massacres ; on fit couler des fleuves de sang ; tantôt les riches et les nobles, qui tenaient pour la cour, se virent opprimés et proscrits, tantôt la faction qui se disait populaire fut livrée à de cruelles représailles.

Les deux partis cherchaient à se concilier l'appui de l'Angleterre ; celui des Bourguignons eut à ses gages des sophistes. Le cordelier Jean Petit, docteur de l'Université, fit publiquement, devant la cour et les grands, l'apologie de l'assassinat du duc d'Orléans ; il prêcha que le tyrannicide était permis. Sa doctrine épouvanta l'auditoire, mais on dissimula par crainte. Les soldats armagnacs désolaient les campagnes ; les Bourguignons trouvèrent un appui dans un ramas de garçons bouchers et d'écorcheurs qui, sous le nom de *Cabochiens*, se livrèrent aux plus effroyables excès. Ce parti sanguinaire fraternisait avec les rebelles de Gand ; d'abord docile aux inspirations du duc de Bourgogne, il finit par débor-

der le pouvoir de ce prince : celui-ci fut un jour obligé de toucher la main au bourreau. De leur côté les Armagnacs se recrutaient au midi de la Loire ; ils organisaient la guerre civile sur un large pied. Les Gascons et les Aquitains se retrouvèrent avec leurs vieilles antipathies de race. Sur plusieurs points ils prirent leur revanche des souffrances qu'avait endurées leur pays lors de la guerre des Albigeois. Des deux côtés, enfin, on rechercha l'alliance de l'Angleterre. Chaque faction offrit de démembrer le royaume, d'en donner une partie aux étrangers, afin de conquérir et de gouverner l'autre par leur appui (1411). Tout se réunissait pour aggraver les maux de la France : ambition et jalousie, meurtres et vengeance, famine et pillage. Les princes luttaient pour se disputer quelques lambeaux de pouvoir, les riches et les pauvres pour conserver ou prendre, le Nord et le Midi pour régler ensemble un arriéré de plusieurs siècles d'agressions ou de haines.

Au dessus de cet affreux chaos était un roi insensé, abandonné, trahi par sa femme, et dépourvu des soins les plus nécessaires à la vie.

Un malheur manquait à la France ; mais quand elle fut bien ruinée, bien désolée, bien réduite à l'impuissance, cette dernière épreuve tomba sur elle de tout son poids. Henri V, roi d'Angleterre, débarqua à Honfleur à la tête d'une armée considérable (1415). Les deux factions rivales trouvèrent un reste d'énergie pour s'opposer aux progrès de ce dangereux adversaire. Le commandement de l'armée française fut donné au connétable d'Albret. Henri V perdit beaucoup de temps et beaucoup d'hommes à faire le siège d'Harfleur. Après la reddition de cette place, il se dirigea sur Calais ; mais l'armée française le suivit de près, et l'atteignit en Artois auprès

du village d'Azincourt (25 octobre 1415). Une bataille générale s'engagea, et elle fut aussi désastreuse pour la France que les journées à jamais funestes de Crécy et de Poitiers : l'expérience n'avait point appris aux Français à se défier de leur fougue impétueuse. Au lieu de profiter de leur grand nombre et de prendre les dispositions que la prudence réclamait, ils se laissèrent aller à un courage aveugle et indiscipliné. La leçon fut terrible, la journée sanglante ; sept princes y périrent, et le duc d'Orléans fut fait prisonnier. Cependant Henri V, au lieu de profiter de sa victoire, commit la faute de retourner en Angleterre pour y chercher des renforts. .

Le pouvoir était aux Armagnacs, et les partisans du duc de Bourgogne, après s'être souillés de tant de crimes, se voyaient proscrits à leur tour. Le comte d'Armagnac, chef de son parti et devenu connétable, se lia par un traité secret avec le roi d'Angleterre Henri V, le reconnaissant pour roi de France. La reine Isabelle, dont les désordres étaient pour ainsi dire publics, fut reléguée à Tours, et on s'empara des trésors que son avarice avait accumulés. Dans cette extrémité, elle se ligua contre le parti du roi et contre son propre fils, le dauphin Charles, avec le redoutable duc de Bourgogne. Celui-ci la rétablit dans ses droits de régente ; puis, ayant été introduit par trahison dans Paris, il livra le connétable, des magistrats, des évêques, des vieillards, des enfants et des femmes, à la fureur de ses soldats et de ses bourreaux. Jamais réaction ne fut plus atroce. Le dauphin réussit à s'évader par les soins de Tanneui-Duchatel, qui le conduisit à Melun. Pendant ce temps-là Henri V envahit la Normandie, s'empara de Rouen et s'y fit donner le titre de roi de France. Il prit ensuite d'assaut Pontoise, dont les habitants

furent massacrés (1419). La même année des conférences eurent lieu entre le duc de Bourgogne et le dauphin au pont de Montereau sur la Seine. Dans l'une de ces conférences, Jean-sans-Peur fut assassiné sous les yeux du dauphin, de la main de Tanne-gui-Duchatel. Sang pour sang, trahison pour trahison, telle était la doctrine de cette époque fatale.

Le successeur de Jean-sans-Peur, Philippe-le-Bon, s'allia à Henri V, et pour venger son père, livra la France aux Anglais. La reine Isabeau de Bavière se joignit à ce traître pour venger le duc de Bourgogne. Cette marâtre, foulant aux pieds les droits de son fils et l'honneur de la France, consentit à reconnaître Henri V pour héritier de Charles VI, à la seule condition d'épouser Catherine, l'une de ses filles. Le fantôme de parlement que le duc de Bourgogne avait installé à Paris sanctionna ces honteuses stipulations, et déclara le dauphin Charles déchu de la couronne et coupable du crime de lèse-majesté. Isabeau de Bavière fit son entrée à Paris au milieu d'une pompe inouïe qui insultait encore aux misères de la France. Pour le dauphin, loin de désespérer du salut de la monarchie, il entreprit de lutter encore, et se retira derrière la Loire avec une petite armée de seigneurs et de partisans fidèles. Le parlement royal et l'Université furent transférés à Poitiers, et le maréchal Lafayette vainquit l'armée anglaise à Beaugé. La patrie tout entière se concentra sur la Loire. Cependant Henri V s'empara de vive force de Sens, de Melun et de Montereau, et après y avoir fait couler des fleuves de sang, entra à son tour dans la capitale, où il fut reçu comme roi légitime par la populace vendue aux Bourguignons. Les états-généraux, soit terreur, soit avilissement, reconnurent ses droits au trône (1420).

Ce triomphe déplorable fut suivi de quelques avantages remportés dans le Nord par les partisans d'Henri V ; mais il en jouit peu de temps. Atteint d'une dyssenterie, il mourut à Vincennes le 31 août 1422 ; moins de deux mois après, l'infortuné Charles VI le suivit dans la tombe, après avoir assisté, sans les comprendre, aux calamités et à la ruine de son royaume.

SYNCHRONISMES.

1386. La glorieuse victoire de Sempach remportée par les Suisses sur le duc d'Autriche Léopold II complète l'affranchissement de l'Helvétie.

1395. Prise de Tiflis par Tamerlan.

1396. Bajazet I^{er}, sultan des Turcs, défait à la bataille de Nicopolis Sighismond, roi de Hongrie.

1399. Révolution de la Rose rouge en Angleterre. Avènement de la maison de Lancastre (voir plus haut).

1402. Bataille d'Ancyre où Timour-leng (Tamerlan) fait Bajazet prisonnier.

1420. Les Portugais découvrent les îles de Madère et de Porto-Santo.

CHARLES VII, DIT LE VICTORIEUX.

(1422-1461.)

Au moment où les funérailles du malheureux Charles VI furent accomplies, un héraut d'armes cria : *Le roi est mort ; vive Henri de Lancastre, roi de France et d'Angleterre !* Les Anglais qui formaient le cortège accueillirent cette proclamation avec transport, et le duc de Bedford, frère d'Henri V, oncle du jeune Henri VI, fit porter devant lui l'épée royale, comme régent du royaume. Les seigneurs bourguignons et les magistrats vendus à l'étranger s'en réjouirent, mais le peuple murmura.

Cependant la plus grande partie du royaume était conquise, la capitale reconnaissait un roi anglais, les actes publics et la justice étaient rendus au nom d'Henri VI, un parlement sanctionnait toutes ces hontes, et le roi légitime, le successeur de Philippe-Auguste et de saint Louis, déclaré traître et rebelle, errait dans les provinces du midi, mendiant quelques sympathies pour ses droits méconnus et sa couronne proscrite. C'était un faible jeune homme, âgé de dix-neuf ans, livré aux plaisirs, dépourvu d'expérience et incapable de triompher par lui-même de tant d'obstacles.

Qui pourrait dire les calamités que trente ans de guerres civiles ou d'invasions étrangères avaient accumulées sur la France septentrionale ? Les villages avaient été incendiés, les fermes dévastées, les maisons détruites. Des bandes de brigands féroces se répandaient dans les campagnes et y commettaient mille horreurs. Les populations entières, chassées au hasard, ne demandaient des ressources qu'à la

mendicité, à la débauche et au crime. D'un autre côté, la guerre continuait avec un acharnement sans égal. Chaque ville assiégée par les Anglais n'ouvrait ses portes qu'après une résistance longue, désespérée, souvent héroïque. Pour prix de tant de courage, les vaincus étaient quelquefois traités comme rebelles, et livrés au supplice au nom d'Henri VI, encore au berceau. On parlait avec effroi de l'arbre de Vaurus, où il n'y avait d'autres fruits que les cadavres des Anglais pendus aux branches, de la femme enceinte dévorée par les loups, des nombreux misérables mutilés et torturés de toute manière. Les généreux citoyens qui conspiraient, à Paris, pour le rétablissement du roi capétien étaient cousus dans des sacs et jetés à la Seine.

Le jeune Charles VII était au Puy en Velay lorsqu'il apprit la mort de son père ; il se fit reconnaître roi par les seigneurs de sa suite, et couronner dans une petite église. Pour toute cérémonie, on éleva la bannière de France aux cris de *Vive le roi !* Il y avait loin de cette obscure solennité aux pompes fastueuses que déployaient à Paris le régent Bedford et les princes anglais ; mais Dieu réprouvait le triomphe de l'étranger, et bénit l'humble avènement du roi Charles. Ce prince vint établir à Poitiers son parlement et sa cour. La France du midi de la Loire n'avait point été sourde à sa voix ; elle se leva pour le défendre. Tant que les peuples de la langue d'Oc avaient eu à subir les lois et les lieutenants plus durs encore des rois de la langue d'Oyl, ils avaient porté leur joug avec déplaisir et contrainte, le secouant en toute occasion favorable, et déployant avec empressement leur drapeau contre celui des hommes du nord ; mais du jour où le nord de la France fut à son tour asservi, de l'heure où la bannière d'Angleterre

flotta sur les clochers de la Neustrie, de la Picardie et de la Beauce, le roi capétien devint, même pour les races du midi, le roi national, et les peuples que partageait la Loire firent cause commune contre l'étranger. Dès lors disparurent en grande partie ces rivalités d'origine et de nationalité, autrefois sources de tant de haines : la véritable patrie fut le camp du roi ; le parti des conquérants anglais fut le seul ennemi de quiconque portait une âme française.

Le régent Bedford était un capitaine expérimenté et un habile politique ; chaque jour il étendait la domination anglaise dans le nord, étouffant l'une après l'autre, par la force, toutes les résistances. Vainement Charles VII voulut-il s'opposer à ses progrès ; ses troupes fidèles, auxquelles une armée écossaise était venue se joindre, furent battues à Crevant, en Bourgogne (1423), et l'année suivante à Verneuil (1424). Cette dernière défaite fut très-désastreuse ; les meilleures troupes du roi y périrent. Le Mans, Mayenne, et plusieurs autres places qui jusqu'alors avaient tenu pour sa cause, tombèrent au pouvoir des armées d'Henri VI. Bedford se préparait à franchir la Loire, lorsqu'une division s'éleva entre lui et Philippe-le-Bon, duc de Bourgogne. La rivalité de ces deux redoutables adversaires permit au roi de respirer ; il réussit à rattacher la Bretagne à sa cause, et Arthur de Richemont, frère du duc de cette contrée, fut connétable de l'armée royale. C'était un grand homme de guerre, mais jaloux à l'excès de son autorité et de la confiance du prince ; il sacrifia aux intérêts de cette jalousie plusieurs courtisans et quelques serviteurs fidèles. Le roi, trop faible pour empêcher ces exactions, les subissait en silence.

Richemont n'était pas le seul illustre capitaine

que Charles eût autour de lui; il y avait encore La Hire, Xaintrailles, La Trimouille, et le célèbre bâtard d'Orléans, Dunois, fils illégitime du malheureux prince que Jean-sans-Peur avait fait assassiner dans les rues de Paris. Mais les efforts de ces capitaines ne faisaient que retarder la chute du trône. Le roi lui-même, plongé dans la mollesse, semblait se résigner à la chute de la France, pourvu que ses plaisirs ne fussent pas troublés. Obligé chaque jour de se retirer devant l'armée anglaise, il ne songeait qu'à inventer des fêtes. Un jour qu'il consultait La Hire sur le projet d'un nouveau divertissement, ce loyal militaire lui répondit : " Je pense qu'on ne " peut perdre plus gaiement son royaume. " Déjà les ennemis eux-mêmes l'appelaient par dérision le roi de Bourges. Bedford, voyant que pour soumettre à l'Anglais les débris de la France il n'y avait plus qu'un coup à frapper, envahit subitement la Bretagne, soumit le Maine par ses lieutenants, et dirigea une armée sur Orléans pour en faire le siège. Pressé de toutes parts, le roi Charles VII songeait déjà à se replier derrière l'Auvergne, et à chercher un refuge au-delà du Rhône et de l'Isère; mais les représentations de la reine Marie d'Anjou le déterminèrent à différer cette résolution fatale. Une autre femme, la célèbre Agnès Sorel, favorite du roi, trouvait dans son ambition ou dans son orgueil assez d'énergie pour relever à son tour le courage de ce prince et l'engager à combattre. Les complices des désordres de Charles lui traçaient eux-mêmes son devoir.

Mais la France devait être sauvée par des mains plus pures. Dieu, qui veille sur elle pour qu'elle serve d'instruments à ses volontés, et qui semble l'avoir élue entre toutes les nations pour lui faire

porter les plus lourdes croix et les plus éclatantes couronnes, Dieu ne voulut pas que la France descendît au tombeau où dorment déjà tant d'empires. Il la trouva assez humiliée, assez couchée à terre, et jugea, dans sa miséricorde et dans sa sagesse, que le moment était venu de faire éclater pour elle la grandeur de ses desseins. La France ne pouvait être sauvée que par un miracle : le miracle fut accompli. Pour le rendre plus manifeste, Dieu suscita un faible instrument, une femme : il a voulu que la femme fût quelquefois appelée à concourir au salut des peuples ; et sans parler de la femme par excellence dont le pied a écrasé le serpent, l'histoire nous apprend que la délivrance de deux peuples bénis de Dieu, l'ancienne Judée et la France catholique, fut souvent confiée à de simples femmes : le peuple hébreu vit s'élever au jour de ses misères Débora et Judith, la Gaule, sainte Geneviève, et la France du moyen-âge, Jeanne d'Arc.

Celle-ci était une pauvre bergère de Lorraine, née à Domremy, près de Vaucouleurs, sur la Meuse. Jusqu'à l'âge de dix-huit ans elle avait été employée, comme toute jeune paysanne, à la garde des troupeaux de son père et aux humbles travaux du ménage. Elle était grande, bien faite, d'un visage régulier et agréable ; mais rien ne la distinguait des autres filles de sa condition, sinon sa piété profonde et sa dévotion ardente. Elle était d'ailleurs dépourvue d'instruction, ignorante des choses du siècle, et modeste sans affectation et sans tristesse ; le cœur gai, la parole franche, l'âme pure. Souvent, néanmoins, elle déplorait les maux que les Bourguignons et les Anglais faisaient au peuple, et priait Dieu pour la délivrance de son pays.

Dès l'âge de treize ans une révélation surnaturelle

l'avait préparée à sa mission. D'abord elle vit une grande lumière ; sainte Catherine et sainte Marguerite se montrèrent à elle ; ensuite elle entendit une voix qui lui recommandait d'être pieuse et charitable. Une autre fois elle fut illuminée de la même clarté, et deux êtres mystérieux lui apparurent ; l'un d'eux avait des ailes ; il lui ordonna d'aller secourir le roi, lui promettant qu'elle sauverait le royaume. Elle répondit, effrayée, *qu'elle était une pauvre femme qui ne saurait ni chevaucher, ni faire, ni démener la guerre.* Mais l'ange lui dit d'aller trouver messire de Baudricourt, qui commandait les troupes du roi, et de lui faire part de l'œuvre à laquelle Dieu l'appelait.

Elle hésitait encore, n'osant en croire le témoignage de ses sens ; mais l'ange (elle connut depuis que c'était saint Michel) lui apparut encore et lui prescrivit de nouveau d'obéir. Alors elle se décida, accompagnée d'un de ses oncles, à se rendre auprès du sire de Baudricourt, et lui dit : « Capitaine messire, sachez que Dieu, depuis aucun temps en ça » (quelque temps), m'a plusieurs fois fait savoir et » commandé que j'allasse devers le gentil Dauphin, » qui doit être et est le vrai roi de France, et qu'il » me baillast (donnât) des gens d'armes, et que je » lèverois le siège d'Orléans et le mènerois sacrer à » Reims. » Baudricourt la renvoya comme une folle, la traitant de visionnaire. Quelques jours plus tard elle revint à la charge, lui annonçant que Charles VII venait en ce moment d'éprouver un revers sous les murs d'Orléans, et qu'il était temps de la faire partir. On ne fit guère attention à ses paroles ; mais on ne tarda pas à apprendre que la défaite dont elle avait parlé était réelle : c'est la journée connue sous le nom de bataille des Harengs, où

les Français et les Écossais furent vaincus. Cette coïncidence ouvrit les yeux du sire de Baudricourt, et il consentit à envoyer Jeanne au roi, lui donnant une escorte, et lui faisant revêtir une armure d'homme de guerre pour la mettre à l'abri des railleries ou des outrages : les esprits célestes qui étaient apparus à la sainte fille lui avaient d'ailleurs enjoint de prendre de semblables vêtements. Jeanne partit, escortée de deux gentilshommes ; ils traversèrent une vaste contrée occupée par l'ennemi, mais ils n'y rencontrèrent aucun obstacle, ce dont les deux chevaliers étaient fort surpris ; mais Jeanne le leur avait annoncé. Le roi se trouvait à Chinon, au-delà de la Loire. Il avait déjà appris avec étonnement ce qui se passait, et cette circonstance l'avait saisi vivement en lui rappelant qu'il circulait depuis plusieurs années une prophétie annonçant que la France, perdue par une femme (la reine Isabeau), devait être sauvée par une autre femme.

Lorsque Jeanne fut arrivée à Chinon, elle obtint une audience du roi, qui la lui accorda non sans peine. Pour l'éprouver, il ordonna à l'un de ses gentilshommes, richement vêtu, de se faire passer pour lui ; mais cette ruse ne déconcerta point la bergère de Domremy ; elle vint droit au roi et lui exposa sa mission, lui annonçant qu'elle était envoyée de Dieu pour sauver Orléans et le faire sacrer à Reims. Charles la fit examiner par plusieurs théologiens, par quelques seigneurs, et enfin par le parlement de Poitiers. On essaya de lui tendre des pièges pour s'assurer de la sincérité de ses paroles, mais ses réponses convinquirent les plus incrédules. Elle eut un nouvel entretien avec le roi, et lui rappela une prière solennelle qu'il avait faite autrefois, et dont Dieu et ce prince avaient seuls connais-

sance ; cette étrange révélation surprit beaucoup Charles VII. Jeanne ajouta : « Gentil Dauphin, » pourquoi ne me croyez-vous pas ? Je vous dis que » Dieu a pitié de vous, de votre royaume et de votre » peuple ; car saint Louis et Charlemagne sont à genoux devant lui en faisant des prières. »

Enfin tout fut décidé conformément aux instances de Jeanne ; pour commencer, on lui fit faire une armure complète, et l'on vit avec étonnement qu'elle savait s'en servir, et monter à cheval avec autant de grâce et d'adresse qu'un chevalier. Elle dit qu'elle voulait avoir une vieille épée, marquée de cinq croix, qu'on trouverait dans la chapelle de Sainte-Catherine-du-Fierbois. On lui demanda si elle l'avait jamais vue ; elle dit que non, mais qu'on l'y trouverait. On se rendit sur les lieux, et l'on découvrit parmi de vieilles armes celle qu'elle avait demandée. Jeanne fit ensuite confectionner un étendard de couleur blanche, semé de fleurs de lis, sur lequel était figuré le Sauveur dans sa gloire, et qui portait pour toute inscription : *Jésus, Marie*. Après ces choses, on la chargea de diriger un convoi de vivres sur Orléans et de ravitailler cette place, assiégée par l'armée anglaise ; l'entreprise paraissait impossible, mais on la choisissait à dessein comme coup d'essai. Le convoi étant prêt à partir de Blois, Jeanne ordonna à tous ses soldats de s'approcher du sacrement de pénitence ; puis, ayant pris avec eux la route de la Sologne, elle réussit à introduire les vivres dans la place à la vue de l'ennemi, qui, frappé d'une mystérieuse épouvante, n'osa point s'opposer à son projet. La Pucelle d'Orléans (ce fut le nom qui, dans le vieux langage de nos pères, fut donné à la pieuse Jeanne) fit son entrée triomphale dans Orléans au milieu des acclama-

tions du peuple. Vainement l'armée anglaise, revenue de son effroi, essaya-t-elle de prendre sa revanche en donnant un furieux assaut ; Jeanne combattit durant tout le jour sur la brèche, et, quoique blessée, ne cessa de donner l'exemple de l'héroïsme. Les jours suivants elle emporta toutes les redoutes défendues par l'armée anglaise, et l'ennemi, consterné de ses revers miraculeux, leva le siège de la ville et se retira en désordre (1429):

Jeanne revint ensuite à Chinon, où le roi, qui ne doutait plus de l'éclatante faveur du ciel, ordonna de lui rendre de grands honneurs. En quelques jours, sous les ordres de cette jeune fille, l'armée enleva Jargeau, Meun, Beaugency ; le duc d'Alençon vainquit les Anglais à Patay ; on reprit Jenville dans la Beauce, Boni sur la Loire, et beaucoup d'autres places ou châteaux-forts. Mais Jeanne, peu contente de ces avantages, voulait mener sacrer le roi à Reims. « Je ne durerai qu'un an ou guère plus, » disait-elle ; il me faut donc le bien employer. » On partit de Gien au mois de juin 1429.

L'entreprise semblait chimérique, le succès impossible. Il fallait traverser avec des troupes considérables quatre-vingt lieues de provinces entièrement au pouvoir de l'ennemi. On manquait à la fois de vivres et d'artillerie. Cependant, dès le début de l'expédition, les promesses de Jeanne s'accomplirent. Auxerre se soumit, Troyes se rendit après deux jours d'attaque, Châlons-sur-Marne capitula à son tour, et le roi parut en vue des murailles de Reims. Les seigneurs de Châtillon-sur-Marne et de Saveuse, qui tenaient dans cette ville pour le parti des Anglais et des Bourguignons, voulaient faire résistance ; mais la commune préféra le drapeau du roi à celui de l'étranger. Les portes de

Reims furent ouvertes à Charles VII, qui se fit sacrer dans la vieille basilique de cette ville. La cérémonie religieuse fut des plus touchantes ; le roi et les assistants adoraient les décrets de Dieu, qui *relève les humbles et confond les projets des superbes* : on assistait à un miracle. Mais tous les regards se tournaient sur Jeanne d'Arc, qui, debout auprès du roi, et en habit de guerre, faisait flotter sa bannière victorieuse. C'était le terme de sa mission ; elle le comprit, et après les solennités du sacre, se jeta aux genoux du roi, le suppliant de la laisser partir. Et, en effet, l'œuvre providentielle s'étant accomplie, la fille inspirée redevenait comme avant une pauvre bergère. Le roi refusa de lui rendre sa liberté. Jeanne resta donc à la tête de l'armée ; et peut-être aussi qu'elle n'insista pas assez pour retourner dans sa famille : elle devait en être bien cruellement punie.

Cependant la nouvelle du sacre du roi s'était déjà répandue et déterminait la soumission des peuples. Laon, Soissons, Château-Thierry, Provins et plusieurs autres places rentrèrent dans l'obéissance sur la seule sommation qui leur en fut faite. Le duc de Bedford, inquiet de ces succès, se hâta de concentrer de nombreuses forces sur Paris ; il fit de nouveau prêter serment au roi Henri VI par la bourgeoisie de la capitale ; mais ses précautions n'empêchèrent pas Charles VII de prendre successivement Crépi, Compiègne et Beauvais, dont les habitants chassèrent leur évêque, homme vendu aux Anglais. Senlis, Creil, Amiens, Corbie, Saint-Quentin et Abbeville ouvrirent leurs portes ou manifestèrent des dispositions favorables. Enfin les troupes du roi entrèrent en Normandie et prirent Château-Gaillard. Les Anglais essayèrent de ré-

sister, mais leurs armes avaient perdu toute puissance ; ils firent un effort désespéré pour s'emparer de Compiègne, mais ce fut en vain. La France conserva cette place ; cependant, elle fit une perte irréparable que dix villes conquises n'auraient point égalée : Jeanne d'Arc fut prise par l'ennemi dans une sortie, le 24 mai 1430, jour funeste dans notre histoire.

Cet événement fut un grand sujet de triomphe pour les Anglais ; ils firent chanter le *Te Deum* dans les églises de Paris ; et se souillèrent d'une tache éternelle en faisant juger leur captive comme convaincue à leur égard de magie et de sortilège. Jeanne d'Arc fut conduite à Rouen et enchaînée. Il importait qu'un tribunal de sang la déclarât coupable, afin de prouver que la France n'avait point été secourue par la main de Dieu, mais par le démon. L'évêque de Beauvais, l'une des créatures du duc de Bedford, présida à cet inique jugement. Tous les actes de la procédure subsistent encore, à la honte de l'Angleterre. La victime fit paraître dans ses réponses autant de dignité que de sainteté ; elle ne renia ni sa gloire ni sa mission ; mais, aux yeux des Anglais, c'étaient là des crimes et des actes de magie. Malgré son innocence, et après avoir mille fois confondu ses juges par la justesse de ses réponses, elle fut déclarée coupable d'hérésie, de sortilège, de blasphème et de plusieurs autres attentats, et on la condamna, tout d'une voix, à l'horrible supplice du feu. La malheureuse fille pleura comme il convenait à la faiblesse de son sexe, mais elle ne se rétracta point, et se laissa conduire au bûcher dressé pour elle sur la place du marché de Rouen. Ce fut là qu'elle périt dans les flammes, une croix dans les mains, et en pronon-

çant jusqu'au dernier soupir les noms de Jésus et de Marie.

Ainsi fut accomplie la plus révoltante iniquité dont l'histoire fasse mention. A la honte de Charles VII, on ne voit pas qu'il ait fait la moindre démarche pour soustraire la Pucelle d'Orléans au martyre. Les desseins de Dieu avaient leur accomplissement ; il suffit à l'homme de les adorer. Ce ne fut que vingt-quatre ans plus tard qu'on procéda à la révision du procès de Jeanne ; le pape Calixte III en donna l'ordre. Alors on découvrit l'iniquité des juges et leurs abominables artifices ; une grande partie des hommes qui avaient vu de leurs yeux le miracle rendirent témoignage de la vérité. La mère et les frères de Jeanne furent entendus, et avec eux Dunois, le comte d'Alençon et plusieurs seigneurs. Ces loyaux chevaliers déclarèrent qu'ils avaient reconnu quelque chose de divin dans la mission de Jeanne, et tous ne laissèrent aucun doute sur la pureté de ses mœurs et la sincérité de sa dévotion. Le procès fut donc cassé et annulé, la mémoire de Jeanne réhabilitée, et deux processions solennelles furent faites à Rouen en expiation, l'une sur la place Saint-Ouen, où la sentence avait été prononcée, l'autre sur celle du Vieux-Marché, où elle avait été exécutée. Ces hommages continuent encore de nos jours. La ville d'Orléans a élevé un monument à la pauvre bergère lorraine, et ordonné une procession annuelle en l'honneur de sa délivrance miraculeuse. Le dix-huitième siècle, il est vrai, a vu une infâme tentative essayer de ternir l'honneur de cette jeune vierge ; mais la bave de l'impiété a été effacée par le mépris du monde. Il était naturel que le grand coupable qui avait voulu détruire les autels de Dieu tâchât aussi de souiller la

mémoire de la pieuse libératrice. Aujourd'hui, tout ce qui porte un cœur ami de la religion, de la patrie, de l'honneur et de l'héroïsme, rend un juste hommage au souvenir de celle qui servit d'instrument à la miséricorde de Dieu.

Le jeune Henri VI, roi d'Angleterre, fit son entrée à Paris quelques mois après le supplice de Jeanne d'Arc. Ce meurtre, qu'il avait ratifié, ne pouvait lui être imputé à raison de son âge ; mais il porta malheur à sa cause. On déploya à Paris une grande pompe pour fêter l'enfant dont le front débile portait déjà deux couronnes. Lorsqu'il passa devant l'hôtel Saint-Pol, la reine Isabeau de Bavière le salua de sa fenêtre, en versant des larmes de joie. Qu'eût-elle pleuré de honte en voyant l'opprobre de la France, ainsi attisé de ses propres mains ! Au reste, malgré cette démonstration que Bedford jugea nécessaire, Henri VI ne demeura point à Paris, où sa personne était exposée ; il rétrograda sur Rouen.

L'honneur de la France était relevé et la puissance de l'Anglais fortement ébranlée. Philippe-Bon, duc de Bourgogne, croyant le meurtre de son père assez vengé par quinze ans de calamités, et d'ailleurs mécontent des procédés hautains du duc de Bedford, se détacha enfin du parti de l'étranger. Il offrit son alliance à Charles VII, qui se laissa imposer des conditions très-onéreuses par son redoutable vassal ; mais il n'y regarda pas de si près. Vers le même temps moururent Isabeau de Bavière et le duc de Bedford : les ennemis de la France s'éteignaient l'un après l'autre. En 1436 le connétable de Richemont rétablit l'autorité du roi de France jusque dans Paris, et, l'année suivante, Charles, qui venait de signaler son courage

contre les Routiers dans le Nord et contre les Anglais à Montereau, entra à son tour dans sa capitale (1437). Le peuple l'y reçut en triomphe.

La guerre dura encore de longues années, mais elle se fit toujours à l'avantage du roi. Vainement un grand nombre de seigneurs, mécontents des réformes qu'il introduisit dans l'organisation, la paie et la discipline de l'armée, se soulevèrent-ils contre lui, ayant à leur tête le Dauphin Louis ; Charles VII vint à bout de les réduire et les contraignit à demander grâce. Cette rébellion porte dans l'histoire le nom de *Praguerie* (1440). L'année suivante le roi rétablit la tranquillité et l'ordre dans la Champagne désolée par des aventuriers ou des brigands. L'un des auteurs des maux de cette province, le bâtard de Bourbon, fut cousu dans un sac et jeté à la Seine. La ville de Pontoise fut ensuite enlevée aux Anglais (1443) ; enfin la pacification du Poitou, de l'Anjou, de la Saintonge et d'une partie de la Guienne s'accomplit ; et le Dauphin, après avoir vaincu les Anglais à Dieppe, apaisa au midi une révolte des Armagnacs. Enfin, une trêve fut conclue à Tours avec l'Angleterre. Pour principale condition de ce traité, on stipula qu'une princesse française, Marguerite d'Anjou, fille de René, roi de Provence, épouserait le roi Henri VI (1444).

Les soldats licenciés et les brigands désolaient toujours le royaume. Pour les éloigner, on eut recours à l'expédient dont s'était autrefois servi du Guesclin : le Dauphin réunit cinquante mille de ces aventuriers et les conduisit au secours de Frédéric III contre les Suisses. Cette expédition donna à ces hardis montagnards l'occasion de signaler leur courage ; le Dauphin se jeta sur les terres de l'Empire ; de son côté, Charles VII marcha au secours

du roi René contre les villes de Lorraine (1445). Trois ans après, la guerre recommença avec l'Angleterre (1449). Les troupes de Charles VII enlevèrent à l'ennemi la Normandie tout entière. Jacques Cœur, qui s'était enrichi par le commerce, contribua par ses sacrifices d'argent à hâter cette importante conquête. Peu d'années après, devenu ministre des finances (*argentier* du roi), il fut condamné à l'exil et privé de tous ses biens. Les richesses honorablement acquises par cet illustre citoyen firent tout son crime. La Guienne fut reprise en moins de temps que la Normandie ; les Anglais y rentrèrent, mais ils furent chassés une seconde fois (1451). Le général Talbot, qu'ils appelaient leur Achille, perdit la vie dans une bataille. Bordeaux et les autres places se soumirent sans retour ; il ne resta aux ennemis dans le royaume que la ville de Calais. L'Angleterre, affaiblie par les sanglantes rivalités d'Yorck et de Lancastre, ne se trouvait point en état de soutenir la lutte. Ces deux factions, qui donnèrent naissance aux célèbres guerres civiles de la *Rose rouge* et de la *Rose blanche*, ne permirent pas à l'étranger de tourner contre nous une force qu'il employait à déchirer son propre sein. La guerre dite de *Cent Ans* était terminée par l'énergie de la France et l'impuissance de l'Angleterre. Désormais nos rois n'avaient plus à redouter cette rivale ; le seul voisin qu'ils eussent dès lors à craindre, parce que ses forces s'étaient accrues considérablement depuis trente ans, était la puissante maison de Bourgogne, dont les souverains régnaient depuis le Jura et le Rhône jusqu'au Zuyderzée, sur la Flandre, la Hollande, le Brabant, le Hainaut et la Bourgogne proprement dite.

Mais le repos victorieux de Charles VII fut trou-

blé par des chagrins de famille. Le Dauphin, son fils, mécontent de l'empire qu'Agnès Sorel exerçait sur son père, s'était, depuis 1446, retiré de la cour ; il avait épousé la fille du duc de Savoie et gouvernait le Dauphiné en souverain ; de sa propre autorité, il établit le parlement de Grenoble. Menacé par le roi, il se réfugia à la cour de Philippe-le-Bon, et Charles VII ne put s'empêcher de dire, en faisant allusion au caractère de son fils : « Le duc de Bourgogne nourrit un renard qui mangera ses poules. » Ce mot trivial se trouva vrai dans la suite.

Ce roi craignait son fils ; il redoutait tout de lui, même un parricide. Persuadé, on ne sait pourquoi, que le Dauphin voulait le faire empoisonner, il se priva volontairement de nourriture durant quelques jours. Quand les conseils de ses médecins l'eurent déterminé à manger, il était trop tard ; ce jeûne forcé l'avait réduit aux extrémités et le conduisit au tombeau (1461). Jamais prince ne fut plus regretté de ses peuples et ne fut témoin ou acteur de révolutions plus inouïes. La France qu'il avait trouvée écrasée et humiliée, il la laissa forte et riche : le doigt de Dieu s'était visiblement montré dans ces événements extraordinaires ; les fautes et les faiblesses du prince n'avaient que mieux fait ressortir l'action de la Providence.

Pendant ce règne, Constantinople tomba au pouvoir des Turcs et l'empire d'Orient fut éteint. Un fait non moins remarquable dans les annales du monde fut la découverte de l'imprimerie. Le moyen-âge venait de finir ; l'histoire moderne était inaugurée.

On doit à Charles VII l'établissement d'une armée régulière et permanente et la création d'une taille perpétuelle établie pour l'entretien des gens de

guerre. Ce fut pour nos rois un double et puissant instrument qui les affranchit plus que jamais des agressions et des rivalités féodales. Ce prince établit en outre l'inamovibilité des offices judiciaires ; cette importante amélioration fut suivie de la création du parlement de Toulouse. Charles VII est le premier de nos rois qui ait levé des contributions publiques sans le concours des états-généraux. Sous son règne, les impositions ou tailles s'élevaient à dix-sept cent mille livres. « Charles VII, dit le » président Hénault, ne fut en quelque sorte que » le témoin des merveilles de son règne ; on eût dit » que la fortune, en dépit de l'indifférence du monarque, et pour faire quelque chose de singulier » (c'est ainsi que l'école philosophique explique la » Providence), s'était plu à lui donner à la fois des » ennemis puissants et de vaillants défenseurs, sans » qu'il semblât avoir part aux événements. Ce » n'est pas que ce prince n'eût beaucoup de courage ; mais s'il paraissait à la tête de ses armées, » c'était comme guerrier et non comme chef. » Ce jugement, sous quelque rapport, paraît exagéré, mais il est généralement juste. Charles VII ne manqua ni de talents, ni de prudence, ni de politique ; il introduisit dans l'administration des réformes sages et utiles, et son règne rendit à la France le repos et la prospérité dont les populations étaient, depuis un demi-siècle, frustrées. Mais l'amour des plaisirs, la licence de ses mœurs et sa lâche ingratitude envers Jeanne d'Arc sont pour sa mémoire des taches ineffaçables.

SYNCHRONISMES.

1423. Amurat I^{er}, sultan des Turcs othomans, est forcé de lever le siège de Constantinople.

1430. Philippe-le-Bon, duc de Bourgogne, fonde l'ordre de la Toison-d'Or.

1432. Les Portugais découvrent les Açores.

1439. Déposition du pape Eugène IV par le concile de Bâle. Amédée, duc de Savoie, qui avait abdiqué, est élu pape sous le nom de Félix V (schisme).

1450. Jean Gutenberg, aidé de Jean Faust et de Pierre Schœffer, après divers essais imparfaits, découvre enfin l'imprimerie.

1453. Prise de Constantinople par Mahomet II, empereur des Turcs. Fin de l'empire d'Orient après avoir duré 1423 ans.

1461. Les Portugais découvrent les îles du Cap-Vert.

ÈRE MODERNE.

RÉGIME DES ÉTATS-GÉNÉRAUX ET DU PARLEMENT.

LOUIS XI.

(1461-1483.)

Chaque fois que la France a été attaquée, par l'étranger et l'anarchie, exposée au pillage ou aux excès de la force, nous l'avons vue se tourner vers le trône de ses rois, et leur demander des garanties contre les dangers du dedans et du dehors. Si les rois ont été assez forts ou assez habiles pour répondre dignement à cet appel, l'ordre a été rétabli à l'intérieur, la prospérité a rayonné sur tous les points, tandis que les ennemis ou les Barbares ont été repoussés au-delà des frontières. Par suite de cette intervention salutaire de la couronne, le pouvoir royal s'est développé, appuyé d'une part sur la victoire, de l'autre sur l'amour des peuples. Mais quand les rois ont été impuissants et incapables, leurs prérogatives et les éléments du bonheur public ont simultanément déchu; alors aussi la féodalité a grandi parallèlement avec les misères publiques, non

pour les exploiter à son profit ou pour les aggraver, mais parce qu'il faut bien que le pouvoir et la force se portent quelque part pour le salut commun.

Nous avons vu la féodalité, d'abord toute puissante sous Charles-le-Chauve et sous Charles-le-Simple, plus tard combattue par Louis-le-Gros, et enfin vaincue par Philippe-Auguste, saint Louis, Philippe-le-Bel et Charles V ; d'autres fois elle s'est relevée, sous des princes faibles de corps ou d'esprit, comme Philippe de Valois, Jean et Charles VI. Pendant la jeunesse de Charles VII elle a été toute puissante. En effet, le connétable de Richemont, le duc de Bourgogne, le duc de Bretagne, le comte d'Armagnac, et d'autres grands vassaux de la couronne, furent alors pour le jeune roi des tuteurs ou des rivaux non moins ombrageux ou hostiles que les anciens comtes de Vermandois et de Paris l'avaient été pour les derniers Carlovingiens. Les mêmes événements apparurent sous d'autres hommes et sous d'autres costumes. Quand les garanties sociales manquent aux masses, l'instinct de leur conservation porte celles-ci à se grouper autour des hommes forts, et cette tendance inévitable des peuples crée le pouvoir féodal.

Mais la réaction féodale, due aux misères de la France sous Charles VI et sous la domination anglaise, ne devait pas durer au-delà de sa cause. Charles VII, une fois rétabli sur le trône de ses pères, entreprit de reconquérir sur les grands le terrain perdu. Ses tentatives, conduites avec une sagacité remarquable, soulevèrent la ligue des princes et des seigneurs dont j'ai parlé, et qui porta le nom de *Praguerie*. A force de promesses, de concessions ou de ruses, mieux encore que par la force ouverte, le pouvoir royal prévalut. Les feudataires révoltés

furent un moment heureux de solliciter leur grâce, le roi plus heureux d'être en position de l'accorder. Le peuple aidait le trône dans cette lutte, s'inquiétant peu de savoir si elle devait, en définitive, tourner à son profit. Tout lui paraissait bon pour repousser le joug détesté des grands. Il se mettait, du reste, peu en peine de soutenir les états-généraux ou les parlements, et de s'en faire un bouclier contre les envahissements du pouvoir royal lui-même ; on allait au plus pressé, et il n'y avait alors ni esprit public ni moyens de le former. La monarchie sortait des limites qui semblaient lui avoir été assignées, et ses usurpations étaient vues avec indifférence par une population qui, peu soucieuse de l'avenir, acceptait comme une amélioration utile tout ce qui affaiblissait la domination féodale. Ainsi les rois commençaient à lever des taxes sans le consentement des états, et on ne leur disputait pas ce pouvoir ; ils s'affranchissaient des règles établies pour l'administration, et on ne contestait point leur droit. Ainsi constituée, la monarchie n'était cependant ni despotique, ni absolue. L'autorité royale rencontrait des barrières ou des contre-poids dans les libertés locales, dans les privilèges des provinces et des villes, dans les parlements dont la résistance, quoiqu'on pût à la longue en venir à bout, était souvent un frein respecté ; enfin dans les états-généraux, rarement convoqués, mais toujours investis d'une autorité morale assez efficace. Ce n'était là ni la liberté républicaine, ni l'organisation constitutionnelle, ni le despotisme, ni l'oligarchie aristocratique ; mais il y avait de tous ces éléments dans des proportions inégales et variables selon les temps, les lieux et les hommes.

Le royaume se composait alors de vingt-sept pro-

vinces, mais près de la moitié d'entre elles étaient encore gouvernées à titre de fiefs ou de souverainetés particulières. Quatre de ces fiefs, la Picardie, l'Artois, la Flandre et la Bourgogne, et en outre la Franche-Comté, étaient soumises à la grande famille de Bourgogne. Cette souveraineté comprenait encore à peu près tout le territoire des Pays-Bas modernes (Hollande et Belgique). Le chef de cette maison, Philippe-le-Bon, qui devait bientôt laisser son vaste héritage à Charles-le-Téméraire, son fils, contrebalançait la puissance royale ; c'était un vassal pour le moins aussi redoutable que son souverain.

La Bretagne continuait d'être gouvernée par un duc particulier, sous la suzeraineté presque illusoire des rois de France.

La maison d'Anjou était à la fois maîtresse de cette province, du Maine, de la Lorraine et de la Provence ; à ces vastes possessions se joignaient des prétentions au royaume de Naples et des alliances contractées avec la France et l'Angleterre. Mais un état dont les fractions étaient disséminées ne pouvait passer pour fort dangereux ; ajoutons qu'il était, à l'avènement de Louis XI, l'apanage du bon roi René, guerrier loyal et chevaleresque, mais tout entier préoccupé de poésie et de peinture, et plus ambitieux de trôner au milieu des troubadours de Provence que de se faire respecter ou craindre des autres souverains. Son règne pacifique fut pour la Provence une ère de paix, de poésie et de bonheur, dont le souvenir n'est point encore effacé dans la mémoire du peuple reconnaissant.

La maison de Bourbon tenait le Bourbonnais, l'Auvergne, et une partie considérable du Lyonnais. Le Nivernais appartenait à une branche particulière de la maison de Bourgogne ; la Marche était à la veille

de tomber par succession sous la dépendance de Jacques d'Armagnac.

Au centre, les ducs d'Orléans et d'Alençon ; au midi, les sires d'Albret, les comtes de Foix, de Comminges et d'Armagnac, quoique reconnaissant le roi à la fois comme souverain et suzerain, tendaient à exercer une autorité indépendante de la couronne. Ils n'accordaient au roi de France qu'une obéissance contestée, et tendaient pour leur part à rendre au système féodal son antique prépondérance.

Le roi de France était l'obstacle naturel, l'ennemi commun que cette féodalité avait à combattre, bien qu'il en fût en apparence le chef. La réalité de ce dernier rôle appartenait au duc de Bourgogne. Mais Philippe-le-Bon trouvait dans la diversité de ses états une barrière à ses projets d'agrandissement. Les populations de la Frise, de la Hollande et de la Flandre ne se courbaient pas docilement sous le joug ; instinctivement ennemies de la noblesse et du système féodal, elles étaient toujours prêtes, au premier coup de cloche, à s'insurger contre leurs maîtres. Les corporations de métiers servaient de réserve à cette redoutable aristocratie commerciale que l'industrie des laines avait enrichie. Gand pouvait lever quarante mille hommes ; Liège au besoin en armait un nombre égal ; les autres villes suivaient leur exemple par proportion. D'un autre côté, cette puissance, qui s'étendait des bouches de la Saône à celles du Rhin, formait vers la Lorraine et la Champagne un coude par où elle était des deux côtés très-vulnérable à l'étranger. Le roi de France, au contraire, commandait à des provinces dont les intérêts nationaux étaient homogènes ; loin d'être en lutte contre les communes, il les représentait dans leurs rivalités et leurs jalousies contre les grands, et ga-

rantissait des franchises municipales dont il n'avait rien à craindre.

Charles VII avait réussi à prévaloir contre la réaction féodale, mais c'était autant par des transactions habiles que par la force. L'aristocratie était toujours forte, les grands feudataires menaçants. Quand ce roi mourut, les seigneurs comprirent qu'ils avaient beaucoup à craindre de son fils, et Dunois l'annonça en ces termes à la noblesse assemblée :
" Le roi notre maître est mort; que chacun songe à se pourvoir. "

Le nouveau roi, nourri dans les intrigues, habitué par nécessité à une dissimulation profonde, cruel et superstitieux, se proposa pour mission d'affranchir la royauté de toute gêne féodale, d'humilier les grands, et de mettre sa couronne si haut qu'il n'y eût bras de vassal assez grand pour y atteindre. Il n'épargna rien pour parvenir à ce but; il s'entoura de petites gens, affectant de choisir ses ministres et ses favoris dans les derniers rangs de la société. Ses vêtements étaient grossiers, ses manières vulgaires; ses amis, un barbier, un astrologue, un prévôt exécuteur de hautes-œuvres; sa religion, une croyance mal éclairée en la puissance d'une image de plomb représentant la sainte Vierge; toute sa vie, une longue et constante hypocrisie.

Ce fut pourtant, malgré ses défauts et même ses crimes, l'un des princes les plus habiles et les plus populaires, (dans l'acception étroite de ce mot) qui aient régné sur la France. Il commença par éloigner les ministres et les serviteurs de son père, et les remplaça par des créatures à sa dévotion. Il révoqua ensuite, dans l'espérance de mettre la maison d'Anjou sur le trône de Naples, la célèbre pragmatique-sanction qui établissait les droits et privilèges

de l'Église gallicane, et, sous quelques rapports, semblait isoler le clergé de France de Rome, la mère commune. Le parlement s'opposa à cette détermination et fut excommunié. Cependant les espérances du roi ayant été déçues en ce qui concernait le royaume de Naples, la pragmatique-sanction continua d'être exécutée en France dans ses dispositions principales (1461).

Louis XI prêta vingt mille écus à Marguerite d'Anjou, reine d'Angleterre, dépossédée de son royaume; pour obtenir ce misérable secours, Marguerite fut obligée d'engager la ville de Calais. Dans une autre occasion, il prêta sept cents hommes d'armes et une somme d'argent au roi d'Aragon Jean II, et prit en gage les comtés de Cerdagne et de Roussillon. Il racheta, moyennant quatre cent mille écus, les villes de la Somme que Charles VII, aux jours de ses désastres, avait cédées au duc de Bourgogne (1461-1463). Quelque temps après il somma le duc de Bretagne de renoncer aux droits de souveraineté que ce prince exerçait dans ses domaines avec indépendance. C'était indirectement confisquer cette contrée. Le duc, menacé par une armée française, promit tout ce que le roi exigeait de lui, mais il chercha en secret à susciter une ligue formidable contre la France. Déjà Louis XI avait privé le duc de Charolais, fils du duc de Bourgogne, du gouvernement de Normandie; il enleva le gouvernement de Guienne au duc de Bourbon. Ces entreprises faisaient comprendre aux grands vassaux ce qu'ils avaient à craindre du roi s'ils ne s'unissaient contre lui; les autres seigneurs l'avaient déjà compris par divers exemples. Deux d'entre eux s'étant livrés aux plaisirs de la chasse malgré les ordres du roi, eurent les oreilles coupées. Le peuple

trouvait peut-être quelque satisfaction méchante à voir la noblesse ainsi traitée ; mais il ne fut point épargné lui-même : les impôts furent à peu près doublés. Quelques soulèvements éclatèrent dans les villes, mais les mécontents furent contenus par des supplices.

Le moment parut favorable aux ducs de Bretagne, de Bourbon, de Charolais, à Dunois et aux autres grands vassaux ; sous le prétexte de secourir le peuple, allégation ordinaire de toutes les révoltes, ils formèrent contre le roi une coalition qu'on appela *ligue du bien public*. Les villes ne prirent point part à ce mouvement, mais elles ne le condamnèrent pas davantage : elles attendirent les événements. Louis XI marcha en personne contre les rebelles, que commandait le duc de Charolais ; une sanglante bataille fut livrée à Monthléry, mais elle n'eut aucun résultat. Cependant le roi eut recours à des armes encore plus sûres : il apaisa les grands vassaux à force de concessions et de promesses, et signa avec eux un traité honteux. Peu lui importait, au fond, car il se réservait de ne point le tenir. Quand on en vint de part et d'autre aux stipulations, il se trouva qu'aucun des seigneurs rebelles ne s'occupa de soulager le peuple : les ambitieux ne songeaient qu'à leurs propres intérêts. Les communes comprirent la leçon, et se rattachèrent naturellement au parti du roi. La ligue changea de nom et fut appelée, non sans raison, *ligue du mal public*.

Louis XI cherchait à rompre la paix ; pour y parvenir plus sûrement, il traita séparément avec les grands vassaux, et parvint à les brouiller. Il rassembla ensuite les états-généraux, qui furent dociles à ses inspirations. Comme les rebelles avaient obtenu que la Normandie fût cédée à l'un d'entre eux,

le duc de Berry, frère de Louis XI, les états déclarèrent que cette province était inaliénable. Pour fermer la bouche au duc de Berry, le roi lui donna la Guienne ; mais un crime auquel on pense que Louis XI ne fut pas étranger, le délivra de ce fâcheux rival : le duc de Berry périt après avoir mangé une pêche empoisonnée. Pendant la maladie de ce prince, Louis XI, son frère, et peut-être son meurtrier, ordonnait des prières publiques. Il ne laissait point toutefois de faire marcher des troupes pour conquérir son héritage.

Le duc de Bourgogne était mort depuis quelques années (1467), et avait eu pour successeur son fils, le duc de Charolais, si connu dans l'histoire sous le nom de Charles-le-Téméraire. Ce prince portait à Louis XI une haine implacable, que le roi lui rendit à sa manière par une perfidie. Ne voulant pas attaquer de front le jeune duc, il engagea clandestinement les Liégeois à se révolter contre lui. Pendant le cours de ses intrigues, il se rendit à Péronne auprès de Charles-le-Téméraire pour protester hypocritement de son amitié et engager diverses négociations. Comme il se trouvait encore dans cette ville, on apprit la révolte de Liège et la part que Louis XI y avait prise. Le fougueux duc de Bourgogne fit emprisonner le roi ; il l'aurait mis à mort, quoique son suzerain, s'il n'avait appréhendé les suites de ce crime. De sa prison, Louis apercevait la tour où le malheureux Charles-le-Simple avait languï pendant sept ans dans les fers d'un autre vassal rebelle. Ce souvenir l'engagea à se montrer facile sur les conditions qui lui étaient imposées pour prix de sa délivrance. L'un des articles de ce honteux traité fut que Louis aiderait Charles à réduire la ville de Liège. Le roi de France n'était pas homme à se

laisser arrêter par des scrupules de bonne foi ; il accepta le rôle humiliant qu'on lui imposait, et ce ne fut pas le seul affront qu'il eut à endurer. Enfin, tout froissé d'opprobres, il revint à Paris, méditant les moyens de se venger. Mais pour mettre les formes de son côté, il commença par faire déclarer aux notables, convoqués à Tours, que le traité de Péronne était nul comme ayant été imposé par la force et la trahison (1470).

Les hostilités recommencèrent ; Louis XI se trouva entouré d'ennemis acharnés à sa perte : la féodalité et l'étranger se liguèrent contre lui. Il eut à combattre à la fois les Anglais, les Lorrains, les Bourguignons, les Bretons et les Espagnols. Charles-le-Téméraire entra de vive force dans la ville de Nesle et en fit massacrer la garnison. Les habitants se réfugièrent vainement dans les églises ; l'impitoyable duc de Bourgogne les fit égorger au pied des autels. Le sang regorgeait de toutes parts, et les plus braves frémissaient. « Ce sont les fruits de » l'arbre de la guerre, » leur dit froidement Charles-le-Téméraire. Après ces épouvantables exécutions, il assiégea Beauvais. La ville allait être prise et saccagée, mais le courage d'une femme la sauva. Jeanne Hachette, dont le nom durera autant que l'histoire, arracha elle-même un drapeau planté sur la brèche, et aidée de plusieurs autres habitantes de Beauvais, réussit à repousser l'ennemi. En mémoire de cet acte héroïque, Louis XI ordonna qu'une procession annuelle serait faite à Beauvais, et que les femmes y prendraient le pas sur les hommes.

Charles-le-Téméraire échoua devant Dieppe et devant Rouen : Louis XI lui avait opposé trois armées. Elles eurent soin de ne livrer aucune grande

bataille à un ennemi impétueux et imprudent ; elles se contentèrent de le harceler. Cette tactique réussit pleinement, et le duc de Bourgogne, vaincu par la famine et les maladies, sortit du royaume en abandonnant les places dont il s'était emparé. De son côté le roi envahit la Bretagne, et, autant par force que par adresse, contraignit le duc de cette province à signer une trêve. Il réussit avec le même bonheur à contenir la maison d'Anjou. La ligue des grands feudataires fut vaincue dans la personne de ses principaux chefs ; les moins considérables furent détruits isolément ou gagnés par des promesses. Louis XI commençait à prévaloir, après dix ans d'obstacles ; ses ennemis apprirent à le craindre : le duc d'Alençon fut mis dans les fers, quoique prince, et son duché confisqué ; le comte d'Armagnac fut assassiné, sa femme enceinte mourut, son frère fut enfermé à la Bastille, ses domaines furent réunis à la couronne. Le roi reçut hommage pour les comtés de Foix et de Bigorre ; le Roussillon et la Cerdagne furent abandonnés à la France. Toutes les maisons féodales du Midi avaient été vaincues ou asservies. Ce fut l'ouvrage d'une seule année (1473). Un crime enleva la Lorraine à la maison d'Anjou ; une usurpation armée lui fit encore perdre le duché d'Anjou, et cette puissante famille, qui avait gouverné plusieurs grands fiefs de la France et le royaume de Naples ne posséda plus que la Provence et le Maine. Les ducs de Bourbon et d'Orléans furent gagnés par des alliances. Tous ces pas faits vers l'unité monarchique et la ruine du pouvoir féodal s'accomplissaient sans que les ducs de Bretagne ou de Bourgogne osassent en demander raison. Charles-le-Téméraire perdait du temps à ériger ses États en royaume indépendant, qu'il se proposait

d'appeler Gaule-Belgique ; il perdait sa gloire à menacer l'indépendance des Suisses. Sous le prétexte le plus frivole, il se jeta, à la tête d'une armée, sur le pays de ces braves montagnards. Les Suisses essayèrent vainement de conjurer l'orage ; vainement ils représentèrent que leur pays était pauvre et ne renfermait pas autant d'argent que les mors des chevaux de la cavalerie bourguignonne ; Charles-le-Téméraire ne se laissa point toucher. Ce prince, soutenu par la plus brillante noblesse de l'Europe, rencontra les pauvres paysans suisses à Granson, et se flatte de les exterminer d'un seul coup. La faible troupe des montagnards se mit à genoux, non pour demander grâce à l'implacable Bourguignon, mais pour implorer l'assistance de Dieu. Sa prière fut exaucée, et la noblesse de Charles-le-Téméraire taillée en pièces (3 mars 1476). Moins de quatre mois après, Charles-le-Téméraire, avide de venger son affront, revint à la charge avec une armée encore plus redoutable ; elle fut exterminée à Morat, et les vainqueurs élevèrent une chapelle avec les ossements des morts (22 juin 1476). L'année suivante, ce prince tourna ses armes contre les villes de Lorraine, et périt misérablement dans une défaite sous les murs de Nancy. Sa mort délivra Louis XI d'un rival redoutable et la France d'un fléau. Charles-le-Téméraire ne laissait qu'une fille.

Dans cet intervalle l'Angleterre n'avait cessé d'être le théâtre de révolutions et de guerres civiles. Henri VI avait été successivement détrôné, rétabli après une longue prison, puis vaincu de nouveau et immolé avec son fils à l'ambition d'Édouard IV, chef de la maison d'Yorck. Édouard IV somma Louis XI de lui restituer la Normandie et la Guienne ; n'en ayant reçu qu'une réponse menaçante, il entra

en France avec une armée. Louis XI obtint une trêve de sept ans en se soumettant à un tribut, et en gagnant par des présents les ministres de son rival. Il fit stipuler la mise en liberté de Marguerite d'Anjou, veuve d'Henri VI, qui si longtemps avait soutenu les droits de la maison de Lancastre, et n'avait retiré de la lutte que la mort de son mari, l'assassinat de son fils, et pour elle la captivité et la gloire.

Louis XI continuait à mettre le pied sur la tête des grands. Il sacrifia à ses projets une illustre victime, le connétable comte de Saint-Pol, son propre beau-frère, qui s'était jeté dans le parti du duc de Bourgogne. Le comte de Saint-Pol eut la tête tranchée à Paris. On vit ensuite le duc de Nemours, de la maison d'Armagnac, enfermé dans une cage de fer, mis à la question et décapité aux halles. C'était l'égalité devant le roi et le bourreau, en attendant l'égalité devant la loi, l'un des fruits de la civilisation moderne (1477).

La riche succession de Charles-le-Téméraire n'était point demeurée vacante ; celles des provinces apagnagères qui la composaient, et qui, à raison de leur constitution, devaient revenir à la couronne, y furent réunies ; d'autres furent envahies. Ainsi Louis XI agrandit le royaume de la Picardie, de l'Artois, d'une partie de la Flandre et de la Franche-Comté : c'était un tiers de la France. Il avait songé à unir Marie de Bourgogne à son fils, le Dauphin Charles ; mais cette princesse trompa son attente en épousant Maximilien d'Autriche, fils de l'empereur Frédéric III. Ce mariage fut la source de l'élévation de la maison d'Autriche, et de la rivalité qui s'établit entre cette puissance et la France (1477-1482).

Louis XI confisqua le duché d'Étampes sur le duc

de Bretagne ; il contraignit ce dernier prince à subir sa suzeraineté toujours croissante. Vers le même temps, Charles du Maine, devenu depuis quelque temps l'unique héritier de la maison d'Anjou, laissa en mourant à Louis XI le duché de Bar, le Maine, l'Anjou et la Provence. La France, depuis les Carolingiens, n'avait jamais joui de frontières aussi reculées ; c'était le salaire d'une politique persévérante, habile, souvent hardie, souvent cauteleuse, et presque toujours cruelle.

Le règne de Louis XI avait été une série de luttes soutenues par le pouvoir royal contre la prépondérance aristocratique. Alors même que le roi avait paru vaincu et humilié, il avait réussi à accroître ses prérogatives et à gagner du terrain. Les moyens d'arriver au but lui importaient peu ; le succès était tout pour lui. Du farouche Ébroïn jusqu'à son règne, et de ce règne jusqu'à Richelieu, jamais la puissance des grands ne trouva de plus impitoyable adversaire. Quand des princes du sang, quand les plus hauts seigneurs portaient leur tête sur l'échafaud ou languissaient dans des cages de fer, il ne venait à aucun vassal l'envie de jeter le gant à la royauté ; les simples bourgeois qui l'auraient osé avaient ce qu'ils avaient à craindre du maître. Personne n'ignorait que quiconque avait le malheur de porter ombrage au prince était désigné par lui au justicier Tristan, puis cousu dans un sac et jeté à la rivière. Sur chacun de ces cercueils abandonnés aux flots, étaient écrits ces mots sinistres : *Laissez passer la justice du roi*. Mais le peuple se consolait des victimes choisies dans ses rangs par le spectacle des supplices de ses anciens maîtres ; il pardonnait une tyrannie qui choisissait d'abord les grands pour point de mire ; et Louis XI, malgré la

dureté de son gouvernement et le nombre de ses vengeances, était plus populaire qu'un autre roi.

Du reste ce prince ne manqua ni de grandeur ni de sagesse ; il s'entourait de petites gens, mais c'était pour les dominer. Tout le secret de son gouvernement résidait en lui, et il disait souvent : *Je porte mon conseil dans ma tête*. Il ne convoqua les états-généraux qu'une seule fois durant son règne, se contentant dans quelques occasions d'assembler des notables pris à son gré dans les divers ordres. Il fortifia beaucoup la puissance des parlements, non par amour du bien public, mais pour amoindrir l'une des prérogatives les plus dangereuses de la féodalité : celle de rendre la justice aux peuples. Au parlement de Grenoble, qu'il avait institué n'étant que Dauphin, il ajouta ceux de Dijon et de Bordeaux. Il affaiblit l'autorité de la cour des pairs en faisant juger par les parlements ou par des commissaires les princes et les grands feudataires dont il voulait la mort. A l'exemple de son père il ordonna que les juges seraient inamovibles et conserveraient leurs offices durant leur vie : c'était les soustraire au bon plaisir du prince et assurer l'indépendance de la magistrature. Il tripla et quadrupla les impôts, qu'il éleva à environ quatre millions cinq cent mille livres (près de vingt-cinq millions de notre monnaie) ; mais si la France fut forcée de payer beaucoup, cet argent fut employé à des travaux d'utilité publique, à des chemins, à des ports, à des établissements nécessaires, et hâta considérablement les progrès de l'industrie, du commerce et de la science. Par les soins de Louis XI, la France cessa d'être tributaire, pour les besoins du luxe, des nations de l'Orient et des républiques marchandes de Gênes et Venise ; il fit venir de Grèce et d'Italie

des ouvriers qui enseignèrent la fabrication des étoffes précieuses ; il encouragea l'éducation des vers à soie et établit à Tours la première manufacture de soieries. Comme tous les rois dont l'intelligence a devancé leur époque, il avait eu la pensée d'établir un système uniforme de poids et mesures, mais le temps lui manqua pour venir à bout des difficultés de l'entreprise. Il fut plus heureux dans le projet qu'il avait conçu de créer la poste aux lettres : c'est à lui que cet utile établissement doit son origine. Ce fut encore Louis XI qui protégea contre la malveillance du parlement et les préjugés contemporains l'imprimerie encore au berceau. Comme toute grande chose humaine, cette invention a produit si largement le bien et le mal qu'on ne sait encore, toute balance faite, si elle a été l'un des bienfaits ou l'un des fléaux du monde ; mais au siècle de Louis XI il y avait intelligence et courage à la faire prospérer ; le reste était un secret de l'avenir. Ce roi ne borna pas à cela ses encouragements à la science ; il augmenta les privilèges de l'université de Paris, fonda deux universités à Valence et à Bourges, et établit une école de médecine. Il protégea avec une sollicitude éclairée l'étude des langues anciennes et les premiers pas de la littérature.

Près de dix provinces réunies au royaume par ses armes ou ses alliances lui donnaient la première place, après l'empereur, dans les affaires de l'Europe. Son influence était prépondérante dans les Pays-Bas et en Portugal ; par l'Écosse, son alliée, il contenait l'Angleterre ; par le Roussillon et la Navarre, il tenait en échec les rois d'Aragon et de Castille. Héritier de la maison d'Anjou, il conservait, sans les faire valoir, des droits au trône de Naples.

Dès le début de son règne, il avait sévèrement réprimé des soulèvements de villes ; ces révoltes ne se renouvelèrent plus, et Louis XI, pour fortifier encore tout ce qui pouvait être un contre-poids au pouvoir des grands, confirma ou augmenta les privilèges des communes. Ce fut la politique de Louis-le-Gros, de Philippe-Auguste et de saint Louis, et il est à remarquer que toute notre histoire, sauf de rares exceptions, au lieu de nous offrir, comme on se l'imagine trop souvent, le spectacle de l'alliance des rois et des seigneurs contre le peuple, nous les montre au contraire cherchant dans la bourgeoisie et les classes moyennes un point d'appui contre la féodalité ou la noblesse. Les uns le firent par nécessité, d'autres par politique ; mais le résultat fut le même. Sous Louis XI, l'accroissement très-considérable des armées permanentes paralysa, mieux que de vains édits, les attaques que les grands eussent pu diriger contre les villes ou contre le trône. Toutefois, en stipulant pour les communes et la bourgeoisie, les rois, et Louis XI comme les autres, n'eurent pas la force de soustraire les campagnes, aussi bien que les villes, à la domination féodale. Les paysans restèrent bien longtemps encore réduits à un misérable servage ; ni la royauté ni la classe marchande ne venait à leur aide. Le clergé seul, qui avait couvert le sol d'innombrables établissements de charité, intervenait au nom du ciel pour le pauvre. L'Église ouvrait des trésors de consolations et d'espérance à ces misérables parias que l'autorité humaine déclarait *taillables et corvéables à merci* ; elle leur enseignait la résignation, l'obéissance, l'amour de leurs maîtres, et à ceux-ci elle rappelait tantôt un Dieu vengeur qui prend en main la cause de l'orphelin et du persécuté, tantôt ce

Dieu rémunérateur qui regarde comme faites à lui-même toutes les œuvres de compassion ou de miséricorde. Pour chaque tour féodale le paysan trouvait un clocher : près du nid de l'aigle un refuge pour le petit oiseau.

Tel fut l'état de la France sous Louis XI, ou du moins le résumé qui précède en indique les traits principaux. Les autres détails ne trouveraient pas ici leur place ; ils permettraient peut-être d'envisager la mission sociale et politique d'un roi qui eut à la fois plusieurs des défauts de Tibère et plusieurs des vertus de Charles-le-Sage. Homme double sous le point de vue moral ; à la fois timide et courageux, juste et inique, superstitieux et sage, grand dans ses desseins et petit dans ses moyens, bon envers ses créatures ou ses amis, soupçonneux et implacable envers ceux qui lui portaient ombrage : profonde énigme historique offerte en méditation aux siècles modernes.

Vieux et usé par les infirmités, ce roi, livré aux reproches de sa conscience, tremblait à la seule pensée de la mort. Les fantômes de ses victimes troublaient son sommeil. Retiré dans le sombre château de Plessis-les-Tours, qu'il avait rendu inaccessible à tous, excepté au prévôt Tristan et à quelques familiers, il ordonnait chaque jour de nouvelles exécutions ; mais le sang répandu ne tempérerait point ses soupçons et ne servait qu'à redoubler ses craintes. Effrayé de ses crimes, il croyait apaiser la justice de Dieu lorsqu'avant de les commettre il en demandait pardon. Pour prolonger sa triste existence, il fit venir, du fond de la Calabre, un saint ermite, saint François de Paule, fondateur de l'ordre des Minimes. Quand le pieux solitaire fut arrivé à la cour, Louis XI se jeta à ses genoux, le

suppliant d'obtenir sa guérison. Le saint ne put que lui offrir ses prières et l'exhorter à l'affaire du salut. Vingt ans plus tôt, ce malheureux prince avait eu recours à la science des astrologues. Un jour qu'il voulait faire pendre un de ces charlatans, il lui demanda quelle serait l'époque de sa mort ; cet homme lui répondit : *Je mourrai trois jours avant Votre Majesté.* Cette parole adroite fit réfléchir le roi, et il n'est sorte de soins qu'il prit pour prolonger la vie de cet homme. Jean Coctier, médecin de Louis XI, obtint de la crédulité de ce prince des richesses inouïes. Quand le roi s'avisait de refuser, l'avidé médecin lui disait : *Je sais qu'un beau jour vous me renverrez comme les autres ; mais je jure que vous ne vivrez point huit jours après.* Cette ridicule menace fit le secret de sa fortune. Peu scrupuleux en fait de serments, Louis XI se faisait un jeu de les violer tous, sauf ceux qu'il prêtait sur la croix de saint Lô ; il croyait que, pour ce dernier cas, le parjure devait mourir dans l'année.

Ce prince termina enfin sa vie au milieu de ses craintes et de ses angoisses ; il était âgé de soixante ans et en avait régné vingt-deux. Sa mort arriva en 1483.

SYNCHRONISMES.

1466. Partage de la Prusse entre le roi de Pologne et les chevaliers de l'ordre Teutonique.

1469. Institution de l'ordre de Saint-Michel.

1470-1471. Guerres civiles de la Rose blanche et de la Rose rouge en Angleterre.

1470. On commence à imprimer à Paris.

CHARLES VIII.

(1483-1498.)

Louis XI comprit en mourant que la couronne de son fils, enfant débile, âgé de moins de quatorze ans, allait se trouver exposée à de dangereux assauts. Au lieu de choisir l'un des grands feudataires ou l'un des princes pour lui confier la direction des affaires pendant la jeunesse de son faible héritier, il chargea de ce soin Anne de France, sa fille aînée, femme du comte de Bourbon, sire de Beaujeu. Cette princesse, douée des plus hauts talents, était digne de continuer l'œuvre de son père; les princes et les grands du royaume la mirent à même de manifester l'énergie de son caractère et la sagesse de sa politique.

Une réaction eut lieu autour du trône; les princes et les seigneurs relevèrent leurs têtes courbées sous le sceptre de plomb de Louis XI. Louis, duc d'Orléans, jeune ambitieux qui plus tard parvint à la couronne, fut l'âme et le bras de cette conjuration. Les ducs de Bourbon et de Bretagne, Dunois, fils du comte de ce nom, fortifiés par l'archiduc Maximilien et Richard III, usurpateur du trône d'Angleterre, s'unirent pour déclarer la guerre à Anne de France. Cette femme adroite prévint l'effet de leurs démarches. De part et d'autre on convint de s'en remettre à la décision des états-généraux. Cette assemblée nationale, convoquée à Tours en 1484, confirma le testament de Louis XI et maintint à madame de Beaujeu l'administration du royaume. Ce fut pendant la tenue de ces états justement célèbres que le seigneur de la Roche, député de la no-

blesse de Bourgogne, prononça ces paroles : « S'il
" s'élève quelques contestations relatives à la suc-
" cession royale ou à la régence, à qui appartient-il
" de la décider, sinon à ce même peuple qui a d'abord
" élu ses rois, qui leur a conféré toute l'autorité
" dont ils se trouvent revêtus, et en qui réside fon-
" cièrement la souveraine puissance ? Car un État
" ou un gouvernement quelconque est la chose pu-
" blique, et la chose publique est la chose du peu-
" ple. » Certes, quand de nos jours on lit ce dis-
cours prononcé au ^{xv}^e siècle, on est bien obligé de
reconnaître que ce qu'on appelle aujourd'hui la sou-
veraineté nationale n'est point une invention mo-
derne, et que la liberté, même sous l'ancienne mo-
narchie, était souvent reconnue en principe. Ceci
est bon à constater pour l'instruction de ceux qui la
regardent comme une découverte de notre temps,
et qui, à force d'ignorance, se dispensent de toute
reconnaissance pour le passé.

Les états demandèrent le rétablissement de la
pragmatique-sanction et la réforme d'un grand
nombre d'abus. Ils ne voulurent voter l'impôt que
pour deux ans, réclamant la convocation périodique
et bisannuelle de leur assemblée. C'était intro-
duire une révolution dans l'ordre politique du
royaume. Fidèle aux traditions de Louis XI,
madame de Beaujeu ne tint en aucune façon compte
du vœu des états, leva des impôts sans leur assenti-
ment, et évita de les réunir à des intervalles péri-
odiques. Ce fut là une violence qui prévalut contre
le droit. La France ne put l'empêcher ; elle se
composait de forces diverses qui, une fois isolées,
étaient impuissantes. Si les états-généraux eussent
été assez dans les mœurs du temps pour que l'aris-
tocratie féodale s'en fit une arme et un levier contre

la royauté, peut-être n'eût-il pas été si facile de se jouer de leurs vœux ou de leurs ordres ; mais la noblesse préférait recourir à la guerre effective, et sur ce terrain, elle ne pouvait qu'être vaincue et asservie. Le clergé s'inquiétait peu d'assemblées souvent turbulentes ou dangereuses ; le tiers-état n'en comprenait pas toujours la nécessité et ne pouvait à lui seul les défendre. En Angleterre, le sort des assemblées législatives fut bien différent ; l'aristocratie normande, qui avait conquis ce royaume et se l'était partagé au cordeau, se réfugia au parlement et s'y cantonna contre la royauté. Là elle forma un corps et non une réunion accidentelle d'individualités réunies au hasard et le plus souvent divisées ; elle se servit des communes contre le pouvoir royal, tandis qu'en France les rois avaient opposé les communes aux seigneurs.

Mécontent de la décision des états-généraux, le duc d'Orléans prit les armes ; le roi marcha contre lui à Beaugency, et l'obligea à se soumettre (1485). L'année suivante, ce prince ambitieux leva de nouveau le drapeau de la révolte et une partie des seigneurs suivirent son exemple. Le duc d'Orléans se retira en Bretagne, le comte d'Angoulême et Dunois soulevèrent quelques villes de Guienne. L'archiduc Maximilien favorisait ces rebelles. Cependant le roi et madame de Beaujeu partirent de Tours à la tête d'une armée pour contraindre ces vassaux à l'obéissance. Ils pacifièrent d'abord la Guienne, puis l'Anjou ; la même année, Charles se porta en Picardie et repoussa l'archiduc Maximilien qui déjà s'était rendu maître de Téroüanne (1486).

L'année suivante, trois armées entrèrent en Bretagne et y obtinrent des succès mêlés de revers ; en 1488 la Trémouille, que Guichardin appelle *le plus*

grand capitaine du monde, s'empare d'Ancenis, enlève Fougères et taille en pièces l'armée des confédérés à la bataille de Saint-Aubin du Cormier. Le duc d'Orléans, le prince d'Orange et d'autres vassaux puissants sont faits prisonniers, et le duc de Bretagne meurt en sollicitant la paix. Il ne laissait pour héritière de son duché qu'une fille, la célèbre Anne de Bretagne; cette princesse épousa, en 1491, le jeune roi de France, et lui porta en dot son riche patrimoine. Ce mariage avait été négocié adroitement par le duc d'Orléans, récemment rendu à la liberté. Anne était fiancée à Maximilien d'Autriche, et Charles VIII devait épouser Marguerite de Bourgogne, fille de ce prince. Son mariage avec la duchesse de Bretagne fit donc éprouver à l'archiduc un double affront. La guerre allait s'ensuivre; mais Charles la conjura en rendant à la maison d'Autriche la Franche-Comté et l'Artois (1493); la même année, pour capter l'amitié du roi d'Aragon, il lui rendit le Roussillon et la Cerdagne. C'était se montrer follement prodigue du sol et des conquêtes de la France, et défaire sans honneur et sans nécessité le puissant édifice si laborieusement élevé sous Louis XI.

En agissant ainsi Charles VIII spéculait sur un fantastique avenir qui faillit se réaliser; il ne s'agissait rien moins pour lui que de conquérir le royaume de Naples, sur lequel il comptait faire revivre les prétentions de la maison d'Anjou. Il prépara tout pour une expédition formidable. Son armée franchit les Alpes au mont Genève et se répandit comme un torrent sur l'Italie. Charles VIII avait été encouragé à cette guerre par le tyran Ludovic Sforza, dit le More, régent du Milanais, et par Roderic Borgia, qui, sous le nom d'Alexandre VI, assis

sur la chaire de saint Pierre, était destiné à prouver que l'Église ne doit pas périr puisqu'elle résista à la plus cruelle épreuve qu'elle puisse endurer, celle d'avoir à sa tête un semblable pape *. L'Italie fut épouvantée du danger qui la menaçait ; l'expédition du roi de France, dans les armées duquel se trouvaient des Français, des Bretons, des Allemands, des Écossais et des Suisses, lui rappela les anciennes invasions des Barbares. Tout lui paraissait redoutable dans ces hommes du Nord, leur costume étrange, leurs idiomes inconnus, leur courage sanguinaire. Aussi, sous l'impression de ce premier sentiment de terreur, les obstacles s'aplanirent d'eux-mêmes. Charles arrive en triomphateur à Plaisance, à Lucques et à Pise, puis à Florence où il entre armé de toutes pièces, la lance au poing et le casque en tête. Partout sa présence changeait la face des choses ; Ludovic-le-More l'avait regardée comme une occasion propice de s'emparer de la couronne de Milan, en empoisonnant son neveu Jean Galéas. Les Pisans avaient secoué le joug de Florence, les Florentins celui de Pierre de Médicis. On parlait d'assembler un concile et de faire prononcer la déposition du pape. Alexandre VI, qui d'abord avait conseillé la guerre, la redoutait maintenant.

Le 31 décembre 1494, Charles VIII entra dans

* Sans vouloir absoudre Alexandre VI de tous les reproches que lui adresse l'histoire, je crois devoir engager les lecteurs impartiaux à se défier des accusations dirigées contre ce pontife, et qui l'ont été par les écrivains protestants du seizième siècle. Ces sources sont trop suspectes, et il importe de ne pas y puiser avec confiance. Il est certain qu'Alexandre VI, lui-même, comme pape, ne donna jamais une décision contraire à la pureté de la foi ou aux intérêts de l'Église. Ce fut peut-être là un miracle de l'Esprit-Saint, mais il est bon de le constater.

Rome, le soir, à la lueur des torches, et Alexandre VI se réfugia plein d'effroi dans le Vatican. Mais le successeur de Charlemagne et de saint Louis n'eut pas la pensée de détrôner un chef de l'Église, lors même que ce chef était Alexandre VI. Il conclut avec ce pape un traité assez avantageux pour la France, mais que le pontife se hâta d'éluder lorsque le danger fut passé.

L'approche des Français avait fait mourir de peur Ferdinand d'Aragon, qui avait usurpé le royaume de Naples sur la maison d'Anjou; Alphonse II, son successeur, n'était ni moins avare ni moins lâche; il se hâta de se soustraire par la fuite aux attaques de Charles VIII. Cette guerre d'Italie présentait un étrange caractère. Toute la Péninsule avait été traversée par une armée étrangère qu'avec un peu de courage on aurait facilement arrêtée dès ses premiers pas. Une terreur panique dissipait les armées et faisait ouvrir les portes des villes. Les Français ne prenaient pas même la peine de s'armer; ils se contentaient d'envoyer au-devant d'eux des fourriers préparer les logements qu'ils occupaient sans coup férir. C'est ainsi que Charles VIII n'eut qu'à se présenter aux portes de Naples; il y fut reçu comme un libérateur, et le peuple jeta des fleurs sur son passage. Lors de son entrée triomphante, le jeune roi affecta de porter la couronne et les insignes des empereurs d'Orient, fort qu'il était d'un testament par lequel le dernier des Paléologues l'avait déclaré héritier légitime de cet empire (1495).

L'Italie était conquise en quatre ou cinq mois, mais elle commençait à revenir de sa stupeur, et l'Europe se ligua pour arracher le royaume de Naples au roi de France. Ludovic-le-More, le pape, la république de Venise, l'empereur Maximilien, et

Ferdinand, roi d'Espagne, époux de la célèbre Isabelle, se réunirent contre Charles VIII. C'est la première fois que les puissances de l'Europe se crurent en droit de se coaliser contre l'une d'entre elles, afin de prévenir la trop grande prépondérance que donnent les conquêtes. Le droit public avait fait des progrès immenses. Cette ligue formidable surprit Charles VIII au moment où il consumait son temps à Naples en donnant des tournois et des fêtes. Pour n'être pas enfermé dans un coin de l'Italie méridionale, il se hâta de laisser une garnison à Naples, et reprit le chemin de la France avec huit ou neuf mille hommes seulement. Les confédérés l'attendaient à Fornovo, village situé près de Parme, au revers de l'Apennin ; leur nombre s'élevait à quarante mille combattants. Charles VIII passa sur le ventre de cette armée, la dispersa et continua sa route, ayant à peine perdu deux cents hommes. Mais cette victoire n'eut d'autre résultat que d'assurer la retraite ; l'Italie fut enlevée aux Français, en moins de temps qu'ils n'en avaient mis à la conquérir, et la maison d'Aragon, soutenue par le célèbre Gonsalve de Cordoue, monta de nouveau sur le trône de Naples.

Charles VIII de retour en France songeait à préparer une nouvelle expédition, non moins aventureuse que la première, lorsqu'il mourut subitement au château d'Amboise ; il n'était âgé que de vingt-huit ans. Aucun des quatre fils qu'il avait eus de son mariage avec Anne de Bretagne ne lui ayant survécu, Louis, duc d'Orléans, dont les révoltes avaient troublé les premières années de son règne, plaça sans contestation la couronne sur sa tête (1498).

Avec Charles VIII s'éteignit la première branche des Valois ; ce prince avait des vues utiles, des idées

sages, mêlées à des projets imprudents ou dangereux. Bien que Louis XI eût borné son éducation à cette seule maxime : *Celui qui ne sait pas dissimuler ne sait point régner*, il fut loyal, affable, bienveillant, et, dit Comines, *il était si bon qu'il n'était point possible de voir meilleure créature*. Cette phrase résume son caractère ; les fautes de son règne ne permettent pas de lui donner d'autres éloges.

Sous ce même règne, un Génois se présenta à la cour de Charles VIII et lui offrit de découvrir, au-delà de l'Océan occidental, une route nouvelle pour arriver à un monde inconnu, sinon aux Grandes-Indes. Cet étranger fut traité de rêveur ; on le renvoya avec des paroles stériles, et quelques années ne s'étaient pas encore écoulées que cet homme, nommé Christophe Colomb, avait jeté l'ancre en Amérique et doté la Castille de tout un continent. Le ^{xv}^e siècle ne pouvait pas s'éteindre sous de plus grands auspices.

SYNCHRONISMES.

1484. Jean Canus de Souza, navigateur portugais, découvre le Congo.

1485. Richard III, usurpateur d'Angleterre, qui s'était emparé du trône après avoir massacré ses deux neveux, est vaincu et tué à la bataille de Bosworth. Henri de Tudor, chef de l'armée ennemie, et descendu par sa mère d'Édouard III, épouse Elisabeth d'Yorck. Ce mariage réunit les intérêts de la Rose rouge et de la Rose blanche, termine la guerre, et élève sur le trône d'Angleterre la famille des Tudor.

1492. Découverte de l'Amérique par Christophe Colomb, Génois.

1492. Ferdinand et Isabelle s'emparent de Grenade et terminent la domination des maures en Espagne.

1498. Vasco de Gama, navigateur portugais, double le cap de Bonne-Espérance.

LOUIS XII, DIT LE PÈRE DU PEUPLE.

(1498-1515.)

Louis XII descendait de ce malheureux duc d'Orléans, fils de Charles V, que Jean-sans-Peur, duc de Bourgogne, avait fait assassiner au coin de la rue Barbette; il était en outre petit-fils de Valentine Visconti de Milan; de cette sorte, en fait ou en droit, il se trouvait héritier des trois couronnes : de celle de France en vertu de la loi Salique; de celle de Naples comme succession de la maison d'Anjou; de celle du Milanais par son aïeule.

Sa jeunesse turbulente avait été employée à des guerres civiles ou mise au service des réactions féodales; son âge mûr fut consacré au bonheur de la France. Il inaugura noblement son règne en amnistiant tous ceux qui, sous l'administration de madame de Beaujeu, l'avaient combattu ou emprisonné. *Le roi de France, disait-il, ne doit pas venger les injures du duc d'Orléans.* Il y avait autre chose que de la grandeur d'âme dans cette phrase si connue, elle était en outre profondément politique. En effet ceux auxquels Louis XII pardonnait ne recevaient de lui que justice. De quoi les aurait-on punis, sinon d'avoir fait leur devoir contre un vassal rebelle? Ne fallait-il pas enseigner aux princes et aux seigneurs, même aux dépens du roi, qu'il y a honneur à combattre les révoltés, et que l'avènement d'un prince autrefois armé contre le trône n'est qu'un accident qui ne peut changer le droit et les principes?

Louis XII diminua les charges publiques, rétablit la discipline militaire et prit un soin particulier

d'améliorer l'administration de la justice. Il fit casser, sous divers prétextes, son mariage avec Jeanne de France, deuxième fille de Louis XI, princesse vertueuse, mais infirme, et épousa Anne de Bretagne, veuve du roi Charles VIII. La politique et le désir d'ajouter une province de plus au royaume entrèrent pour beaucoup dans cette affaire (1499).

La France, sous un roi humain et populaire, aurait pu jouir d'un utile repos ; mais la manie des conquêtes troublait Louis XII comme Charles VIII, et devait encore précipiter nos pères aventureux sur l'Italie, sans autre résultat que d'onéreux sacrifices. Cette fois, il ne s'agissait pas seulement de réclamer, à main armée, le royaume de Naples ; le roi voulait en outre arracher le Milanais au tyran Ludovic-le-More. En vingt jours, grâce à l'appui de la république de Venise, le Milanais et l'État de Gênes furent conquis. Louis XII, vainqueur par ses lieutenants, fit son entrée triomphale à Milan ; mais à peine était-il sorti de cette ville que le parti de Ludovic en chassa les Français. Louis XII, impatient de venger cet affront, envoya dans le Milanais une forte armée conduite par la Trémouille, et dans les rangs de laquelle se trouvaient quinze mille auxiliaires Suisses. Des corps de cette nation servaient également sous Ludovic. Lorsqu'ils virent la bannière de leur canton flotter dans le camp royal, ils ne purent se décider à combattre, et prirent le parti de livrer eux-mêmes Ludovic à son ennemi. La victime de cette trahison languit pendant dix ans, jusqu'à sa mort, dans la prison de Loches, en France (1501).

Le Milanais ainsi conquis de nouveau, Louis XII songea au royaume de Naples. Pour venir à bout de ses projets, il s'entendit avec Ferdinand, roi

d'Espagne, qui fut surnommé le Catholique, et avec le pape Alexandre VI, dont la politique astucieuse favorisait leurs entreprises. Par un traité secret, les deux rois se partagèrent le royaume de Naples; puis, comme les armements de Louis XII inquiétaient Frédéric d'Aragon, roi de ce pays, le roi d'Espagne feignit d'envoyer à son secours une armée commandée par le perfide Gonzalve de Cordoue. Ce capitaine et ses soldats furent reçus comme des sauveurs par le roi de Naples, et on leur confia la garde des principales places fortes. Tout à coup on publia le traité secret, et Frédéric III, lâchement trahi par les Espagnols, se vit détrôné et forcé de se réfugier en France. Ferdinand et Gonzalve étaient trop satisfaits du succès de leur trahison pour s'arrêter en si beau chemin. Aussi, dès qu'ils eurent pris possession du royaume de Naples, les Espagnols, guidés par Gonzalve, tournèrent leurs armes contre les Français, leurs alliés ou leurs complices, et, après les avoir battus à la journée de Cérignoles, où périt le duc de Nemours, de la maison d'Armagnac, les chassèrent de poste en poste et leur enlevèrent la plupart de leurs conquêtes (1503). Les Vénitiens aidèrent les Espagnols, et le pape entama avec eux des négociations.

Louis XII leva trois armées et fit attaquer à la fois l'Espagne par le Roussillon, la Navarre et l'Italie. Cette triple tentative échoua, d'abord sur les Pyrénées, puis au-delà des Alpes; l'armée française ayant à combattre à la fois l'intempérie des saisons, l'indiscipline et les soldats de Gonzalve, fut à peu près détruite sur les bords du Garigliano (1503). Au bout de quelques mois le royaume de Naples était entièrement perdu pour la France.

Quelques mois après la mort d'Alexandre VI, le

cardinal de la Rovère était monté sur le trône pontifical et gouvernait l'Église sous le nom de Jules II. C'était un pape guerrier et ennemi de la domination française en Italie. Son avènement réduisit à l'impuissance la faction détestée de César Borgia, mais compliqua en même temps les difficultés que Louis XII rencontrait au delà des Alpes (1504). Toutefois, les plus dangereux adversaires de ce roi étaient encore l'empereur Maximilien et Ferdinand-le-Catholique. Pour désarmer leur inimitié, Louis XII signa à Blois un traité désastreux par lequel la main de Claude, sa fille, était promise à Charles de Luxembourg, fils de Philippe-le-Beau, petit-fils de Maximilien, et qui, par l'effet des alliances de son père, devait hériter de l'empire d'Allemagne, de l'Autriche et de l'Espagne. La dot de Claude allait se composer de la Bretagne, de la Bourgogne et du Milanais. C'était jeter pour l'avenir les bases d'un empire colossal dont le titulaire, qui depuis régna sous le nom de Charles-Quint, aurait pu sans obstacle anéantir la nationalité française et faire de notre pays un simple fief de la maison d'Autriche. Soit que ce traité eût été arraché par la force, soit qu'il fût le fruit des intrigues d'Anne de Bretagne, mère de la princesse Claude, le roi ne put se résigner à le mettre à exécution. Mais, pour le rompre, il fallait l'appui de la France, et Louis XII le réclama. Les états-généraux convoqués à Tours le 14 mai 1506 annulèrent le traité de Blois, et supplièrent le roi d'unir sa fille à François, comte d'Angoulême, héritier présomptif du trône. Ce mariage, qui eut lieu plus tard, consacra pour jamais l'union de la Bretagne et de la France, qui depuis ne formèrent plus qu'un seul et même royaume. De son côté, Louis XII, pour désarmer

Ferdinand-le-Catholique, lui accorda la main de sa nièce, Germaine de Foix, à laquelle il céda tous ses droits au royaume de Naples.

Gênes, récemment conquise, se révolta contre Louis XII. Ce prince marcha en personne pour châtier sa population, et entra dans la ville l'épée nue, et entouré de l'appareil de la vengeance. Malgré cette démonstration menaçante, il se contenta du supplice de quelques rebelles (1507).

L'année suivante fut conclue la célèbre ligue de Cambrai, par laquelle le pape, l'empereur, le roi de France et le roi d'Espagne, malgré leurs divisions particulières, se coalisèrent contre la république de Venise. Cette république, d'abord composée de quelques cabanes de pauvres pêcheurs, avait fini par concentrer en son sein la plus grande partie du commerce et des richesses du monde. Le pape lança contre les Vénitiens une bulle d'excommunication, et Louis XII marcha avec une armée pour appuyer les foudres de l'Église. Il remporta sur ces républicains, esclaves d'une oligarchie orgueilleuse, la célèbre victoire d'Agnadel. Dans cette bataille Louis XII déploya le courage d'un chevalier. Comme les boulets tombaient autour de lui, on lui conseilla de se retirer : *Que ceux qui ont peur se mettent derrière moi*, répondit-il, et il resta au poste le plus dangereux. Cette journée affaiblit considérablement les forces de Venise ; mais bientôt le roi d'Espagne et le pape, dont les prétentions étaient satisfaites, se réconcilièrent avec la république. Cette diversion rétablit les affaires des Vénitiens et paralysa les efforts de Maximilien et de Louis XII. C'était surtout contre les Français que Jules II dirigeait sa politique et ses armes ; le but de ce pape belliqueux, qui paraissait en personne

et couvert de la cuirasse au milieu de ses armées, était de chasser les *Barbares* du sol de l'Italie.

Louis XII avait mécontenté par des économies ordonnées mal à propos les corps auxiliaires suisses qui servaient dans ses armées; ces mercenaires se retirèrent, et leur éloignement priva le roi de ces principales forces disponibles. Sur ces entrefaites le pape, ayant appelé les Suisses en Italie, forma avec Venise, l'Espagne, l'Angleterre et l'Allemagne, la confédération contre la France connue dans l'histoire sous le nom de *Sainte-Ligue* (1511). Jules II, donnant l'exemple du courage militaire, assiégea la Mirandole et y fit son entrée par la brèche.

Louis XII, pour conjurer l'orage, envoya en Italie une armée commandée par son neveu, Gaston de Foix, à peine âgé de vingt deux ans. Cet intrépide jeune homme déploya à la fois les talents d'un grand capitaine et l'impétuosité d'un simple chevalier. Il contint les Suisses; fit lever le siège de Bologne, enleva Brescia, et, prompt comme la foudre, écrasa à la bataille de Ravenne les troupes italiennes et la formidable infanterie espagnole. Il mourut dans son triomphe, le 11 avril 1512, laissant à la France d'incommensurables regrets, et n'ayant paru un moment sur la scène historique que pour éblouir les peuples et les laisser ensuite dans une sorte d'obscurité.

En moins de trois mois les Français furent hors de l'Italie. Le maréchal Trivulce, qui les commandait, abandonna l'une après l'autre toutes les villes qu'ils avaient prises du fond de la Romagne aux confins de la Savoie. Louis XII eut le chagrin de voir établir dans Milan, par les Suisses, le jeune Maximilien Sforza, fils du duc Ludovic-le-More, mort prisonnier dans ses États. Gênes, où il avait

étalé la pompe d'un roi asiatique, reprit sa liberté et chassa les Français; elle fut soumise de nouveau, mais délivrée par la sanglante bataille de Navarre, que la Trémouille perdit contre les Suisses le 6 juin 1513. L'empereur Maximilien, Henri VIII, roi d'Angleterre, et les Suisses attaquèrent à la fois la France. Les Anglais mirent le siège devant Téroouanne, qu'ils prirent après la bataille de Guinegate, dite *la journée des éperons*, parce que nos pères y jouèrent plutôt des éperons que de la lance. La prise de Tournai suivit celle de Téroouanne. Les Suisses assiégèrent Dijon et ne purent être éloignés qu'à force de présents. Louis XII battu de toutes parts eut recours aux négociations. Après avoir abjuré le concile de Pise, qui avait autorisé ses armements contre le pape, il reconnut celui de Latran; il traita avec Léon X, qui avait succédé à Jules II sur la chaire de saint Pierre. Il conclut une autre alliance avec Henri VIII, roi d'Angleterre; et, comme il était veuf par la mort d'Anne de Bretagne, il épousa Marie, sœur de ce prince (1514). Deux mois après cette alliance que l'âge des deux époux rendait fort disproportionnée, Louis XII mourut à Paris, pleuré du peuple qui oubliait les fautes de sa politique en songeant à ses grandes vertus (1^{er} janvier 1515). Le jour de ce triste événement les crieurs publics parcoururent les rues en disant : *Le bon roi Louis XII, père du peuple, est mort.* Sublime et touchante oraison funèbre.

Louis XII fut malheureux au-dehors de son royaume et vit échouer la plupart de ses entreprises, soit incapacité de sa part, soit trahison ou perfidie de celle de ses adversaires; mais en ce dernier cas il aurait dû savoir à quels ennemis et même à quels alliés il avait affaire. Les guerres d'Italie appau-

vrèrent la France et ne furent pas pour elle une source de beaucoup de gloire ; quelques faits d'armes assez clair-semés furent tout ce qu'on en retira en échange d'immenses sacrifices. Il n'y eut rien de national dans ces expéditions aventureuses ; elles furent toutes entreprises pour des querelles de prince ou pour soutenir des prétentions étrangères au repos et au bonheur du peuple ; ce fut pourtant le peuple qui en fit les frais et en porta la peine.

Louis XII était doué de qualités pacifiques fort précieuses. Il était bon, clément, économe et juste. On doit lui reprocher d'avoir le premier établi la vente des charges et des offices judiciaires, mais les impôts furent considérablement diminués sous son règne. Son édit de 1499, éternellement mémorable, a rendu sa mémoire chère à ceux qui rendent la justice et à ceux qui l'aiment. Il ordonne, par cet édit, *qu'on suive toujours la loi malgré les ordres contraires que l'opportunité pourrait arracher du souverain*. Louis XII fut le premier des rois qui mit le laboureur à couvert de la rapacité du soldat ; il fit punir de mort les gendarmes qui rançonnaient le paysan. Son amour pour ses peuples s'étendait à l'avenir. Prévoyant les maux que l'homme prodigue et inconsidérée de son successeur préparait à la France, il soupirait en disant : *Ce gros garçon gâtera tout*.

Sans s'écarter de la politique que ses prédécesseurs avaient suivie à l'égard de l'aristocratie féodale, il évita de lui porter de rudes atteintes, mais les guerres d'Italie affaiblirent la noblesse en la décimant ou l'appauvrissant. Les états du Languedoc et de la Bretagne conservèrent seuls sous son règne le droit de voter des subsides ; ceux de la France septentrionale ne se virent réunis qu'une fois

à Tours, et les impôts furent constamment levés sous le bon plaisir du prince. Louis XII établit les parlements de Normandie et de Provence, et défendit que nul ne fût à l'avenir distrait de ses juges naturels.

Prodigue de ses sueurs et de son sang pour le bonheur ou la gloire de la France, Louis XII était fort avare de l'argent de ses peuples. Ce n'était pas le compte des courtisans. Dans leur déplaisir ils osèrent faire de sa parcimonie le sujet d'une pièce de théâtre. Le roi l'apprit et se contenta de dire : « J'aime mieux voir les courtisans pleurer de mon » avarice que de voir mon peuple pleurer de mes dépenses. » Il aimait les lettres, surtout l'histoire, et faisait sa principale étude des *Offices* de Cicéron. Son administration paternelle et éclairée fut puissamment secondée par le cardinal d'Amboise, l'un des sages ministres dont la France honore le souvenir.

SYNCHRONISMES.

1498. Commencement de l'empire des Mongols dans l'Inde, sous Baber, petit-fils de Timour-leng (Tamerlan).

1500. Découverte du Brésil par les Portugais.

1506. Découverte des îles de Ceylan et de Madagascar par les Portugais.

1508. Découverte de l'île de Sumatra par les Portugais. Ces peuples, sous la conduite de François d'Albuquerque, étendent leur domination dans les Indes.

1514. La Suisse se forme en treize cantons.

RÉSUMÉ

DE LA SITUATION POLITIQUE, MORALE ET SOCIALE DE LA FRANCE,

A LA FIN DU XV^e SIÈCLE.

§ I. Ordre politique.

Le xiv^e siècle s'était ouvert par une révolution pacifique introduite dans le gouvernement de la France; la monarchie des états-généraux avait remplacé la monarchie féodale. Ce fut moins une concession des rois et un effet de leur politique que le résultat inévitable de l'importance croissante des communes. Le même mouvement qui appelait la bourgeoisie à participer aux avantages sociaux dont jusqu'alors elle n'avait fait que subir les charges s'accomplissait simultanément en Angleterre, en Flandre, en Suisse et en France, mais partout avec un caractère et des effets bien divers. En Angleterre, la classe moyenne, trouvant dans l'aristocratie une alliée et non une rivale, devait faire contre le trône des progrès rapides jusqu'au jour où l'aristocratie s'en inquiéterait elle-même et leur opposerait son influence. En Flandre, la fortune publique appartenait aux marchands et aux fabricants, et, la popularité venant en aide à la fortune, l'élément bourgeois devait seul prévaloir dans les luttes. En Suisse, la démocratie savait être pauvre et pieuse; son triomphe ne fut pas même contesté. Mais en France, où les bourgeois faisaient cause commune avec le pouvoir royal contre la noblesse féodale, on

n'avait rien à craindre et peu de chose à espérer de leurs privilèges. La royauté une fois affranchie du joug des grands par l'alliance des communes, il était facile de prévoir qu'elle viendrait facilement à bout de ces mêmes communes qui relevaient d'elle. Aussi les réunions des états-généraux ne servirent guère qu'à consacrer l'affaiblissement de la féodalité et les empiétements des rois. Tant qu'ils fortifièrent le trône, on s'aïda de leur concours; tout ce qu'ils firent pour réprimer la profusion des cours, le faux-monayage des princes, l'iniquité du fisc, toutes leurs tentatives pour se constituer à l'état de corps périodiquement assemblés et élus, tous leurs projets de réformes politiques échouèrent avec le temps. La noblesse aimait mieux en appeler aux armes, le clergé à ses conciles ou au pape, et le tiers-état, demeurant isolé, face à face avec le roi, manquait de force et de racines.

« Quand on se rend bien compte, dit un historien moderne *, du caractère de ces assemblées (les états-généraux) dans l'histoire de France, elles apparaissent comme de purs accidents, un pis-aller politique pour les peuples comme pour les rois : pis-aller pour les rois quand ils n'ont pas d'argent et ne savent plus comment se tirer d'embarras; pis-aller pour les peuples quand le mal devient si grand qu'on ne sait plus quel remède y appliquer **... Voyez quel est

* M. Guizot

** Nous croyons qu'ici le raisonnement est forcé, ou du moins contestable. Si les états-généraux étaient pour les peuples un remède, on ne peut pas les considérer comme ayant été un *pis-aller*. Cette dernière expression suppose que de deux maux on choisit le moindre, mais rien dans l'histoire ne prouve qu'elle puisse être appliquée dans ce sens aux convocations d'états. A part deux ou trois périodes nécessairement exceptionnelles, et qui tenaient au malheur du temps plutôt qu'au principe envahisseur de la bour-

le caractère de l'activité politique de ces assemblées ; elles sont tantôt parfaitement insignifiantes, tantôt terribles. Si le roi est le plus fort, leur humilité, leur docilité sont extrêmes ; si la situation de la couronne est déplorable, si elle a absolument besoin des états, alors ils tombent dans la faction, deviennent les instruments ou de quelque intrigue aristocratique, ou de quelques meneurs ambitieux ; en un mot ce sont tantôt de pures assemblées de notables, tantôt de véritables Conventions. Aussi leurs œuvres meurent presque toujours avec elles ; elles promettent, elles tentent beaucoup et ne font rien. Aucune des grandes mesures qui ont vraiment agi sur la société en France, aucune réforme importante dans le gouvernement, la législation, l'administration, n'est émanée des états-généraux. Il ne faut pas croire cependant qu'ils aient été sans utilité, sans effet ; ils ont eu un effet moral dont on tient en général trop peu de compte ; ils ont été d'époque en époque une protestation contre la servitude politique, une proclamation violente de certains principes tutélaires... Les états-généraux ont eu cette vertu, mais ils n'ont jamais été un moyen de gouvernement ; ils ne sont jamais entrés dans l'organisation politique ; ils n'ont jamais atteint le but pour lequel ils avaient été formés, c'est-à-dire la fusion en un seul corps des sociétés diverses qui se partageaient le pays. »

geoisie, les états-généraux ont été animés d'intentions honnêtes et louables. Il n'a pas dépendu d'eux, mais bien du pouvoir royal, que leurs vœux pour le bien public fussent remplis. Si donc il est vrai de dire que les assemblées ont été un pis-aller pour la couronne, il n'est pas également exact de les représenter comme un pis-aller pour le peuple, par cela seulement qu'on ne convoquait les états que pour les moments difficiles.

Ces explications feront comprendre sans peine pourquoi le régime représentatif ne put devenir le droit public de la France. Sans convocations périodiques et sans autorité absolue en matière d'impôt, un corps politique, même électif, ne peut avoir ni puissance ni durée sérieuse. Les parlements, qui avaient le droit de protester contre l'enregistrement des édits royaux et celui d'adresser des remontrances à la couronne, n'étaient encore qu'une limite insuffisante pour contenir le caprice des princes. Cependant l'histoire prouve que leur opposition ne fut pas sans effet, et qu'elle servit souvent de barrière aux envahissements du pouvoir royal. Il fallait bien qu'il en fût ainsi; autrement ces corps judiciaires, qu'on voulait employer à titre d'instrument contre la féodalité ou les communes, auraient été sans influence; ils n'eussent jamais pu remplacer la cour des pairs ou tenir la place des états-généraux, si l'on se fût habitué à les voir sans dignité et sans crédit. Mais pour affaiblir leur autorité en la divisant, on établit successivement des cours souveraines dans les capitales des provinces.

La situation politique que ces institutions incomplètes donnaient à la France serait difficile à définir. Sans doute la royauté était souveraine; mais elle rencontrait à côté d'elle des libertés municipales, des assemblées d'états, des cours de justice, des traditions féodales, et enfin des franchises ou prérogatives provinciales, qui, si elles étaient impuissantes, à l'état d'isolement, pour l'asservir ou la comprimer, se trouvaient cependant assez fortes pour gêner ou restreindre son action. L'autorité royale n'était donc point absolue; elle était encore moins constitutionnelle; on avait seulement une monarchie tempérée par des usages, par des coutumes et par des

faits. Dans les grandes crises le principe du pouvoir se déplaçait momentanément ; dans les temps normaux chaque droit rentrait dans son lit et s'harmonisait tant bien que mal avec les prérogatives rivales ou les nécessités du moment. L'administration tendait d'ailleurs à se régulariser en se centralisant, et chaque règne voyait éclore quelque amélioration utile ou pacifique.

Le principal caractère du xiv^e siècle fut la lutte de toutes les forces et de toutes les influences sociales. Successivement isolées sous la barbarie, confondues aux époques de misères universelles, fortement hiérarchisées (quoique sans concert et sans harmonie) par l'organisation féodale, chacune d'elles tendit à prévaloir et à conquérir la première place. Ce mouvement général avait pour tendance la centralisation et l'unité ; mais, pour faire germer de telles idées, les intelligences doivent être préparées d'avance, les nations vieilles, les éléments rivaux usés par le frottement. C'était de ces longues fatigues, de ces laborieux enfantements que devaient, avec le temps, jaillir les merveilleux résultats par lesquels se signala à son tour le xv^e siècle, et qu'il légua comme une grande succession aux autres âges. La France ne savait point encore (le sait-elle de nos jours ?) ce qu'elle cherchait, ce qui lui manquait ; mais elle y tendait avec patience et au prix de mille efforts. Dieu qui la mène, alors même qu'elle croit marcher au hasard ou qu'elle se débat dans de pénibles convulsions, la poussait à son insu vers l'unité de pouvoir et de volonté. Les autres peuples de l'Europe, l'Angleterre, l'Espagne, l'Italie *, surtout

* En Angleterre la royauté et la centralisation triomphèrent par l'avènement des Tudor ; en Espagne par le mariage de Fer-

l'Allemagne, étaient travaillés dans le même sens. La longue transition de dix siècles, appelée le moyen-âge, s'éteignait en laissant la place à une société forte et intelligente dès le berceau, et qui, aidée de deux immenses leviers, l'imprimerie et la boussole, armée de la poudre à canon, la force dans une main, la science dans l'autre, marchait orgueilleuse et confiante à la conquête de l'avenir. Heureuse cette société moderne, si, comme sa devancière, elle se fût attachée à prendre pour première enseigne le vieux *labarum* de Constantin, si le drapeau de la croix eût été sa seule bannière, et si, éclairée par la chute du premier homme, elle n'eût pas cherché les mauvais fruits de l'arbre de la science, et suivi, au hasard de ses fausses lumières et de sa misérable raison, les vains et pernicieux fantômes de la philosophie humaine et de l'hérésie !

§ II. Mouvement littéraire. — Coutumes.

Le mouvement littéraire au *xiv^e* siècle, et pendant la première moitié du *xv^e*, n'avait produit en France aucune œuvre monumentale. La chaîne des historiens et des chroniqueurs, interrompue par la mort du sire de Joinville, avait été continuée par Froissard ; elle le fut plus tard par Comines. Chacun de ces trois annalistes est un type fort remarquable de son époque ; chez l'un et chez l'autre la forme correspond au siècle, la pensée aux diverses phases de l'esprit humain et au système politique alors en vigueur. Beaucoup d'autres chroniqueurs obscurs apparurent dans les intervalles qui s'écoulèrent

dinand et d'Isabelle et la réunion de l'Aragon avec la Castille, en Italie par la chute d'une partie des petites républiques.

entre eux et même de leur temps, mais leurs ouvrages, bons comme matériaux historiques, sont peu remarquables comme œuvres d'art. L'Italie, parvenue à une sorte de maturité littéraire, avait plus dignement payé sa dette d'intelligence; Pétrarque marchait, d'un pas inégal, dans la route que Dante avait ouverte; venait ensuite Boccace, dont le talent peu chaste ne répondait que trop à une civilisation déjà corrompue. En France comme en Italie, comme dans plusieurs Etats de l'Occident, les romanciers continuaient de capter l'opinion et d'exciter les imaginations ardentes par des aventures imaginaires de chevalerie : leurs ébauches annonçaient l'Arioste.

Vers la fin du xv^e siècle on commença à étudier sérieusement les langues anciennes, dont Charlemagne avait vainement tenté de populariser l'usage. C'est à peine si, sous le règne des Valois, la connaissance du latin était, en dehors des monastères, le partage de quelques hommes érudits; les seigneurs et les chevaliers se piquaient d'une profonde ignorance, comme d'un privilège attaché à leur naissance; le célèbre du Guesclin ne savait pas lire, et rien de plus commun que cette formule mise au bas des actes publics : *Lequel a déclaré ne savoir signer attendu sa qualité de gentilhomme.*

Mais quelque temps après les grandes guerres de Charles VII, les intelligences, avides de se reposer des émotions belliqueuses, cherchèrent à se développer dans une carrière pacifique; on imita de bien loin l'Italie, et l'on se passionna à son exemple pour la recherche des chefs-d'œuvre de l'antiquité classique. En 1455, Tifernas donna le premier des leçons de grec à Paris, mais ses efforts obtinrent peu de succès; vingt ans plus tard, Hermonyme de

Sparte, puis Tranquillus Andronicus de Dalmatie, appelés par Louis XI, enseignèrent la langue d'Homère dans l'université de Paris. La grammaire et la rhétorique furent également professées avec éclat. Les noms, aujourd'hui peu connus, de Lapierre, de Gaguin, de Fichet, de Tardif et de Martin Delphes, se trouvent dans cette période.

La dernière moitié du xv^e siècle ne fut pas seulement illustrée par leurs travaux; je ne sais quel reflet d'ailleurs bien pâle de l'Italie éclaira cette époque; mais on peut la considérer comme les seconds pas de la littérature nationale, dont les fabliaux et les romans du moyen-âge avaient été les premiers élans. Juvénal des Ursins avaient donné une vie de Charles VI, les *Cent Nouvelles Nouvelles* furent composées à la cour de Philippe-le-Bon. Charles, duc d'Orléans, père de Louis XII, publia un recueil de poésies; Michault, auteur ignoré du Doctrinal de cour et de la Danse des aveugles, le suivit à peu de distance, et enfin vint Villon, qui, condamné à être pendu pour ses escroqueries, obtint sa grâce du sévère Louis XI en considération de ses vers faciles. Villon est à proprement parler le créateur de la poésie moderne; bien qu'il n'en ait point deviné toute la prosodie harmonieuse, c'est lui qui le premier a compris et enseigné l'exactitude et la richesse de la rime; ses poèmes offrent encore quelques passages dignes d'intérêt, soit comme trace des mœurs du temps, soit comme étude littéraire. Vers le même temps, l'ère des troubadours provençaux, après avoir jeté un si vif éclat, se terminait à la mort du bon roi René. La langue d'Oc, déchue de toute importance politique, disparaissait de la première scène pour n'être qu'un très-harmonieux patois; mais

ce patois ne pouvait servir d'instrument à aucun homme aspirant à une grande publicité : celui qui en était là était forcé de choisir entre les langues anciennes, la langue italienne et la langue d'Oïl, que nous appellerons désormais langue française.

L'art théâtral, au moyen-âge, consistait en représentations dramatiques dont les sujets étaient empruntés à l'Écriture sainte : ces pièces portaient le nom de Mystères. Dès le x^e siècle on les avait offertes à la pieuse curiosité des populations. Des légendes chrétiennes étaient mises en scène ; on traduisait en actions théâtrales des sermons, des faits historiques, tels que le baptême de Clovis, la vie de saint Remy, celle de saint Lambert, la chronique de Robert-le-Diable. Vers l'année 1402, une confrérie pieuse obtint de Charles VI la permission de représenter à Paris le *Mystère de la Passion* ; on retrouve dans cet ouvrage des vers énergiques, des pensées profondes, qui attestent un talent auquel un instrument plus parfait manquait seul pour en faire une grande œuvre d'art *. On

(1) Voici la description de l'enfer d'après ce curieux drame.

Au plus bas est le hideux gouffre
Tout de désespérance teint,
Où sans fin ard (brûle) l'éternel souffre
Du feu qui n'est jamais esteint...
Hideux puis, abîmes parfons,
Remplis de pécheurs jusqu'au fons,
Qui là reçoivent leurs souldées ;
Là crient les âmes damnées,
En leur Créateur blasphémant....
Leurs regrets sont molt pardurables,
Et leurs cris de piteux hélas ;
Leurs tourments, paine intolérable,
Sans jamais espoir de soulas...
Là sont condamnés et jetés
Ceux qui meurent en griefs péchés.
Mal reposent les mal couchés.

jugera cependant de l'état d'enfance où se trouvait le drame par ce passage d'une ancienne chronique :
" Là vit-on (on vit) Dieu manger des pommes, dire
" des patenôtres avec ses apôtres, ressusciter et
" juger les morts ; là furent entendus les bienheureux
" chanter en paradis, dans la compagnie d'environ
" quatre-vingt-dix anges, et les damnés pleurer dans
" un enfer noir et puant, au milieu de plus de cent
" diables qui riaient de leur mésaventure. "

Ces étranges spectacles parurent si beaux dans ces siècles de simplicité qu'on en fit les principaux ornements des réceptions des princes ; on représentait alors dans les rues la Samaritaine, le Mauvais riche, l'Annonciation, la Passion et plusieurs autres Mystères. Lors de l'entrée triomphale de Charles VII, on voyait sur plusieurs estrades les Sept Péchés capitaux combattant contre les Quatre Vertus cardinales et les Trois Vertus théologiques ; c'était peut-être une allusion à la défaite des Anglais.

A la longue ces pièces fatiguèrent la curiosité public, et les confrères qui les faisaient jouer, entreprirent, pour capter de nouveau les suffrages de l'auditoire, de mêler aux sujets les plus respectables de basses et indécentes plaisanteries. Enfin les magistrats ouvrirent les yeux et mirent fin à de tels scandales.

L'architecture continuait d'élever de magnifiques cathédrales et de prodiguer les plus merveilleux ornements à la demeure des riches. La peinture à

Là sont leurs âmes tourmentées,
Abreuvées de l'ire de Dieu,
Et très aprement agitées, etc.

On peut voir, au sujet des Mystères, les études fort remarquables de M. O. LEROY.

l'huile commençait à couvrir l'Europe de chefs-d'œuvre ; la gravure sur cuivre, inventée à Florence en 1460, à les multiplier et à les répandre. Les graveurs allemands se rendirent justement célèbres ; c'est du xv^e siècle que datent les premiers essais d'Albert Durer. Les arts mécaniques étaient encore dans l'enfance. *Un chariot branlant moult riche* (probablement une voiture suspendue), ayant été offerte en présent au roi Charles VII par des ambassadeurs hongrois, parut une invention merveilleuse à nos pères, qui ne connaissaient encore que les chars portés sur des essieux. La première expérience de l'extraction de la pierre fut faite, sous le règne de Louis XI, sur un criminel condamné au dernier supplice, et à qui le roi promit sa grâce. L'opération réussit. C'était encore le temps où l'on croyait à l'astrologie judiciaire et à la science coupable autant que chimérique qui consistait à lire l'avenir dans le cours des astres. Ce fut sous le règne de Charles V qu'on exécuta pour la première fois une horloge qui sonnait les heures.

Les modes avaient subi quelques changements notables. Aux coiffures pyramidales portées par les femmes sous la dernière période, on avait substitué des espèces de turbans ou bourrelets larges d'une demi-aune. Les femmes renoncèrent, pour quelque temps du moins, aux robes à longues queues et aux manches traînantes, modes qui n'étaient pas sans une sorte de dignité. Les hommes adoptèrent l'habit mi-partie, c'est-à-dire moitié d'une couleur, moitié d'une autre. Ils substituèrent aux amples robes de petits pourpoints attachés par des aiguillettes à des hauts-de-chausses fort étroits. Ils portaient les cheveux touffus et relevés en crêtes sur le front, des manches déchiquetées et tailladées, et

n'avaient point encore abandonné la coutume ridicule des souliers à la poulaine. Ce fut vers cette époque que les nobles commencèrent à se servir de chapeaux de feutre ou de castor. Les bourgeois conservèrent longtemps encore l'usage du chaperon. Les rois n'avaient point voulu se soumettre à ces capricieux changements de la mode et avaient gardé l'ancien habit long, dont la forme majestueuse était plus digne du trône. Alors, comme toujours, on multipliait les lois et les édits contre le luxe des vêtements et la table, mais les ordres de l'autorité échouaient contre l'orgueil ou l'intempérance.

§ III. Caractère de cette époque.

Telle fut une période de deux siècles durant laquelle la civilisation étendit ses conquêtes, bien que pour gagner du terrain il fallût triompher des plus graves obstacles. Ce fut une ère de longue transition et de fermentation, et comme si la société, pareille à la femme, était condamnée à enfanter dans la douleur, chacun des avantages qu'elle parvint à obtenir fut le prix de laborieuses souffrances.

L'Italie qui marchait en tête du mouvement et devançait par l'intelligence les nations du Nord, fut troublée par les agitations républicaines de ses villes, affligée par le spectacle des schismes, envahie plusieurs fois par les Français et choisie comme un vaste champ de bataille. Cependant l'esprit de ses peuples, surexcité par tant de convulsions, éleva de nobles monuments et rayonna dans toutes les branches de l'art. L'empire d'Orient, livré à des tyrannies et à des luttes misérables, et séparé de la grande société catholique romaine, seule dépositaire

de la vie et de la force, s'éteignit dans le sang de ses rhéteurs et de ses enfants dégénérés. Les Barbares d'Asie vengèrent par la prise de Constantinople l'ancienne conquête de Jérusalem et de Saint-Jean-d'Acre. Dieu, qui a humilié les autres nations, mais les a relevées ensuite, voulut que cette population schismatique fût abaissée plus longtemps que les autres, et pour toujours peut-être portât sa peine. Mais gardons-nous de lever un coin du voile qui cache la profondeur inaccessible de ses jugements; cette tâche dépasserait notre faible raison. Quant à l'Espagne elle recueillit, à l'autre bout de l'Europe, la récompense de son sang versé contre les Infidèles. Depuis l'héroïque Pélage et la poignée de chrétiens qui, sous ses ordres, s'étaient, au VIII^e siècle, réfugiés dans les Asturies, elle avait mis six cents ans à chasser les Maures, sans se rebuter par la grandeur de l'entreprise, sans cesser de croire. A la fin son courage fut béni, sa longue persévérance l'emporta. Les Maures furent chassés, la croix remplaça sur les hautes tours de Cordoue, de Séville et de Grenade, le signe du faux prophète, et tout d'un coup s'ouvrit pour ce noble peuple une ère de grandeur inattendue. Associée aux destins de la maison d'Autriche et de l'empire d'Occident, l'Espagne allait s'élever à la plus haute prépondérance politique; en attendant, elle découvrait un monde nouveau. Le Portugal, qui s'était associé aux mêmes fatigues et avait servi le même drapeau de la croix, s'étendait à son tour dans les Indes et ouvrait, par ses navigateurs, aux idées catholiques, autant de royaumes à l'orient du Cap des Tempêtes que Ferdinand et Isabelle dans les mers occidentales. L'Angleterre, ensanglantée par deux factions ou plutôt par deux principes, sortait de ses

luttres par le triomphe de la monarchie aristocratique. La France enfin exposée aux mêmes besoins, livrée à de plus cruels déchirements et sauvée par un miracle, voyait sortir des ruines amassées par tant de guerres civiles ou étrangères une monarchie moins mêlée d'alliage, un pouvoir centralisateur, un régime tendant à l'unité. Chaque peuple subissait sa phase particulière et remplissait à son insu la mission qui lui avait été assignée dès l'origine.

Ce qu'il y eut en outre de remarquable dans l'ensemble de l'histoire de l'Europe au sortir de cette époque de recomposition sociale, fut la création d'intérêts généraux, et même de devoirs communs à tous les États. Sous les croisades on avait vu les intérêts chrétiens rallier les peuples de l'Europe et leur apprendre à se connaître. L'impulsion une fois donnée de ce côté se perpétua dans l'ordre politique : on reconnut l'existence d'un droit international. Dès lors chaque peuple se crut intéressé plus ou moins directement à l'avenir d'un autre peuple ; on se ligua contre les États qui annoncèrent le projet de troubler par des conquêtes l'équilibre dont jouissait l'Europe. Ce fut par suite de ce droit nouveau que Charles VIII perdit ses conquêtes de Naples, que les Vénitiens furent affaiblis et menacés par la ligue de Cambrai, la France débordée sur tous les points par la sainte ligue qu'avait formée contre elle le pape Jules II. Il est permis de signaler également sur beaucoup de points un esprit de révolte dirigé contre les volontés temporelles des papes et trop souvent aussi contre la doctrine de l'Eglise. L'Allemagne étouffe avec peine, à la suite du concile de Constance, l'hérésie de Jean Hus et de Jérôme de Prague. Les Albigeois, ou du moins leur esprit (celui de toutes les révoltes contre

la vérité catholique), se retrouvent dans les montagnes de la Bohême, et il faut à l'Empire plusieurs années d'efforts pour les écraser. Un siècle plus tard, ces déplorables germes vont produire le protestantisme. Dieu réserve à son Eglise de longues épreuves et aux peuples de terribles enseignements.

La face du monde sera désormais changée : les leviers dont l'humanité se sert, par une permission providentielle, pour dégager sa route, sont décuplés dans leur force. La poudre à canon a donné aux armées une puissance inconnue et aboli l'art militaire des anciens peuples ; l'imprimerie a procuré à l'intelligence des voies nouvelles qu'elle suivra au hasard et qui la conduiront à des résultats opposés, mais immenses ; la boussole a doublé le nombre des continents ; le télescope fera découvrir dans les limites inconnues de la création de nouveaux soleils et de nouveaux cieux. C'est sous d'aussi grands auspices que le xvi^e siècle va commencer, et il ne sera indigne ni par le bien, ni surtout par le mal de ceux qui l'auront devancé.

CAPÉTIENS.

BRANCHE DES VALOIS-ORLÉANS.

FRANÇOIS I^{er}, DIT LE PÈRE DES LETTRES.

(1515-1547.)

François, comte d'Angoulême, était arrière-petit-fils de ce duc d'Orléans qu'avait fait assassiner le duc de Bourgogne. Il était le plus proche héritier de la couronne, et il ne vint à personne la pensée de lui disputer le titre de roi. C'était un jeune homme de vingt-et-un ans, avide de gloire militaire et de toute sorte de renommée, et possédé, comme ses prédécesseurs, de la funeste manie des conquêtes.

Le nouveau règne s'ouvrit par une éclatante victoire. François I^{er}, après avoir signé des traités de paix avec Henri VIII, les Vénitiens et Charles d'Autriche, envahit brusquement le Milanais. Il y rencontra trente-six mille Suisses, et, malgré leur résistance acharnée, les écrasa dans la célèbre journée de Marignan, qui coûta dix mille hommes à ces hardis mercenaires. La veille de la bataille, François I^{er} s'était fait armer chevalier par Bayard ; il gagna dignement ses éperons en se signalant durant l'action par des prodiges d'intrépidité. La victoire de Marignan fut appelée un combat de géants par le vieux maréchal de Trivulce, qui avait assisté à dix-huit batailles rangées. Les adversaires de François I^{er} apprirent à le craindre, et le pape Léon X s'empessa de négocier avec ce prince un concordat,

qui fut conclu en 1515 entre le roi de France et le chef de l'Église, déclara la pragmatique-sanction abolie, supprima l'élection canonique des évêques, et rétablit les annates, sorte de redevance que les bénéficiaires payaient au pape à l'occasion de leur nomination. Le parlement, l'Université et une grande partie du clergé gallican réclamèrent avec énergie le maintien de la pragmatique ; mais François I^{er} ne tint point compte de ces résistances. Avec lui commença en France une période de deux siècles durant lesquels la monarchie, au lieu d'être limitée par des états-généraux ou par des parlements, fut, à peu de chose près, dirigée *selon le bon plaisir du roi*.

L'empereur Maximilien était mort ; deux compétiteurs se disputèrent sa couronne : l'un était le roi de France, l'autre Charles d'Espagne, fils de l'archiduc Philippe, et, de plus, petit-fils et héritier, par sa mère Jeanne, de toute la monarchie espagnole, du royaume de Naples, de la Franche-Comté, des Pays-Bas et des vastes États d'Amérique. Les électeurs de l'Empire, au nombre de sept, étaient les archevêques de Mayence, de Trèves et de Cologne, le roi de Bohême, le duc de Saxe, le margrave de Brandebourg et le prince palatin. Après de longues hésitations, le choix de la majorité se porta sur le jeune roi d'Espagne, qui prit, comme empereur, le nom de Charles-Quint. Ce fut là l'origine de cette longue et sanglante rivalité qui souleva tant de guerres entre François I^{er} et son redoutable rival. Les prétextes ne manquèrent point. François revendiquait le royaume de Naples et la Navarre, Charles le Milanais et le duché de Bourgogne. Il s'agissait pour l'un et l'autre de mettre Henri VIII, roi d'Angleterre, dans leurs intérêts. Le roi de France

eut avec ce prince une entrevue dans les environs de Calais : ce fut la fameuse assemblée qu'on appela *le camp du drap d'or*. François eut la maladresse d'éclipser l'orgueilleux Tudor à force de faste et de grâce. L'entrevue n'eut pas d'autres suites. Charles-Quint fut plus habile ; il se rendit lui-même en Angleterre auprès d'Henri VIII, et gagna à ses intérêts, à force de présents et de promesses, le cardinal Wolsey, ministre de ce roi. Dès lors sa prépondérance fut établie, même à Rome, où son précepteur venait de monter, sous le nom d'Adrien VI, dans la chaire pontificale, vacante par la mort de Léon X. Les Français furent à la fois battus en Espagne et dans le Milanais. Lautrec, gouverneur de cette province, ne put s'y maintenir, faute d'argent. Louise de Savoie, mère de François I^{er}, avait par cupidité et jalousie détourné les sommes destinées à secourir ce général et à solder les Suisses (1519-1523).

François I^{er}, poussé par les intrigues de sa mère, commit la faute de s'aliéner le connétable de Bourbon, le dernier subsistant des grands feudataires, qui était à la fois suzerain du comté de Montpensier, de l'Auvergne, du duché de Bourbon, du comté de Clermont, de la Marche et de quelques autres provinces. Louise de Savoie, dont ce puissant vassal avait dédaigné l'alliance, chercha à se venger de lui et n'y réussit que trop pour le repos de son fils et pour la gloire du connétable. Les biens de ce dernier ayant été injustement mis sous le séquestre, à l'instigation de la reine-mère et par ordre du roi, Bourbon, désespéré, prit le parti de trahir la France et de mettre ses talents au service de l'empereur : il était le plus grand homme de guerre de son siècle. Quelque odieuse que soit sa défection, si on la juge

au point de vue des mœurs féodales, elle n'était qu'une simple révolte de vassal contre un seigneur injuste. Quoi qu'il en soit, le connétable se rangea sous les drapeaux de l'ennemi de la France, sous la promesse qui lui fut faite de rétablir en sa faveur l'ancien royaume de Provence. Sa trahison porta bientôt des fruits. Les Français, commandés par l'amiral Bonnivet, favori de François I^{er} et homme incapable, furent battus à Rebec et à Romagnano, malgré le dévouement et le courage du célèbre Bayard, surnommé à juste titre le chevalier *sans peur et sans reproche*. Comme ce héros, blessé d'un coup d'arquebuse, à genoux au pied d'un arbre, priait Dieu et répandait pour la France son sang, digne des vieux Allobroges, le connétable de Bourbon, vainqueur, vint à passer, et dit au guerrier mourant : « J'ai grand pitié de vous voir en cet état » pour avoir été si vertueux chevalier. » Le chevalier Bayard lui fit cette réponse : « Monsieur, qu'il » n'y ait point de pitié pour moi, car je meurs en » homme de bien. Mais j'ai pitié de vous voir ser- » vir contre votre prince, votre patrie et votre ser- » ment. » Après ces paroles, qui résumaient les mœurs chevaleresques en face des mœurs féodales, le vaillant chevalier dauphinois rendit l'âme, les yeux fixés, à défaut de croix, sur la garde de son épée.

L'empereur, encouragé par ses succès, tenta d'envahir la France : une flotte espagnole bloqua Marseille, pendant que Bourbon assiégeait cette ville ; en même temps les Espagnols parurent devant Bayonne et prirent Fontarabie ; les Allemands entrèrent en Champagne, d'où ils furent chassés par le duc de Guise ; les Anglais et les Flamands pénétrèrent par la Picardie jusqu'aux bords de l'Oise, à quelques lieues de Paris. Le duc de Vendôme

et La Trémouille, par de savantes manœuvres, réussirent à les repousser honteusement du royaume.

La courageuse défense des Marseillais avait rendu vaine la tentative de Charles-Quint et du connétable de Bourbon. François I^{er} accourut au secours des Provençaux avec une puissante armée; mais Bourbon se retira à son approche, et le roi se jeta sur l'Italie. L'armée allemande était affaiblie par des désertions et des maladies; il suffisait de temporiser pour conquérir sur elle le duché de Milan mais François I^{er} ne put se résoudre à une sage lenteur et à des combinaisons qui auraient eu pour résultat d'amener une victoire sans bataille. Il voulut combattre chevaleresquement à Pavie, et montra dans cette action toute l'impétuosité et toute la témérité dont le roi Jean avait fait preuve à la bataille de Poitiers. Son artillerie, très-bien disposée, foudroyait l'ennemi de toutes parts; François I^{er} ne voulut pas vaincre sans payer de sa personne, et se jeta tête baissée, avec sa gendarmerie, entre ses pièces de canon et les Impériaux. Cette faute ne permit plus à l'artillerie de jouer; les Suisses lâchèrent pied; le duc d'Alençon et la réserve prirent la fuite, et le roi se trouva enveloppé d'ennemis, ayant rendu inutiles, par sa folle impatience, toutes les combinaisons stratégiques qui auraient pu le sauver. Couvert de blessures, il fut contraint de se rendre (24 février 1525). Après cette funeste bataille, qui avait coûté à la France l'élite de ses enfants, ayant fait perdre l'Italie et ouvert de toutes parts les frontières aux armées de Charles-Quint, François I^{er} écrivit à sa mère une lettre où cette pensée, *tout est perdu, hors l'honneur*, se trouvait exprimée en quelques phrases, et non d'une manière concise, comme l'écrivent la plupart des historiens. Malheureuse-

ment pour son héroïsme aveugle, François I^{er} se faisait illusion ; tout n'était pas perdu pour la France, car elle allait se sauver en dépit des fautes de son roi ; et si ce dernier, après avoir mis son royaume à deux doigts de l'abîme par son imprévoyance, croyait encore l'honneur intact, cet honneur même devait être bientôt entaché par le traité de Madrid (1526).

Par ce traité, François I^{er}, impatient de sortir de sa prison, abandonnait à l'empereur ses prétentions sur le Milanais et le royaume de Naples, et en outre l'Artois, la Flandre, Arras, Lille, Tournay, Mortagne et plusieurs autres places importantes ; il s'engageait en outre à restituer au connétable de Bourbon le Bourbonnais, l'Auvergne, la Marche, le Forez, le Beaujolais, la principauté de Dombes et la Provence. Il est vrai qu'il protesta en secret contre cette fatale convention, mais un manque de foi peut-il effacer une tache honteuse ?

Cependant, durant la captivité du roi, la reine-mère, Louise de Savoie, avait été déclarée régente. Dès que François I^{er} eut mis le pied en France, les notables, assemblés à Cognac, déclarèrent que le traité de Madrid était nul et que le roi n'avait point le pouvoir de stipuler pour sa rançon le démembrement du royaume. François aurait pu reprendre ses fers ; Charles-Quint le sommait de tenir sa parole, mais il préféra recourir aux armes. Il commença par publier la *Ligue Sainte* ; c'était une alliance qu'il avait conclue avec le pape, la république de Venise et tous les États d'Italie, pour arrêter les progrès de l'Empereur. François I^{er}, l'âme de cette Ligue, envoya Lautrec, qui se rendit maître d'une partie de la Lombardie, et qui aurait pris Naples si les maladies contagieuses, favorables aux Espa-

gnols, n'eussent enlevé une partie de l'armée française, avec leur général (1528). De son côté Charles-Quint avait envoyé en Italie le connétable de Bourbon. Ce redoutable capitaine, aidé de quinze mille brigands allemands, la plupart anabaptistes, couvrit de sang, de ruines et de dévastation les riches plaines de l'Italie septentrionale. Les Églises furent pillées et profanées, les villages incendiés, et Rome elle-même tomba au pouvoir de ces fanatiques, qui durant sept jours entiers la livrèrent aux horreurs les plus épouvantables que les démons de l'hérésie et de la guerre peuvent inventer. Les Barbares n'avaient jamais amoncelé tant de ruines sur l'Italie ; Rome eut à regretter les Goths et les Vandales. Le connétable de Bourbon n'était plus là pour arrêter le cours de tant de profanations odieuses ou sacrilèges ; il était mort en montant à l'assaut, laissant un nom justement flétri par l'histoire. Aussi coupable que Coriolan, il n'avait point, comme lui, expié son crime par le repentir (1527).

Rome était saccagée et le pape prisonnier au château Saint-Ange. L'Europe fut émue d'une indignation profonde, et Charles-Quint lui-même, soit hypocrisie, soit qu'en réalité il ne fût pas maître des bandes teutoniques qui avaient servi sous les drapeaux de son lieutenant et pour sa cause, ordonna des processions publiques pour la délivrance du pape. C'est dans cette disposition des esprits que Lautrec envahit l'Italie et vint assiéger Naples. Mais la peste décima l'armée française et emporta son général. D'un autre côté, François I^{er} ayant mécontenté Doria, amiral génois, le plus grand homme de mer de cette époque, en fut abandonné, et cette défection lui porta un coup sensible. Cependant les peuples épuisés par la guerre réclamaient à

grands cris la paix ; elle fut conclue à Cambrai. François I^{er} abandonna tous ses alliés d'Italie à la vengeance de Charles-Quint, mais il obtint de conserver la Bourgogne. Cette province, dès le début de cette lutte où sa nationalité avait été mise en question, manifesta jusqu'à quel point sa population tenait à l'honneur de demeurer française. « Si Votre
» Majesté, dirent à François I^{er} les députés de
» Bourgogne, persistait à vouloir nous livrer à une
» domination étrangère, nous en appellerions aux
» états-généraux, et s'ils nous abandonnaient, nous
» défendrions nous-mêmes notre province jusqu'à
» notre dernier soupir, et nous mourrions Français. » Le traité de Cambrai enleva à la France et ajouta aux possessions de Charles-Quint l'Artois et la Flandre ; deux millions d'écus d'or furent le prix de la rançon des deux fils de François I^{er} que ce prince avait laissés pour otages (1530).

François I^{er} faisait en France des efforts pour comprimer les progrès des hérésies, mais au dehors sa politique était indigne d'un fils aîné de l'Église. Les princes protestants d'Allemagne ayant formé une ligue contre l'empereur, François s'allia avec eux pour les soutenir ; il s'unit en outre à Soliman, empereur des Turcs, dont Charles-Quint bornait les conquêtes ; enfin il resserra son alliance avec Henri VIII, roi d'Angleterre, dans le temps même où ce prince, avide de contracter un divorce à l'abri des censures de Rome, séparait son royaume de l'Église, et opérait, par le glaive et les échafauds, l'une des plus fatales révolutions religieuses qui aient attristé le monde catholique (1530-1534).

Ces tentatives diverses ne lui furent d'aucun secours. Henri VIII avait assez à faire de verser le sang des martyrs orthodoxes ; les princes protestants

ne voyaient en François I^{er} qu'un allié équivoque, le sultan se servait de l'appui de la France, mais son amitié pour elle était fort stérile. Ce fut donc pour Charles-Quint une période de gloire ; maître d'un immense territoire et souverain d'une multitude de peuples, il eût facilement conquis la France ; mais, malgré l'étendue de ses possessions et le nombre de ses sujets, il trouvait dans ses Etats des causes de fatigue et d'épuisement qui ne lui permettaient pas de concentrer ses forces sur un seul point. Tantôt les Cortès de Castille lui refusaient les subsides nécessaires à ses guerres, tantôt la population de Gand se révoltait ; tantôt il s'agissait de s'établir au Mexique ou d'éteindre la sanglante anarchie qui désolait le Pérou. Ajoutez à cela les querelles religieuses d'Allemagne et des révoltes soulevées dans les troupes par la pénurie du trésor.

Charles-Quint fit envahir la Provence par ses armées. Celles de François I^{er} n'étaient guère en état de lutter contre lui, mais le roi de France prit une résolution désespérée. Il résolut d'entourer son ennemi d'un désert et de le combattre par les maladies et la famine. Par ses ordres toute la Provence, des Alpes à Marseille et de la mer au Dauphiné, fut dévastée avec une inflexible sévérité par le maréchal de Montmorency ; villages, fermes, moulins, tout fut brûlé, toute apparence de culture fut détruite. L'armée impériale se consuma vainement sous les murs de Marseille et fut enfin obligée de se retirer. Dans sa retraite elle perdit beaucoup de monde au passage des Alpes ; dans cet intervalle François I^{er} enleva ses Etats au duc de Savoie : mais la Picardie et la Champagne furent saccagées par les troupes de Charles-Quint (1535-1538).

Cependant l'amiral turc Barberousse, dey de

Tunis, menaçait le royaume de Naples. Cet allié de François I^{er} intervint à propos pour déterminer l'empereur à conclure une nouvelle paix. Les deux monarques eurent une entrevue à Aigues-Mortes, et s'y donnèrent les témoignages d'une réconciliation parfaite; elle ne devait pas être de longue durée.

Charles-Quint profita de cette trêve pour traverser la France d'un bout à l'autre, afin de se rendre en Flandre où une révolte des Gantois appelait ses armes. François I^{er}, se piquant d'une vertu toute chevaleresque, accorda le libre passage à son dangereux ennemi; il lui fit cependant promettre l'investiture du Milanais. L'empereur, à peine arrivé en Flandre, refusa de tenir sa parole et nia ses engagements. Beaucoup de gens, peu scrupuleux sur les moyens de parvenir à un but, blâmèrent François I^{er} de n'avoir pas saisi l'occasion de se rendre maître de la personne de l'empereur pendant qu'il se trouvait à Paris. Le fou de François I^{er}, le célèbre Triboulet, alla même jusqu'à lui donner un conseil de ce genre en dissimulant sa pensée sous les formes de la bouffonnerie. Il avait écrit sur ses tablettes que Charles-Quint était plus fou que lui de s'exposer à traverser le royaume. *Mais*, lui dit le roi, *si je le laisse passer sans rien lui faire, que diras-tu? — J'effacerai son nom et j'y mettrai le vôtre*, répondit Triboulet. François I^{er} s'honora en repoussant ces lâches insinuations (1539).

Charles-Quint ne s'en tint pas à cette perfidie; il viola le droit des gens en faisant tuer deux ambassadeurs que François I^{er} envoyait à Venise et à Constantinople. Ce double attentat devait avoir pour conséquence inévitable de nouvelles guerres. La France leva cinq armées, et François I^{er} envahit presque en même temps le Roussillon, le Piémont,

le Luxembourg, le Brabant et la Flandre. Le sultan Soliman lui prêta dans cette circonstance l'appui d'une flotte commandée par Barberousse; Nice fut bombardée par les Français et les Turcs. Cette odieuse alliance révolta la chrétienté tout entière. Cependant la France menacée sur tous les points se sauva par son énergie. Ses armées tinrent en échec les forces de l'Empire; le duc d'Enghien gagna en Piémont l'éclatante victoire de Cérisoles, à la suite de laquelle le Montferrat fut conquis. Charles-Quint échoua en personne devant Landrecies secourue par François I^{er}; il perdit ensuite le Luxembourg qu'il avait repris momentanément, et dont le duc d'Orléans, deuxième fils du roi, fit une seconde fois la conquête.

L'empereur à son tour s'unit aux protestants d'Allemagne, vivement émus des progrès de Soliman en Europe et de l'alliance de François I^{er} avec le sultan. Il envahit la Champagne et la Lorraine qu'il couvrit de sang et de ruines, et, favorisé par des intrigues de cour, parut à deux journées de marche de Paris. Mais la famine et les maladies dévoraient son armée; aussi, malgré la rapidité apparente de ses succès, il se trouva trop heureux de pouvoir signer un traité de paix à Crépy en Valois. Par cette convention l'empereur obtint la permission de sortir de France sans être inquiété, et François I^{er} renonça à ses prétentions sur Naples, l'Artois et la Flandre (1544). L'année suivante un traité fut conclu à Guines avec Henri VIII, qui, s'étant emparé de Boulogne, s'engagea à rendre cette ville moyennant une rançon de huit cent mille écus d'or et une pension annuelle de cent mille écus (1545).

Ces deux trêves terminèrent la carrière militaire de François I^{er}; elle avait duré près de trente ans,

avec des succès divers. Ouverte par la glorieuse bataille de Marignan, éteinte à la suite des deux victoires de Cérisoles et de Landrecies, elle n'avait cessé d'être pour la nation une cause d'intarissables sacrifices en argent et en hommes. Cependant nous ne voyons pas que le royaume se soit jamais lassé de soutenir la lutte ; les revers et les désastres semblaient au contraire lui donner une vigueur nouvelle : c'est qu'il s'agissait pour la France d'être ou de ne pas être. Plus d'une fois les puissances liguées contre elle parlèrent de la démembrer, et cette menace audacieuse, en faisant comprendre au pays l'étendue de son danger, lui donna la force de se soustraire à sa ruine. L'imprévoyance et la témérité du roi furent pour beaucoup dans les défaites, l'énergie de la France contribua puissamment aux victoires. On aurait tort, toutefois, de ne voir dans toute la conduite de François I^{er} qu'un courage chevaleresque et sans intelligence ; l'âge mûrit ses talents, les malheurs lui donnèrent de rudes leçons dont il profita. Il se dévoua à une idée profondément raisonnable, celle d'affaiblir la maison d'Autriche ; si ses moyens ne furent pas toujours avoués par la prudence et la raison, on peut dire que son but était à la fois sage et habile. S'il ne parvint pas à l'accomplir entièrement, du moins est-il certain qu'il tint en échec la puissance de l'empereur et balança sa prépondérance européenne. S'il avait eu moins de témérité dans sa bravoure personnelle, s'il n'avait point cédé dans le choix de ses généraux aux conseils des courtisans et des femmes sans mœurs qui formaient son entourage, ses entreprises eussent été plus souvent couronnées par le succès.

François I^{er} avait trouvé la féodalité vaincue et affaiblie : il n'entreprit pas de la relever, et travailla

au contraire à lui enlever encore du terrain : les mœurs publiques continuaient à se prêter à ses des-seins. La Bretagne, définitivement réunie à la couronne par le mariage du roi avec Claude, fille de Louis XII, se résigna enfin à voir disparaître sa nationalité. Nous avons vu avec quelle énergie la Bourgogne se déclarait française ; les peuples de la langue d'Oc et ceux de la langue d'Oyl (et c'est la dernière fois que nous employons ces noms qui désormais n'auront plus de signification très-distincte) s'harmonisaient silencieusement, non au point de faire disparaître les différences de races, qui subsistent encore, mais assez pour faire de la France un royaume compacte et homogène. Les rois n'ayant guère besoin des communes s'inquiétaient peu d'enfreindre les libertés municipales, et s'ils les maintenaient, c'était tout au plus comme de pures formes sans importance politique. Les communes, qui avaient joué un rôle si considérable, cessaient d'être un élément digne de respect dans l'organisation sociale ; les rois avaient obtenu d'elles ce qu'ils voulaient, c'est-à-dire une assistance contre les grands. Le dernier des grands vassaux avait été dépouillé de ses fiefs sans pouvoir tirer d'autre vengeance que de se mettre à la solde de l'Empire ; le connétable de Montmorency fut disgrâcié et relégué sur ses terres, et personne, parmi les grands, ne se crut solidaire de cet affront. La royauté absorbait tout. Aussi François I^{er} évita-t-il soigneusement de convoquer les états-généraux ; il les remplaça par des réunions de notables ; mais comme les membres de ces assemblées étaient choisis par le roi ou ses ministres, ce n'était qu'un grand conseil au service de la cour et sans importance comme sans popularité. Les trois ordres se soumirent sans résistance

à voir leurs privilèges oubliés ou méconnus ; les parlements seuls, ou pour mieux dire le parlement de Paris, tinrent à leurs vieilles prérogatives. La plus importante consistait à pouvoir s'opposer, au moins jusqu'à de nouveaux ordres impératifs, à l'enregistrement des édits du roi. C'était là une sorte de *veto suspensif* au moyen duquel ce corps judiciaire empiétait sur les attributions du pouvoir législatif. D'un autre côté le parlement tendait à se substituer, au moins indirectement, à l'ancienne juridiction féodale de la cour des pairs et aux états-généraux du royaume. C'eût été pour la couronne un faible contre-poids, une opposition facile à briser dans les circonstances extrêmes ; mais François I^{er}, jaloux des droits que Louis XI avait transmis à ses successeurs, redoutait jusqu'à l'ombre même d'une contradiction. Il défendit à plusieurs reprises au parlement de s'immiscer dans les questions de gouvernement et de politique générale, et de se refuser à transcrire les ordonnances royales sur ses registres, formalité qui les rendait exécutoires. Il lui laissa la faculté de faire d'humbles remontrances, sauf ensuite au roi, s'il ne les agréait, à passer outre. Ces garanties, sans portée et sans dignité, étaient les seules que François I^{er} laissât à sa noblesse et au peuple contre les caprices de la couronne ; encore ce prince en affaiblit-il l'effet en livrant les offices de la magistrature à ses agents ou à ses créatures. Ces charges furent vendues au plus offrant, et la vénalité eut pour résultat d'augmenter la corruption des juges. *Croyez*, disait le premier président Gaillard à François I^{er}, *que ceux qui ont si cher acheté la justice la vendront*. Le parlement rejeté par la noblesse qui ne voulait pas l'admettre dans son sein, séparé de la bourgeoisie par sa

morgue, depuis longtemps ennemi du clergé dont il attaquait sans cesse les droits sous prétexte de défendre les libertés de l'Eglise gallicane, ne fut bien souvent que le jouet de l'autorité royale, et celle-ci, feignant de lui céder dans de petites questions, afin d'abuser l'esprit public, se mit peu en peine de ses remontrances dans toutes les affaires graves où un conflit s'élevait entre les deux pouvoirs.

Roi absolu, médiocre politique et intrépide chevalier, François I^{er} obtint de ses contemporains le surnom de *Père des Lettres*; il les aima et les protégea. Jaloux de l'illustration que les chefs-d'œuvre de l'intelligence et de l'art donnent à un règne, et digne émule de Léon X qui attacha son nom à ce siècle, il s'entoura de savants et d'artistes, les combla de dignités et de largesses, et encouragea leurs travaux par son exemple et sa munificence. Les arts, négligés à Rome après la mort de Léon X, vinrent orner la cour brillante du roi de France. François I^{er} rétablit ou embellit Fontainebleau, Saint-Germain-en-Laye, Chambord, Villiers-Cotterets; il éleva le château de Madrid dans le bois de Boulogne, fit commencer le Louvre et entourer de fortifications le Havre-de-Grâce. Après avoir mis tout en œuvre pour enlever Jules Romain à l'école romaine, il réussit à attirer à Fontainebleau Léonard de Vinci, l'un des grands maîtres de l'école florentine. Il fit venir en France le célèbre Benvenuto Cellini; il appela d'Italie le Primatice, André del Sarto et Salviati; ces artistes justement célèbres, et avec eux maître Roux (le Rosso), architecte habile, donnèrent l'impulsion à la statuaire et à la peinture françaises. Les artistes nationaux quittèrent leur manière pour adopter celle du Primatice: Jean Cousin, Germain Pilon et

Philibert Delorme s'annonçaient déjà. Tout le monde sait que Léonard de Vinci mourut à Fontainebleau entre les bras de François I^{er} ; et comme les courtisans s'étonnaient de la vive douleur du monarque, ce prince leur dit : « Ne soyez point surpris des honneurs que je rends à ce grand peintre. Je peux faire, quand il me plaît, des seigneurs tels que vous, mais il n'y a que Dieu qui puisse faire un homme tel que celui qui se meurt. »

François I^{er} fonda l'imprimerie royale et le collège royal, où l'on enseignait les langues savantes : il enrichit sa bibliothèque de livres précieux. Jusqu'à lui les actes publics et les arrêts de la justice avaient été rédigés en un latin semé d'étranges barbarismes, et cette coutume donnait lieu à de nombreux embarras ; il ordonna qu'ils fussent désormais écrits en français. Par suite d'un accident qui lui survint, il introduisit la coutume de porter les cheveux courts et la barbe longue.

Mais une innovation bien autrement grave qui eut lieu sous ce règne, et dont je n'ai point parlé jusqu'à ce moment pour ne pas scinder le récit des faits militaires, fut la fatale révolution religieuse connue sous le nom de réforme protestante.

Les hérésies sont une preuve permanente de la vérité de l'Évangile ; le Sauveur les a prédites lui-même à ses apôtres pour que notre foi ne chancelât pas. C'est l'ivraie furtivement mêlée au bon grain et que le père de famille tolère jusqu'au jour de la moisson ; c'est le mauvais arbre qui ne porte pas de bons fruits ; ce sont les faux prophètes, vêtus comme des agneaux, et en réalité loups ravis-seurs.

Le feu épure l'or et l'hérésie éprouve l'Église ; elle enseigne aux ministres du Seigneur à garder intacte,

avec une sainte jalousie, la dignité de leur sacerdoce ; et c'est quand les liens de la discipline se relâchent, quand l'ambition humaine cherche à ternir de son souffle les choses qui doivent rester saintes, que Dieu, dont les jugements sont un abîme, permet que son peuple subisse les agressions des persécuteurs. C'est ainsi qu'aux jours antiques, lorsqu'Israël sentait sa foi s'affaiblir et que les tribus sacrifiaient aux idoles sur les hauts lieux, Dieu retirait de son peuple sa main protectrice et abandonnait les Juifs aux Gentils. Mais les semaines de captivité avaient enfin leur terme, et les prophéties s'accomplissaient alors même que les prophètes étaient lapidés entre le parvis et le sanctuaire.

Des abus s'étaient introduits dans la discipline ecclésiastique ; des plaintes, trop souvent fondées, s'élevaient contre le faste de quelques prélats, contre le relâchement de la règle dans certaines abbayes, contre l'ignorance d'un grand nombre de moines. Sur beaucoup de points les peuples avaient eu à déplorer l'abandon des principes catholiques, l'inobservation des lois canoniques et même l'abus des plus pieuses croyances. Ces malheurs étaient dus, en grande partie, aux troubles politiques qui depuis les croisades avaient bouleversé l'Europe. Dans ces siècles d'orages continus et de tempêtes universelles, le vaisseau de l'église n'avait point fait naufrage : c'est une extrémité que nous n'aurons jamais à craindre ; mais il avait été fortement agité et tourmenté. L'avènement des Borgia et des La Rovère au trône pontifical avait été, pour plusieurs causes, une source de tristesse et d'affliction ; mais il n'y avait eu dans leurs vices ou leurs fautes qu'une occasion d'épreuves et non de chute pour la religion catholique. La foi était demeurée pure et intacte ; le

siège de Rome était resté le centre de communion ; les mystères et les dogmes, qui forment l'économie même de la religion et se trouvent indissolublement incorporés au christianisme dès sa naissance, n'avaient subi aucune altération. De violentes tentatives avaient été faites dès les premiers jours de l'Église jusqu'aux Vaudois, et depuis ces derniers jusqu'à Jean Hus, Wiclef et Jérôme de Prague, pour séparer ces augustes croyances du christianisme ; mais les novateurs et leurs sectaires étaient venus se briser contre la pierre symbolique sur laquelle l'édifice catholique repose.

Une tentative non moins audacieuse, mais dont les suites devaient être plus durables, eut lieu dans les premières années du xvr^e siècle, sous le pontificat de Léon X (1517). Des religieux de l'ordre des Jacobins, d'autres disent des Dominicains, avaient été chargés de prêcher des indulgences en Allemagne ; ils s'acquittèrent de leur mission de manière à exciter des murmures et des résistances, dissipant en plaisirs le fruit des aumônes. Les Augustins avaient eu plusieurs fois le privilège de publier les indulgences ; ils voyaient avec déplaisir leurs honneurs transférés à un ordre rival. Les murmures excités par les prédicateurs leur fournirent un prétexte. Un moine augustin, docteur de l'université de Wittemberg, le trop fameux Martin Luther, écrivit contre eux ; il avait à la fois à combattre quelques scandales et à soutenir les jalousies de son couvent. Ce premier écrit souleva une polémique très-irritante. Luther ne s'en tint pas là ; il attaqua d'abord les abus des indulgences ; puis, la querelle s'envenimant, les indulgences elles-mêmes furent incriminées par ce novateur. Une fois engagé dans cette voie fatale, Luther subit toutes les conséquen-

ces de sa révolte contre Rome : on ne peut être hérésiarque à demi. Il écrivit donc successivement contre la doctrine de l'Église sur le péché originel, la justification et les sacrements. Condamné par le pape, il jeta entièrement le frein, attaqua hautement les croyances et les doctrines les plus révérees, nia le purgatoire, le libre arbitre, le mérite des bonnes œuvres, et renouvela les plus dangereuses erreurs qui depuis Arius et Wiclef eussent encore été enseignées aux hommes.

Un système qui abolissait la confession, dispensait du célibat les personnes consacrées à Dieu, permettait à chacun de secouer l'autorité et de se faire à soi-même, par la lecture de la Bible, une religion particulière, devait trouver beaucoup de crédit dans le sein des masses ignorantes et corrompues ; son succès était certain parmi les savants, dont il flattait l'orgueil, et même dans quelques monastères, où le relâchement des mœurs s'était introduit. D'un autre côté, comme la nouvelle doctrine autorisait les princes à confisquer les biens temporels de l'Église, on devait s'attendre à voir beaucoup de souverains l'adopter par politique ou par cupidité. La débauche du peuple, la vanité des docteurs, la concupiscence sacrilège des apostats, et enfin l'avarice des princes, toutes les ressources dont l'enfer se sert pour perdre les âmes, telles furent donc les premières colonnes de l'hérésie. Luther donna l'exemple ; il écrivit d'abord contre le pape des livres dont le style emphatique, ridicule, quelquefois énergique, est encore dégradé par l'usage fréquent d'injures ignobles empruntées au vocabulaire des gens pris de vin ; ses obscènes grossièretés trouvèrent faveur parmi la multitude, toujours facile à charmer par de pareils artifices. Ensuite, au mépris de ses

vœux monastiques, il épousa publiquement une religieuse qu'il avait pervertie par ses conseils ; joignant le précepte à l'exemple, il autorisa le landgrave de Hesse à se marier une seconde fois, du vivant de sa première femme ; enfin un grand nombre de princes protestants, encouragés par sa doctrine, firent main-basse sur les trésors et sur les domaines de l'Église, et leur conduite fut imitée par le peuple, qui pilla les abbayes, brisa les images, profana les saintes reliques et se livra à d'affreux désordres. L'Allemagne fut le premier théâtre de ces excès ; elle en porta la première la peine.

La prétendue réforme de Luther, laissant à chacun le droit d'interpréter le dogme, fut le signal d'une foule d'hérésies plus sauvages ou plus dangereuses encore. Les anabaptistes, poussant jusqu'au bout la logique de Luther, proclamèrent l'abolition de tout pouvoir et la communauté des biens et des femmes. C'était la révolte politique et sociale qui fermentait déjà comme une conséquence inévitable de la révolte religieuse. Les princes s'armèrent contre ces misérables fanatiques et en exterminèrent un grand nombre. Si Charles-Quint et les souverains catholiques eussent voulu employer la même énergie à l'égard des luthériens, ils seraient venus à bout de les comprimer, comme on l'avait fait autrefois des Hussites et des Albigeois ; mais ils ne l'osèrent point ou ne comprirent pas les secrets de l'avenir. Charles-Quint convoqua en 1526 la diète de Spire, qui, après avoir accordé aux novateurs la liberté de conscience, défendit, en 1529, d'étendre la prétendue réforme dans les États où elle ne s'était point introduite. L'électeur de Saxe, le landgrave de Hesse, d'autres princes allemands et quatorze députés des villes impériales, au nombre desquelles se

trouvait Strasbourg, opposèrent à ce décret une protestation solennelle, et c'est de là que vint la dénomination des *protestants*, d'abord particulière aux luthériens, et qui dans la suite fut appliquée à toutes les autres sectes.

Les protestants, qui avaient secoué l'autorité du pape, furent effrayés du nombre des sectes qui se formaient en vertu de leur principe de libre interprétation des saintes Écritures; ils s'assemblèrent et dressèrent un symbole connu sous le nom de Confession d'Augsbourg (1530). Cet acte fut rédigé par Mélanchton, l'un des plus fameux disciples de Luther. Mais comment se soumettre à Luther et à Mélanchton lorsqu'on avait nié l'autorité du pape et des conciles? Cette inconséquence était manifeste; aussi l'on ne s'en tint pas à la confession d'Augsbourg. Cette confession fut d'abord changée par son auteur Mélanchton; Luther dressa à son tour, en 1557, les actes de Smalkalde. On vit paraître plus tard la Confession saxonne, celle de Wittemberg, celle de Zwingle, celle de Genève, celle de France, celle d'Angleterre, celle d'Écosse; l'électeur palatin avait la sienne; enfin l'esprit se lasserait à compter le nombre des hérésies et leurs variations. Chaque jour un novateur ajoutait ou retranchait quelque chose au symbole des autres. Ceux qui, comme Luther, avaient d'abord reconnu la présence réelle dans l'Eucharistie, la nièrent ensuite. Les articles de foi furent votés au scrutin, et l'hérésie, de nos jours, en est encore à se transformer, à se modifier; elle n'a conservé que sa haine implacable contre Rome. Rome, de son côté, et par ce mot symbolique je comprends le catholicisme tout entier, l'Église de Dieu, Rome restait unie et forte; les siècles ne changeaient rien à sa doctrine. La vérité

est de tous les temps ; l'erreur, de sa nature, change et se transforme.

La révolution religieuse, en dépit des trop faibles efforts de Charles-Quint, soulevait peu à peu toute l'Allemagne septentrionale ; elle se répandit dans la Prusse, où le grand-maître de l'ordre Teutonique se fit luthérien ; elle envahit dans la suite le Danemarck et la Suède, où la noblesse et les rois étaient impatients de dépouiller le clergé ; mais déjà elle avait gagné l'Angleterre, grâce aux passions haineuses et désordonnées d'Henri VIII. Ce prince, voulant épouser Anne de Bouleyn du vivant de Catherine d'Aragon, sa première femme, ne trouva pas le saint-siège disposé à se rendre complice de son divorce ; n'écoutant alors que son coupable amour, il se sépara avec éclat de l'Eglise romaine et se fit décerner par son parlement le titre de chef suprême de l'Eglise anglicane, avec toutes les prérogatives spirituelles précédemment exercées par le pape. Une fois entré dans cette voie du schisme, il ne fut plus le maître de s'arrêter, et ce même homme qui, à une autre époque, avait combattu Luther et reçu de Léon X le titre glorieux de *défenseur de la Foi*, ne tarda pas à altérer le dogme et à dénaturer l'essence même de la doctrine catholique. Telle fut l'origine de cette déplorable scission qui fit couler le sang de tant de martyrs et causa la perte de tant d'âmes, non-seulement dans les trois royaumes, mais encore dans toutes les contrées lointaines où s'étendit depuis la domination anglaise. L'orgueil avait suscité Luther, la débauche avait favorisé les progrès de son hérésie ; les deux mêmes mobiles dirigèrent Henri VIII et lui assurèrent dans l'avenir une place plus odieuse que celle de Julien-l'Apostat (1533).

Les erreurs de Luther furent publiquement condamnées en France par un arrêt de la Sorbonne (1521) ; mais cette décision n'empêcha pas plusieurs esprits inquiets ou remuants de les adopter ; elles se répandirent, pour la première fois, à Meaux, où elles furent embrassées avec avidité par des cardeurs de laine. L'un de ces ouvriers, le nommé Jean Leclerc, afficha sur les murs de la cathédrale un placard injurieux contre les indulgences ; il fut, pour cet acte audacieux, fustigé et flétri au front ; mais il n'en persévéra pas moins dans ses idées et les prêcha d'abord dans la Brie, puis à Metz. C'est dans cette ville, alors étrangère au royaume, et soumise à l'évêque cardinal Jean de Lorraine, que ce misérable périt du supplice du feu. Un moine augustin, que son exemple n'intimida point et qui osa également enseigner l'hérésie au peuple de Metz, ne tarda pas à subir le même sort (1524). Cependant François I^{er} ne parut pas dans le principe s'effrayer de l'hérésie ; homme frivole, absorbé par des rêveries de soldat et énérvé par des plaisirs de courtisan, il s'inquiétait peu de ce que Léon X lui-même avait pris pour une simple querelle de moines ; il ne savait pas encore combien le repos des États dépend de l'unité de la foi ; et ce qu'il y a de profondément anarchique dans les conséquences de toute doctrine dont le point de départ est le mépris de l'autorité. Vainement la Sorbonne et le parlement sévissaient contre les novateurs ; il arrêta leurs poursuites. La défaite de Pavie et la captivité du roi donnèrent momentanément l'empire à d'autres idées. Le parlement détermina Louise de Savoie à renoncer à l'indulgence dont on usait en France à l'égard des luthériens, et la régente ordonna l'exécution de deux sectaires. François I^{er}, rendu à la liberté, suspen-

dit ces rigueurs, et, à l'abri de sa condescendance royale, les doctrines de Zwingle, le Luther de la Suisse, se répandirent assez rapidement dans le royaume. Les sectateurs de Zwingle rejetaient la présence réelle dans l'Eucharistie et proscrivaient toute espèce de messe ; elles furent adoptées par Jean Calvin, ecclésiastique, natif de Noyon, homme fourbe, écrivain subtil, esprit froid et penseur fanatique. Cet homme vint dogmatiser à Paris ; mais François I^{er}, qui avait enfin ouvert les yeux, sinon sur les douleurs de la religion, du moins sur les dangers de son trône, l'obligea de se réfugier à Genève, où l'hérétique Farel, disciple de Zwingle, l'invitait à venir partager son déplorable apostolat (1534). Banni de cette ville, il y rentra en 1541 et y exerça jusqu'à sa mort une autorité absolue. C'est lui qui donna à la religion de Genève son organisation définitive ; il en régla la doctrine et la discipline. Malheur alors à quiconque s'élevait contre les opinions ou les décisions de cet homme ! Le sectaire qui avait osé se révolter contre les dogmes de l'Eglise et nier ce que nos pères avaient cru depuis Jésus-Christ ne permettait à personne de révoquer en doute ses propres jugements. Aussi inconséquent que Luther, et non moins intolérant, il proclamait par sa conduite qu'il était permis à un homme isolé de nier ce que l'Eglise affirmait et d'interpréter à sa guise les textes saints ; mais il faisait périr dans les bûchers et sous la hache ceux qui osaient agir contre lui conformément à son principe. En livrant aux flammes leurs adversaires, en faisant périr par le glaive les populations demeurées fidèles, les prétendus réformateurs, qui inondèrent de sang une partie de l'Europe, se sont ôté le droit de se plaindre des arrêts prononcés contre eux par les juges catholiques.

Les hérétiques relaps ou convaincus de soulever les esprits contre la foi, furent à plusieurs reprises poursuivis en France ; les rigueurs déployées à cette occasion n'atteignirent que les principaux chefs, les autres travaillèrent dans l'ombre. Déjà ils comptaient des complices avoués ou secrets jusque dans le sein du parlement et sur les marches mêmes du trône. François I^{er}, accessible aux idées les plus contraires, livré aux conseils de ses courtisans ou de ses favorites, sévissait tantôt contre les protestants, lorsqu'il voulait donner des gages de son orthodoxie ou calmer les remords que lui causaient ses débauches, et tantôt fermait les yeux sur leurs prédications, lorsque ses alliances d'Allemagne ou les intérêts de sa politique semblaient le lui prescrire. Sa propre sœur, Marguerite, reine de Navarre, tendait aux hérétiques, pour les aider, la même main qui lui avait servi à écrire des contes obscènes. L'impureté, la cupidité et l'erreur se prêtaient un mutuel appui.

Ainsi l'Europe était agitée par des orages ; ainsi les nouveautés religieuses se propagaient sur tous les points, n'épargnant que la péninsule espagnole et portugaise, et partout ailleurs faisant germer les haines, les sacrilèges, les agressions sanglantes et les représailles. L'Allemagne et l'Italie avaient été inondées de sang par les hordes de féroces anabaptistes, dont le premier tort était d'être conséquentes avec le principe même de la réforme. Partout les églises avaient été profanées ou pillées, la cendre des saints jetée au vent, les reliques souillées, les prêtres, les religieuses et les fidèles livrés à l'outrage ou au glaive. Le désert des Maremmes de Sienne, au cœur de l'Italie, atteste encore, aux yeux du voyageur attristé, les brigandages exercés au nom et pour la cause de la réforme. Cent ans de

discordes atroces en France, de persécutions cruelles en Angleterre, d'assassinats en Écosse, de sanglantes guerres en Suisse et en Allemagne, furent les conséquences inévitables de cette fatale révolution. Au milieu de tant de ruines, et le cœur navré de tant de misères, sachons adorer les desseins inexplicables de Dieu et méditer les graves enseignements qui naissent de toute révolte contre la vieille foi de nos ancêtres.

Loin de nous, en constatant ce double fait, prouvé par l'histoire, que la réforme fut la source des plus affreuses calamités et que ses partisans promènèrent les premiers sur la société catholique le fer et la torche ; loin de nous, dis-je, la pensée de justifier les attentats qui eurent lieu de la part de leurs adversaires dans cette lutte si imprudemment soulevée ! La haine, l'ambition, le désordre des mœurs et la cruauté entachèrent trop souvent la résistance des populations fidèles. Le sang répandu et les profanations multipliées donnèrent lieu à de terribles vengeances dont les exécuteurs oublièrent souvent qu'ils avaient à combattre pour une religion de charité et d'amour, pour un Dieu qui pria pour ses bourreaux. Mais ces exceptions douloureuses se reproduisent à toutes les époques où les masses sont en présence. Les passions de l'homme portent des fruits de mort. L'Église abhorre le sang ; elle n'est point responsable des fureurs du glaive et des égarements de la multitude ; comme son divin Maître, elle prie pour ses persécuteurs, parce que trop souvent *ils ignorent ce qu'ils font*. Si donc, dans le cours de cette histoire, nous avons à déplorer les crimes qui furent commis de part et d'autre, nous protestons d'avance que jamais, à nos yeux, rien ne justifiera les crimes de la guerre ou de la haine.

Ainsi nous avons en horreur les cruautés auxquelles donna lieu l'exécution d'un arrêt rendu par le parlement d'Aix, en Provence, contre une colonie de Vaudois qui habitait quelques districts de la Provence. Cette population, instinctivement ennemie des catholiques, entretenait de coupables intelligences avec les hérétiques de Genève. L'intérêt du royaume et celui de la foi exigeaient qu'elle fût mise hors d'état de nuire ; mais on devait distinguer entre les coupables et les innocents ; les uns et les autres furent enveloppés dans une proscription commune. Le président d'Oppède, l'avocat général Guérin, le baron de la Garde, trois hommes que cet attentat a rendus déplorablement célèbres, entrèrent avec des troupes sur le territoire occupé par ces hérétiques. Les bourgs de Mérindol et de Cabrières et vingt-deux villages furent livrés aux flammes, les habitants exterminés avec une férocité inouïe, le pays changé en désert (1545). Il est juste de dire que, sous le successeur de François I^{er}, des poursuites furent dirigées contre les coupables ; mais ces massacres eurent un affreux retentissement, et ils impriment une tache au nom du prince par les ordres duquel ils furent commis.

Le règne de François I^{er} fut contemporain de deux événements d'une haute importance dans l'ordre des idées catholiques : la convocation du concile de Trente, et l'institution de la Compagnie de Jésus.

Il n'entre pas dans le cadre que je me suis tracé de faire l'histoire des travaux de cette compagnie, que Dieu suscita pour combattre à la fois le paganisme chez les peuples encore soumis au culte des idoles, et le protestantisme dans tous les pays chrétiens. Elle fut l'avant-garde de l'Église, elle en fut la lance et le bouclier. Pour prix de ses longs

travaux, et comme le divin maître dont elle portait le nom, elle ne recueillit que les persécutions ou la haine. C'est la condition de ceux qui se consacrent à la défense de la vérité; et s'il en était autrement, l'accomplissement du bien serait trop facile; c'est au prix de la sueur de son front que l'homme mange son pain, au prix de leur sang que les confesseurs rendent témoignage et arrivent à la conquête des âmes.

Le monde en était là lorsque François I^{er} mourut à Rambouillet des suites d'une maladie causée par ses débauches (1547).

SYNCHRONISMES.

1519-1521. Conquête du Mexique par Fernand Cortez. Voyage autour du monde entrepris par Magellan.

1523. Copernic explique le système du monde. Découverte et conquête du Canada.

1525. Découverte et conquête du Pérou.

1535. Une ordonnance de François I^{er} supprime l'imprimerie. (Cette ordonnance, provoquée par l'invasion du protestantisme, fut peu de temps après révoquée.)

HENRI II.

(1547-1559).

Le fils de François I^{er} semblait avoir pris son père pour modèle ; il en avait les qualités et les vices, mais à un degré inférieur. Son respect pour la religion était plus sincère peut-être, mais il suivit l'exemple que le dernier roi avait donné, celui d'offrir à son peuple le spectacle de l'adultère couronné et triomphant. La célèbre Diane de Poitiers, bien qu'âgée de quarante-sept ans, réussit à dominer ce prince déjà marié à la trop fameuse Catherine de Médicis.

Le commencement du règne d'Henri II fut signalé par des révoltes en Guienne et en Poitou. Les paysans prirent les armes (1548) et massacrèrent quelques receveurs de gabelle ; dans quelques lieux les nobles furent attaqués. A Bordeaux le peuple s'empara du château Trompette. Le roi ayant promis de diminuer l'impôt, le calme revint ; mais Henri II en profita pour envoyer des troupes dans les provinces où ces agitations avaient eu lieu. Un grand nombre de séditieux furent recherchés et mis à mort, et les principales villes se virent dépouillées de leurs franchises municipales. Par compensation la gabelle fut réduite.

Henri II publia des édits sévères contre les protestants, mais le nombre et l'opiniâtreté des sectaires augmentaient chaque jour. Une fermentation violente annonçait de prochains orages.

Cependant la guerre avait recommencé au dehors ; le jeune roi la fit avec succès et imposa la paix à l'Angleterre en 1550. L'année suivante est célèbre

par la ligue pour la défense de la liberté germanique ; par ce traité, Henri II, Maurice, électeur de Saxe, et Albert, marquis de Brandebourg, se réunirent contre l'empereur Charles-Quint. Le roi de France marcha, en 1552, contre les troupes impériales ; il prit Metz, Toul et Verdun, villes qui depuis lors ont toujours appartenu à la France, pour prix de la liberté qu'elle avait donnée à l'Allemagne. Charles-Quint ayant donné aux luthériens entière sûreté pour leur religion et conclu la paix avec les princes allemands ligués contre lui, Henri II resta seul à faire la guerre à l'empereur. Charles-Quint parut devant Metz avec une armée de cent mille hommes. François de Lorraine, duc de Guise, défendit vaillamment cette ville. L'empereur fut contraint de se retirer, après avoir perdu trente mille hommes à ce siège mémorable. Les débris de ses troupes, pour se venger de leur honteuse défaite, saccagèrent la Picardie, s'emparèrent de Téroüanne et la démolirent. Henri II prit sa revanche en ravageant le Brabant, le Hainaut et le Cambrésis ; ce prince défit ensuite les Impériaux à la bataille de Renti, dont cependant il fut obligé de lever le siège (1554). Les Français furent moins heureux à la bataille de Marciano en Toscane, perdue la même année par Strozzi et gagnée par le marquis de Mariignan. L'épuisement des puissances belligérantes ralentit la guerre, et en 1556 une trêve de cinq ans fut conclue à Vaucelles. Mais tout à coup Charles-Quint abdiqua ses couronnes et se retira dans un cloître. Soit dégoût des grandeurs, soit trouble de conscience, il voulut vivre en solitaire, et résigna une partie de ses vastes États à son fils, le sombre et austère Philippe II, déjà époux de Marie Tudor, fille d'Henri VIII et reine d'Angleterre. L'Espa-

gne, le royaume de Naples, la Sicile, le Milanais, les Pays-Bas et la Franche-Comté appartinrent dès lors à ce roi; mais Ferdinand, frère de Charles-Quint, garda pour lui l'empire d'Allemagne. Ainsi la maison d'Autriche fut divisée en deux branches.

La guerre éclata de nouveau. Philippe II, du fond de son cabinet, remuait le monde par sa politique astucieuse. Il envoya en Picardie quarante mille hommes commandés par Emmanuel-Philibert, duc de Savoie, l'un des plus grands capitaines de son siècle. L'armée française, sous les ordres du vieux connétable Anne de Montmorency, entreprit de faire lever le siège de Saint-Quentin, où commandait l'amiral de Coligny. Le 10 août 1557 elle fut entièrement détruite dans un marais, où, par l'imprudence de ses chefs, elle s'était imprudemment cantonnée. Le duc d'Enghien fut blessé à mort, l'élite de la noblesse périt, le connétable et les principaux chefs furent faits prisonniers. Ce désastre jeta le deuil dans la France; le royaume était ouvert de toutes parts à l'ennemi, les soldats et l'argent manquaient. Dans cette extrémité le roi ne fit pas en vain appel au patriotisme de ses peuples et au courage de sa noblesse. La haine de l'étranger enfanta des prodiges; déjà elle avait donné lieu à des exemples de dévouement. Les chanoines de Saint-Quentin, auxquels l'ennemi voulait laisser la jouissance de leurs bénéfices, se retirèrent généreusement en disant : « Nous ne voulons pas de-
» meurer dans une ville où il ne nous serait pas per-
» mis de prier Dieu publiquement pour le bonheur de
» notre pays. »

Cependant la noblesse s'armait et les communes épuisaient leurs ressources pour la défense du royaume. Le roi reconnut alors la vérité de ces

paroles que François I^{er} lui avait adressées en mourant, que *les Français étaient le meilleur peuple du monde, toujours prêt aux plus durs sacrifices*. Le duc de Guise, rappelé d'Italie, rassembla une armée et rassura le royaume par la conquête de Calais, que les Anglais possédaient depuis près de deux siècles ; il s'empara ensuite de Guines et de Thionville. Vers le même temps le duc de Nevers enleva Charlemont, le maréchal de Thermes Dunkerque, et le maréchal de Brissac défendit pied à pied le Piémont, contre le duc d'Albe. Cependant les Français furent battus devant Gravelines (1558). L'année suivante Henri II fit la paix avec l'Angleterre et l'Espagne. Un traité fut conclu au Cateau-Cambrésis, et le roi de France, peu digne de sa fortune et de l'énergie de ses lieutenants, se soumit à des conditions fort onéreuses. Il perdit par cette convention, dit le président Hénault, ce que les armes espagnoles n'auraient pu lui enlever après trente années de succès. Cette opinion semble toutefois fort exagérée lorsqu'on voit la France conserver Metz, Toul, Verdun, Calais et d'autres places qui couvrirent vers le Nord ses frontières jusqu'alors sans défense. Par la même paix on stipula les mariages d'Élisabeth, fille du roi, avec Philippe II, et de sa sœur Marguerite avec le duc de Savoie. Les fêtes qui eurent lieu à l'occasion de cette dernière alliance furent troublées par un déplorable accident. On donnait un grand tournoi en présence de la cour, et le roi venait de signaler sa vigueur et son adresse dans plusieurs assauts lorsqu'il voulut, avant de sortir de la lice, rompre encore une lance avec le comte de Montgommery, son capitaine des gardes. La violence du choc fit voler les deux lances en éclats ; mais le comte, n'ayant point eu la présence d'esprit

de se débarrasser du tronçon qu'il tenait en main, heurta malheureusement le casque du roi, et ce prince reçut à l'œil une grave blessure des suites de laquelle il mourut le onzième jour (1559). Henri II était âgé de quarante-un ans et en avait régné douze. C'est sous ce règne que la cour étala le plus grand luxe, la plus grande politesse de mœurs, mais en même temps une fatale corruption qui du trône ne descendit que trop dans les rangs subalternes. Henri II aimait les lettres, protégeait les savants, et subvenait à ses libéralités et aux excès du luxe en écrasant le peuple d'impôts; aussi emporta-t-il avec lui les regrets des courtisans, plutôt que ceux de la France. Il avait publié une ordonnance contre les duels judiciaires, coutume sauvage qui fut enfin abolie de son temps. Ses édits contre les protestants n'empêchèrent pas les novateurs de faire, aux portes de Paris, dans le Pré-aux-Clercs, une procession publique; ils étaient enhardis par les dispositions du parlement, dans le sein duquel ils compaient des co-réligionnaires; le roi se rendit lui-même au milieu de cette assemblée et y fit arrêter plusieurs conseillers convaincus de sympathiser avec l'hérésie. Vains efforts; déjà les calvinistes formaient un parti redoutable dans l'État; ils tenaient des assemblées, non plus en secret, mais à ciel ouvert, et s'organisaient sur tous les points pour la guerre civile. Les temps étaient venus où la France, attaquée dans sa foi, allait être livrée, en l'honneur de la réforme, aux misères dont elle avait perdu le souvenir depuis la fatale rivalité des Bourguignons et des Armagnacs.

SYNCHRONISMES.

1547. Conjuration de Fiesque contre Doria, doge de Gènes.

1550. Invention des arquebuses. Les Jésuites s'établissent en Afrique et en Amérique. Quatre ans plus tard, ils envoient des missionnaires au Congo.

1555. Abdication de Charles-Quint.

FRANÇOIS II.

(1559).

Henri II laissait quatre fils. L'aîné, François, prince valétudinaire et à peine âgé de seize ans, lui succéda et ne régna que dix-huit mois ; mais ce faible espace de temps fut signalé par de nombreux orages. Une réaction féodale se manifesta contre le trône à la faveur des troubles suscités par le protestantisme. Les grands seigneurs, que la main de fer de Louis XI avait profondément abaissés, entreprirent de se relever de leur humiliation. Comme depuis le siècle de Louis-le-Gros l'union des rois et des communes avait fait la faiblesse des grands, ceux-ci comprirent enfin que, pour reconquérir leurs anciens privilèges, il fallait s'appuyer à leur tour sur l'esprit des masses ou, du moins, sur des idées de conscience. Dans cette intention, un très-grand nombre associèrent leur cause à celle de la réforme ; ils encouragèrent leurs vassaux à secouer le joug de l'Église, et les trouvèrent dès-lors fort disposés à se soustraire à l'autorité du roi. L'avarice des princes avait facilité les progrès de Luther en Allemagne ; l'ambition féodale propagea en France, particulièrement dans le Midi, la funeste hérésie de Calvin. La même cause donna une haute importance politique à ceux d'entre les seigneurs et les princes qui demeurèrent fidèles à la vieille foi ; ils trouvèrent appui dans les populations catholiques, sympathie dans le clergé, et insensiblement ils grandirent en influence et en autorité. Entre ces deux factions féodales, rangées sous des bannières religieuses différentes, se trouvait une cour corrompue,

et, à la tête du parti de cette cour, un roi enfant, promis de bonne heure à la tombe, et une femme artificieuse et cruelle, formée dans le palais des Médicis à une politique cauteleuse, sans conviction, sans grandeur.

Quatre partis se disputaient le pouvoir : celui des princes lorrains, le duc et le cardinal de Guise, tous deux oncles de la reine Marie Stuart, femme de François II ; celui des princes de Bourbon ; celui de Catherine de Médicis, mère du roi, et enfin celui du vieux connétable, Anne de Montmorency. L'influence principale appartenait aux Guises, tant à raison de la popularité qui s'était attachée à leurs services récents que par l'empire que Marie Stuart, leur nièce, exerçait sur l'esprit de son faible époux. Les Guises s'unirent à Catherine de Médicis pour éloigner des affaires, et même de la cour, les chefs des deux autres factions : c'était mécontenter à la fois les princes du sang et la noblesse. Pour fortifier leur position contre d'aussi redoutables adversaires, ils se déclarèrent, avec une énergique résolution, les appuis et les défenseurs du parti catholique. De leur côté, les princes de Bourbon (Antoine, roi de Navarre, et Louis de Condé) s'associèrent aux protestants et à l'amiral de Coligny, chef de cette secte ; ils invoquèrent en outre l'alliance de l'Angleterre et s'abouchèrent avec les émissaires de la reine Élisabeth. Ainsi, dès le principe, les catholiques, s'appuyant en France sur les convictions religieuses du peuple, apparaissaient comme le seul parti national, tandis que le roi de Navarre, le prince de Condé, Coligny et ses calvinistes pouvaient être justement appelés la faction de l'étranger. On ne devait pas se borner de part et d'autre à de vaines bravades. Les Guises firent exécuter avec rigueur

les édits publiés contre la réforme, et les calvinistes, méditant en quelque sorte l'établissement d'une république féodale, conspirèrent pour s'emparer de la cour et mettre à mort les Guises. Déjà ils marchaient en armes sur Amboise, commandés par l'intrépide La Rénaudie, gentilhomme périgourdin, lorsqu'ils furent prévenus par leurs ennemis et surpris dans une embuscade ; ceux qui ne furent pas tués les armes à la main périrent sur le gibet. Le prince de Condé, sommé de paraître à la cour pour justifier sa conduite, se tira d'affaire à force d'audace ; mais une fois sauvé du danger, il se rendit auprès du roi de Navarre et abjura publiquement la religion catholique. Son apostasie encouragea les protestants, et des soulèvements éclatèrent dans plusieurs provinces.

La conjuration d'Amboise, préparée contre les Guises, n'avait eu pour résultat que d'accroître leur pouvoir et leur influence. Le duc prit en main les rênes de l'administration publique, et, sous le nom de lieutenant-général du royaume, exerça sur le roi et le peuple une autorité qui rappelait l'antique puissance des maires du palais. Le cardinal entreprit d'établir en France le tribunal redouté de l'Inquisition, avec l'extension terrible que la sombre politique de Philippe II, et non, comme il est de mode de le dire, le fanatisme religieux, lui avait donnée en Espagne. Le chancelier de l'Hospital parvint à empêcher l'exécution de ce plan. Ce magistrat qui fermait les yeux sur les dangers dont la réforme menaçait la France, parvint à faire ordonner, à la requête de Coligny, la convocation d'un concile national, et enfin celle des états-généraux, institution que les deux derniers rois semblaient avoir voulu laisser tomber en désuétude (1560).

Ces assemblées furent précédées d'une réunion de notables qui eut lieu à Fontainebleau sous la présidence du roi. Coligny y comparut en personne et osa s'y déclarer le chef des protestans. « La supplique que je présente pour mes co-réligionnaires, » dit cet amiral, sera bientôt signée par dix mille personnes. » Cette menace n'eut pour effet que d'attirer au rebelle cette réponse du duc de Guise : « Eh bien ! j'en présenterai une autre que cent mille hommes, dont je suis le chef, signeront de leur sang ! » Apostrophe qui rappelait à la fois l'audace des Pepin et le zèle de Simon de Montfort.

Les états-généraux furent convoqués à Orléans, de l'assentiment des deux partis. Les princes s'y rendirent. La maison de Bourbon les choisit comme le champ de bataille où elle pourrait combattre la puissance de la maison de Lorraine. Mais les Guises avaient pour habitude de ne point se laisser prévenir ; le prince de Condé et le roi de Navarre furent arrêtés et mis en prison. On fit juger le premier par des commissaires, et les Guises ne se laissant pas arrêter, dans l'énergie de leur conviction religieuse, par la crainte de faire monter sur l'échafaud un prince de sang, n'écoutèrent ni la voix de la crainte ni celle de la pitié. Le prince de Condé fut condamné à mort et son exécution fut fixée au 10 décembre, jour de l'ouverture des états-généraux. L'instrument du supplice devait être dressé dans la salle même des séances pour épouvanter les calvinistes par un terrible exemple.

Un événement inattendu arrêta le cours de cette justice : le jeune roi mourut le 5 décembre des suites d'un abcès. Sa mort sauva Condé, mais elle fut le signal des longues misères qui déchirèrent le royaume (1560).

SYNCHRONISME.

1559. Élisabeth, reine d'Angleterre, révoque les édits que Marie Tudor avait publiés en faveur des catholiques.

1560. Les Jésuites sont autorisés à fonder un établissement en France.

CHARLES IX.

(1560-1574.)

Charles, frère du dernier roi et son successeur, n'avait encore que dix ans. La jeunesse de ce prince parut à Catherine de Médicis une conjoncture heureuse pour s'emparer de l'autorité. Placée entre la faction des Guises et celle des protestants, la reine-mère entreprit de ménager tous les partis pour se servir des uns contre les autres. L'irritation des esprits et la jalousie ardente des chefs ne favorisaient que trop cette politique adroite, mais immorale, qui empruntait indifféremment des ressources à la vérité et au mensonge. Catherine se réconcilia avec le roi de Navarre et fit mettre en liberté le prince de Condé, qui fut déclaré innocent par arrêt du conseil. Le connétable de Montmorency fut rappelé; les états-généraux convoqués à Orléans sous le dernier roi continuèrent de siéger, mais ils n'apportèrent aucun remède à l'épuisement des finances et aux discordes religieuses. Les Guises se virent écartés du pouvoir, et, pour mieux les braver, Antoine de Bourbon, roi de Navarre, chef des huguenots *, fut nommé lieutenant-général du royaume.

Le duc de Guise et le vieux connétable, justement alarmés des progrès que cette politique promettait à l'hérésie, mirent un terme à la rivalité qui les avait rendus ennemis sous le dernier règne. Ils se pardonnèrent mutuellement les sujets de plaintes qu'ils s'étaient donnés, et, n'écoutant que les dangers de

* On commença alors à donner aux protestants ce nom, dont la signification n'est pas bien connue.

la foi, parurent ensemble à la sainte table. Cependant le chancelier de L'Hospital, qui apportait dans les affaires publiques une modération suspecte à tous les partis, crut trouver un expédient avantageux pour l'ordre en ouvrant à Poissy des conférences ou colloques entre les docteurs des deux religions. Le trop fameux Théodore de Bèze, chef spirituel des calvinistes, fut invité à se rendre dans cette assemblée et à y débattre ses croyances avec le cardinal de Tournon. Le peu de bonne foi que les protestants firent paraître dans les discussions ouvrit les yeux au roi de Navarre, qui se détacha de la secte. Sur ces entrefaites, le parlement rendit un édit sévère qui interdisait aux huguenots, sous peine de mort, toute assemblée, même sans armes. Cette mesure, exécutée sans énergie, ne donna lieu qu'à des violences réciproques. Alors Catherine de Médicis, toujours impatiente d'affaiblir le parti des Guises, crut de sa politique de se faire un aide des protestants en leur accordant la liberté de conscience; mais cette concession ne fit qu'enhardir les huguenots dans leurs prétentions et mécontenter profondément les catholiques.

Le libre exercice de leur religion était peu de chose pour les huguenots. Comme ils avaient inscrit sur leur drapeau le mot de *réforme*, ils ne voulaient s'arrêter qu'après avoir détruit l'Église catholique tout entière; un point d'appui nouveau n'était donc pour eux qu'un moyen de plus de parvenir à leurs fins. Cependant, pour expliquer cette haine implacable qu'ils avaient vouée à la foi, les motifs religieux ne suffisaient point; on reconnaît sans peine que la violence des protestants tenait à un système politique. La réforme et la féodalité faisaient cause commune. Les grands se servaient de l'hérésie

pour se créer un parti considérable qui pût les mener à conquérir la suprématie territoriale, et, au besoin, à changer la dynastie : l'aristocratie se faisait protestante pour abaisser le trône. Les princes français étaient séduits par le spectacle du pouvoir et des trésors que la révolution luthérienne avait donnés aux princes d'Allemagne, et ils ambitionnaient une égale part dans les dépouilles de l'Église et de la royauté. De leur côté, les protestants se servaient de l'ambition et de l'orgueil des grands pour asservir, s'il était possible, la France entière au dogme de Calvin. Comme ils avaient révolutionné l'Allemagne par ses princes et l'Angleterre par Henri VIII, ils cherchaient à soumettre notre pays en s'abritant derrière les prétentions des grands et l'ambition des princes du sang. Qu'on ne perde pas de vue cette double pensée politique et religieuse, car elle a donné aux guerres civiles qui ensanglantèrent alors la France un caractère d'acharnement dont trop souvent on a cherché le motif dans la sévérité des catholiques. Disons encore que des causes également politiques ajoutaient un degré de plus à l'irritation des catholiques. La cour, dans ses intervalles lucides, comprenait bien que les huguenots tendaient non-seulement à la liberté de conscience, mais à l'envahissement du pouvoir ; elle eût peut-être fait bon marché de la foi, mais elle craignait pour son autorité, et redoutait en même temps, chez les huguenots, la féodalité des chefs et le principe républicain des masses. Il était bien difficile, d'un autre côté, que les intérêts temporels de la maison de Lorraine ne fussent pas pour quelque chose dans l'attitude politique des Guises. Ainsi, de part et d'autre, les haines et les espérances fermentaient sous tous les prétextes, et on n'attendait qu'un signal pour

courir aux armes, qu'une étincelle pour allumer l'incendie.

Une collision inattendue fut l'événement qui donna naissance aux guerres de religion. Comme le duc de Guise passait à Vassy, petite ville de Champagne, au moment où les protestants se livraient aux exercices de leur culte dans une grange du faubourg, une rixe s'éleva entre quelques valets du prince et les religionnaires. Guise s'approcha pour faire cesser le désordre ; mais une pierre lancée sur lui le blessa à la joue. La vue de son sang exaspéra ses gens, qui, tirant l'épée, se jetèrent sur les protestants, en tuèrent près de soixante et en blessèrent un nombre considérable. Cette malheureuse affaire eut un grand retentissement. Les huguenots résolurent de tirer vengeance de ce qu'ils appelaient avec emphase *le massacre de Vassy*. Les Guises, de leur côté, se mirent en devoir d'armer leurs partisans et de faire tête à l'orage. Unis au connétable et au maréchal de Saint-André, ils formèrent une sorte de triumvirat qui se fortifiait au dedans de l'appui des catholiques, au-dehors de l'alliance de Philippe II, roi d'Espagne. Le prince de Condé et Coligny organisèrent le parti protestant pour la guerre civile ; à l'intérieur ils cherchèrent à se concilier la cour, à l'étranger ils invoquèrent les secours des luthériens d'Allemagne et de la reine d'Angleterre. Catherine de Médicis, jalouse de l'ascendant des Guises, se mit sous la protection du prince de Condé et fit pencher la balance en faveur de la réforme (1562).

Les protestants essayèrent de s'emparer de la personne du roi, mais les catholiques réussirent à déjouer ce projet. Alors le prince de Condé, n'osant faire le siège de Paris, se jeta sur Orléans et

s'en rendit maître. Les rebelles surprirent successivement Blois, Tours, Angers, Poitiers, La Rochelle, Bourges, Lyon, Grenoble et plusieurs autres places importantes; ils s'emparèrent de Rouen, et, foulant aux pieds l'honneur et les intérêts de la France, livrèrent aux Anglais le port du Havre *. Ce furent eux qui les premiers eurent la déplorable pensée d'associer l'étranger à nos querelles, et ils ne durent pas se plaindre si plus tard on les traita comme des ennemis de la France. Qui pourrait dire les scènes d'horreur qui souillèrent les triomphes des réformés? Dans toutes les villes qui tombèrent en leur pouvoir, dit Mézerai, dont ici le témoignage ne saurait être suspect, les églises furent pillées, les images abattues, les reliques brûlées et dispersées, les autels renversés, les saints mystères abandonnés aux plus horribles profanations, les prêtres et les religieux tourmentés et massacrés. Pendant le cours de ces affreuses guerres, vingt mille églises furent détruites. Dans la seule province du Dauphiné, les huguenots égorgèrent deux cent cinquante-six prêtres et cent douze moines; ils brûlèrent neuf cents villes ou villages. Leur rage s'exerça même sur les morts : les cendres des martyrs et des confesseurs qui avaient les premiers allumé le flambeau de la foi dans les Gaules furent exhumées et jetées au vent. Le corps vénéré de saint François de Paule fut traîné dans les rues et brûlé dans un bûcher fait avec le bois d'une croix; la châsse de saint Bonaventure, aussi illustre par sa haute science que par sa piété, fut pillée et profanée, les reliques du saint jetées à la Saône. Le si-

* C'était à Guise, le chef des catholiques, que la France était redevable de l'affranchissement de Calais.

nistre baron des Adrets se signala par d'abominables cruautés ; il inonda du sang des catholiques le Dauphiné, le Lyonnais, le Languedoc, la Provence et d'autres contrées encore. Un jour, à la suite de son dîner, il s'amusa, par forme de divertissement, à voir sauter de la plate-forme d'une tour fort élevée, sur la pointe des piques placées en bas, les soldats de la garnison de Montbrison, qu'il avait tous condamnés à ce supplice ; une autre fois, après avoir fait égorger beaucoup de catholiques, il contraignit ses deux fils à se baigner dans leur sang. Du côté des catholiques, il y eut également de graves attentats commis ; les outrages faits à Dieu et à ses saints, et le simple récit des excès commis par les huguenots, frappaient les imaginations d'une horreur qui ne savait pas toujours se renfermer dans de justes bornes. Les supplices ordonnés en Guienne par le farouche Montluc, gouverneur de cette province, ne sont que trop connus. « On pouvait connaître, dit-il lui-même dans ses » Mémoires, les lieux par où il passait ; car par les » arbres et sur les chemins, on en trouvait les en- » seignes. »

Nous voudrions qu'il nous fût possible d'effacer, au prix de tout notre sang, le souvenir de cette période de deuil et d'égorgements ; mais les faits subsisteront dans toute leur énergie pour l'enseignement des rois et des peuples. Ils annoncent en caractères toujours visibles quelles sont les suites inévitables de l'hérésie ; ils nous montrent la réforme inondant de massacres la France entière, après avoir souillé de pareilles abominations l'Allemagne et l'Angleterre. Dieu a permis que son Eglise fût agitée par de telles tempêtes, afin que, voyant ensuite la barque de saint Pierre surnager sur les

eaux, les peuples comprissent bien qu'elle ne pouvait faire naufrage.

Cependant les chefs catholiques, qui tenaient sous leur dépendance Catherine de Médicis et le jeune roi, ne firent point défaut aux espérances de leurs frères. A la tête de l'armée royale, ils mirent le siège devant Rouen et l'enlevèrent aux protestants après trois assauts meurtriers. Ce succès coûta la vie au roi de Navarre, qui fut mortellement blessé ; en même temps le duc de Guise faillit tomber sous les coups d'un sicaire calviniste aposté par les chefs de la réforme. Lorsque l'assassin fut conduit devant sa victime, Guise lui adressa ces paroles à jamais mémorables : « Je veux vous montrer combien » la religion que je tiens est plus douce que celle » dont vous faites profession ; la vôtre vous a con- » seillé de me tuer sans m'ouïr, n'ayant reçu de moi » aucune offense, et la mienne me commande que » je vous pardonne, tout convaincu que je suis, de » m'avoir voulu donner la mort * . »

La prise de Rouen entraîna la délivrance de la Normandie, qui fut soustraite à la domination protestante. Cependant le prince de Condé, ayant reçu un renfort de luthériens allemands, marcha sur Paris ; n'ayant pu surprendre cette capitale, il se replia sur Dreux, où l'armée royale, commandée par le duc de Guise, ne tarda pas à lui présenter la bataille. La victoire des catholiques fut complète ;

* Voltaire lui-même a rendu justice à cette admirable pitié catholique, en faisant dire à l'un de ses personnages, placé dans une situation pareille :

- « Des dieux que nous servons connais la différence :
- » Les tiens t'ont commandé le meurtre et la vengeance,
- » Et le mien, quand ton bras vient de m'assassiner,
- » M'ordonne de te plaindre et de te pardonner. »

le prince de Condé, fait prisonnier, tomba au pouvoir des vainqueurs, qui ne lui firent aucun mal, pendant que les calvinistes massacrèrent lâchement Jacques d'Albon, leur prisonnier. Le maréchal de Saint-André périt glorieusement en faisant son devoir. Pendant la nuit qui suivit la bataille, le duc de Guise, se conformant aux usages de son siècle, partagea son lit avec son prisonnier, le prince de Condé; celui-ci n'osa fermer l'œil, pendant que l'homme qu'il haïssait mortellement dormit tranquillement à ses côtés. Ces traits peignent l'époque et permettent de juger les causes rivales.

Huit mille hommes, dont six mille protestants, avaient péri à la journée de Dreux. Coligny, qui se distinguait par un courage froid et de grands talents militaires, bien qu'il ait été malheureux dans la plupart de ses entreprises, rallia les débris de l'armée protestante. Guise demeura seul chef de l'armée royale. Cependant Guise, placé par ses services au faite des honneurs et de la popularité, était un embarras pour la reine-mère; les calvinistes se chargèrent de servir la jalousie de Catherine. Comme le duc venait d'investir Orléans, il fut assassiné par un huguenot nommé Poltrot de Méré. Ce grand homme, couronnant sa vie héroïque par une mort chrétienne, expira en pardonnant à son meurtrier (23 février 1563). Coligny, qui fut soupçonné d'avoir ordonné le crime, en témoigna une joie odieuse; les protestants ne se continrent pas davantage, et leurs ministres comparèrent le meurtrier à Judith, la victime à Holopherne. Cet assassinat laissa dans le cœur d'Henri de Guise, fils du vainqueur de Dreux, un profond ressentiment qui devait se révéler un jour par de terribles représailles.

La reine-mère, délivrée d'un maître, s'empressa de conclure avec les protestants la paix d'Amboise (1563) ; mais elle se vit obligée, grâce à l'indignation des catholiques, de violer peu à peu tous les articles du traité. Cette femme artificieuse ne songeait qu'aux intérêts de sa politique ; ceux de la foi étaient peu de chose à ses yeux. Les premières nouvelles parvenues à la cour, au sujet de la journée de Dreux, ayant fait croire au triomphe des protestants : « Eh » bien ! dit Catherine, nous en serons quittes pour » prier Dieu en français. »

Coligny était aussi impatient que la cour de rompre la paix d'Amboise. Ce n'était pas la paix et la liberté de conscience que réclamaient les protestants, mais bien l'entière destruction de la religion catholique. Une fois investis du pouvoir, ils se promettaient bien de n'en faire usage que contre les orthodoxes, et de traiter ceux-ci comme on l'avait fait en Ecosse, en Angleterre, en Franconie et en Souabe. C'était donc pour les catholiques une raison de défendre par le glaive ce qui était menacé par le glaive, et de repousser la violence par la force. La guerre recommença donc ; le Havre fut repris aux Anglais par le maréchal de Brissac, sous les yeux du roi. Le jeune prince entreprit ensuite, pour s'assurer de l'état des esprits, un voyage dans les provinces méridionales. Ce fut pendant cette tournée royale que Catherine de Médicis et Charles IX eurent à Bayonne une entrevue avec le célèbre duc d'Albe, dont le nom rappelle les rigueurs exercées dans les Pays-Bas contre les protestants. Les calvinistes furent alarmés de cette conférence ; ils se soulevèrent et essayèrent de s'emparer du roi, au moment où la cour se trouvait à Monceaux, en Brie. Charles IX se retira d'abord

à Meaux ; puis escorté d'une garde suisse et du connétable, il tenta de rentrer dans la capitale. Le roi resta seize heures à cheval, sans manger, animant sa faible escorte et donnant l'exemple du courage. Sa résolution intimida le prince de Condé, qui n'osa donner suite à son projet (1567). Cependant Charles IX avait mesuré l'étendue du danger, et ce complot dirigé contre sa personne lui fit voir dans les huguenots les ennemis de sa couronne et de sa vie, plus encore que des adversaires religieux. L'impression qu'il ressentit de leur coupable tentative ne s'effaça jamais de sa mémoire et le disposa aux plus éclatantes vengeance.

La guerre civile avait recommencé sur tous les points. Les calvinistes s'emparèrent d'Orléans et y commirent d'affreux excès. Enhardis par l'impunité, ils s'avancèrent jusqu'à Saint-Denis, aux portes de la capitale ; mais ils y rencontrèrent l'armée catholique, commandée par le vieux connétable Anne de Montmorency, âgé de soixante et quatorze ans. L'action s'engagea dans la plaine, et la victoire fut courageusement disputée de part et d'autre. A la fin elle se décida pour les catholiques ; mais ils firent une perte considérable en la personne du connétable, qui périt glorieusement en voyant fuir devant ses yeux les ennemis de son Dieu et de son roi (25 octobre 1567). On lui rendit les honneurs funèbres réservés aux monarques ; mais Catherine, qui voyait avec déplaisir s'élever auprès du trône toute grande existence politique, se réjouit en secret de sa mort. « J'ai, en ce jour, dit-elle, deux grandes obligations au ciel : l'une, que le connétable ait vengé le roi de ses ennemis ; l'autre, que les ennemis du roi l'aient défait du connétable. » Les calvinistes se replièrent sur la Lorraine, où

vinrent les joindre sept mille reîtres (cavaliers) et six mille lansquenets (fantassins) envoyés à Condé par l'électeur palatin. A l'aide de ce secours fourni par l'étranger, les huguenots rétablirent leurs affaires et imposèrent à la cour une nouvelle paix qui fut signée à Longjumeau (1568). On l'appela la paix *boiteuse* ou *mal assise*, par allusion aux infirmités ou au nom des seigneurs chargés de la négocier, et ce double jeu de mots fut justifié par l'événement : la paix ne dura que six mois.

Une tentative de la cour pour s'emparer de Condé et de Coligny ralluma pour la troisième fois la guerre. Les calvinistes enlevèrent La Rochelle, dont ils firent leur place d'armes. Des secours leur furent amenés d'Allemagne par le duc des Deux-Ponts et le prince d'Orange. Ils annoncèrent en principe *qu'il était loisible de tuer un roi et une reine qui résistent à la réformation de l'Évangile*. La reine de Navarre conduisit dans leur camp quatre mille soldats, des trésors et son fils, le jeune prince de Béarn, si connu depuis sous le nom de Henri IV. Ainsi soutenus par les ennemis du dehors, par l'Angleterre, l'Allemagne et la Navarre, les protestants envahirent l'Aunis, la Saintonge, l'Angoumois et le Poitou. Ils furent vaincus à Jarnac, dans l'Angoumois, et le prince de Condé, fait prisonnier, fut tué par le capitaine des gardes du duc d'Anjou : honteuse revanche de l'assassinat de Guise (1569). Coligny sauva par ses talents les débris de l'armée calviniste, dont Henri de Béarn fut proclamé généralissime. Les catholiques avaient beau gagner des victoires, les huguenots se recrutaient toujours en Allemagne. Douze mille étrangers vinrent encore de ce pays se ranger sous leurs drapeaux et menacer la nationalité aussi bien que la

religion de la France. Malgré ce nouvel appui ils furent contraints de lever le siège de Poitiers.

La cour profita peu de ses victoires, et Coligny, se repliant sur la Bourgogne, se vit encore en état de menacer Paris. Cette période fut souillée par de nouvelles horreurs. C'est avec effroi qu'on rappelle le souvenir des deux *micelades*, massacres nocturnes exécutés par les Calvinistes, à Nîmes, où l'on montre encore le puits de l'évêché qui fut comblé des corps mutilés de deux cents catholiques. Nous citerons en outre les massacres de la Roche-Abeille et de Navarreins, le Gave ensanglanté par le sang des catholiques égorgés à Orthez, et une foule de gentilshommes orthodoxes assassinés à Pau, contre la foi des traités, le 24 août 1569.

Il est de la vérité de l'histoire de constater ces égorgements et ces attentats commis par les calvinistes, parce qu'ils expliquent, sans la justifier, l'une des catastrophes les plus odieuses qui aient jamais ensanglanté les annales des passions humaines : j'ai suffisamment désigné la Saint-Barthélemy.

Imbue des maximes politiques pratiquées dans les cours italiennes, Catherine de Médicis, qui depuis douze ans avait vainement essayé d'abattre les protestants, imagina de faire servir aux desseins secrets de son ambition l'exaspération que les guerres civiles, les massacres, les sacrilèges et les fréquents appels faits à l'étranger avaient fait naître parmi les catholiques. Ne sachant comment venir à bout d'un adversaire qui menaçait la couronne de son fils et livrait périodiquement le royaume à l'Angleterre, à l'Allemagne, à la Navarre, elle conçut la détestable idée de rendre meurtre pour meurtre, trahison pour trahison. Dans cette pensée, elle feignit d'accorder aux protestants une partie de leurs préten-

tions et endormit leurs défiances par une paix qui fut conclue à Saint-Germain. Pour mieux abuser les chefs calvinistes, on fit épouser à l'un d'eux (Henri de Béarn) Marguerite de Valois, sœur de Charles IX ; on convoqua l'autre (Coligny) aux fastueuses fêtes qui furent données à cette occasion. Les calvinistes y vinrent en foule, et triomphèrent insolemment, en face des Guises et du peuple, de la protection apparente de la cour. Ils ne savaient pas que l'astucieuse politique des Médicis avait ouvert sous leurs pas un abîme. La reine se rend auprès de son fils ; elle lui rappelle les anciens dangers qu'il a courus, lui peint ceux qui le menacent encore, et obtient, à force d'importunités, l'ordre de mettre à mort les huguenots dans tout le royaume. Après avoir signé, Charles IX, irrésolu plutôt que méchant, veut revenir sur sa parole * ; il est trop tard, le massacre a commencé sur tous les points de Paris. Une poignée de fanatiques, poussés par Catherine ou dirigés par le jeune duc de Guise, ardent à venger son père, fait de toutes parts main basse sur les calvinistes. La politique de Catherine triomphe : Coligny est égorgé et précipité dans la rue : une foule de gentilshommes protestants sont massacrés sans défense. Le nombre des calvinistes mis à mort s'élève à plus de quatre mille. Les jours suivants, pour comble d'horreur, sur plusieurs points du royaume de pareilles scènes se renouvellent en vertu des ordres du roi (24 août 1572).

* La plupart des historiens affirment que Charles IX tira lui-même, des fenêtres du Louvre, sur les malheureux protestants. Si ce fait est vrai, il prouverait peu de chose contre un prince que Catherine savait rendre bon ou méchant à volonté ; mais c'est une anecdote qui n'a guère pour base que les notes de la *Henriade*, et l'on sait ce que valent les assertions de Voltaire.

La Saint-Barthélemy fut un crime politique dont nous ne chercherons pas à atténuer la honte. L'Église réprouve de telles vengeances ; et, bien que le calvinisme fût une conspiration permanente contre la foi, la royauté et la patrie, il n'appartenait à personne de servir une cause sainte par la perfidie et l'extermination. La religion catholique n'a donc pas besoin d'être justifiée d'un attentat auquel elle demeura étrangère ; ce fut l'œuvre d'une femme artificieuse et d'une cour corrompue, qui mirent en jeu l'assassinat, et, pour dissimuler à leurs propres yeux leur crime, se mirent sous l'abri d'intérêts sacrés qui n'ont rien à démêler avec le meurtre. On exalta des craintes vraies au fond, on irrita, on dénatura l'instinct religieux pour en faire un instrument politique. Qui osera imputer à l'Église une exécution désavouée par elle ? Faudra-t-il proscrire l'amour de la patrie parce qu'on lui a fait produire les Vêpres siciliennes ; anéantir la liberté parce qu'elle a enfanté, dans un moment de délire, les abominables scènes de septembre ? Il vaut mieux condamner les assassins sous toutes les bannières et s'écrier avec le chancelier de L'Hospital, que la Saint-Barthélemy fit mourir de douleur : « Périsset ce jour fu-
» neste, *excidat illa dies ævo !* »

Cependant, comme nous l'avons dit, l'horrible exécution ne se borna pas à la capitale ; le carnage fut grand à Meaux, à Angers, à Bourges, à Orléans, à Lyon, à Toulouse. L'histoire n'a point oublié, en enregistrant ces massacres, les noms de plusieurs gouverneurs de province qui refusèrent d'obéir aux ordres sanguinaires de Charles IX. Jean Hennuyer, évêque de Lisieux, offrit aux protestants un asile dans son propre palais, disant que le pasteur devait mourir pour ses brebis et non leur donner

a mort. Le clergé de Lyon s'efforça, mais en vain, de soustraire les sectaires à la fureur du peuple. La Bourgogne ne perdit qu'un seul homme, grâce aux sages précautions de Chabot-Charni. Le comte de Tendes sauva la Provence ; le comte de Gordes, le Dauphiné ; Saint-Hérou, l'Auvergne ; Taineguy-le-Veneur, la Haute-Normandie. La réponse du vicomte d'Orthez, gouverneur de Bayonne, à Charles IX, est justement célèbre. " Sire, disait " ce vertueux sujet, j'ai communiqué les ordres de " Votre Majesté à ses fidèles habitants et gens de " guerre ; je n'ai trouvé parmi eux que de bons ci- " toyens et fermes soldats, mais pas un bourreau. " A Lyon, le bourreau lui-même, sommé de prêter son ministère aux égorgeurs, répondit : " Je ne tue " que les coupables condamnés par la justice. "

Au milieu des massacres on avait délibéré si le roi de Navarre (Henri de Béarn) et le prince de Condé seraient mis au nombre des victimes ; Charles IX leur adressa ces foudroyantes paroles : *Messe, mort ou Bastille*. Pour sauver leur vie, ils feignirent d'abjurer, mais ils se rétractèrent aussitôt qu'ils le purent sans danger.

Les massacres de la Saint-Barthélemy, loin d'abattre le parti protestant, lui donnèrent une énergie nouvelle ; le désespoir décupla ses forces. Un cri d'indignation partit de l'étranger et vint en aide aux proscrits. La Saint-Barthélemy fut cependant applaudie en Espagne par le sombre Philippe II. Quant à Rome, si l'on s'en réjouit dans les premiers moments, c'est que, dans la capitale du monde chrétien, on se rendait peu compte de l'état des affaires de France, et l'on croyait sérieusement aux mensonges que Médicis et Charles IX inventaient pour colorer leur crime d'un prétexte de justice.

Les protestants se fortifiaient à La Rochelle ; le duc d'Anjou, frère du roi, qui s'était illustré à Jarnac et à Moncontour, fit le siège de cette ville et s'épuisa vainement pendant sept mois au pied de ses murailles. Il y perdit vingt-quatre mille hommes. La place soutint neuf grands assauts et une infinité d'attaques partielles. Les femmes, les enfants rivalisaient d'audace avec les soldats. Lorsque cette population affamée consentit à se rendre, il fallut lui accorder la liberté de conscience (1573). Sur ces entrefaites le duc d'Anjou fut élu roi de Pologne.

L'année suivante, le roi de France, dévoré de remords et se croyant poursuivi par les fantômes de ses victimes, mourut atteint d'une affreuse maladie. Le sang coulait par tous ses pores, et souvent, le matin, on le trouvait entièrement inondé de cette horrible sueur. Cette mort parut l'effet de la vengeance divine (1574).

Charles IX, dont la mémoire restera toujours entachée des stigmates de la Saint-Barthélemy, était cependant doué de qualités heureuses que le malheur des temps ne lui permit pas de développer. Si les conseils de sa mère n'eussent point égaré sa jeunesse, il se serait montré plus digne du trône, et son nom eût peut-être été inscrit sur la liste des bons rois. Il était sobre, courageux, vigilant, libéral, ami des lettres, et cultivait avec succès la poésie. Il nous reste de lui des vers harmonieux et faciles bien supérieurs à ceux des poètes de son temps, sans en excepter Ronsard lui-même, auquel le prince écrivait un jour :

L'art de faire des vers, dût-on s'en indigner,
Doit être à plus haut prix que celui de régner.
Tous deux également nous portons des couronnes :
Mais, roi, je les reçois, poète, tu les donnes.

Ton esprit enflammé d'une céleste ardeur,
Éclate par lui-même et moi par ma grandeur !

Certes, en considérant la tombe de ce malheureux roi, sitôt ouverte, en se rappelant ses remords et les pièges qui furent tendus à son inexpérience, il est permis de donner à son souvenir plus de pitié peut-être que d'opprobre.

SYNCHRONISMES.

1563. L'Anglais Drake rapporte d'Amérique la pomme de terre.

1563. Fin du concile de Trente.

1564. Une ordonnance rendue par Charles IX à Rousillon en Dauphiné, fixe au 1^{er} janvier le commencement de l'année. Avant cette époque l'année commençait à Pâques.

1566. L'insurrection politique et religieuse, dite des *Gueux*, trouble les Pays-Bas.

1568. Publication de la bulle *In cœná Domini*.

HENRI III.

(1574-1589.)

Charles IX étant mort sans postérité, la couronne appartenait à son frère aîné Henri, duc d'Anjou, qui depuis quelques mois avait été élu roi de Pologne. L'éclat de son mérite militaire avait déterminé les suffrages des Polonais à faire monter ce prince sur le trône des Jagellons, demeuré vacant par la mort de Sigismond-Auguste ; mais après cette élévation il ne soutint pas sa renommée. *Il devint lâche roi d'intrépide guerrier.* Au lieu de se montrer digne de l'honneur que lui avait décerné la Pologne, il déplorait chaque jour le malheur qu'il avait de vivre au sein d'un peuple grave, dont la moralité contrastait avec son goût effréné pour les plaisirs. Ayant appris la mort de son frère, il s'évada de nuit comme un prisonnier, et vint échanger le sceptre polonais contre la couronne plus brillante des rois de France. Pendant qu'on lui ceignit cette couronne, il la trouva trop pesante pour sa tête, et deux fois il faillit la laisser tomber à terre. Ces particularités, insignifiantes par elles-mêmes, semblaient annoncer aux esprits superstitieux un règne de luttes et de misères.

Henri III n'était plus le vaillant capitaine de Jarnac et de Moncontour ; on ne voyait en lui qu'un prince de mœurs infâmes, sans énergie et sans vertu. Comme il mêlait aux plus honteuses débauches des pratiques extérieures de piété, il offrait aux calvinistes un prétexte de plus de décrier la sainte religion dont il abusait. Homme efféminé, entouré de favoris perdus de vices, qu'il appelait

ses mignons, il abandonnait le soin des affaires à Catherine de Médicis : aux mains du fils le gouvernement était avili ; dans celles de la mère il était détesté.

Le duc d'Alençon, frère du roi de France, Henri, roi de Navarre, et le prince de Condé, fils du rebelle de ce nom, formèrent une sorte de confédération contre Henri III. Ce parti se composait d'ambitieux mécontents (les *malcontent's*) et de huguenots ; ils furent puissamment aidés par des troupes appelées d'Allemagne. Henri, duc de Guise, héritier du génie et de l'audace de son père, et devenu, par le mariage d'une de ses cousines avec Henri III, parent de ce prince, marcha contre les *malcontents*, et les tailla en pièces à la journée de Château-Thierry. Une blessure qu'il reçut dans cette bataille lui fit donner le nom de *Balafré*. Cependant des renforts venus d'Allemagne au roi de Navarre et au prince de Condé, les rendirent plus redoutables que jamais. Catherine de Médicis sollicita la paix et l'obtint (1575) ; en échange, elle fit rendre à Blois, en faveur des protestants, un édit de pacification (c'était le cinquième) qui accorda aux calvinistes les plus grands avantages, entre autres la liberté de conscience et des chambres mi-parties de catholiques et de huguenots dans les huit parlements du royaume. La mémoire de Coligny, flétrie par arrêt judiciaire, fut réhabilitée, les chefs de la confédération reconnus pour bons et loyaux sujets, les prêtres et les moines apostats, qui s'étaient mariés, placés sous la sauve-garde de la loi et leurs enfants reconnus légitimes. Pour comble de lâcheté, la cour acheta à prix d'argent le départ des auxiliaires allemands, et souffrit que ces étrangers luthériens missent au pillage, en se retirant, les

principales provinces du royaume. Jamais l'hérésie n'avait si hautement triomphé, jamais la cour ne s'était si profondément abaissée (1576).

Alors un sentiment exagéré de patriotisme et de foi donna naissance à la confédération célèbre que les catholiques formèrent pour sauver, de l'abandon du trône et des envahissements de l'étranger, le territoire et la religion de la France. Cette association est connue dans l'histoire sous le nom de *Sainte Ligue*. Ce fut à Péronne, en Picardie, l'une des places fortes que l'édit de Blois avait cédées aux calvinistes, et qui refusa de les recevoir, que commença cette union dont les membres s'engagèrent à protéger la foi contre les ennemis du dedans et du dehors, sans en excepter le roi lui-même. Un grand nombre de villes suivirent avec empressement cet exemple ; Paris devint le centre commun des ligueurs, Henri de Guise en fut l'âme. Sous le rapport politique, la Ligue était au sein d'une monarchie une tentative moitié féodale, moitié républicaine. Le trône étant occupé par un roi débauché, la couronne portée par une tête flétrie, les catholiques ne trouvaient plus dans le pouvoir des garanties suffisantes pour leurs doctrines, le peuple un tuteur assez fort contre l'étranger. La religion nationale et l'honneur du pays étaient également menacés ; ils s'étayèrent mutuellement pour se défendre, se mettant peu en peine d'une royauté impuissante ou avilie. D'ailleurs les protestants avaient déjà donné l'exemple de confédérations semblables ; on trouva fort juste de les combattre par de pareilles armes. Le jugement que nous portons ici sur la Ligue pourra paraître hardi ; les préjugés philosophiques répandus dans les esprits et les théories monarchiques proclamées de nos jours s'en trouveront

mal, peut-être ; mais nous avons promis de ne jamais juger les idées qui eurent faveur dans un siècle avec les idées d'un autre siècle. Nous n'examinerons donc pas si la Ligue fut conforme aux principes de l'école encyclopédique ou à ceux de la Charte de 1814 ; ceci serait puéril : mais nous constaterons qu'elle répondit à plusieurs des besoins publics qui se manifestèrent au quatorzième siècle, et qu'elle sauva la France de la double invasion protestante et germanique. Il est des hommes à qui des résultats analogues ont fait pardonner des déviations bien autrement graves du droit commun, et qui se trouveront fort étonnés d'entendre absoudre, sinon les excès, du moins la pensée première de la Ligue ; nous nous bornerons à les rappeler à la logique.

La Ligue commença par réclamer des garanties politiques dont la corruption des cours faisait sentir la nécessité. Henri III ayant convoqué les états-généraux du royaume, les ligueurs y siégèrent en majorité et demandèrent que des bornes fussent posées à la puissance trop absolue des rois. Entre autres conditions, ils réclamèrent que toute résolution unanime des états fût déclarée loi du royaume, et que, dans tout autre cas, le roi ne pût prendre une décision qu'après en avoir conféré avec la reine-mère, les princes du sang, les pairs de France et douze députés des états. Comme on le voit, c'était jeter les bases encore incertaines des formes gouvernementales modernes.

Henri III se trouvait placé entre deux forces rivales de son autorité : d'un côté les protestants, que l'édit de Blois avait élevés au rang de puissance considérable ; de l'autre les catholiques, disciplinés par les ligueurs. Pour se tirer d'embarras, il s'avisa d'un expédient assez habile, celui de se déclarer

lui-même chef de la Ligue. Après cette concession aux catholiques, il rassura ses courtisans et les calvinistes en prononçant la dissolution des états-généraux. Cette tactique lui fit perdre la confiance des deux partis, et la guerre civile ne tarda pas à se rallumer. Les ligueurs obtinrent d'abord quelques succès sous la conduite du duc de Mayenne, frère de Guise-le-Balafré ; mais Henri III, effrayé de l'importance que prenaient les catholiques, vint en aide aux protestants ; par un nouvel édit, il mit leur culte sur le même pied que la religion apostolique et romaine (1577). Cette conduite n'était pas de nature à étouffer les rivalités ; aussi vit-on la guerre civile se réveiller les années suivantes, jusqu'à un septième édit de pacification publié par le roi en 1580.

Cependant un événement imprévu ne tarda pas à donner aux esprits une impulsion nouvelle et à précipiter la marche des révolutions. Le duc d'Alençon, frère du roi, après avoir été fait duc d'Anjou, venait de mourir en Flandre, où il s'était rendu pour soutenir la cause des protestants contre Philippe II. Avec lui devait s'éteindre la branche des Valois ; car Henri III n'avait point d'héritier (1584). Il arrivait donc que le successeur naturel de la couronne, le plus proche prince du sang, était ce même Henri de Bourbon, roi de Navarre, le principal chef du parti protestant. Jamais les catholiques n'eussent voulu consentir à subir l'élévation au trône d'un partisan et d'un soldat de Calvin. Pour eux les usages de la monarchie et les textes saliques semblaient peu de chose près des intérêts religieux de la France. Le parti national se prononça donc avec énergie contre l'avènement du roi de Navarre, et les Guises trouvèrent dans cette disposition de

l'esprit public une circonstance favorable à leurs prétentions personnelles.

En effet, le Balafre, tout en reconnaissant que la postérité mâle de Charles de Lorraine, légitime héritier des Carlovingiens, et ancien compétiteur de Hugues Capet, s'était depuis longtemps éteinte, aimait à faire proclamer qu'à la vacance du trône c'était aux princes de Lorraine, de préférence à la maison de Bourbon, que le titre de roi devait appartenir. La Ligue, le roi d'Espagne et le pape Grégoire XIII, désireux d'écarter de la couronne de France une lignée protestante, se montrèrent favorablement disposés à soutenir ce système. Certains prédicateurs annoncèrent donc en chaire qu'il était permis de faire la guerre au roi pour assurer le maintien de la foi catholique. La Ligue publia ensuite un manifeste, daté de Péronne, par lequel le vieux cardinal de Bourbon, oncle du roi de Navarre, était déclaré successeur légitime de Henri III, et Henri de Navarre exclu du trône en sa qualité d'hérétique. C'était ouvrir à la maison de Lorraine la route qui conduisait au pouvoir royal, et replacer les prétendus ayants droit de Pepin dans la situation où celui-ci s'était trouvé sous le dernier fils de Mérovée.

L'ambition humaine ayant une fois pris une telle place dans l'âme de Guise, il ne lui fut pas difficile de détourner la Ligue de ses voies et de s'entendre avec le roi Philippe II. Ce dernier donna de l'or pour faciliter les entreprises de la Ligue; plus tard il fournit des armées. Il y avait déjà longtemps que les protestants avaient livré le Havre aux Anglais et ouvert aux troupes d'Allemagne et d'Élisabeth toutes les frontières de la France. Guise et les ligueurs, voyant que vingt ans de courage et de

victoires avaient été rendus inutiles par l'intervention sans cesse renouvelée des ennemis du dehors, n'eurent que le tort de se croire autorisés à leur tour à user d'un semblable moyen. Au reste, il est bon de remarquer qu'au xvi^e siècle les idées d'honneur national, qui depuis Louis XIV et Napoléon ont acquis chez nous un extrême degré de susceptibilité, n'étaient point encore fort développées dans les esprits. Les questions de drapeaux ou de frontières paraissaient petites auprès des questions religieuses, et l'on s'inquiétait fort peu d'être soutenu par des gens d'armes français ou par l'infanterie espagnole, pourvu que la France ne fût pas contrainte d'apostasier sa foi. Ajoutons que la Ligue et ses chefs crurent sérieusement, et peut-être ne se trompaient-ils pas, que, dans l'état d'affaiblissement où se trouvait le royaume, les étrangers appelés en France par les protestants ne pouvaient y être vaincus que par d'autres étrangers.

La politique de Philippe II lui eût d'ailleurs conseillé d'intervenir de son propre mouvement dans les affaires de France, et peut-être les Guises n'étaient-ils pas maîtres de l'en empêcher. Philippe II, roi de l'Espagne catholique, et toujours en lutte contre ses sujets protestants des Pays-Bas, comprenait que ces derniers peuples étaient perdus pour sa domination si, entre la Flandre et les Pyrénées, il s'établissait un royaume calviniste à la place du royaume très-chrétien. Pouvait-il, d'un autre côté, tolérer les invasions fréquentes des Anglais et des Allemands en France sans essayer du même moyen? Enfin, ennemi personnel du roi de Navarre, autre prince étranger, et allié à la maison de Lorraine, il avait le droit, comme souverain, de faire la guerre, sinon au successeur légitime de Henri III,

du moins au roi de Navarre, et d'empêcher autant que possible l'avènement de ce prince. Il y eut donc entre la Ligue et l'Espagne communauté d'intérêts politiques et de sentiments religieux, par suite union d'efforts. A cette époque, aucun parti, en France, n'était pur d'alliance avec les gouvernements étrangers ; aucun n'a donc le droit, pour cette raison, de jeter l'anathème à la Ligue.

L'exclusion du trône de France prononcée contre le roi de Navarre, tant qu'il serait protestant, était d'ailleurs une chose juste, réclamée par la volonté nationale et conforme aux notions du droit féodal encore en vigueur dans les questions de cette nature. Un prince calviniste, se trouvant félon envers Dieu, était dans la position d'un vassal qui aurait trahi son suzerain : il perdait justement son fief ; c'était la règle. La Ligue en fit l'application à Henri de Navarre. Ceux qui ont le plus déclamé contre les ligueurs, les Guises, les catholiques et le pape, sont ceux qui, de nos jours encore, ont nié l'existence du droit divin, et successivement appelé sur le trône de France deux nouvelles dynasties. Les catholiques du *xvi^e* siècle firent de leur temps, avec plus de ménagements pour l'autorité souveraine, ce qu'on a fait sous nos yeux, ce que l'école révolutionnaire proclame juste, à cette différence que, de nos jours, on invoque les droits de l'homme, tandis qu'alors on prenait pour point de départ les droits de Dieu.

Par suite de ces résolutions adoptées en France par les diverses factions, de nouvelles hostilités devenaient inévitables : elles eurent lieu. Cette guerre fut appelée guerre des trois Henris, du nom des chefs des partis, Henri III pour la cour (les royalistes ou les politiques), Henri de Guise pour la Ligue, Henri

de Navarre pour les protestants. Intimidé par les progrès des ligueurs qui venaient de prendre Toul et Verdun, le roi dévoila ses craintes et son découragement dans une *apologie* par laquelle il se reconnaissait coupable et sollicitait les catholiques de mettre bas les armes. Se plaçant ensuite à la tête de la Ligue, pour la contenir, s'il était possible, il s'unit avec Guise contre le roi de Navarre. Tous les privilèges des protestants furent révoqués par un édit de 1585. L'année suivante se forma au sein de la Ligue la faction des *Seize* * qui entreprit d'ôter au roi la couronne. Dans toutes les causes, même bonnes, on trouve toujours un certain nombre d'hommes audacieux et violents, prêts à couvrir du voile de la justice ou de la politique les attentats les plus coupables. Les *Seize* furent pour la Ligue cette minorité ardente et factieuse qui devait ternir la cause qu'ils servaient en se livrant à d'affreux excès. C'étaient les révolutionnaires du parti ligueur, ayant, avec l'énergie de la démocratie, les instincts cruels et sauvages des dernières classes sociales. A toutes les époques d'anarchie où chacun, ne pouvant attendre justice des pouvoirs réguliers, cherche à se la rendre soi-même, on a vu des exceptions non moins déplorables.

Cependant les chances de la guerre étaient favorables aux protestants. Henri de Navarre, excommunié par le pape Sixte-Quint, repoussa jusque dans le Poitou le duc de Mayenne et les lieutenants de Henri III. Le maréchal de Montmorency obtint de brillants succès dans le Languedoc. Lesdiguières,

* On leur donna ce nom à raison des seize quartiers dont se composait la ville de Paris, et qui chacun avait un chef; c'était, deux siècles plus tôt, la formidable commune de 1792.

que le supplice du redoutable Montbrun, fait prisonnier par Henri III, avait laissé chef des calvinistes du Dauphiné, battit plusieurs fois dans cette province le duc d'Epéron, général de la Ligue. Le prince de Condé, d'abord malheureux en Anjou, reçut des secours d'Angleterre et obtint des avantages en Poitou et en Saintonge. La guerre fut un moment suspendue par la trêve de Saint-Bris, conclue entre Catherine de Médicis et le roi de Navarre; mais le meurtre juridique de Marie Stuart, sacrifiée à la jalousie d'Élisabeth, réveilla les germes de haines qui fermentaient entre les catholiques et les réformés. Joyeuse, l'un des favoris de Henri III, présenta la bataille à Henri de Navarre dans les plaines de Coutras, le 20 octobre 1587. L'armée royaliste étalait un luxe scandaleux, de vaines parures, un courage efféminé et vaniteux; les troupes protestantes faisaient parade d'un sombre et austère fanatisme. Avant l'action, les huguenots s'agenouillèrent pour prier Dieu; les soldats de Joyeuse se plongèrent dans la débauche, à l'exemple de leur chef. Dieu ne voulut pas bénir leurs mains impures, et permit que les protestants remportassent une éclatante victoire. Le roi de Navarre honora sa fortune par la modération généreuse dont il fit preuve envers les vaincus. On venait de voir ce que les soldats de la cour pouvaient faire pour défendre la foi; ceux de la Ligue se montrèrent plus dignes de leur mission. Guise remporta deux victoires, à Vimori et à Auneau, sur une armée allemande qui traversait la France pour secourir les huguenots. Henri III s'étant mis en campagne obtint quelques avantages; mais ce fut en vain pour sa popularité. Le parti national tout entier se donnait aux Guises, et le *Balafré* fut reçu à Paris comme le sauveur du

pays. La foule chantait sur le passage du roi et de l'audacieux sujet ces paroles des livres saints : *Saül en a tué mille et David dix mille*. Le Saül de la France dévora en silence cet outrage (1588). La faction des Seize triomphait ; elle avait avili le roi. Ce n'était point assez pour elle ; son but était de changer l'ordre de succession, même sans attendre la mort de Henri III. Guise lui-même était dépassé par ses fanatiques partisans ; son ambition ne demandait à être satisfaite que par l'ordre naturel des événements ; mais la multitude était plus pressée. Et ce n'était pas seulement la multitude, car déjà la Sorbonne avait déclaré qu'on pouvait ôter le gouvernement aux princes qui manquaient à leur mandat comme l'administration aux tuteurs dont on avait à se plaindre. C'était ériger en droit le dogme de la souveraineté du peuple : toutes les révolutions se ressemblent.

Cependant les Seize organisent un mouvement dans Paris, et appellent à leur secours le duc de Guise. Henri III, averti de leurs desseins, mande un corps de troupes suisses et envoie défense au Balafre de revenir dans la capitale. Guise, au mépris de ses ordres, se présente à Paris. Le peuple court au-devant de ses pas, lui décerne une ovation immense, l'appelle avec transport le *destructeur des Allemands, le fléau de l'hérésie, le Gédéon et le Machabée de la France*. En même temps la capitale se couvre de barricades, derrière lesquelles cent mille hommes veillent l'arme au bras, prêts à détruire les troupes demeurées fidèles au roi. Au comble de la force, Guise se présente au Louvre à la tête de quatre cents gentilshommes ; Henri était perdu : le nouveau maire du palais chassait du trône cet autre roi fainéant ; mais il hésita devant sa propre

puissance et se contenta d'entamer des négociations avec Catherine de Médicis. La vieille reine profita de ce moment d'irrésolution pour endormir son ennemi par des promesses. Pendant ce délai, le roi se réfugia à Chartres et laissa Guise distribuer dans Paris les fonctions et les emplois à ses créatures. Pour donner une apparence de justice à ses usurpations, le duc s'efforça de gagner à sa cause le parlement de Paris; mais il trouva dans ce corps des magistrats fidèles au malheur et à leur serment. Le premier président, Achille de Harlay, le couvrit de confusion par cette noble réponse : *C'est grand pitié quand le valet chasse le maître. Au reste, mon âme est à Dieu, ma foi est au roi, et mon corps aux mains des méchants; ils en feront ce qu'ils voudront.* Guise fut ébranlé de cette résistance. Ses hésitations refroidirent ses amis, et les Parisiens, soit repentir, soit crainte, ne songèrent plus qu'à fléchir le roi. Henri III ne pouvait faire autre chose que pardonner; il approuva donc ce qui s'était fait, livra à Guise un grand nombre de villes, le créa généralissime des armées du royaume, et convoqua les états-généraux à Blois.

Le Balafre avait osé trop ou trop peu : entre lui et Henri III il ne pouvait plus s'agir que d'arracher ou de garder la couronne. L'assemblée des états de Blois, qui se tint sur ces entrefaites, donna aux ligueurs un formidable concours. Elle avisa à dépouiller le roi de toute autorité et à ne faire plus de lui qu'un vain fantôme. Henri poussé à bout, et sachant que la duchesse de Montpensier, sœur de Guise, avait montré à ses amis les ciseaux qui devaient tondre sa chevelure, ne voulut pas se laisser reléguer dans un cloître comme le dernier des Mérovingiens. Trop faible pour combattre son rival, il

entreprit de le faire assassiner, prouvant ainsi que l'extrême lâcheté est souvent voisine des extrémités du crime. On avertit Guise de ce projet ; mais il méprisa tous les avis de ses partisans, se croyant trop haut placé pour être vaincu par des armes si basses. *On n'oserait*, dit-il. Et comme on lui remettait un nouveau billet annonçant les intentions de Henri, il le rejeta dédaigneusement, en s'écriant : *C'est le neuvième de la journée*. Sa confiance le perdit. Le 23 décembre 1588, au moment où il se rendait au conseil, les quarante-cinq *gentilshommes ordinaires*, apostés par le roi, le massacrèrent à coups de poignards. Le lendemain, son frère, le cardinal de Guise, fut également assassiné à coups de hallebardes. Leurs corps furent brûlés et les cendres jetées au vent de peur que le peuple n'en fit des reliques.

Ainsi périrent les deux chefs de la Ligue, ainsi furent éteintes les espérances de la maison de Lorraine. L'histoire, en enregistrant ce double et lâche assassinat, doit en flétrir l'auteur ; mais elle doit reconnaître en même temps que la mort du Balafre fut la récompense d'une ambition démesurée et d'une audace sans bornes. Heureux les Guises s'ils eussent eu la sagesse de se borner à n'être que les premiers soldats de la foi, sans vouloir être les premiers dans le gouvernement de leur pays ! Dieu abandonna leur vie aux vengeances royales, pour qu'ils servissent doublement d'exemple aux nations et aux princes. Douze jours après mourut la trop fameuse Catherine de Médicis (1589).

Cependant le sang des deux Guises fortifia la Ligue, comme la mort de Coligny avait fortifié les protestants. Le duc de Mayenne, frère du *Balafre*, aussi grand homme de guerre que lui et non moins

remuant, fut nommé lieutenant-général du royaume par la Ligue; les villes les plus importantes du royaume, Paris, Rouen, Dijon, Lyon, Toulouse, soulevées comme de concert, se donnèrent à lui. Henri III fut dès lors regardé comme un assassin et un parjure. Le pape l'excommunia. Soixante-dix docteurs, assemblés en Sorbonne, le déclarèrent déchu du trône et ses sujets déliés du serment de fidélité. La faction des Seize, dirigée par un nommé Bussi-Leclerc, emprisonna ou mit à mort les membres du parlement affectionnés à la monarchie, et les magistrats qu'elle installa sur leurs sièges de sa propre autorité nommèrent deux conseillers chargés d'instruire le procès criminel contre Henri de Valois, ci-devant roi de France et de Pologne. En même temps les églises étaient tendues de noir, et de coupables prédicateurs appelaient la vindicte publique sur le prince, qu'ils appelaient le *nouvel Hérode*. Au milieu de cet orage, le malheureux roi, entouré d'ennemis, écrivait à Mayenne pour le prier d'oublier l'assassinat de son frère. Il envoyait en même temps à Rome pour demander l'absolution des censures qu'il avait encourues par la mort du cardinal de Guise. Enfin, trahi, abandonné de toutes parts, il ne vit plus d'autre ressource que de se jeter dans les bras du roi de Navarre, chef des protestants, et de solliciter son alliance contre leurs ennemis communs.

Henri de Navarre était à la fois brave et généreux; il fut touché de la misère du roi dont il devait être l'héritier, et ne voulut pas recevoir de lui une couronne plus longtemps dégradée. Il consentit donc à réunir ses forces à celle de Henri III; et tous deux, se trouvant à la tête de trente mille hommes, marchèrent en toute hâte pour enlever Paris aux

ligueurs. Leurs premiers succès furent rapides ; mais une douloureuse catastrophe en interrompit le cours. Un jeune fanatique nommé Jacques Clément, appartenant à l'ordre des Dominicains, fut séduit par cette doctrine que certains prédicateurs professaient sur le prétendu droit d'ôter la vie aux tyrans. Exalté par leurs sophismes, et considérant Henri III comme le plus dangereux des ennemis publics, il conçut le projet de lui ôter la vie. S'étant donc rendu à Saint-Cloud pour y obtenir une audience de ce roi, il y accomplit son détestable projet, et fut immédiatement mis à mort par la garde. On fit à ce malheureux, dans le parti des Seize, l'honneur de l'invoquer comme un martyr, tant le délire des passions humaines peut pervertir les notions de la justice et de la vérité (1589).

Henri III mourut quelques heures après sa blessure, en pardonnant à ses ennemis et en faisant reconnaître Henri de Navarre pour son successeur. En lui finit la branche des Valois, après avoir, dans un espace de deux cent trente-un ans, donné à la France treize rois, dont quelques-uns gouvernèrent avec gloire et sagesse ; mais parmi lesquels quelques autres furent, par leur incapacité, leur faiblesse ou leurs vices, les fléaux du peuple. Sous les Valois, cependant, la féodalité fut détruite, le pouvoir des grands affaibli, l'unité du gouvernement et du territoire proclamée, la fusion des races lentement opérée, de grandes améliorations introduites dans les lois et les coutumes. Avec cette branche capétienne s'éteignait le seizième siècle, laissant dans l'histoire de l'humanité ce que laisse un grand fleuve qui rentre dans son lit après avoir inondé les campagnes, c'est-à-dire beaucoup de désastres et de ruines pour un peu de limon.

SYNCHRONISMES.

1578. Bataille d'Alcaçar livrée aux Maures par Sébastien, roi de Portugal. Ce prince disparut dans le combat, et l'on présume qu'il y perdit la vie.

1579. Traité d'Utrecht; fédération des provinces septentrionales des Pays-Bas sous le nom de Hollande. Guillaume, duc de Nassau, prince d'Orange, est nommé stathouder.

1579. Henri III institue l'ordre du Saint-Esprit.

1579. Découverte de la Sibérie.

1582. Réformation du calendrier sous Grégoire XIII.

1587. Supplice de Marie Stuart.

1589. Jansel de Middelbourg invente le télescope.

RÉSUMÉ

DE LA SITUATION POLITIQUE, MORALE ET SOCIALE DE LA FRANCE,

A L'AVÈNEMENT DE LA MAISON DE BOURBON.

§ I. Caractère du xvi^e siècle.

Les luttes auxquelles la France fut associée durant le seizième siècle ont été extérieures et intérieures, tantôt politiques, tantôt religieuses, et souvent politiques et religieuses tout ensemble.

Ce qui domine dans la politique extérieure, c'est la rivalité de la France et de l'Espagne, de la maison de Valois avec la maison d'Autriche. Le champ de bataille change selon les événements; mais la question demeure toujours la même; soit qu'il s'agisse de disputer la possession de l'Italie, la couronne impériale ou la prépondérance européenne, les prétextes varient, mais les ennemis et les intérêts ne se transforment point. Dans cette lutte, le génie de Charles-Quint prévaut, mais il a pour le secourir le nombre et la force; la France, au contraire, porte la peine de l'imprévoyance ou des fautes de François I^{er}. Cependant elle ne sort pas sans profit pour elle et pour l'Europe de cette longue guerre; si elle prodigue ses armées et ses trésors, si les victoires qu'elle remporte sont plus éclatantes que durables, si ses désastres sont une cause de graves misères, elle n'en atteint pas moins une partie de son but. La maison d'Autriche est paralysée lors même qu'elle triomphe. Le rêve de la monarchie européenne s'évanouit pour Charles-Quint; les forces de l'empire sont tenues en échec par la révolte de

Gand ou taxées d'impuissance par la résistance de Marseille. Pendant la durée de cette période, l'Angleterre, en la personne d'Henri VIII, commence à intervenir dans les affaires du continent avec une régularité, une permanence et une force d'action qui ne s'étaient encore révélées que dans ses démêlés avec la France. Ce nouveau fait modifie sensiblement la politique de l'Europe et déplace certaines alliances. Vers le même temps Gustave Wasa relève la Suède politique et, en revanche, inocule à cette nation généreuse les erreurs de Luther ; le Danemarck sort de l'obscurité, et l'aristocratie danoise s'érige en corps redoutable indépendant de la couronne ; la Prusse moderne naît de la sécularisation de l'ordre teutonique ; la dynastie des Jagellons s'éteint laissant la Pologne forte et glorieuse ; le czar Ivan II commence l'œuvre de la grandeur de la Russie. C'est l'ère du protestantisme et des guerres religieuses.

Ces luttes ensanglantent l'Europe. Déjà, au quinzième siècle, l'hérésie de Jean Huss avait suscité une guerre au cœur de l'Allemagne, et l'empire avait triomphé ; mais au seizième siècle on voit le mal faire des progrès plus graves. Le cri de révolte de Luther trouve des échos dans toute l'Europe ; et, dès les premiers jours, le principe de rébellion introduit dans les mœurs religieuses porte ses conséquences inévitables : les anabaptistes font une guerre sauvage à toute puissance spirituelle ou temporelle ; ils inondent l'Allemagne et l'Italie de ruines, de meurtres et de sacrilèges. Peu à peu, cependant, le mouvement se régularise et n'en devient que plus dangereux. Les princes d'Allemagne et les rois du Nord s'y associent par cupidité ; le peuple y prend part pour satisfaire des instincts brutaux de sédition ou

de licence, la noblesse s'y rallie comme à l'espérance d'une réaction féodale.

Ne recherchons pas s'il était possible à François I^{er} de préserver la France de ce redoutable fléau, ou si ce prince fortifia, par la politique toute protestante dont il se fit le représentant à l'étranger, le parti qu'il essayait vainement de comprimer au dedans par des supplices. Cette recherche serait oiseuse. S'il ne se fût agi que d'un nombre plus ou moins considérable de sectaires, peut-être le roi aurait-il pu les réduire à l'isolement et prévenir le mauvais effet de leurs maximes ; mais la prétendue réforme avait pris pour auxiliaires deux principes politiques : la démocratie pour le peuple, l'aristocratie pour les grands, et la lutte fut aussi énergique que tenace.

Dès le moment où la révolte contre l'Église eut mis en question l'existence de l'état (et la conjuration d'Amboise peut servir de date à cette situation nouvelle), toute l'énergie de la France se concentra en des débats intérieurs ; elle cessa d'agir sur l'étranger, elle n'eut plus de force pour se faire sentir au dehors ; ce fut une guerre engagée entre la vérité et l'erreur, l'autorité et la souveraineté individuelle, la royauté et la féodalité, et quelquefois, si l'on veut, entre les Valois et les Guises.

L'étranger assiste d'abord avec indifférence à ces querelles ; il attend qu'elles soient devenues générales. Chaque nation de l'Europe se trouve d'ailleurs placée dans des conditions à peu près semblables, et qui l'empêchent de créer à la France des embarras sérieux : l'Allemagne subit le travail d'une transformation sociale ; l'Angleterre, qu'on nous représente comme le modèle de l'indépendance, change trois fois de religion et de liturgie, selon la volonté

d'Henri VIII, de Marie Tudor et d'Élisabeth, et prélude, par sa lâche soumission en matière de conscience, aux orages qui vont la secouer pendant le dix-septième siècle. L'Italie se réfugie autour de la chaire de saint Pierre ; elle envoie la Compagnie de Jésus combattre avec les armes de l'Église à l'avant-garde du catholicisme ; tandis que Rome, désertée par une portion de l'Europe, voit accourir à elle les nations lointaines de l'Amérique, de l'Asie et souvent de l'Afrique. L'Espagne, de son côté, par l'établissement de l'inquisition, étouffe dans son propre sein les germes de l'hérésie ; mais elle pousse les Provinces-Unies à une révolution accomplie sans retour.

Cependant, malgré ces empêchements nés pour elles de la réforme, les puissances voisines comprennent enfin qu'elles peuvent intervenir dans les affaires de la France ; Élisabeth et les princes protestants du Nord envoient plusieurs armées qui, sous prétexte de secourir le calvinisme, cherchent à faire de la France une dépendance de l'Angleterre ou de l'Allemagne. La France, pour se défendre contre de tels dangers, n'a à sa tête qu'une Italienne artificieuse, des rois enfants et une cour corrompue ; elle se débat dans le cercle que lui assignent de pareils maîtres. Dans l'une de ses convulsions elle enfante la Saint-Barthélemy ; mais cet affreux remède n'a fait qu'aggraver le mal. Catherine de Médicis et Henri III, encore plus incapable que sa mère, voient approcher le moment où, après avoir accepté les épreuves que subit Charles-le-Chauve, ils ne pourront sauver leur trône qu'en *disant la messe en français*. Alors, pour racheter la France de l'hérésie, de l'étranger, et même de son roi, la *Sainte Ligue* surgit et accomplit des miracles. Quels

que soient les écarts où l'ardeur de son zèle ait pu l'entraîner, elle n'en aura pas moins maintenu intactes la foi et la nationalité de la France, et c'est encore grâce à elle que nous sommes aujourd'hui libres et catholiques. Qu'on la juge par ces grands résultats, et non par les accidents de sa lutte ou l'ambition de ses chefs.

Tel a été le caractère des guerres politiques et religieuses de la France au seizième siècle. De l'avènement de Louis XII (1498) au traité de paix de Cateau-Cambrésis, conclu entre Henri II et l'héritier de Charles-Quint (1559), ce fut une lutte d'influence politique ; elle se termina après que Guise eut relevé dans le Nord l'honneur de nos armes, et que la maison d'Autriche, encore prépondérante, mais affaiblie et divisée en deux branches, eut choisi deux centres d'action, l'un à Madrid, l'autre à Vienne.

La monarchie s'était servie du protestantisme pour attaquer l'empire ; par un juste effet de la colère de Dieu, le protestantisme se retourna contre la monarchie. Cette autre lutte, commencée près du lit de mort de François II, ne se termina qu'au siège de La Rochelle (1629), après avoir été plusieurs fois suspendue par des trêves défectueuses, des paix *mal assises*. La royauté fut de tous les pouvoirs sociaux celui que les guerres religieuses du seizième siècle ébranlèrent davantage. Elle ne pouvait que perdre à ces agitations, parce qu'elle était une menace permanente pour l'un des partis, et que l'autre parti se défiait d'elle.

Le tiers-état se fractionna ; la majorité de ses membres, sincèrement orthodoxe, se rangea sous le drapeau de la Ligue ; la minorité, abandonnée à des instincts républicains encore vagues, mais réels,

embrassa la révolution religieuse qui préparait pour l'avenir une révolution politique ; toutefois, dépourvue des chefs et ne pouvant en tirer de ses propres rangs, cette démocratie accepta les seigneurs et les princes qui vinrent à elle, et, en croyant se mettre au service d'une réforme dans le culte, elle favorisa surtout une réaction féodale. Plus tard, comme nous le verrons sous le règne de Louis XIII, la république protestante essaya, mais sans succès, de prendre sa revanche.

Si nous employons toujours ce mot de féodalité, c'est que notre langue ne nous en offre pas d'autre pour qualifier le parti qui dirigea et organisa les attaques du calvinisme contre la royauté ; mais il est juste de convenir que, comme tous les autres éléments sociaux qui figurent dans notre histoire, la féodalité ne cessa de se transformer, et ne fut jamais d'un siècle à l'autre semblable à elle-même.

Les prétentions individuelles des princes et des seigneurs pouvaient bien être de rétablir l'hérédité des fiefs, et de réduire la couronne à ce qu'elle avait été sous Louis d'Outremer et Hugues Capet ; le prince de Condé et le roi de Navarre aspiraient vraisemblablement à jouer le rôle des anciens comtes de Paris ou de Vermandois, comme aussi les Guises se proposaient l'exemple des Pepins ; mais les temps étaient changés pour tous les partis : quatre cents ans d'une politique astucieuse ou énergique n'avaient point été perdus pour le pouvoir royal. La féodalité n'était plus dans les mœurs ; elle disparaissait dans les choses.

Depuis Louis-le-Gros elle avait été combattue dans les châteaux, et successivement paralysée par l'affranchissement des communes, décimée par ses guerres privées, ruinée par les croisades, contenue

par le clergé, tant qu'enfin sa puissance matérielle et territoriale s'était amoindrie à mesure que celle de la royauté avait grandi.

Philippe-Auguste et saint Louis l'avaient de plus attaquée dans son essence même en lui enlevant presque tous ses droits régaliens et ses hauts privilèges, et entre autres celui de rendre la justice sans appel ; les vassaux des grands feudataires, et après eux la bourgeoisie, avaient appris qu'au-dessus des seigneurs était le trône, et qu'on pouvait toujours en appeler à lui.

Il avait été stipulé que les apanages et fiefs vacants reviendraient à la couronne, lors même qu'ils n'en seraient pas émanés dans l'origine.

Plus tard, le régime des états-généraux avait porté un coup mortel à la puissance des grands ; la prépondérance politique n'avait plus appartenu à la féodalité que pour un tiers, et encore le roi pouvait-il se dispenser de réclamer ses conseils, tandis qu'elle était tenue d'obéir.

Quoi qu'on ait dit, les premiers Valois ne se montrèrent nullement disposés à rendre à la féodalité le terrain qu'elle avait perdu ; mais comme ils tinrent à l'écart le tiers-état et passèrent leur vie à guerroyer, les seigneurs profitèrent de l'affaiblissement des communes et des dangers publics pour relever, en partie, leur fortune et leur influence ; mais, ils ne purent y parvenir qu'à demi. Les idées républicaines avaient pris, au quatorzième siècle, une énergie qui se manifesta dans les sanglantes guerres civiles auxquelles donna lieu la démence de Charles VI ; et quand Charles VII eut reconquis son trône, il appliqua toute son action à resserrer la féodalité dans ses limites les plus étroites ; mais le malheur des temps aurait peut-être rendu ses tentatives superflues, si

Louis XI n'avait poursuivi cette tâche par un système de ruse, de fermeté et de cruauté qui mit la couronne *hors de page*. Anne de Beaujeu, avec moins de sévérité et plus de bonheur peut-être, marcha dans la même voie; et Louis XII, s'il ne fut pas à la hauteur d'une telle politique, la seconda pourtant en donnant dans le Milanais un libre champ à l'ambition et à l'activité remuante de l'aristocratie.

C'est donc par ces grandes réactions que la féodalité avait passé de Charles-le-Chauve à Louis XI, mais chacune de ces secousses lui avait fait perdre de son premier caractère; et d'ailleurs, à mesure que les fiefs ou apanages étaient revenus à la couronne par l'extinction ou la ruine des familles seigneuriales, ils n'en étaient sortis de nouveau, pour passer en d'autres mains, qu'après avoir été amoindris et dépouillés de quelques privilèges. La noblesse féodale, d'abord souveraine, devint donc insensiblement une magistrature, et les grands, contraints de renoncer à entrer en lutte contre la royauté, se rattachèrent à elle en sollicitant des faveurs de cour, des grades militaires, des fonctions publiques non héréditaires. C'était là, moins la forme et le nom, un retour à la situation des leudes de la première race.

Tel est le spectacle que présente la féodalité sous François, le père des lettres, et sous son fils Henri II. Durant le règne du premier, on signale à peine une grande exception : c'est la révolte du connétable de Bourbon; à dater de Henri II, on commence à pressentir l'ambition et les projets de la maison de Guise. Cependant, sous François II et ses successeurs, les guerres civiles créèrent subitement un nouvel ordre de choses. Henri III, ballotté entre les protestants et les catholiques, leur distribua ses villes et ses pro-

vinces, soit à titre de places de sûreté, soit comme gouvernement. L'Etat tombant en dissolution, ces concessions royales purent être considérées comme des donations de fiefs auxquels l'hérédité manquait seule, et on y tendait. Il était évident que la couronne venant à être vacante et le pouvoir monarchique à se décomposer, les villes et les provinces devaient rester la proie de leurs gouverneurs ; c'est ce qui était arrivé lors du démembrement de l'empire de Charlemagne ; et toutefois le danger était plus apparent que réel ; la force de la féodalité nouvelle n'était que superficielle : c'est ce qui fut démontré sous Henri IV et Richelieu ; le premier enchaîna la féodalité par des séductions et des promesses, l'autre la poursuivit plus implacablement encore que n'avait fait Louis XI. Les princes et les grands s'étonnèrent d'être si facilement vaincus ; ils ignoraient que l'histoire d'un peuple ne se représente jamais avec des conditions pareilles. Nous bornons ici cette esquisse des idées politiques qui se manifestèrent au seizième siècle ; leur développement et leurs transformations trouveront naturellement place dans la suite de cette histoire.

§ II. Esquisse géographique.

On a pu voir, par le résumé des règnes de Louis-le-Gros et de ses successeurs jusqu'à Henri IV, par quels progrès les rois en étaient venus, malgré le vice des institutions politiques du moyen-âge, à étendre le domaine de la couronne aux dépens des grands vassaux. Ce travail de la royauté a été long et difficile ; plus d'une fois ses forces ont fait défaut à l'œuvre ; et, soit par la création de nouveaux apanages, soit par l'effet des guerres intérieures ou étran-

gères, il a fallu briser l'unité et ajourner à des temps plus favorables la tâche de la reconstituer. Malgré ces phases d'abaissement ou d'élévation, la somme des avantages obtenus a été au profit de la monarchie capétienne ; la domination des rois a toujours fini par s'étendre, et le chiffre de leurs provinces par s'accroître à mesure que diminuait celui des fiefs.

D'abord réduits à ne posséder en propre que les comtés de Paris, d'Orléans, de Melun, de Dreux, de Sens et d'Étampes, à livrer des batailles sur leurs terres pour se rendre d'une ferme à l'autre, et à disputer pendant trois ans de guerre un château ou une tour à quelque obscur seigneur du voisinage, les rois ont successivement conquis, confisqué ou gagné par des alliances matrimoniales le Vermandois, le Valois, l'Artois, le Vexin, la Normandie, l'Anjou, le Maine, la Touraine, les comtés de Clermont, de Corbeil, de Blois, de Sancerre, et plusieurs autres places ou seigneuries d'une moindre importance. A ces acquisitions ou à ces conquêtes ils ont ajouté les comtés de Champagne, de Brie et de Bar-sur-Seine, la vicomté de Bourges, le comté de Mâcon, Lyon, l'Angoumois et la Marche, le Poitou, une partie de l'Auvergne, et successivement le comté de Toulouse avec ses possessions au-delà du Rhône, les domaines des vicomtés de Béziers et de Carcassonne, plusieurs seigneuries ou places, villes ou portions de villes, tant au midi qu'au nord de la Loire. Cette période d'agrandissement s'étend de la mort de Philippe I^{er} à celle de Charles-le-Bel ; elle embrasse deux cent vingt ans (1108-1328).

A l'avènement de Philippe de Valois, la couronne de France, forte de ces possessions, comptait encore au nombre de ses vassaux le roi d'Angleterre pour l'Aunis, la Saintonge, Bordeaux et le Périgord ; le

roi de Navarre pour les comtés d'Evreux, d'Avranches, de Pont-Audemer, de Melun, de Mantes, et plusieurs autres seigneuries considérables enclavées dans la Normandie et la Picardie; le roi de Majorque pour la seigneurie de Montpellier; le duc de Lorraine, prince de l'empire, pour le comté de Guise.

Dans la langue d'Oyl, le comte de Flandre; le duc de Bourgogne, qui allait ajouter à ses domaines, par un mariage, l'Artois et la Franche-Comté; le duc d'Alençon et du Perche, pour lequel ces deux provinces avaient été détachées de la couronne à titre d'apanages, en sa qualité de prince du sang; le duc de Bretagne, vicomte de Limoges, les maisons de Penthievre, de Châtillon, de Châlons, de Montmorency, de Brienne, de Coucy et de Vendôme, possédant toutes des places, des seigneuries et des fiefs plus ou moins considérables enclavés dans le domaine royal; une seule de ces familles, celle de Coucy, était suzeraine de cent cinquante villes, bourgs ou villages, ce qui peut donner une idée de la force des autres.

Dans la langue d'Oc, les principaux feudataires de nos rois étaient la maison d'Auvergne, divisée en deux branches, les comtes et les dauphins; la maison de Bourbon, issue de Robert de France, sixième fils de saint Louis, et qui, en 1327, fut érigée en duché-pairie; la maison de Foix, suzeraine de ce comté et du Béarn, des vicomtés de Dax et du Marsan, et qui, avec la maison d'Armagnac, suzeraine des comtés de Fezensac et du Rouergue, étaient les seigneurs les plus puissants du midi.

A cette nomenclature, que nous abrégeons à dessein, on pourrait ajouter, soit dans la langue d'Oyl, soit dans la langue d'Oc, un nombre considérable de seigneurs, et entre autres les comtes de Joigny,

de Sedan, de Saint-Pol, de Dammartin, de Dreux et de Beaumont-le-Roger; près de la Loire, les comtes de Forez et les sires de Beaujeu; entre la Garonne et les Pyrénées, les sires d'Albret, les comtes de Comminges, les vicomtes de Turenne, les sires de Duras et beaucoup d'autres.

Nous éviterons de mentionner les communes; nous avons déjà indiqué comment elles s'isolèrent de la féodalité et fortifièrent le pouvoir royal. Au temps de Philippe de Valois elles constituaient un troisième pouvoir social. Il nous suffira de remarquer que, bien qu'elles fussent comprises dans les domaines de la royauté ou de la féodalité, elles s'administraient elles-mêmes et jouissaient de privilèges considérables. Mais ces détails appartiendraient à l'histoire des faits et non à un résumé géographique.

Les longues guerres qui commencèrent sous Philippe de Valois, et amenèrent, avec la désastreuse paix de Brétigny, le démembrement du royaume; les troubles qui éclatèrent pendant la captivité de Jean-le-Bon et la démence de Charles VI, enfin l'occupation par les Anglais de la plus grande partie de la France, modifièrent considérablement cet état de choses. A ces causes, se joignit la nécessité de pourvoir d'apanages les princes du sang, et de traiter avec les grands vassaux pour obtenir leur appui contre les ennemis du dehors. Le domaine de la couronne se trouva donc de nouveau fort amoindri sous Charles VII, et la France fut comme divisée en deux grands souverains, le roi et le duc de Bourgogne, ce dernier plus puissant que son souverain; mais lorsque la politique, les envahissements et même les crimes de Louis XI eurent de nouveau agrandi le domaine royal et comprimé la puissance féodale, la France se montra plus compacte et plus

étendue qu'elle ne l'avait été depuis la dissolution de l'empire de Charlemagne. Le royaume, par l'acquisition du Dauphiné et de la Provence, touchait au Var et aux Alpes ; par la confiscation des domaines de la maison d'Armagnac et la possession du Roussillon et de la Cerdagne, il s'appuyait sur les Pyrénées ; par la ruine de la maison de Bourgogne, la prise de Boulogne, des villes de la Somme et de la Franche-Comté, il avait ajouté de nouveaux obstacles entre lui et l'Allemagne, la Flandre et l'Angleterre. Vainement la Lorraine et l'Alsace faisaient-elles partie de l'empire, vainement la féodalité possédait-elle encore dix provinces entières et quelques autres portions du royaume ; l'équilibre était enfin rompu, le pouvoir royal avait dompté les grands feudataires, et ces derniers, réduits à l'impuissance, descendaient de la condition de princes souverains à celles de nobles de premier ordre.

Le seizième siècle ne fut pas sans apporter à cette situation des changements notables ; nous allons les indiquer en faisant connaître aussi succinctement que possible la situation géographique du royaume à l'avènement de la maison de Bourbon.

Les nouvelles limites de la France avaient été déterminées par le traité de paix de Cateau-Cambrésis.

Le royaume, à la fin du seizième siècle, comprenait douze grands gouvernements, dans la circonscription desquels se trouvaient d'ailleurs enclavés des principautés et des fiefs appartenant au domaine féodal ; nous en tiendrons compte.

Les grands gouvernements étaient : 1^o Au nord, la PICARDIE, y compris le Ponthieu, le Valois, le Boulonnais, Calais et les villes de la Somme ; la NORMANDIE, y compris le comté d'Evreux et le du-

ché d'Alençon ; l'ILE de FRANCE, y compris les comtés de Dreux et de Clermont en Beauvoisis, et une partie du comté de Soissons ;

2^o Au centre, la BRETAGNE, devenue française par le mariage de Claude, fille d'Anne de Bretagne et de Louis XII, avec François, duc d'Angoulême (François I^{er}) ; l'ORLÉANAIS, y compris la Beauce, le Perche, le Maine, le comté de Blois, la Touraine, l'Anjou, le Berry, l'Aunis et le Poitou ; la BOURGOGNE, y compris Bar-sur-Seine, et les comtés d'Auxerre, de Châlons et de Mâcon ; le LYONNAIS, y compris le Bourbonnais, la Marche, la principauté de Dombes, le Beaujolais, le Forez, et les duché et dauphiné d'Auvergne ;

3^o Au midi, la GUIENNE, y compris l'Agénois, la Saintonge, le Quercy et le comté de Comminges ; le LANGUEDOC, y compris le Gévaudan, le Vélai et le Vivarais ; le DAUPHINÉ, y compris le Viennois, le Diois, et, au-delà des Alpes, le marquisat de Saluces ; la PROVENCE, y compris le comté de Forcalquier ; joignez à cela les évêchés de Metz, Toul et Verdun.

Le *Comtat Venaissin* appartenait au pape, la principauté d'*Orange* à la maison de Nassau.

Et maintenant, les principaux fiefs possédés par la féodalité sous la suzeraineté de la couronne étaient, dans les trois gouvernements du nord, le duché de *Guise* * ; le comté de *Rethel*, le comté de *Joigny* ; la principauté de *Joinville* ** ; le duché de *Longueville* ; les comtés d'*Eu*, d'*Elbeuf*, d'*Aumale* et d'*Harcourt* *** ; la seigneurie de *Montmorency* et le duché de *Nemours* **** ;

* En Picardie. — ** En Champagne. — *** En Normandie. —
**** Ile de France.

Au centre, le comté de *Penthièvre* * ; les duchés de *Dunois*, de *Vendôme*, d'*Étampes* et de *Nevers* ; le comté de *Laval* ; la vicomté de *Châteaudun* ; la seigneurie de *Mayenne* ** ; le comté de *Charolais* *** ; le duché de *Montpensier* et le comté d'*Auvergne* **** ;

Au sud, la sirie d'*Albret*, le comté de *Foix*, le *Béarn*, la *Navarre* (royaume d'Henri IV), et généralement les Etats de l'ancienne maison de Foix ; les Etats de l'ancienne maison d'Armagnac, et ceux de l'ancienne maison de *Penthièvre* ***** ; le *Lauragais* ***** ; le comté de *Valentinois* *****.

Les grands gouvernements se subdivisaient pour l'administration en bailliages, prévôtés et sénéchaussées. A l'avènement de Henri IV, le royaume de Navarre fit partie intégrante du domaine royal, à l'exception du Béarn, qui ne fut réellement réuni à la couronne que sous Louis XIII. Henri IV (et nous le disons ici pour ne point avoir à le mentionner plus tard) céda au duc de Savoie le marquisat de *Saluces*, enleva à ce prince la *Bresse*, le *Bugey*, le *Valromey* et les bailliages de *Château-Dauphin* et de *Gex*. Par la réunion du royaume de Navarre à celui de France, la féodalité perdit dans le Midi son point d'appui le plus redoutable.

§ III. Mouvement littéraire et artistique.

Envisagé sous le point de vue de la littérature et de l'art, le seizième siècle a été appelé l'âge de la *Renaissance*. Ce mot semble indiquer qu'à cette

* En Bretagne. — ** En Orléanais. — *** En Bourgogne. —
**** Dans le Lyonnais. — ***** En Guienne. — ***** En Lan-
guedoc. — ***** En Dauphiné.

époque les études, les lettres, les arts sortirent des ténèbres, et son application, sous ce rapport, ne serait ni vraie, ni juste. On a pu voir, par les esquisses qui précèdent, que l'intelligence n'avait pas attendu un reflet du soleil des Médicis pour produire en France de nobles et puissantes créations. Ce que le terme de *Renaissance* exprime donc, malgré l'idée commune qui s'y rattache, c'est qu'au seizième siècle il se fit une réaction dans le sens de la littérature grecque et latine, c'est que l'art cessa d'être symboliquement chrétien et national pour revenir aux traditions de l'art païen ; le culte de la matière succéda à celui de l'âme, l'étude de la forme à celle de la pensée, le sensualisme au spiritualisme : c'est le caractère de la Renaissance.

Tout se tient dans les idées. La corruption des mœurs avait disposé les intelligences à glorifier la matière, et à s'affranchir des règles chastes et mystiques de l'Eglise : ce fut la réforme luthérienne introduite dans la littérature et la statuaire au moment où elle s'établissait dans le domaine de la foi.

L'un des pères de la poésie à sa renaissance fut Villon, misérable perdu de vices et de honte *. Si l'on peut surmonter le dégoût que soulève le cynisme de ses expressions, on remarquera sans peine qu'il jeta l'art de versifier dans les voies du plus grossier sensualisme, ne cessant de chanter les satisfactions les plus ignobles de l'appétit, de l'ivrognerie et de la débauche. Les beaux-esprits de son temps se plaisaient, dit-on, à ces turpitudes. La littérature grande et sublime de nos livres saints et de nos hymnes catholiques avait perdu tout charme pour ces imaginations corrompues, et déjà la galanterie

* Voir plus haut page 242.

naïve et monotone des fabliaux du moyen-âge ne suffisait plus à leur avidité d'émotions coupables. Villon ne fit que se plier à leurs goûts.

Les poètes, au début du seizième siècle, se traînaient sur les traces de Villon ; sans avoir la verve et l'originalité de cet homme, ils avaient plus ou moins les mêmes tendances morales, les mêmes passions à servir ; il est inutile de mentionner leurs noms obscurs et méprisés. Après cette tourbe inconnue viennent Martial d'Auvergne, Octavien Saint-Gelais et Clément Marot ; celui-ci est appelé dans les écrits du temps le prince des poètes et le poète des princes ; et, en effet, il fut admis à la faveur de François I^{er}, de Marguerite de Navarre et des grands de leur cour ; c'est lui qui a traduit les psaumes en vers français que chantent les calvinistes, et, bien que cette traduction ait été retouchée et corrigée, elle n'est point de nature à donner beaucoup d'illustration à son auteur. Marot composa avec grâce et facilité des ballades, rondeaux, épîtres et épigrammes que beaucoup de personnes citent avec éloges, quoique peu aient la patience de les lire. C'était d'ailleurs un sujet d'étonnement que la renommée et les louanges dont jouissaient certains poètes d'alors ; mais surtout on remarquera avec surprise la nature des récompenses qu'ils obtenaient : les uns avaient des places à la cour ; les autres possédaient des dignités ecclésiastiques, des bénéfices, des abbayes, des évêchés. Octavien de Saint-Gelais fut évêque d'Angoulême ; Mélin de Saint-Gelais, abbé de Notre-Dame de Reclus ; Amyot, abbé de Bellozane ; Desportes avait pour dix mille écus de rente en biens d'églises, grâce à ses sonnets ; c'était le plus riche abbé de France ; Ronsard, poète encore plus connu, fut prieur d'un grand nombre de couvents. Quand

de tels scandales avaient lieu de par le roi et les puissances, et avec l'assentiment public, faut-il s'étonner si Dieu envoya des fléaux pour servir d'avertissements à son église ! Les impures ballades de Marot, les poésies licencieuses composées par des hommes indignes du saint ministère, annonçaient dignement le prêche huguenot, et préparaient les voies aux sacrilèges qui devaient brûler les églises et jeter au vent la cendre des confesseurs.

Considérés comme poètes, Marot et Saint-Gelais ne furent dépourvus ni de facilité ni de verve. « Clément et Mélin, dit Pasquier, se rendaient recommandables par diverses voies, celui-là pour beau coup et fluidement, celui-ci pour peu et gracieusement écrire. »

Grâce aux récompenses de la cour et à l'invasion des mœurs littéraires de l'Italie qui s'introduisirent en France à la suite de Catherine de Médicis, on vit surgir une foule de poètes dont quelques uns méritent d'être cités, quoique tous se soient voués au service de cette pensée païenne et sensuelle qui dominait dans toutes les branches de l'art ; nous mentionnerons donc Jean Dorat, Joachim de Bellay, et surtout Pierre Ronsard, le chef d'une école opposée à celle de Marot. Déjà le seizième siècle, quoique à peine débarrassé de ses langes, avait deux systèmes poétiques, deux drapeaux littéraires. La poésie qui se rattachait encore, sinon par la pensée, au moins par la forme, aux traditions chevaleresques du moyen-âge, au roman de la Rose, aux trouvères et aux fabliaux, est l'objet des attaques et des mépris d'une école nouvelle qui affecte l'imitation exacte et constante de l'antiquité grecque et latine. Ronsard est chargé de donner l'impulsion et d'ouvrir la marche. « Renvoie, dit-il avec l'or-

„ gueil d'un homme qui se croit novateur et n'est
„ qu'un copiste, renvoie tous les chevaliers à la
„ Table Ronde ; lis et relis les auteurs grecs et latins,
„ voire italiens et espagnols, d'où tu pourras tirer
„ une forme plus exquise que dans nos auteurs fran-
„ çois... Donnez en cette Grèce menteuse et y se-
„ mez, encore un coup la fameuse nation des Gallo-
„ Grecs. » Rien n'égalait la renommée de Ronsard ;
protégé par le chancelier de l'Hospital, adulé par
Charles IX, par la reine-mère, le cardinal Duper-
ron, Pasquier, il se vit l'objet des hommages de
l'Europe ; Elisabeth d'Angleterre lui envoya un dia-
mant, le Tasse s'estima fier de lui être présenté ;
on lui dressait des statues de marbre.

L'école nouvelle se soutint avec Desportes. Ber-
taut se fit une grande réputation par ses sonnets, et
il faut dire à sa louange qu'ayant été nommé à l'é-
vêché de Séz, il renonça à la poésie passionnée.
Cependant l'engouement produit par Ronsard s'af-
faiblit peu à peu. Au commencement du dix-sep-
tième siècle, des hommes d'une valeur plus grande
allaient entrer dans la lice ; Malherbe et Corneille
ouvriront d'autres routes à l'art, et les partisans de
Ronsard s'éteindront obscurément avec Scudéri et
Benserade. Il faut d'ailleurs le reconnaître ; Ron-
sard, malgré son affectation et sa recherche exagé-
rée de l'antiquité, était loin d'être un esprit vul-
gaire ; il voulait sincèrement hâter les progrès de la
langue et donner comme un aliment aux imagina-
tions les trésors de Virgile et d'Homère. Ce qu'il
attaqua le plus dans les poètes ses devanciers, ce
fut leur tendance à matérialiser la poésie, à la met-
tre au service d'une galanterie puérile.

Hâtons-nous de mentionner les noms de Desper-
riers, de Bajf, de Belleau et de Jodelle, et enfin ce-

lui de Guillaume Salluste, seigneur du Bartas, dont les œuvres, aujourd'hui fort ignorées, jouirent d'une réputation bien peu méritée; Jean Passerat fronda les travers de son siècle et composa la plus grande partie des vers de la satire Ménippée; mais de tous les disciples de Ronsard, le plus célèbre fut le satirique Mathurin Régnier, dont Boileau a si énergiquement stigmatisé le cynisme.

L'art théâtral avait fait quelques progrès, bien qu'il n'eût encore produit que d'assez grossières ébauches. Du jour où les *confrères de la Passion*, qui représentaient sur des tréteaux nos mystères les plus révéérés, eurent été contraints par l'autorité ecclésiastique, le parlement et le roi de supprimer une partie de leurs drames inconvenants et de se borner à choisir pour texte de leurs parades des sujets licites et profanes, les *mystères* furent remplacés par des *moralités*, *farces* ou *sotties*. Ces prétendues moralités étaient des pièces d'une obscénité révoltante, bien que leurs auteurs affichassent la prétention de donner des enseignements utiles; les farces ridiculisaient les travers du temps; les sotties étaient composées dans le même but avec certaines nuances. Les petits journaux de notre époque, qui cachent des haines sérieuses ou des passions violentes sous le masque de la bouffonnerie, peuvent donner l'idée de ce qu'étaient, au seizième siècle, les sotties ou les farces. Les événements ou les personnages contemporains étaient travestis dans ces représentations scéniques, mais de façon à ce qu'il fût possible à chacun de les reconnaître. François I^{er} s'efforça, mais sans succès, de mettre fin à ces scandales que Louis XII avait tolérés. Ce fut au reste une transition du mystère au genre dramatique des anciens. On traduisit Térence, Plaute et

quelques tragédies de Sophocle et d'Euripide. Ronsard fit représenter le *Plutus* d'Aristophane, qui eut un succès prodigieux; après lui Jodelle, La-pérusse, Mélin de Saint-Gelais, Baif, Belleau, Robert Garnier et plusieurs autres poètes du temps, essayèrent de pâles et serviles copies des formes grecques, mais leurs essais attestèrent une nullité absolue d'invention et de science scénique. Enfin, une troisième école dramatique se forma à l'imitation du théâtre italien; elle produisit des comédies moins imparfaites. Parmi ceux qui se firent un nom dans cette nouvelle voie, nous devons mentionner Larivey, François d'Amboise, Odet Turnèbe et Pierre-le-Loyer. Il est inutile d'ajouter que toutes ces pièces, mystères, farces, sotties, tragédies, drames, pastorales, bergeries, allégories et comédies, portaient le caractère de l'immoralité et de l'obscénité qui semble inhérent à toutes les œuvres littéraires de la renaissance. Il y a quelques exceptions à cette remarque générale, mais elles sont rares.

Cependant les confrères de la Passion n'avaient point renoncé à leur industrie scénique, mais leurs représentations cessèrent enfin d'attirer la foule; on se portait à des spectacles moins grossiers, et le moment arrivait où le cynisme et l'indécence ne devaient plus avoir à eux seuls le privilège de plaire au public. Les confrères traitèrent donc avec une troupe de comédiens nomades et leur vendirent le droit de jouer les pièces de leur répertoire à l'hôtel de Bourgogne. Telle fut l'origine du théâtre français.

Vers cette époque Shakespeare composait en Angleterre ses nombreuses tragi-comédies, dans lesquelles, à travers mille incohérences bizarres,

étincelle un vrai et puissant génie dramatique. Il n'eut point d'échos en France, où rien ne transpirait de la littérature anglaise. Le célèbre Lopez de Vega, dramaturge espagnol, eut quelques imitateurs malheureux qui alièrent, avec autant de mauvais goût que d'ignorance, les licences inconcevables de l'art espagnol avec les règles sévères de la poétique grecque. Leurs études informes ne méritent pas d'être mentionnées.

Les prosateurs du seizième siècle ont laissé des monuments plus durables ; à leur tête, dans le genre léger, nous pouvons citer Marguerite de France, reine de Navarre et sœur de François I^{er}, qui composa soixante-douze contes licencieux, imités des nouvelles de Boccace. Cette femme qui partagea l'immoralité de son siècle et protégea les huguenots avec un zèle suspect, fut surnommée la dixième muse et se vit l'objet de l'adulation des poètes contemporains. On a pu voir, par ce qui précède, que ce fut là, pour elle, un médiocre honneur. Herberay des Essarts traduisit quelques romans de chevalerie ; son style indique un progrès fort remarquable dans la formation de la langue. Après lui vint Rabelais, l'auteur d'une burlesque épopée dont on a dit trop de bien, et dans laquelle, au milieu d'un grossier déluge de bouffonneries plates, impies ou obscènes, il a mêlé quelques détails satiriques propres à faire connaître les hommes et les vices du temps. Ce sont quelques parcelles d'argent enfouies dans un amas de fumier ; nous ne conseillons à personne d'avoir le triste courage de les chercher. Après cet écrivain, dont nous n'avons tracé le nom qu'à regret, et parce que les nécessités de l'histoire nous contraignaient de faire sa part, nous citerons dans un autre ordre d'idées trois philosophes, Montaigne, La

Boétie et Charron, et le naïf traducteur de Plutarque, Amyot, dont le style quoique vieilli, a conservé des charmes inimitables. Le langage de Montaigne se rapproche davantage du nôtre; ses *Essais*, dont la pensée philosophique doit être justement blâmée (car elle est la première expression d'une école qui plus tard produisit J.-J. Rousseau), sont une œuvre de scepticisme et d'épicuréisme, le manifeste d'un parti qui prêche l'indifférence et cherche à substituer une morale humaine à la morale révélée. A part ces graves défauts et certaines formes grossières, vice commun aux écrivains de l'époque, les *Essais* de Michel Montaigne sont le livre le plus justement célèbre qu'ait produit la langue française au seizième siècle, on y trouve un style hardi, une couleur originale, une imagination inépuisable, et l'on comprend que la littérature nationale a subi une grande transformation. Quant au style de La Boétie, il est remarquable par son énergique concision; son œuvre est une déclamation contre la tyrannie; mais la pensée démocratique n'avait point trouvé, depuis Tacite, un interprète plus éloquent. Le livre de *la Sagesse*, de Pierre Charron, exagère les pensées dangereuses de Montaigne, mais les revêt d'une forme moins propre à les populariser. Cet écrit fut censuré par la Sorbonné, l'Université et le parlement; le style en est froid et compassé. Les germes que renferment les œuvres impies et licencieuses de Rabelais, et la philosophie grave, mais sceptique, de Montaigne, seront de longues années à porter leurs fruits; mais enfin ils se développeront après cent cinquante ans de travail caché, et le dix-huitième siècle nous révélera ce qu'ils avaient d'anti-social et de funeste.

L'architecture et la statuaire avaient suivi les

déplacements de la littérature ; elles étaient remon-
tées au paganisme. Depuis les sanglants orages
qui signalèrent la démence de Charles VI jusqu'à la
fin du règne de Louis XII, les guerres civiles ou
étrangères avaient comme absorbé toute la puissance
des rois et du pays, et l'art avait pour ainsi dire
sommeillé ; quand il se réveilla, sous François I^{er},
l'invasion du goût italien fut complète ; on avait
perdu avec la foi le secret de la forme gothique, on
se rattacha à l'architecture et à la sculpture grecque
et latine. C'est sous les inspirations des artistes
formés à l'école des Médicis, et que François I^{er} ap-
pela en France, que l'art revêtit cette expression
sensuelle et matérielle qu'il a toujours conservée
depuis cette époque. Nos monuments s'élevèrent
ou furent restaurés en contradiction avec nos mœurs,
notre religion, notre climat. On eût dit à les voir
(on le dirait encore) des débris d'Herculanum ou de
Pompéïa rendus tout à coup à la lumière. Sous un
ciel où le marbre est promptement dévoré par une
sorte de rouille, on éleva d'élégantes colonnes qui
n'eurent que l'éclat d'un jour, on cisela des bas-
reliefs dont la destination véritable eût été le culte
de Minerve ou de Vénus. L'idole de l'amour re-
parut sous toutes les formes et remplaça les images
naïves de l'enfant Jésus, de sa sainte mère et des
anges. On ne comprit pas que l'œuvre architecto-
nique la plus belle n'est qu'un contre-sens lorsqu'elle
est en opposition avec les habitudes et le culte d'un
peuple, et ne répond ni à la foi, ni à l'intelligence,
ni même aux exigences de la nature locale. On
produisit des ouvrages gracieux, des pages monu-
mentales remarquables ; mais toutes ces créations
ne furent en harmonie qu'avec la licence du temps
et le déplorable engouement qui reportait les esprits

aux études païennes. Ce fut là leur principal caractère.

Loin de nous cependant l'idée de refuser le mérite du talent aux artistes de cette époque. Les châteaux de Fontainebleau, de Villers-Coterets, de Saint-Germain, de Madrid, de Chambord et du Louvre, ont été justement admirés, et notre sympathie pour les merveilles de l'architecture chrétienne ne doit pas nous dérober ce que les œuvres de la Renaissance eurent de remarquable. Rien n'égale la grâce des sculptures de Germain Pilon, de Jean Goujon, de Conchy, rien ne révèle plus d'étude et de science. Jean de Bologne, Louis de Foix, Jacques de la Brosse furent les dignes héritiers de ces maîtres; mais la renommée de ces disciples est encore dépassée par celle de Benvenuto Cellini, de Salviati, de Rosso (Maître Roux), de Jean Cousin, du Primatice et de Philibert Delorme. C'était d'ailleurs le siècle de Léon X, et l'Italie ne s'était jamais montrée plus féconde en génies et en merveilles; veuve des Césars, elle se consolait de son illustration antique et de la chute de l'empire romain en énumérant avec orgueil les noms de ses nouveaux enfants, ceux du Tasse, de l'Arioste, du Péragin, du Titien, de Vinci, de Raphaël, de Michel-Ange, et de tant d'autres qui lui composeraient la plus belle de ses couronnes, si elle ne pouvait, à plus juste titre, se parer de l'aurole de ses saints.

CAPÉTIENS.

BRANCHE DES BOURBONS.

HENRI IV, DIT LE GRAND.

Henri de Bourbon, roi de Navarre, descendait de Robert de Clermont, cinquième fils de saint Louis. Il était né à Pau, d'Antoine de Bourbon, duc de Vendôme, et de Jeanne d'Albret, héritière du royaume de Navarre. C'est ce même Antoine de Bourbon qu'on avait vu, sous Charles IX, jouer un rôle si peu digne de son illustre aïeul, changeant tout à la fois de religion et de parti, et portant dans les affaires publiques le relâchement et la corruption de ses mœurs et de sa foi. Henri, son fils, devait mieux que lui rappeler la gloire de leurs ancêtres. Ce jeune prince était né à Pau en 1553. Son grand-père, Henri d'Albret, voulant avoir pour héritier un homme intrépide, avait recommandé à sa fille Jeanne de chanter, en accouchant, un air des montagnes de Béarn * ; lui-même frotta d'ail le nouveau-né et lui fit boire quelques gouttes de vin. Après ces précautions, dont le vieux roi s'exagérait beaucoup l'utilité, on adopta un système d'éducation réellement propre à former un vaillant homme de guerre. Le jeune Henri fut élevé au milieu des enfants basques, rivalisant avec eux d'agilité et d'audace, parcourant les rochers et les montagnes, et se livrant à

* La chanson qui commence par ces mots : *Notre Dame du bout du pont, aidez-moi à cette heure*. La sainte Vierge fut invoquée, à la naissance du roi Henri, par une mère huguenote.

tous les exercices de l'esprit et du corps. Sa mère, Jeanne d'Albret, ardemment attachée à l'hérésie de Calvin, avait inoculé à son fils ses erreurs religieuses et en avait fait l'un des plus redoutables chefs du parti huguenot. Instruit dans l'art de la guerre par Coligny, Henri de Navarre prit part aux révoltes des protestants et les seconda de tout son courage. On sait que ce fut à l'occasion de son mariage avec Marguerite de Valois, sœur de Charles IX, qu'eut lieu le massacre de la Saint-Barthélemy. Pour se dérober à une mort certaine, Henri de Navarre feignit d'abjurer le calvinisme; plus tard, ayant réussi à s'échapper de la cour où Catherine de Médicis le retenait comme prisonnier, il s'empressa de protester contre son abjuration, et fut de nouveau choisi pour chef par les huguenots. Nous avons déjà raconté les guerres civiles qui lui fournirent l'occasion de signaler son brillant courage et sa générosité plus remarquable encore. En 1587, la victoire de Coutras, remportée sur Joyeuse, avait soumis à ses ordres une partie des provinces de l'Ouest et du Midi; deux ans plus tard il s'était uni avec Henri III contre la Ligue, et ce prince, sur son lit de mort, l'avait fait reconnaître pour son légitime héritier. L'armée royale campait alors sur les collines de Saint-Cloud et menaçait la capitale.

Les coutumes de la monarchie, ou plutôt l'interprétation de la loi Salique, appelaient au trône Henri de Navarre, le plus proche parent du dernier roi. J'ai dit plus haut par quelle juste répugnance la France catholique répondait aux prétentions ou aux droits de ce prince. C'était en effet une loi bien plus sainte et bien plus antique que toute autre, celle qui interdisait à un hérétique de régner sur le

peuple très-chrétien ; mieux que la loi Salique, quoi qu'en dise Pasquier, *cette loi avait été gravée dans le cœur de tous les Français.*

Aussi Henri de Navarre fut-il, dès le jour de son avènement, abandonné par la plus grande partie de son armée, et cette défection significative eut pour résultat de réduire à moins de six mille combattants des forces qui, peu de jours auparavant, s'élevaient à plus de trente-deux mille hommes. Il ne fallait plus songer à enlever Paris. Henri prit le parti de se replier sur la Normandie, où il fut suivi de près par le duc de Mayenne, héritier des Guises, ses frères, et chef des armées de la Ligue. Pendant cette campagne les ligueurs élurent pour roi le cardinal de Bourbon, vieillard du sang royal, et le proclamèrent sous le nom de Charles X.

Cependant l'armée de Mayenne, quatre fois plus considérable que celle du roi béarnais, semblait n'avoir qu'à se porter en avant pour obtenir un dernier et facile triomphe. Mayenne le croyait ainsi, mais il fut cruellement déçu dans son attente. Henri de Navarre lui présenta la bataille dans les plaines d'Arques, non loin de Dieppe, et remporta une victoire complète. Six mille hommes vinrent à bout de mettre en fuite une armée de trente mille soldats trop confiants dans leur nombre. Mayenne vaincu se replia sur la Picardie, et Henri parut de nouveau sous les murs de la capitale du royaume. Aidé de quatre mille Anglais qui lui furent envoyés par la protestante Elisabeth, il parvint à enlever quelques faubourgs ; cependant le retour des ducs de Mayenne et de Nemours l'obligea de lever le siège, et il s'éloigna une seconde fois de Paris pour soumettre la Normandie et le Maine.

Des deux côtés, dans ces jours de guerres reli-

gieuses, on acceptait le secours de l'étranger. . . Les protestants avaient donné l'exemple ; les ligueurs ne se faisaient point scrupule de se défendre par les mêmes armes. Au fond, de pareilles ressources convenaient aux mœurs du temps, et nos susceptibilités modernes n'auraient pu trouver place dans les graves événements du seizième siècle. Les calvinistes se souciaient plus du prêche que de la patrie, et les catholiques, de leur côté, ne voyaient dans les Espagnols que des frères : l'étranger est celui qui sert un autre Dieu que nous et non celui qui parle une autre langue. Une armée espagnole commandée par le comte d'Egmont avait ranimé les espérances de la Ligue. Mayenne conduisit de nouveaux soldats contre le Béarnais et l'atteignit sur les bords de l'Eure, dans la plaine d'Ivry. « Mes compagnons, dit Henri à ses soldats, vous êtes Français ; je suis votre roi, voilà l'ennemi. Si vous perdez vos enseignes, ralliez-vous à mon panache blanc ; vous le trouverez toujours au chemin de l'honneur. » Et après la victoire, qui fut complète, le premier ordre de ce généreux prince fut celui de sauver les Français. Le jeune comte d'Egmont périt dans la bataille, et les débris de l'armée de la Ligue se retirèrent vers le nord. La garde de Paris resta confiée au duc de Nemours.

Cependant le vieux cardinal de Bourbon, que la Ligue avait proclamé roi, était mort à Fontenay, où Henri de Navarre le retenait prisonnier (1490). Les catholiques ne se découragèrent point ; la Sorbonne, par un arrêt solennel, déclara Henri hérétique, fauteur d'hérésie, et comme tel incapable de succéder au trône ; le parlement institué par les ligueurs confirma cette sentence et défendit sous peine de mort de proposer un accommodement avec le chef des

protestants. Pendant que ces docteurs et ces magistrats délibéraient, le Béarnais bloquait la capitale et emportait les faubourgs. De part et d'autre on faisait d'immenses sacrifices pour terminer sous les murs de Paris ces déplorables guerres qui depuis tant d'années désolaient la France. D'un côté, un chef intrépide, secondé par une armée victorieuse ; de l'autre, la population de Paris, étroitement resserrée, mais préparée à subir toutes les extrémités de la misère plutôt qu'à renier sa vieille foi.

Jamais peut-être notre histoire n'avait offert un plus grand spectacle. Ce siège mémorable fit éclater tout ce que le prince avait au fond du cœur de magnanimité et de courage, et, en même temps, tout ce qu'une conviction religieuse forte et sincère peut donner à l'homme d'énergie et de constance. Le peuple de Paris se montra admirable de dévouement. C'est en vain que l'histoire, écrite jusqu'à ce jour par les philosophes, les protestants ou les panégyristes trop exclusifs d'une idée monarchique, a voulu déverser le ridicule ou l'opprobre sur cette sublime résistance ; le temps de la justice doit enfin venir pour des hommes qui surent se sacrifier jusqu'à la famine et jusqu'à la mort pour demeurer fidèles à leur culte. Sans doute des excès furent commis ; des moines et des religieux se laissèrent emporter par l'ignorance de leurs passions jusqu'à des manifestations opposées à leur saint caractère ; le fanatisme étouffa la miséricorde chez les uns, la voix de la nature chez les autres ; mais ces déplorables exceptions, qu'il est nécessaire de condamner, ne furent que des malheurs occasionnés par la guerre et qui n'ôtent rien à nos pères de ce que leur courage eut d'héroïque. Il est faux que des processions moitié guerrières, moitié chrétiennes, aient eu

lieu, pendant lesquelles des hommes consacrés à la prière parurent revêtus d'une cuirasse ou d'une cotte de mailles. Ces parades indécentes ne sont attestées que par un pamphlet sans importance. L'histoire, qui doit s'inspirer à des sources plus sérieuses, dira que si, dans une vaste population de trois à quatre cent mille âmes, il se trouva des fanatiques coupables, des mères dénaturées, l'immense majorité des Parisiens fut pure de leurs excès et supporta avec une courageuse fermeté les misères et les dangers du siège. Les moines, le crucifix à la main, encourageaient les milices, les femmes exhortaient leurs époux et leur donnaient quelquefois l'exemple; tous ensemble endurèrent la faim la plus affreuse, redoutant moins ses extrémités que le malheur d'obéir à un roi huguenot*. Pour suppléer au manque de farines, on déterra les os du cimetière des Innocents, on les pila et on en fit du pain, mais cet exécrationnable aliment donna la mort à quinze mille personnes. Enfin quelques misérables eurent, dit-on, recours à la chair humaine, et ce qui ne s'était pas vu peut-être depuis le siège de Jérusalem se renouvela en cette douloureuse circonstance. Mais le roi Henri, campé sur les hauteurs de Montmartre, gémissait au récit de tant d'infortunes. *Faudra-t-il donc, s'écriait-il en versant des larmes, que ce soit moi qui les nourrisse? Je ne veux pas régner sur des morts.* Dans une autre circonstance on lui entendit prononcer ces belles paroles : *Je ressemble à la vraie mère de Salomon ; j'aimerais mieux n'avoir point de Paris que de l'avoir en lambeaux.*

* Ceux qui ont taxé cette résistance d'insensée ou de coupable, ont eux-mêmes élevé jusqu'au ciel la conduite des assiégés de Numance et de Saragosse.

Par un excès de bonté sans exemple dans l'histoire, il permit que les bouches inutiles se retirassent de la ville et que ses officiers et ses soldats y fissent entrer des rafraîchissements pour leurs amis. Comme on menait pendre deux paysans qui avaient voulu introduire un convoi de vivres, il leur fit grâce, leur remit tout l'argent qu'il avait sur lui, et leur dit : *Allez en paix ; le Béarnais est pauvre : s'il en avait davantage, il vous le donnerait.* Plus de rigueur aurait peut-être terminé la guerre, mais, dit avec raison un historien moderne, « la Providence, attentive aux intérêts de la vraie religion, ôta à Henri tantôt la pensée, tantôt les moyens d'abattre ses ennemis, et il entra dans les desseins du ciel de n'affermir la couronne sur la tête de ce prince que quand il serait revenu à la foi de Clovis. »

Cependant l'héritier de Charles-Quint, Philippe II, roi d'Espagne, qui ambitionnait pour sa fille la couronne de France, ordonna au célèbre Alexandre Farnèse, prince de Parme, son lieutenant dans la Flandre, de marcher avec une armée au secours de Paris. Cet habile capitaine trompa la vigilance des assiégeants, réussit à s'introduire dans la ville et y jeta des vivres en abondance. Henri, à l'approche de ce nouvel ennemi, leva le siège et conduisit ses troupes sous les murs de Rouen. Pendant qu'il bloquait cette place avec une armée de quarante mille hommes, parmi lesquels cinq mille Anglais commandés par le comte d'Essex, le prince de Parme entra en Normandie et manœuvra avec tant d'intelligence qu'il contraignit encore les troupes protestantes à abandonner le siège. Pendant ces opérations, les bourgeois de Rouen s'étaient conduits avec un rare courage, Henri avec la témérité d'un soldat, et Farnèse avec la sagesse d'un général. Ce

dernier, satisfait d'avoir délivré Rouen, se replia sur le pays de Caux ; mais il fut vaincu et blessé aux abords d'Yvetot, ce qui ne l'empêcha pas d'opérer une savante retraite sur la Flandre. Sur ces entre-trefaites le protestant Lesdiguières sauvait le Dauphiné des entreprises du duc de Savoie et obtenait de Henri IV le gouvernement de Grenoble. Le duc de Savoie fut plus heureux en Provence ; il envahit cette contrée et le parlement d'Aix l'en déclara *lieutenant général sous la couronne*.

Cependant Paris était en proie aux factions : Philippe II avait réussi, à prix d'or, à gagner plusieurs des *Seize* à sa cause. Ces magistrats infidèles introduisirent des germes de division dans le sein de la Ligue, et attaquèrent, tantôt de front, tantôt sourdement, les personnages et les chefs qui n'agissaient que par des motifs plus purs. Ils commencèrent par accuser Mayenne de lenteur et de faiblesse ; puis ils mirent à mort quelques membres du parlement dont la conscience se refusait à l'accomplissement de leurs vues. Ils en étaient venus là autant par les suggestions de l'Espagne que par cette loi naturelle des révolutions qui pousse toujours les minorités ardentes et passionnées au meurtre ou à la violence ; mais le grand conseil de la Ligue ne voulut point s'associer à leurs fureurs. Mayenne rentra dans Paris et livra aux bourreaux quelques-uns des *Seize* ; les autres furent chassés du royaume (1592). Cependant les chefs de la Ligue convoquèrent à Paris une assemblée pour l'élection d'un roi. L'ambassadeur de Philippe II eut l'audace de proposer l'abolition de la loi Salique et de demander que la couronne fût décernée à l'infante Isabelle-Claire-Eugénie, annonçant que cette princesse épouserait le jeune duc de Guise, fils du Balafre et neveu

de Mayenne. Soit dépit, soit remords, Mayenne traversa ce dessein et le fit échouer. La Ligue eut le patriotisme de rejeter ces propositions, et le parlement, placé sous son influence, rendit un arrêt pour le maintien des lois fondamentales de la France, et pour empêcher *que, sous prétexte de religion, la couronne ne passât en des mains étrangères*. C'était se montrer doublement fidèle à Dieu et au pays. Le parti catholique ne pouvait pas mieux répondre aux calomnies des contemporains et aux mensonges de l'histoire (1593). Mais Dieu avait ses desseins, et comme il tient dans sa main le cœur des rois, il changea celui de Bourbon. Ce prince, qui s'était fait secrètement instruire dans la foi catholique, manifesta l'intention d'abandonner l'hérésie ; des conférences eurent lieu, en sa présence, entre les ministres des deux religions, et le roi ouvrit les yeux à la vérité. Henri annonça que son abjuration solennelle aurait lieu à Saint-Denis ; l'archevêque de Bourges présida à cette cérémonie. Le 25 juillet 1593, le roi se présenta dans la basilique. *Qui êtes-vous ?* lui dit le prélat, *que demandez-vous ?* — *Je suis le roi*, répondit Henri ; *je demande à être reçu dans le sein de l'Église catholique*, et il prit Dieu à témoin que sa vie serait consacrée à la défense de cette Église. Alors il fut réconcilié avec Dieu et avec son peuple, et une foule de Parisiens accourus à Saint-Denis le saluèrent de leurs vives acclamations.

Cependant quelques chefs de la Ligue, à l'instigation de Mayenne, tenaient encore à Paris, et le roi assiégeait de nouveau cette ville, mais cette fois sans lui imposer de nouvelles souffrances. Enfin, le 22 mars 1594, les portes Saint-Denis et Saint-Honoré furent livrées à Henri IV, et ce prince en-

tra comme par surprise dans sa capitale, sans éprouver de résistance : c'était au point du jour et la population dormait encore. La garnison espagnole capitula, et Paris vit enfin arriver le terme de ses longues épreuves. Cependant l'abjuration du roi, dont beaucoup personnes contestaient la sincérité, ne réussit pas à désarmer sur-le-champ toutes les haines. Quelques fanatiques demeurèrent fidèles à la Ligue, et un jeune homme nommé Barrière tenta aux jours du roi. On découvrit que ce misérable avait autrefois étudié dans un collège de Jésuites, et le parlement prononça l'expulsion de ces religieux. *Mais, dit Péréfixe, ces pères ne manquèrent pas, nonobstant que le temps fût contraire, de travailler à soutenir leur honneur.... et véritablement ceux qui n'étaient pas leurs ennemis ne croyaient pas que la Société fût coupable, de sorte qu'à quelques années de là le roi révoqua l'arrêt et les rappela.* La mesure prise contre les Jésuites ne fut point générale ; les parlements de Bordeaux et de Toulouse protestèrent, et le pape Clément VIII témoigna hautement son déplaisir. Enfin ce pontife se laissa fléchir, et consentit, seulement en 1595, à reconnaître l'abjuration du roi et à absoudre ce prince.

Des négociations habiles et des expéditions militaires exécutées à propos soumirent l'une après l'autre les provinces qui étaient demeurées fidèles à la Ligue. Rouen et la Normandie se rendirent ; mais la Picardie fut le théâtre d'une guerre longue et difficile ; la Champagne rentra dans le devoir. La Bourgogne fut plus lente à reconnaître l'autorité royale ; Mayenne y commandait et avait appelé à son aide une armée espagnole. La brillante victoire de Fontaine-Française, où Henri IV mit en

fuite, avec trois cents cavaliers, toute une armée espagnole, décida du sort de cette province. Mayenne obtint les conditions les plus favorables et fit son accommodement avec le roi. Marseille fut enlevée à la Ligue par le jeune duc de Guise, devenu fidèle à Henri IV. L'Anjou et le Languedoc furent plutôt achetés à prix d'argent que soumis par les armes (1596). La Picardie, alors envahie par une armée espagnole, tenait encore; les ennemis réussirent même à s'emparer d'Amiens à la suite d'un misérable stratagème (1597). La perte de cette ville fut un coup sensible pour le roi; mais la fidélité de son peuple et le courage de ses lieutenants lui vinrent en aide: à la tête d'une armée de cinq mille hommes Henri osa assiéger Amiens et parvint à s'en rendre maître. Le duc de Mercœur, prince de la maison de Lorraine, cherchait à prolonger la résistance en Bretagne; Henri en vint à bout en lui proposant une alliance avantageuse, et la révolte fut vaincue dans son dernier asile (1598). Bientôt après, le traité de paix de Vervins, conclu entre la France et l'Espagne, et ménagé par la médiation du pape Clément VIII, acheva de rétablir la tranquillité du royaume. Il y avait près de quarante ans que les fureurs de l'hérésie et les intrigues de l'étranger avaient déchiré et ensanglanté la France. La même année mourut Philippe II, roi d'Espagne, après avoir vu échouer toutes les conceptions politiques à l'accomplissement desquelles il avait voué sa vie.

Pendant les négociations de la paix de Vervins, la France fut au moment d'être encore livrée aux guerres religieuses. Les calvinistes voyaient avec une douleur mal dissimulée l'ordre renaître et la religion catholique assise sur le trône. Ces anciens partisans de Henri IV, mécontents des faveurs accor-

dées aux chefs de la Ligue et désespérant d'abolir le règne de l'Église, s'agitèrent avec audace et se montrèrent sur plusieurs points disposés à la révolte. Henri, pour mettre un terme à ces difficultés, publia l'édit de Nantes. Par cette ordonnance, le roi accordait aux huguenots la jouissance de tous les droits de citoyens, l'admission à tous les emplois, une chambre mi-partie dans chaque parlement, la permission de tenir des assemblées générales, des appointements pour leurs ministres, la faculté de s'imposer des taxes pour les besoins de leur culte, et enfin des places de sûreté, telles que Montauban et La Rochelle, pendant huit ans. Jamais, depuis la prétendue réforme, on n'avait fait d'aussi grandes concessions au parti de l'hérésie. Le parlement, l'Université et la Sorbonne, ces trois grands corps que les rois ménageaient avec tant de prudence, s'élevèrent vainement contre cet édit; le roi, dont la paix générale avait consolidé l'autorité, vint à bout de le faire enregistrer et ne tint point compte de leurs remontrances.

L'édit de Nantes accordait plus que la liberté de conscience, il constituait en France une nation protestante à côté d'une nation catholique; les huguenots possesseurs de places fortes étaient en cela plus favorisés que les orthodoxes, qui n'avaient pour garantie que la volonté du roi; la création de chambres mi-parties était une dangereuse anomalie, en ce qu'elle admettait une justice protestante et une justice catholique, consacrant ainsi des divisions qu'il eût été d'une politique plus sage d'éteindre. Henri IV, il faut le reconnaître, était trop indifférent en matière religieuse pour se préoccuper beaucoup du déplaisir que ces concessions exagérées causeraient aux catholiques; il ne voyait que ce qui

se passait à la surface de la France et non au cœur, et trouvait commode de terminer les difficultés de son temps au détriment de l'avenir. Il semble qu'on aurait dû attendre plus d'énergie et d'intelligence d'un homme qui, dans les rangs des calvinistes, avait pu apprécier ce que l'idée de révolte contre l'Église renferme en elle-même de futures révoltes contre l'État. C'était pour préserver la France d'un tel danger que les Guise, les Montmorency, les Saint André et tant d'autres avaient prodigué leur sang sur quarante champs de bataille, et que plus d'un million de martyrs avaient versé leur sang sous trois règnes. L'édit de Nantes rendait inutiles tant de généreux sacrifices et en condamnait la mémoire.

Quoi qu'il en soit, le royaume, dépeuplé par la guerre, ruiné par les dilapidations des gens de finances, épuisé d'argent et d'hommes, respira enfin à l'ombre de la paix de Vervins. Henri IV, délivré du souci des armes, tourna toutes ses pensées vers les améliorations intérieures. Il y avait beaucoup à faire pour soulager le peuple, mais la bonté de son cœur était au niveau d'une pareille tâche. Il s'appliqua d'abord à remédier aux désordres auxquels donnait lieu la perception de l'impôt. Cette opération, aujourd'hui fort simple et sévèrement contrôlée, était alors une source d'exactions odieuses et de profits coupables. L'État, en 1594, à la mort du surintendant François d'O, s'était trouvé obéré de trois cent trente millions d'alors (neuf cents millions de notre monnaie actuelle), et l'impôt ne produisait que vingt-cinq millions par année. Cependant le peuple en payait au moins cent cinquante, dont le sixième à peine entraînait au trésor. Les diverses branches du revenu public étaient

louées à des fermiers qui les établissaient en sous-fermes, et celles-ci étaient encore subdivisées en différents baux dont les titulaires, pour satisfaire leur cupidité, rançonnaient durement les contribuables. D'un autre côté, les revenus de plusieurs provinces étaient afferlés à des seigneurs ou banquiers italiens, et quelquefois à des seigneurs français, et l'usure était partout pratiquée. Henri IV voulut mettre ordre à tant d'abus. Béthune, marquis de Rosny et duc de Sully, qu'il avait fait principal surintendant des finances, le seconda puissamment dans ce grand projet. Ce grand ministre réprima l'avarice des seigneurs et des financiers, rétablit l'ordre, acquitta les dettes de l'État, fit porter directement au trésor l'argent du peuple et diminua les impôts et les tailles ; nonobstant cette diminution qui soulagea la misère du pays, comme la perception des deniers publics se fit avec régularité et économie, il arriva que le revenu de la couronne fut considérablement augmenté. Toutes ces réparations s'accomplirent avec cette loyauté admirable dont Henri IV se faisait une loi constante. On respecta les engagements que le malheur des temps avait imposés et les capitulations onéreuses des chefs de la Ligue. Les brevets de noblesse furent réduits, et comme la noblesse exemptait de l'impôt, cette mesure augmenta le nombre des contribuables. Tous les offices de finances dont la suppression fut reconnue utile furent abolis. Les places fortes furent réparées, les magasins et les arsenaux remplis, les routes publiques entretenues et plantées d'arbres, la solde des troupes assurée, la marine rétablie.

Toutes ces réformes ne s'accomplirent pas sans soulever de nombreuses critiques et des résistances plus dangereuses encore dans les rangs de ceux qui

jusqu'alors avaient vécu d'abus et de privilèges ;
 mais Henri en vint à bout par sa persévérance et
 son amour pour le peuple. Une fois seulement, et
 pour obtenir l'appui qui semblait lui manquer, il
 convoqua à Rouen une assemblée de notables ; le
 discours qu'il tint dans le sein de cette réunion est
 justement célèbre. « Si je faisais gloire, dit-il, de
 " passer pour orateur, j'aurais apporté ici plus de
 " belles paroles que de bonne volonté. Mais mon
 " ambition tend à quelque chose de plus haut que de
 " bien parler ; j'aspire au glorieux titre de libérateur
 " et de restaurateur de la France. Déjà, par la fa-
 " veur du ciel et par l'épée de ma brave et géné-
 " reuse noblesse (de laquelle je ne distingue point
 " mes princes, la qualité de gentilhomme étant le
 " plus beau titre que nous possédions), je l'ai tirée
 " de la servitude et de la ruine. Je désire mainte-
 " nant la remettre en sa première force et en son
 " ancienne splendeur. Participez, mes sujets, à
 " cette seconde gloire comme vous avez participé à
 " la première. Je ne vous ai point appelés, comme
 " faisaient mes prédécesseurs, pour vous obliger
 " d'approuver aveuglément mes volontés ; je vous ai
 " fait assembler pour recevoir vos conseils, pour les
 " croire, pour les suivre, en un mot pour *me mettre*
 " *en tutelle* entre vos mains. C'est une envie qui
 " ne prend guère aux rois, aux barbes grises et aux
 " victorieux comme moi ; mais l'amour que je porte
 " à mes sujets et l'extrême désir que j'ai de conser-
 " ver mon état me font trouver tout facile et honora-
 " ble. » En lisant ces paroles prononcées en 1596,
 et où la belle âme du premier roi de la maison de
 Bourbon se révèle avec tant d'éclat, on se demande
 s'il est vrai que ce qu'on appelle le gouvernement
 constitutionnel soit une invention de notre siècle, et

si, avant d'être régie par les formes anglaises, notre patrie n'avait jamais vu à sa tête un pouvoir vraiment libéral et vraiment civilisateur. Ce ne fut donc point la faute de nos rois, mais celle de la France si, dès la fin du seizième siècle, nos pères ne jouirent point de la monarchie tempérée. Henri IV la proposait à ses notables, mais ceux-ci ne comprirent point sa pensée. Au lieu de marcher généreusement, à la suite du roi, dans la route qui leur était ouverte, ils ne proposèrent que des moyens chimériques et indignes du pays. Henri IV fut donc réduit à se passer d'eux, et il fit bien.

L'agriculture fixa principalement l'attention d'Henri IV et de Sully. Les traités d'Olivier de Serres servirent de base à leurs prescriptions ; mais ce que le bon roi n'avait lu écrit que dans son cœur, ce fut ce souhait à jamais célèbre : « Je veux, » disait Henri, que chaque laboureur de mon royaume puisse mettre la poule au pot le dimanche. » Sully, de son côté, proclamait dans un autre style que *labourage et pasturage estoient les deux mamelles dont la France estoit alimentée, et les vraies mines et trésors du Pérou*. Aussi cet homme illustre évitait-il d'encourager les arts futiles, et regardait-il avec regret ces ateliers où les hommes épuisent leur vie dans des travaux purement mécaniques : *De telles frivolités, disait-il, ne sont propres qu'à énerver le corps, et privent la France de bons soldats*. Malgré cette répugnance à seconder les progrès de l'industrie, cette branche de la fortune publique prit un essor inconnu sous les règnes suivants. Des plantations de mûriers facilitèrent l'établissement de manufactures de soie ; d'autres manufactures de tapisseries, de glaces, de faïence et de verreries furent fondées ; par

les soins du roi on creusa le canal de Briare, qui unit la Loire à la Seine. Henri IV. avait également médité de joindre, par les bassins de l'Aude et de la Garonne, la Méditerranée à l'Océan, et de construire un hôtel des Invalides et un hôtel militaire ; ces utiles projets ne furent réalisés que par ses successeurs. C'est toutefois pendant son règne que nos premières colonies furent établies en Amérique. Après plusieurs essais infructueusement tentés dans le cours du seizième siècle, Samuel de Champlain, plus heureux que ses devanciers, jeta, en 1608, sur les bords du fleuve Saint-Laurent, les fondements de Québec, berceau et capitale de la Nouvelle-France ou du Canada.

Henri IV encouragea les arts et les lettres. Il continua le Louvre, fit construire le Pont-Neuf, le collège de La Flèche, le château de Saint-Germain et plusieurs autres édifices remarquables. Il appela autour de lui des savants et artistes, leur donna des logements dans le Louvre, et se plut à observer avec intérêt et à récompenser avec grandeur leurs divers travaux. Un établissement moins digne de lui, et purement fiscal, fut celui de la *Paulette*, qui rendit les charges de judicature héréditaires dans les familles, moyennant une redevance annuelle. Il essaya, par ses édits, d'abolir la sauvage coutume du duel ; mais ses exemples et ses discours paralysèrent ses lois.

La confiance dont il honorait Sully était sans bornes. Un jour que séduit par les artifices d'Henriette d'Entragues, sa favorite, il s'était laissé aller jusqu'à signer pour elle une promesse de mariage, il consulta Sully ; mais ce grand homme fut plus ami de la gloire que de la faveur de son maître, et déchira le billet. Ce trait honore le ministre qui se

le permit et le roi qui le toléra. Un jour que des courtisans avaient réussi à jeter dans l'esprit du Béarnais quelques doutes sur la fidélité de Sully, Henri IV, avant de le disgracier, voulut avoir une explication avec lui, et ce ministre loyal n'eut pas de peine à confondre la calomnie. Le roi, désabusé, lui jura alors qu'il n'aurait jamais d'autre conseiller que lui, et qu'il le regarderait à la vie et à la mort comme son ami le plus fidèle. Comme Sully, transporté, se jetait aux genoux du prince : *Lève-toi donc*, lui dit Henri ; *ces gens-là nous observent : ils croiraient que je te pardonne*. Et il l'embrassa aux yeux de toute la cour.

Tel était Henri IV, dont le nom résume encore de nos jours, la grandeur royale unie à la bonté. De toutes les qualités qui dominèrent chez lui, l'amour pour le peuple fut la première, et, pour ainsi dire, la seule exclusive ; les autres n'en furent que les conséquences immédiates. Aussi dépourvu de fierté que de sévérité, le bon roi était accessible à ses sujets, et se considérait à leur égard comme le père d'une grande famille. La prospérité de la France faisait la sienne ; pendant qu'il songeait à assurer pour l'avenir la fortune du moindre paysan, lui-même manquait de tout, et s'en plaignait avec gaîté ; il écrivait à Rosny, le 15 avril 1596 : « Mes
» chemises sont toutes déchirées, mes pourpoints
» troués au coude ; ma marmite est souvent renver-
» sée, et depuis deux jours je dîne et soupe chez les
» uns et les autres, mes pourvoyeurs disant n'avoir
» plus moyen de fournir à ma table, d'autant plus
» qu'il y a six-mois qu'il n'ont pas reçu d'argent. » Et Rosny, le confident de ces plaintes, vendit un jour tous ses biens pour en employer le produit au service de son maître. Ministre bien digne d'un tel roi.

Mais Henri IV était monté sur le trône à la suite d'une guerre civile et d'une secousse révolutionnaire; et son règne, comme celui des fondateurs de dynastie, commença au milieu des orages. Les ligueurs obstinés et quelques ambitieux trompés dans leurs espérances ne cessèrent de menacer sa vie. Il y eut contre lui dix-sept tentatives d'assassinat et plusieurs grandes conspirations. Les partis violents ne cessaient de dévouer son nom à la haine ou au régicide. Parmi ceux qui voulurent lui arracher la couronne, l'histoire doit mentionner le maréchal de Biron, comblé des faveurs d'un si bon prince. Cet ambitieux prêta l'oreille aux propositions d'Emmanuel, duc de Savoie, l'un des adversaires les plus opiniâtres de Henri IV; séduit par la promesse qu'il en obtint d'être nommé souverain d'une partie de la France méridionale, il médita avec quelques conjurés, français ou étrangers, le démembrement du royaume et la perte du roi. Pardonné d'abord, il retomba dans le même crime. Vainement Henri IV essaya-t-il d'obtenir de lui l'aveu de son tort, et lui remit-il pour ainsi dire la grâce et le repentir entre ses mains; Biron ne répondit à une telle clémence que par l'audace et le mensonge. Le roi, après avoir tenté quatre fois de le sauver, l'abandonna à la rigueur des lois, et le maréchal de Biron, le plus puissant homme de France après Henri, eut la tête tranchée à la Bastille (31 juillet 1602).

Le pouvoir féodal, qui avait reconquis, à la faveur des guerres de religion, une partie de ses anciens privilèges, comprit par le supplice du maréchal qu'il fallait de nouveau plier devant la royauté. Cependant, cet exemple n'empêcha pas une nouvelle conspiration préparée, cette fois, par les intrigues de Henriette d'Entragues, marquise de Ver-

neuil (1605). Le comte d'Entraques et son fils, le comte d'Auvergne, furent condamnés par le parlement, mais Henri IV leur fit grâce ; plus tard, Henri de la Tour, duc de Bouillon, ayant soulevé les huguenots, s'arma à son tour contre le roi ; il fallut que ce prince marchât lui-même contre son vassal rebelle et le réduisit à demander grâce ; mais cette révolte vaincue, toute pensée de résistance fut ajournée ; d'ailleurs la plupart des représentants de la féodalité s'étaient eux-mêmes déshérités de leur force en vendant à prix d'argent leur soumission. Les honteuses capitulations qu'ils avaient acceptées ou proposées, les avaient déconsidérés en les enrichissant. La royauté s'était donc trouvée favorisée par les circonstances. Les rivaux qu'elle n'avait pu réduire, comme Mayenne ou Mercœur, elle les avait achetés, comme Villars-Brancas en Normandie, le marquis d'Elbœuf en Poitou, le duc de Guise en Champagne, le duc de Joyeuse en Languedoc, Bois-Dauphin en Anjou. Ces transactions lui coûtèrent trente-deux millions, et pourtant la réaction féodale ne fut qu'assoupie, et non éteinte. Sous le règne suivant nous la verrons se réveiller pour la dernière fois.

Henri IV avait épousé, n'étant encore que roi de Navarre, Marguerite de Valois, sœur de Charles IX. Cette princesse, élevée au sein d'une cour corrompue, n'en suivit que trop les maximes. La licence de ses mœurs la rendit méprisante aux yeux de ses contemporains et de son époux. Marguerite et Henri IV, après avoir vécu long-temps volontairement séparés, obtinrent du saint-siège, après les informations juridiques les plus exactes, la rupture de leur union. Marguerite quitta sa résidence de Nérac et vint à Paris, où elle mourut

en 1615. Les dernières années de cette reine furent consacrées à la pénitence et aux bonnes œuvres. Pour Henri IV, dès l'année 1600, il avait épousé Marie de Médicis, nièce du grand-duc de Toscane. Ce nouveau mariage ne fut guère plus heureux que l'autre.

Henri IV, que beaucoup d'écrivains (épris d'un faux zèle pour sa mémoire) ont voulu en cela excuser, comme si la débauche cessait d'être un crime pour devenir une aimable faiblesse alors que le coupable est un roi, Henri IV, dis-je, avait triomphé de tous ses ennemis, mais il se laissa lâchement vaincre par ses passions. Le vice qui perdit Salomon le domina tout entier ; mais le récit de ses désordres serait trop long et ne trouverait point ici sa place. Nous éviterons au contraire avec soin, dût ce livre cesser d'être complet, de donner avec complaisance, comme trop d'historiens l'ont fait avant nous, la nomenclature des femmes flétries par l'adultère qui furent complices de ses fautes. Henri IV se laissa également emporter par la fureur du jeu. Jetons le voile sur ces détails, mais n'oublions pas cependant, car la sévérité de l'histoire l'exige, qu'ils suffisent pour imprimer une tache ineffaçable au souvenir d'un de nos plus grands rois.

L'année 1610 semblait réservée à de grands événements ; Henri IV, qui avait élevé la France à un haut degré de prospérité intérieure, avait conquis par l'éclat de son courage et de ses grandes actions l'estime des autres puissances de l'Europe. Usant de son influence pour le bien de la paix, il avait réussi à suspendre par sa médiation la longue guerre entre les Provinces-Unies et l'Espagne. Il avait réconcilié la république de Venise avec le

saint-siège, et contraint le duc de Savoie, le plus tenace de ses adversaires, à solliciter son pardon et à céder à la France la Bresse, le Bugey et le pays de Gex. Pour mettre le comble à sa gloire et à sa prépondérance européenne, il en était venu à préparer l'accomplissement d'un plan gigantesque dont le résultat devait être l'abaissement de la maison d'Autriche et l'établissement de la paix perpétuelle. Ce fut un rêve, mais ce rêve était celui d'une âme passionnée pour le repos des hommes. Henri IV avait sincèrement résolu de substituer dans les Etats de l'Europe le droit à la force, et d'organiser un tribunal suprême qui, jugeant pacifiquement les différends des rois et des peuples, préviendrait l'explosion de toute guerre nouvelle. Un autre tribunal composé de soixante-dix députés ou représentants des puissances devait juger les affaires importantes ; enfin, six autres corps subalternes, placés sur différents points de l'Europe, étaient appelés à prononcer sur les questions moins graves.

Les puissances devaient être réduites à quinze, savoir : six monarchies héréditaires, cinq monarchies électives et quatre républiques. On ne devait accorder la liberté de conscience qu'aux Catholiques, aux Luthériens et aux Calvinistes. La guerre entreprise pour assurer l'exécution de ce plan chimérique devait être la dernière de toutes.

Sully lui-même atteste dans ses Mémoires l'existence de ces projets, qui indiquent chez Henri IV plus d'exaltation chevaleresque que de saine entente des choses humaines. Il est à propos de remarquer que les puissances protestantes favorisaient cette entreprise, et leurs dispositions à cet égard sont un motif de plus pour nous abstenir d'accorder des éloges aux vues de Henri IV. Tout ce qu'on

peut dire, c'est que ce prince était dupe de son cœur. Il est permis également de croire que pour donner le change sur ses véritables projets et se ménager certaines alliances, il avait permis qu'on mêlât le vrai et le faux dans l'annonce de ses projets politiques.

Quoi qu'il en soit, Henri était à la veille de partir pour son armée. Pour assurer l'ordre pendant son absence, il venait de conférer la régence à la reine Marie de Médicis, et de la faire sacrer et couronner à Saint-Denis. L'entrée de la reine à Paris était fixée au 15 mai 1610 ; mais le vendredi, 14 de ce mois, jour triste et fatal pour la France, le roi, sur les dix heures du matin, fut entendre la messe aux Feuillants : vers l'après-midi, il se fit conduire chez Sully, à l'Arsenal. Il avait l'âme inondée de pressentiments sinistres, et rêpétait avec douleur : « Ils me tueront. » ou bien : « Il faudra quitter tout ceci. » Les glaces de la voiture étaient baissées. Tout à coup, au coin de la rue de la Ferronnerie, un embarras de charrettes arrêta un moment le carrosse royal. Pendant que l'escorte faisait dégager le passage, François Ravallac, natif d'Angoulême, qui suivait le roi depuis le Louvre, monta sur l'une des roues et frappa Henri IV de deux coups de poignard, dont l'un atteignit le cœur. Le roi s'écria : *Je suis blessé*, et il rendit le dernier soupir. Il était âgé de cinquante-sept ans, dans la vingt et unième année de son règne.

« Quand le bruit de ce tragique événement fut répandu dans Paris, dit Péréfixe, et que l'on eut la certitude que le roi, que l'on croyait seulement blessé, était mort, ce mélange d'espérance et de crainte qui tenait toute la ville en suspens éclata

» tout d'un coup par de grands cris et par de fureux gémissements. Les uns devenaient immobiles et pâmes de douleur, les autres couraient les rues tout éperdus. Plusieurs embrassaient leurs amis en versant des torrents de larmes, sans pouvoir leur dire autre chose sinon : *Ah ! quel malheur ! . . .* On voyait des femmes échevelées qui se lamentaient et qui disaient à leurs enfants en les serrant dans leurs bras : *Que deviendrez-vous, mes enfants ? vous avez perdu votre père !* Il y eut plusieurs personnes si vivement touchées de ce cruel malheur qu'elles en moururent, les unes sur-le-champ, les autres peu de jours après. Enfin on eût dit que chacun avait perdu toute sa famille, tout son bien, toutes ses espérances, par la mort de ce bon roi. »

Qui poussa le bras de Ravallac, qui l'instruisit au crime ? C'est encore un mystère. Le peuple accusa la cour, le duc d'Épernon, la reine, et il faut dire à la honte de cette femme qu'elle ne témoigna pas assez de douleur ; la cour et la reine accusèrent l'Autriche ou l'Espagne. Pour le parricide, il s'obstina jusqu'au dernier moment à nier qu'il eût des complices, et il est plus sûr de le croire. Il paraît à peu près certain que Ravallac fut un fanatique, exalté par les prédications de quelques ligueurs : en commettant son acte exécrable, il crut servir la cause qu'on avait voulu servir par la Saint-Barthélemy, et qui repousse avec horreur de pareils sacrifices.

Médiocre politique, téméraire capitaine et admirable soldat, Henri IV, qu'on appelle le *Grand*, mais qui est plus justement nommé le *bon Henri*, est un des rois dont le souvenir demeura le plus longtemps gravé dans la reconnaissance des peu-

ples. Tout son règne se résume dans ce vers caractéristique :

« Il fut de ses sujets le vainqueur et le père. »

Mais l'histoire, en lui tenant compte de sa magnanimité et de sa bonté inépuisable, doit condamner quelques-uns de ses actes et surtout les désordres de sa vie. Souvenons-nous que toute vertu humaine est souvent fausse ou imparfaite, et que Dieu juge sévèrement ceux-là mêmes que la postérité exalte et que la popularité absout.

SYNCHRONISMES.

1600. Importation du tabac en France. Invention du télescope.

1604. Le comte d'Essex est décapité à Londres.

1603. A la mort d'Elisabeth, reine d'Angleterre, Jacques VI, roi d'Écosse et fils de Marie Stuart, réunit sous un même sceptre l'Angleterre, l'Écosse et l'Irlande. Il régné dès lors sous le nom de Jacques I^{er}.

1605. Conspiration des poudres à Londres.

LOUIS XIII, DIT LE JUSTE.

(1610.)

Lorsque mourut Henri IV, son fils aîné, le jeune Louis XIII, n'était âgé que de neuf ans ; sa veuve, Marie de Médicis, suivait aveuglément les conseils d'un obscur gentilhomme italien, nommé Concini, et ceux de sa femme, la célèbre Leonora Galigai. Quelques seigneurs sans capacité et sans énergie leur formaient une cour.

Il fallait pourvoir à la régence. Henri IV, en partant pour l'Allemagne, avait dessein de la confier à la reine. Le prince de Condé et le comte de Soissons élevaient des prétentions contraires ; mais le duc d'Épernon profita de l'absence de ces princes, et le parlement, intimidé par ses menaces, déclara Marie de Médicis régente de France.

La politique que suivit cette reine, dominée par Concini, fut moins favorable que celle du dernier roi aux intérêts des protestants en Europe. Les projets gigantesques conçus par Henri IV furent peu à peu abandonnés. On reconnut que les forces dont on disposait ne suffisaient point pour humilier la maison d'Autriche, et au lieu de poursuivre une guerre périlleuse et incertaine contre cette puissance, on préféra se la concilier par la paix. C'était le parti le plus sage et le seul possible. Les historiens qui ont cherché à déverser à ce sujet une sorte d'opprobre sur Concini se sont mal rendu compte de la situation de l'Europe. Henri IV mort, l'armée était sans chef, et les princes protestants, quoique momentanément nos alliés, sentaient diminuer leurs sympathies en même temps que leur confiance. Il

eût été fort dangereux d'épouser une querelle dont l'issue, si nos armes étaient impuissantes, pouvait être fatale à la France comme nation, et fatale au catholicisme en Europe dans le cas où les luthériens auraient triomphé par notre appui.

Cependant les princes du sang et les seigneurs ne voyaient pas sans mécontentement un aventurier florentin, enflé par la faveur indiscreète de la régente, diriger le système politique du royaume et disposer des faveurs et des grâces. Ils s'indignaient du crédit de cet étranger, et comparaient l'éclat de sa fortune avec sa pauvreté encore toute récente. Pour apaiser leurs murmures, Concini leur prodigua les trésors que la sage économie de Sully avait amassés au Louvre et qui dépassaient quarante millions d'alors. Lui-même n'eut garde de s'oublier ; il acheta le marquisat d'Ancre, se fit reconnaître premier gentilhomme, gouverneur de plusieurs places fortes, et, sans avoir jamais porté les armes, parvint au grade de maréchal de France. Quand les honteuses libéralités de Concini s'arrêtèrent d'elles-mêmes, grâce à l'épuisement des finances, les seigneurs se montrèrent encore plus hostiles contre le favori. Le maréchal d'Ancre, c'est le nom que Concini avait pris, comme pour faire oublier son origine italienne, se vit plus que jamais en butte à leurs cabales. Au fond, il s'agissait moins de cet homme, bien que son nom fût un prétexte, que des intérêts du parti féodal. On a vu que le roi Henri IV avait été forcé d'entrer en composition avec les princes et les grands, et qu'il n'avait pu obtenir leur soumission qu'en leur concédant des pensions énormes ou des gouvernements importants. Une fois investis de ces gouvernements, les grands cherchèrent à se rendre en quelque sorte indépen-

dants de l'autorité royale. L'occasion semblait heureuse pour hâter cette tentative féodale. Sauf la différence du costume et des noms propres, les hommes procèdent toujours de la même façon, et l'histoire est toujours semblable à elle-même : il arriva que les grands du royaume agirent précisément comme l'avaient fait autrefois les seigneurs d'Austrasie, armés contre la puissance des maires ; l'aristocratie, sous la minorité de Louis XIII, tendit au but qu'elle avait atteint sous Charles-le-Chauve et ses successeurs. Mais pour réprimer ses tentatives et renverser l'échafaudage de ses privilèges, elle allait voir se lever contre elle, l'un après l'autre, et sous les noms de Richelieu et de Louis XIV, un nouvel Ebroïn et un second Philippe-Auguste.

Le prince de Condé, le duc de Vendôme et son frère, les ducs de Longueville, de Mayenne, de Nevers, de Retz, beaucoup d'autres puissants seigneurs, et à leur tête le duc de Bouillon, qui les exhortait à la révolte, quittèrent la cour et se retirèrent dans les provinces soumises à leur influence. Là ils publièrent un manifeste contre la reine et le maréchal d'Ancre. Marie de Médicis et Concini n'osèrent attaquer de front ces rebelles, et ouvrirent avec eux, à Sainte-Menehould, des conférences qui se terminèrent par un traité peu solide. De part et d'autre on résolut de convoquer les états-généraux, et ils le furent dès la même année (1614). Cette assemblée ne produisit que de vains discours et n'amena la réforme d'aucun abus. Il semblait qu'on cherchât à dégoûter la France de cette forme de gouvernement. Les états de 1614 se composèrent de cent quarante membres du clergé, qui choisirent pour orateur l'évêque de Luçon, Richelieu, dont le nom est si justement célèbre ; de cent trente-

deux gentilshommes, présidés par le marquis de Beaufremont, et de cent quatre-vingt-deux députés du tiers, ayant à leur tête Miron, prévôt des marchands de Paris. L'assemblée, après avoir présenté de stériles cahiers de doléances, se sépara sans avoir rien fait. Tels furent les derniers états-généraux tenus en France avant ceux de 1789. La session de 1614, par l'impuissance des représentants de la nation, eut pour conséquence immédiate l'établissement de la monarchie absolue; celle de 1789, comme nous le verrons bientôt, par une cause absolument contraire, inaugura la monarchie républicaine et la plus formidable révolution dont les temps modernes nous aient transmis le souvenir. Mais entre ces deux dates près de deux siècles vont s'écouler, pendant lesquels la royauté brisera l'un après l'autre tous les obstacles qui s'opposeront à son action illimitée.

Ce que n'avaient point fait les états-généraux, le parlement entreprit de l'accomplir; il enjoignit aux princes et aux pairs de France de venir délibérer avec lui sur les mesures à prendre pour réformer les abus. La cour, effrayée des droits que s'attribuait cette cour de justice, cassa son arrêt comme constituant une usurpation de pouvoir. Le parlement n'osa résister davantage (1615).

Mais les princes et les grands du royaume se révoltèrent de nouveau. Condé, leur chef, tenta d'enlever le jeune Louis XIII pendant qu'il se rendait à Bordeaux pour y épouser Anne d'Autriche, princesse de la maison royale d'Espagne. Le roi se fit protéger pendant sa route par une armée commandée par le duc de Guise, et revint à Paris toujours harcelé par les mécontents.

Soit que le roi fût pressé de rétablir la paix, soit

que le souvenir des guerres de religion épouvantât la reine-mère, au lieu d'écraser Condé, les grands et les protestants, comme on pouvait le faire avec les troupes dont on disposait, la cour préféra entrer avec les rebelles en arrangements pacifiques. Des négociations furent ouvertes, et le résultat fut une paix honteuse signée à Loudun, le 6 mai 1616. Condé obtint des places de sûreté pour lui-même, et pour ses partisans des emplois, des dignités et des sommes considérables. Les protestants forcèrent le roi de confirmer leurs anciens privilèges, et, entre autres, ce déplorable édit de Nantes qui, en organisant politiquement et légalement l'hérésie, créait une république au sein d'une monarchie.

Condé revint à Paris enorgueilli de son triomphe ; il affectait de braver la reine-mère et d'outrager le maréchal d'Ancre. Mais il avait affaire à d'astucieux Italiens contre lesquels il eût mieux valu se tenir en garde. Pendant qu'il se livrait à la joie de sa puissance, Concini le fit arrêter et emprisonner à la Bastille, puis à Vincennes. L'auteur de cet exploit, Thémines, homme obscur, reçut une somme de cent vingt mille écus et le bâton de maréchal. Cependant l'arrestation de Condé ouvrit les yeux à ses partisans sur leurs propres dangers, et ils se hâtèrent de quitter Paris. Dès lors la puissance du maréchal d'Ancre ne connut plus de bornes ; il renouvela le ministère, qu'il composa de ses amis, entre autres de Richelieu, se donna une garde, fit fortifier plusieurs villes et confia à ses créatures la garde des principales places.

Les grands du royaume, et à leur tête les princes, ne se tinrent pas pour vaincus ; ils armèrent encore. La reine-mère leva des troupes pour prévenir leurs desseins ; Concini offrit de soudoyer à

ses frais un corps de sept mille hommes. C'était beaucoup pour un aventurier qui, en arrivant en France, n'avait pas de quoi payer un seul domestique. Mais son élévation touchait à sa fin. Un jeune homme, Charles d'Albert, plus connu sous le nom de Luynes, qu'il prit plus tard, s'était mis dans les bonnes grâces de Louis XIII encore enfant, par le talent qu'il avait de dresser les pies. Il paraît qu'il était encore plus habile à apprivoiser l'orgueil des princes. Peu à peu ses insinuations agirent sur l'âme du roi, qui lui accorda la plus grande confiance : de Luynes s'en servit avec succès contre le maréchal d'Ancre, et ayant réussi à le signaler au roi comme un homme dangereux pour la sûreté de sa couronne, tant à cause de son ambition que de sa fortune, il obtint de ce prince l'ordre d'arrêter le maréchal, mort ou vif. Vitri, capitaine des gardes, fut chargé de cette mission. Comme Concini passait sur le pont du Louvre, il se présenta à lui et le somma au nom du roi de rendre son épée. Pendant que le maréchal, surpris, semblait hésiter, il tomba frappé de trois coups de pistolet et mourut sur-le-champ. On fit croire à Louis XIII que la résistance de Concini avait nécessité ce meurtre, et Vitri fut fait maréchal de France. C'était la seconde fois que ce haut grade était flétri par un choix indigne, et se gagnait, selon l'expression énergique du duc de Bouillon, *par le métier de sergent et d'assassin* (24 avril 1617).

Le peuple de Paris, sur la foi des princes et par haine pour les étrangers, regardait Concini comme un tyran. Il paraît cependant que cet homme ne songea qu'à amasser des trésors, et sa cupidité, quoique coupable, ne justifia point l'odieux traitement qu'on lui fit subir. Il avait eu d'ailleurs pour com-

plices de ses déprédations ces mêmes seigneurs qu'il avait enrichis en dissipant pour eux les réserves du fisc. Quoi qu'il en soit, le peuple de Paris, qui déjà en avait ainsi agi à l'égard de Ravillac, déterra son corps, le traîna dans les égoûts et en mit les lambeaux à l'enchère. Ces scènes de cannibales, répétées deux fois à un intervalle de sept ans, révèlent ce qu'il y avait de passions sanguinaires et brutales dans ces masses qu'on représente quelquefois comme si dociles et si endurantes ; on ne dit pas que la cour s'en soit effrayée le moins du monde ; peut-être y voyait-elle des preuves brutales d'attachement et de fidélité. Moins de deux siècles allaient s'écouler, et une autre cour devait comprendre ce qu'il y a de terrible dans ces joies de la populace.

Leonora Galigai, veuve du misérable maréchal, fut traduite devant le parlement, et cette femme, dont la vie avait été vouée à l'intrigue, trouva le moyen de se réhabiliter dans l'opinion, à force de courage. Elle sembla digne de sa fortune lorsque, un de ses accusateurs lui ayant demandé de quel charme elle s'était servie pour ensorceler la reine-mère, elle répondit : *De l'ascendant qu'un esprit supérieur a toujours sur un esprit faible.* On trouva plus simple de la déclarer coupable de magie et de lèse-majesté divine et humaine, et, comme telle, de la condamner à être décapitée en place de Grève, pour être ensuite brûlée et ses cendres jetées au vent. Elle subit son supplice avec résignation.

La France ne gagna à cette catastrophe qu'un changement de favori. L'influence passa à Luynes. La reine-mère fut reléguée à Blois, où sa petite cour devint un foyer d'intrigues. Plus tard, Luynes, comme pour mieux braver l'opinion publique, se fit déclarer connétable. Son élévation servit de pré-

texte à une nouvelle révolte des grands et des princes ; mais Luynes, qui justifiait par quelques talents militaires la faveur dont il avait été l'objet, confondit leurs espérances à la bataille des Ponts de Cé. Il ne resta plus à Marie de Médicis qu'à entrer en accommodement avec son fils (1620). Le médiateur de cette paix domestique fut Richelieu, qui, disgracié avec la reine-mère, parvint peu à peu à rentrer dans les bonnes grâces de Luynes. C'était par ces petites querelles que cet homme illustre accoutumait son génie à un plus vaste rôle.

Cependant les protestants prenaient chaque jour une attitude plus menaçante ; ils en vinrent à compromettre l'existence de la monarchie. Louis XIII et le connétable résolurent d'agir avec vigueur. Un édit fut rendu qui réunissait le Béarn à la couronne et prescrivait aux calvinistes de restituer les biens de l'Eglise qu'ils avaient autrefois usurpés. Ce fut le signal de la guerre. Les protestants prirent les armes et résolurent de changer la base du gouvernement. La Rochelle publia, en 1621, une déclaration d'indépendance, partagea en huit cercles les sept cents églises prétendues réformées de France, régla les levées d'hommes et d'argent, en un mot organisa la république calviniste. Lesdiguières fut invité par cette assemblée à prendre le commandement général des troupes protestantes, et on lui offrit cent mille écus par mois. Le vieux maréchal préféra rester paisible dans son gouvernement de Grenoble, ou pour mieux dire dans sa petite royauté du Dauphiné ; il fit mieux, et embrassa publiquement la religion catholique. Ce fut une victoire pour l'Eglise.

Louis XIII avait pris les armes contre les rebelles ; mais les protestants, fortifiés par les conces-

sions de l'édit de Nantes, résistèrent avec une vigoureuse énergie. Le roi parvint toutefois à leur enlever cinquante places qu'il fit démanteler. Il s'empara de Saumur, de Sancerre, de Nérac, de Pons, de Bergerac et de Saint-Jean-d'Angély, malgré la résistance des sectaires et les efforts de Rohan et de Soubise. Mais ses troupes échouèrent devant Montauban, que défendait le maréchal de la Force (1621). Huit mille hommes de l'armée royale périrent dans ce mémorable siège, et avec eux une foule considérable de généraux et d'officiers de mérite. Luynes, lui-même dévoré de chagrin à la suite de cet échec, tomba malade et mourut, détesté du peuple et peu regretté de son maître qui commençait à être las de son joug. L'épée de connétable fut donnée à Lesdiguières.

Le désastre de Montauban accrut l'audace des calvinistes, et Louis XIII se crut forcé de leur accorder la paix et de les rétablir dans tous les droits de l'édit de Nantes.

Cependant Richelieu, qui venait de recevoir le chapeau de cardinal, parvint, grâce à l'influence de la reine-mère, à entrer au conseil en qualité de ministre (1624). La France, sous sa puissante main, allait changer de face et assister à une nouvelle transformation politique. Pour mieux apprécier la mission que se proposa Richelieu et qu'il accomplit, il est nécessaire de jeter un coup d'œil rapide sur la situation intérieure de la France et sur ce qu'elle avait à craindre ou à espérer des autres gouvernements de l'Europe.

A l'intérieur se présentaient toujours deux graves obstacles au progrès de la royauté et au repos du peuple : la féodalité et la démocratie calviniste.

L'élément démocratique, toujours en lutte, sinon

en progrès, depuis l'affranchissement des communes, avait cessé de s'abriter derrière la royauté dès-lors qu'il semblait pouvoir agir par lui-même. Pendant les troubles qui avaient agité la France sous Charles V et Charles VI, le peuple avait combattu pour son compte et versé le sang des nobles sans se soucier beaucoup de la royauté. L'idée républicaine, victorieuse en Flandre, en Suisse et dans une partie de l'Italie, se faisait jour en France, et n'était pas plus tôt comprimée sur un point qu'elle reparais-sait sur un autre. Elle avait vaincu Charles-le-Téméraire, et rien que ce seul fait suffit pour constater sa puissance.

Sous Louis XI, elle fut à demi-satisfaite; si le roi l'enchaîna d'une main, de l'autre il décima toutes les sommités sociales. La démocratie voyant la royauté se charger de son œuvre la laissa faire toute seule. Mais quand le pouvoir royal eut à son tour prévalu sous Louis XII, François I^{er} et son successeur, la démocratie chercha autour d'elle un principe qui pût la défendre contre ce nouveau maître. Pendant que ces germes de rébellion fermentaient en elle, la réforme luthérienne éclata en Allemagne, et comme toutes les révoltes se tiennent et sont entre elles solidaires, la démocratie française accueillit avec transport les novateurs religieux et facilita leurs déplorables conquêtes. Comme sur ce terrain il lui fallait des chefs et que l'organisation sociale ne permettait pas d'en trouver en dehors de la noblesse, les protestants français profitèrent de la rébellion des grands et se coalisèrent avec eux.

L'édit de Nantes, qu'ils conquièrent après quarante ans de guerres civiles, leur conféra une existence politique et permit au principe républicain de se développer à l'aise. Henri IV, à son entrée à

Paris, s'était trouvé dans la nécessité de contenter ses amis protestants et ses ennemis catholiques. Aux premiers il avait concédé des droits et des privilèges qui en faisaient comme un peuple républicain constitué au sein d'un peuple monarchique ; aux autres, ou pour mieux dire à leurs chefs, qui seuls avaient stipulé, il avait concédé des gouvernements, des places fortes, des pensions, et une masse de privilèges assez considérables pour leur permettre d'aspirer à l'indépendance ; et ils y étaient parvenus à ce point que l'un d'eux, le célèbre Lesdiguières, ayant osé, en 1617, faire la guerre aux Espagnols sans la permission du roi, personne ne lui demanda compte de cet acte de souveraineté.

De là deux sortes d'ennemis légués à Louis XIII : d'une part, la démocratie protestante, dirigée par ses assemblées et ses synodes, et disciplinée par des chefs ; de l'autre, l'aristocratie territoriale, fortifiée par les princes du sang. Pour résister à ce double adversaire il n'y avait qu'une royauté dépopularisée par le règne des favoris et une bourgeoisie catholique timide et défiante. Voilà pour l'intérieur du royaume.

Au dehors, les obstacles à la gloire et à la prépondérance de la France n'étaient pas moins sérieux, mais ils se concentraient tous dans la nécessité de lutter contre les agrandissements de la maison d'Autriche. L'Angleterre, qui aurait pu nous créer de graves embarras, venait de nous être rattachée par le mariage de Henriette de France, fille de Henri IV, avec Charles, prince de Galles, qui allait régner sous le nom de Charles I^{er} ; d'ailleurs une crise révolutionnaire ne devait pas tarder à isoler cette nation des affaires de l'Europe continentale. Les armées de Suède guerroyaient dans le Nord ; les hostilités s'étaient rallumées entre l'Espagne et les Provinces-

Unies ; la guerre de Trente-Ans couvrait l'Allemagne de sang et de ruines. Mais au point où en étaient les choses, la maison d'Autriche paraissait à la veille de sortir plus puissante et plus forte que jamais de la lutte.

Cette maison, divisée en deux branches, celle d'Allemagne et celle d'Espagne, occupait alors la moitié du territoire de l'Europe ; elle était riche en trésors, en hommes d'état et en grands capitaines, mais elle se trouvait, depuis 1618, engagée dans la plus grave querelle politique que la réforme avait pu soulever en Europe. Il s'agissait, pour la France, d'intervenir dans la solution de ce difficile problème. Cependant Richelieu songea au plus pressé.

Il se proposa trois projets dont la grandeur ne dépassait pas la mesure de ses forces, bien que chacun d'eux eût à lui seul suffi pour illustrer son nom. Il voulut d'abord dompter les protestants, puis écraser l'aristocratie, et enfin humilier la maison d'Autriche. Non-seulement il réalisa cette triple pensée, mais plus d'une fois il dépassa le but (1625).

Richelieu commença par envoyer le marquis de Cœuvres avec un corps de troupes dans la Valteline, province catholique que Philippe IV, roi d'Espagne, avait enlevée aux Grisons protestants, sous prétexte de la fermer à l'hérésie, mais en réalité pour s'assurer un passage en Italie. Comme cette expédition déplaisait à la cour de Rome, le cardinal-ministre mit sa conscience en repos en obtenant un arrêt de la Sorbonne ; ensuite il manda à l'ambassadeur de France : *Le roi a changé de conseil et le ministère de maxime ; on enverra une armée dans la Valteline, qui rendra le pape moins incertain et les Espagnols plus traitables.*

La Valteline une fois soustraite à l'influence de

Philippe IV, il fallut songer à réprimer les protestants qui venaient de reprendre les armes (1625). Ils étaient aidés des subsides de l'Espagne et ligüés avec Venise et le duc de Savoie, trois puissances catholiques que les intérêts de leur politique rendaient favorables aux entreprises des huguenots. Richelieu, comme nous le verrons plus tard, ne se montrera pas plus scrupuleux. En attendant il envoya contre les rebelles, Montmorency et Thoiras qui obtinrent quelques avantages. Malgré ces premiers succès, Richelieu, que les affaires de France à l'étranger préoccupaient vivement, accorda aux protestants une paix assez avantageuse. Pour être plus libre de les combattre à une autre époque, il consentit, selon ses expressions, à *scandaliser le monde*. Il ne fut pas trompé dans son attente, et la paix qu'il avait conclue souleva les murmures et les sarcasmes des catholiques. Mais Richelieu avait ses desseins : il ne voulait pas avoir à faire à plus d'un ennemi, et les grands du royaume prenaient une attitude menaçante qui nécessitait une prompte répression.

Les princes et les seigneurs, irrités de l'influence du cardinal, se groupèrent autour de Gaston, duc d'Orléans et frère de Louis XIII. Le comte de Chalais fut le premier qui se chargea d'attenter aux jours du ministre; Richelieu le fit arrêter avec ses complices, les princes de Vendôme, fils légitimés d'Henri IV, et le maréchal d'Ornano. Ceux-ci furent emprisonnés, et Chalais, jugé par des commissaires, à Nantes, eut la tête tranchée. Richelieu semblait essayer ses forces contre la noblesse; il ne tarda pas à avoir l'occasion de sévir contre d'autres personnages. Comme, au mépris d'un édit, le comte de Chapelle et le duc de Bouteville s'étaient battus en duel sur la Place Royale, le cardinal les fit juger,

condamner à mort et exécuter en grand appareil, malgré les suppliques de leurs puissants amis (1627).

Cependant les ducs de Rohan et de Soubise méditaient une nouvelle guerre de religion. Aidés par Buckingham, le plus puissant des seigneurs d'Angleterre, homme débauché et vaniteux qui s'était épris d'une ridicule passion pour la reine Anne d'Autriche, femme de Louis XIII, et qui, éloigné de France par les ordres du cardinal, voulait se venger de ce juste affront, ils se soulevèrent à La Rochelle et déclarèrent la guerre au roi au nom de la république calviniste.

La Rochelle était pour l'hérésie un puissant arsenal de révolte; c'est dans cette ville que la faction protestante avait concentré toutes ses forces comme dans un retranchement. Comme son port permettait de la ravitailler ou de la secourir par mer, et que de formidables remparts la protégeaient du côté de la terre, en faire le siège paraissait une entreprise insensée et au-dessus des forces royales. Richelieu ne se laissa pas intimider par de tels obstacles; lui-même, exerçant à la fois les fonctions de ministre, de garde-des-sceaux, de surintendant de la marine et de général, voulut diriger une armée contre cette place réputée imprenable. Par ses ordres, le marquis de Thoiras enleva l'île de Rhé que défendaient les protestants et une flotte anglaise. Le siège fut ensuite poussé avec vigueur. Richelieu en surveillait les opérations. Pour fermer le port aux Anglais, il conçut l'exécution d'un projet dont l'idée première avait appartenu à Alexandre-le-Grand, et que le cardinal-ministre pouvait seul réaliser, parce que son génie tenace ne savait reculer ni devant les éléments ni devant les hommes. Il entreprit de fermer, par une digue d'environ quatre mille cinq cents pieds, le

canal qui va de la pleine mer au port de La Rochelle. Cet ouvrage exigea à peine quatre mois. On enfonçait dans les eaux de longues poutres liées ensemble par d'autres poutres mises en travers, et l'on jetait, au milieu de cette charpente des pierres sèches, sans autre ciment que la vase apportée par l'Océan dans les intervalles. La digue s'élevait en talus ; large de soixante-douze pieds à sa base, elle se rétrécissait insensiblement, et n'en avait que vingt-quatre dans la partie supérieure. On laissa, au milieu du canal, une ouverture de quatre toises pour donner un libre cours au flux et au reflux, et, dans ce vide, on fit couler des navires chargés de pierres qui embarrassaient le passage et le rendaient impraticable. Pour appeler les bénédictions du ciel sur les opérations du siège, Richelieu établit dans son camp la plus austère discipline ; les jeux de hasard, les blasphèmes, les duels étaient sévèrement proscrits ; cet ordre parfait encourageait les habitants des campagnes à apporter leurs vivres à l'armée, et les marchés ne cessèrent d'être abondamment pourvus. Tant de soins purement militaires n'empêchaient point le cardinal de vaquer aux soins du gouvernement. La force de son caractère se déployait à l'aise sur ce nouveau théâtre, et les grands de l'armée eux-mêmes, malgré leur haine pour Richelieu, se sentaient comme subjugués. Ils ne savaient que lui obéir, tout en prévoyant qu'un succès de plus allait accroître sa fortune. *Vous verrez, disait l'un d'eux, le maréchal de Bassompierre, que nous serons assez fous pour prendre La Rochelle.*

Cependant les assiégés se défendaient avec toute l'énergie du fanatisme. Ils avaient élu pour maire Jean Guiton, homme inaccessible à la crainte. Pressé d'accepter ces fonctions, ce hardi magistrat, après

quelque résistance, dit aux habitants en leur montrant un poignard : *Je serai maire, puisque vous le voulez, mais c'est à condition qu'il me sera permis d'enfoncer ce fer dans le cœur du premier qui parlera de se rendre, et je consens qu'on m'en perce moi-même si jamais je propose de capituler* ; et le poignard demeura sur une table dans la salle du conseil. Cependant la famine exerçait dans la ville les plus affreux ravages ; des milliers d'hommes mouraient de faim. *Eh ! qu'importe ?* disait Guiton ; *il suffit qu'il en reste un pour fermer les portes* ; et cette menace de sa bouche n'aurait point été une vaine bravade.

Mais La Rochelle n'eut point à subir cette affreuse extrémité. Après quatre mois de siège, les rares habitants qu'avait épargnés la faim consentirent à se rendre à Louis XIII, et le farouche Guiton présenta lui-même au roi les clefs de la ville. Les Rochellois eurent la vie sauve et obtinrent le libre exercice de leur culte, mais leurs remparts furent rasés et leurs privilèges abolis. Peu de villes, parmi celles dont le nom figure dans notre histoire, montrèrent au gouvernement royal une opposition plus forte et plus dangereuse. La Rochelle s'était révoltée successivement sous Louis XI, Charles VIII, Louis XII, François I^{er}, Charles IX, Henri III, Henri IV, et enfin sous Louis XIII. Le siège que dirigea Richelieu coûta quarante millions, mais le cardinal ne crut pas avoir payé trop cher l'occasion de frapper d'un même coup la féodalité et le calvinisme (1628).

La guerre se prolongea encore dans le Languedoc, et Louis XIII, par les conseils de Richelieu, entreprit contre le duc de Savoie une expédition qui fut heureuse. Au milieu d'un hiver rigoureux, le roi força le pas de Suze, battit le duc de Savoie, chassa

les Espagnols de Casal et dicta la paix à ses ennemis du dedans et du dehors (1629).

« Les protestants, dit Richelieu lui-même dans ses Mémoires, bien que leur intention ait été de se maintenir en petites républiques, furent contraints d'accepter la paix, non comme ils le désiraient, mais comme il plut au roi de la leur donner, et non en forme de traité, comme ils avaient toujours fait par le passé, mais par abolition et par grâce. Au paravant on leur laissait des villes de sûreté ; en cette occasion le roi les condamna à raser généralement, sans exception aucune, toutes les fortifications de celles qui s'étaient portées à la rébellion, et ce à leurs dépens et par leurs propres mains, ce qui est à noter, le roi voulant avoir cette gloire que ce qui avait été élevé contre son autorité fût détruit par ceux mêmes qui en avaient été les architectes. Autrefois les chefs des rébellions recevaient des établissements et des récompenses, et des sommes immenses de deniers ; en cette occasion, le duc de Rohan quitta non-seulement le Languedoc, mais sortit du royaume ; et tant s'en fallut qu'on lui donnât récompense qu'on lui rendit seulement son bien, et lui donna-t-on cent mille écus, qui n'étaient pas la moitié des ruines des bâtiments de ses maisons et du rasement de ses forêts. Encore y a-t-il à remarquer qu'aux autres traités l'intérêt particulier marchait le premier, au lieu qu'en cette occasion jamais le duc de Rohan ne sut que le roi lui voulût accorder aucune chose qu'après qu'il eut accepté la grâce de la paix. »

C'était vaincre la révolte dans les idées après l'avoir vaincue par les armes. Quoi qu'il en soit, Richelieu crut devoir laisser aux protestants le libre exercice de leur culte, et les considérer, sous le rap-

port politique et religieux, comme des sujets du roi, aptes à jouir du *droit commun*, et ne pouvant être inquiétés tant qu'eux-mêmes ne compromettraient point le repos public. Les guerres de religion étaient éteintes, la féodalité ne se résigna point à courber la tête. Il se forma à la cour un parti dont la reine-mère et Gaston, frère du roi, étaient les chefs avoués; cette faction recruta des partisans dans les rangs de l'aristocratie et fit tous ses efforts pour perdre Richelieu. D'abord on essaya de le rendre haïssable à Louis XIII, et la chose était facile; il ne s'agissait que de calomnier le ministre et de persuader au roi que l'élévation de ce sujet ambitieux était une tache à la couronne. Louis XIII, qui admirait le cardinal, mais lui portait instinctivement envie, prêtait l'oreille à ces insinuations. Un jour, entre autres, il se montra décidé à sacrifier son ministre et Richelieu eut ordre de s'éloigner de la cour; déjà le cardinal se mettait en route pour Bruxelles lorsqu'il obtint du roi une dernière entrevue. Quelques mots lui suffirent alors pour confondre ses ennemis et reprendre le pouvoir d'une main plus forte que jamais. Il triompha au moment où la cour, les princes et l'aristocratie s'applaudissaient de sa chute. Cette crise ministérielle porte dans l'histoire le nom de *journée des dupes* (1629). Ce qui, mieux que ses victoires et les grands actes de son administration, atteste le génie de Richelieu, c'est l'habileté et la patience qu'il employa à surmonter la répugnance du roi, l'aversion de la cour et les misérables intrigues d'antichambre qui paralysaient sa marche.

Pour mettre fin aux menées de la reine-mère, il la fit disgracier; et la veuve d'Henri IV, incapable de faire taire son orgueil, fut réduite à quitter en fugitive la cour et le royaume de son fils; elle mourut

pauvre et délaissée dans son exil. Gaston, duc d'Orléans, était un adversaire moins courageux, mais plus opiniâtre. Il rentra en France, d'où il était volontairement sorti, et publia un manifeste contre le cardinal, appelant les princes et la noblesse à ressaisir leurs privilèges. Ses provocations n'obtinrent qu'un faible succès ; les grands venaient d'être épouvantés par le sort des deux Marillac, l'un maréchal, l'autre garde-des-sceaux, et tous deux complices des manœuvres de la reine-mère. Le garde-des-sceaux fut exilé et mourut de douleur, le maréchal éprouva un châtiment plus rigoureux encore. Richelieu le fit traduire devant une commission spéciale ; dans tout le procès il ne fut question que des dilapidations commises par Marillac dans ses campagnes d'Italie, et c'était le crime de tous les gens de guerre d'alors. *C'est une chose bien étrange*, disait l'accusé, *qu'on me poursuive comme on fait ; il ne s'agit dans mon procès que de foin, de paille, de bois et de chaux. Il n'y a pas de quoi fouetter un laquais.* Il n'en fut pas moins condamné à mort et eut la tête tranchée en place de Grève, sans que le souvenir de quarante ans de services pût le soustraire à l'inflexible vengeance de Richelieu (1632).

Cependant Gaston avait levé le drapeau de la guerre dans le Languedoc ; Montmorency, héritier de la plus puissante famille de France, et qui comptait des reines parmi ses aïeules, prit les armes pour soutenir la cause de la noblesse et des princes. C'était un homme hardi, généreux et plein de vertus chevaleresques ; mais le succès trompa son attente. Il fut vaincu et fait prisonnier sous les murs de Castelnaudary, après un combat pendant lequel il avait reçu dix blessures ; son héroïsme aveugle ne le

sauva point. Il fut traduit devant le parlement de Toulouse, jugé comme coupable de lèse-majesté, et condamné à perdre la tête. Vainement la cour, la noblesse et le peuple intercédèrent-ils auprès du roi et demandèrent-ils grâce et miséricorde ; Louis XIII, digne de son ministre, refusa le pardon, et le maréchal périt sur l'échafaud. Cette terrible catastrophe glaça d'épouvante toute la noblesse, et la puissance royale prévalut (1632). Vainement Charles, duc de Lorraine, essaya-t-il à deux reprises de prêter aux mécontents le secours de ses armes ; le roi entra dans cette province, enleva plusieurs places fortes, s'empara de Nancy et contraignit son vassal à demander grâce (1633).

Richelieu avait dompté l'hérésie et abattu la féodalité dans son propre sang. *Je n'ose rien entreprendre, disait-il, sans y avoir bien pensé ; mais quand une fois j'ai pris ma résolution, je vais droit à mon but, je renverse tout, je fauche tout, et je couvre tout de ma robe rouge.* Fidèle à cet inexorable système, il avait pacifié l'intérieur du royaume, et le timide Gaston, toujours prompt à entreprendre, toujours le premier à fuir et à sauver sa tête en sacrifiant ses amis, n'avait obtenu la permission de rentrer en France qu'en prenant *l'engagement d'aimer M. le Cardinal*. Pour se distraire de ces graves soucis, Richelieu fonda l'Académie Française, fit construire le Palais-Royal, créa le Jardin des Plantes, et donna une vive impulsion à la littérature et à l'industrie, sans toutefois les affranchir de sa tutelle. Tous les génies de la France devaient reconnaître sa loi, et le grand Corneille fut plus d'une fois obligé de faire fléchir devant le cardinal l'austère indépendance de son caractère.

Mais Richelieu n'avait accompli que la moitié de

sa tâche. La maison d'Autriche conservait encore en Europe sa vieille prépondérance ; il n'épargna rien pour l'abaisser.. Dans ce but il se crut permis d'adopter à l'étranger une politique tout opposée à celle qu'il avait suivie en France. Il combattit en Allemagne l'unité de gouvernement et la suprématie des catholiques.

Cette politique fut blâmable au double point de vue de la religion et des intérêts matériels de la France. Nous ne craindriens pas d'affirmer que Richelieu même en envisageant la question soulevée par la guerre de Trente-Ans sous un seul rapport, celui de notre influence, se trompa en prenant parti, en Allemagne, pour la cause protestante. S'il se fût contenté de garder une neutralité armée, l'élément catholique eût triomphé de l'autre côté du Rhin, et la conformité des sympathies des deux peuples, français et allemand, eût été pour l'un et pour l'autre une garantie. Le seul point par où Richelieu aurait dû se montrer agressif à l'égard de la maison d'Autriche était l'Espagne ; Louis XIV le comprit plus tard. En enlevant à cette nation les Provinces-Unies et la Franche-Comté on la réduisait à n'être plus qu'un satellite de la France. Sans doute Richelieu osa l'essayer, mais son tort fut de diminuer ses moyens d'action en éparpillant du côté de l'Allemagne des forces qui auraient été ailleurs bien autrement utiles.

Et d'ailleurs, en admettant que ce fût une diversion utile aux intérêts du moment que de favoriser les protestants dans leur lutte contre l'Autriche catholique, était-il sage de sacrifier à ces triomphes d'un moment les grands principes de l'unité religieuse, la grande politique de l'avenir ? Un cardinal, un prince de l'église donnait un étrange spectacle

au monde en fortifiant de son appui les luthériens du Nord. Il préludait à ce déplorable traité de Westphalie qui a consacré la séparation des intérêts religieux des intérêts politiques, et proclamé l'indifférence en matière de foi comme la règle impérieuse des gouvernements. Quels princes demeurés fidèles à l'Eglise catholique pouvaient hésiter encore à s'engager dans cette voie, lorsqu'un ministre revêtu de la pourpre romaine leur donnait l'exemple et s'affranchissait du double devoir d'obéir à sa conscience et de rester attaché aux antécédents politiques de Clovis, de Charles-Martel, de Charlemagne et de saint Louis?

Quoi qu'il en soit, le cardinal intervint dans la guerre de Trente-Ans; cette guerre durait depuis 1618. Cette année avait vu éclater la révolte des protestants bohémiens contre l'empereur Ferdinand II. Les Bohémiens choisirent pour chef et pour roi l'électeur palatin Frédéric V; ce prince, vaincu dans la célèbre journée de Prague, ne retira d'autre fruit de la guerre que la perte de son royaume de Bohême et celle de son électorat, qui fut transféré au duc de Bavière, Maximilien, souverain catholique. Ce choix assurait aux catholiques la majorité des suffrages dans le collège des électeurs de l'Empire et ne laissait subsister dans cette assemblée que deux voix protestantes. Cette période de la guerre de Trente-Ans, qui a été appelée période *palatine*, se termina en 1623.

L'année suivante Christian IV, roi de Danemarck, entreprit de s'opposer aux efforts que l'empereur Ferdinand II ne cessait de faire pour ruiner le parti protestant en Allemagne. Le redoutable Wallenstein, plus connu sous le nom de Walstein, et surnommé par ses contemporains *le démon de la*

guerre, fit triompher les armes de l'Empire et confondit les projets du monarque danois par la victoire de Lutter ; il soumit ensuite la Poméranie et les côtes de la mer Baltique. Christian IV vaincu et découragé abandonna la cause de la réforme (1629). C'est une seconde période que nous appellerons, avec plusieurs historiens, période *danoise*.

Ferdinand II commit deux fautes : il disgracia Walstein et dissémina ses forces en Pologne, dans les Pays-Bas et en Italie ; la guerre venait d'éclater dans cette dernière contrée au sujet de la succession de Mantoue. En 1630, l'empereur convoqua la diète à Ratisbonne ; Richelieu y députa deux envoyés, dont l'un était son confesseur, le célèbre Père Joseph, pauvre et austère capucin, qui fut l'âme de la politique du cardinal. Pendant que ce Père endormait la vigilance de l'empereur, lui conseillait les mesures propres à l'affaiblir et le désarmait, pour ainsi dire, Richelieu, de son côté, signait un traité d'alliance avec Gustave-Adolphe, roi de Suède, et déterminait ce formidable capitaine à se jeter en Allemagne et à y seconder de ses armes les intérêts et les espérances des souverains protestants. Ferdinand II, trompé par les ruses diplomatiques du Père Joseph, s'écria alors : *Un pauvre capucin m'a désarmé ; il a su faire entrer dans son capuchon six bonnets électoraux*. Et il ne se trompait pas ; l'arrivée de Gustave-Adolphe déconcerta tous ses projets.

Le roi de Suède, jeune comme Alexandre et intrépide comme lui, entre en Allemagne avec une petite armée ; la cour de Vienne disait en riant de lui : « C'est une *majesté de neige* qui va fondre au soleil. » Mais elle ne tarda pas à comprendre la puissance de cet adversaire. En deux ans, Gus-

tave-Adolphe parcourut les deux tiers de l'Allemagne depuis la Vistule jusqu'au Danube et au Rhin. Tout se soumit à lui, toutes les places lui ouvrirent leurs portes. Il remporta sur le vieux Tilly, l'un des hommes de guerre les plus renommés de son temps, les victoires de Leipsick et du Leck. Vainement Walstein, cédant aux supplications de l'empereur et aux conseils de sa propre ambition, essayait-il d'arrêter le monarque suédois ; l'Allemagne catholique se vit à deux doigts de sa ruine. A la fin, Gustave-Adolphe périt à Lutzen, en remportant une dernière victoire. Il avait réussi à introduire dans son armée une discipline admirable, et il était considéré comme le cœur et le père de ses soldats ; l'admiration des peuples du Nord lui décerna le titre de grand (1632). Walstein étant mort à son tour, mais assassiné, l'armée suédoise, commandée par l'habile Oxenstierns, continua pendant deux ans l'œuvre de Gustave-Adolphe. A la fin, elle fut vaincue par Ferdinand, roi de Bohême et de Hongrie, et cette bataille amena la paix de Prague (1635). Ici se termine la période *suédoise* et commence la période *française*.

Richelieu ne recula devant aucun effort ; il traita avec les Suédois, le duc de Saxe-Weimar, le landgrave de Hesse-Cassel, la république des Provinces-Unies, les ducs de Savoie, de Mantoue et de Parme ; puis il mit sur pied quatre armées. L'une devait agir dans les Pays-Bas avec celle du prince d'Orange, la seconde en Italie, la troisième dans la Valteline pour fermer l'Allemagne aux secours de l'Espagne ; la quatrième opéra sur le Rhin : celle-ci était commandée par le cardinal de la Valette.

L'armée des Pays-Bas ouvrit sa campagne en remportant sur les Espagnols, dans le Luxembourg,

la brillante victoire d'Avin ; mais cet heureux début fut suivi de désastres, et les Français se virent obligés de se rejeter sur la Meuse. L'armée du Rhin, après avoir franchi ce fleuve et pénétré jusqu'à Francfort, dut également se replier sur les Vosges et protéger les places de Lorraine. Le maréchal de Créquy échoua en Italie, par la faute du duc de Savoie ; mais le duc de Rohan, après quatre victoires, enleva toute la Valteline et contraignit les Grisons à se placer sous la protection de la France (1635). L'année suivante fut plus glorieuse pour nos armes ; les ennemis furent vaincus à la fois sur le Tésin, en Bourgogne et sur le Rhin, et les Espagnols chassés de la Guienne. Cependant le prince de Condé échoua au siège de Dôle, et les Espagnols envahirent la Picardie ; dans cette province plusieurs places fortes, et entre autres celle de Corbie, tombèrent au pouvoir de l'ennemi, et des détachements poussèrent des reconnaissances jusque sous les murs de Paris. La terreur la plus vive se répandit dans la capitale, et Richelieu lui-même partagea un moment l'épouvante commune. Comme il songeait à se retirer sur la Loire avec la cour, le Père Joseph lui rendit tout son courage en l'exhortant à sauver la France, non à force de prudence, mais à force d'audace *. Richelieu mit alors sur pied une armée de cinquante mille hommes, et le roi reprit Corbie et la Picardie. Pendant le siège de Corbie, Gaston et le duc de Soissons résolurent lâchement d'assassiner le cardinal, mais ce projet manqua par la pusillanimité du frère du roi. Gaston avait la bassesse du crime et

* Quand l'intrépide capucin eut vu le succès de ses conseils, il dit au cardinal : *Ne vous avais-je pas dit que vous n'étiez qu'une poule mouillée ?* Quel caractère que celui de ce moine, qui parlait ainsi à l'homme dont le seul nom terrifiait la France et l'Empire !

n'en avait point l'énergie. Cette tentative fut suivie de la fuite des deux princes.

Cependant la guerre continuait sur tous les points, malgré les efforts d'Urbain VIII pour amener une pacification générale. En Allemagne, les Suédois avaient repris l'offensive. Ferdinand II étant mort, son successeur, Ferdinand III, reprit la Valteline aux Français (1637). L'année suivante le célèbre Bernard, duc de Weimar, l'un des plus illustres alliés et généraux de Louis XIII, remporta sur les Impériaux de nombreuses et éclatantes victoires ; il avait sous ses ordres Guébriant et le jeune vicomte de Turenne, frère du duc de Bouillon, qui, sous ce grand capitaine, se formait dès sa jeunesse à l'art de la guerre. L'année suivante, le duc de Weimar étant mort, le commandement de ses troupes passa à Guébriant.

Outre l'armée de ce maréchal, la France en avait six autres sur pied, l'une dans les Pays-Bas, la seconde vers le Luxembourg, la troisième sur les frontières de la Champagne, la quatrième en Languedoc, la cinquième en Italie, la sixième en Piémont. Toutes ces forces militaires secondaient la pensée du cardinal, mais leurs opérations ne furent pas toujours couronnées par le succès. L'armée du Luxembourg fut battue devant Thionville, mais celle des Pays-Bas enleva Arras à l'ennemi. C'est devant cette place que le duc d'Enghien, si célèbre plus tard sous le nom du grand Condé, fit ses premières armes et révéla ce qu'on devait attendre de son courage. Le comte d'Harcourt, secondé par le jeune Turenne, obtint de nombreux succès en Italie. Vainqueur des Espagnols près de Quiers et de Casal, il mit le comble à sa gloire en s'emparant de Turin malgré les efforts combinés du prince Thomas

de Savoie et de Léganez, qui commandaient chacun une armée espagnole (1639-1642). Tant de succès amenèrent la soumission des ducs de Bouillon et de Lorraine, et la pacification de l'Italie. La guerre continua d'ailleurs en Allemagne et dans les pays occupés par les armées espagnoles. Mais un coup plus terrible que la perte de quelques batailles fut porté à l'Espagne par la politique de Richelieu ; ce ministre favorisa la révolte générale de la Catalogne, du Roussillon et de la Cerdagne, et prépara la révolution qui enleva le Portugal à la domination de la maison d'Autriche. Le nouveau roi de Portugal, Jean IV de Bragance, s'allia à la France. Sur ces entrefaites nos flottes et celles des Hollandais nos alliés portaient l'épouvante jusque sur les côtes de Naples.

Au plus fort de cette impulsion donnée aux armes et au génie de la France, une nouvelle conspiration menaça les jours du cardinal. Pendant que Louis XIII, jaloux de son ministre, subissait avec peine la gloire et l'influence de Richelieu, des coteries de cour s'agitaient dans les antichambres des Tuileries et ourdissaient des complots contre ce grand homme. A la tête de ces machinations se trouvaient toujours des princes mécontents, des nobles humiliés ou des favoris sans moralité et sans caractère. Parmi ces derniers se trouva Cinq-Mars, fils du maréchal d'Effiat, qui jouissait de la confiance et de l'amitié de Louis XIII. Confident de l'envie que le roi portait au cardinal, Cinq-Mars osa croire facile de ruiner le ministre et de le remplacer au conseil ; l'exemple de Luynes l'aveuglait. Il fit part de ses projets à de Thou, fils de l'historien de ce nom ; pour se ménager de puissants appuis, il se concerta avec Gaston, puis avec Olivarès, premier

ministre du roi d'Espagne. Ce fut le signal de sa perte. Rien ne put soustraire le coupable à la vengeance du cardinal et à la juste sévérité des lois. Cinq-Mars, arrêté avec de Thou fut jugé par des commissaires au nombre desquels siégeait le sinistre Laubardemont, l'un des affidés de Richelieu. Les deux accusés reconnus coupables furent condamnés à perdre la tête et subirent leur supplice à Lyon. *Sire*, écrivit alors Richelieu à Louis XIII, *vos ennemis sont morts et vos armes sont dans Perpignan*. Le cardinal venait en effet de remporter ces deux victoires.

On a plaint Cinq-Mars, on s'est apitoyé sur le sort de ce jeune homme qu'on a représenté comme victime de la haine ; mais c'est là une fausse compassion qui n'a sa source que dans les passions de l'époque où vécut Richelieu. Cinq-Mars fut à la fois assassin et traître, et jamais condamnation ne fut plus méritée. Le sort qui frappa de Thou fut plus digne de pitié ; le malheureux n'était coupable que de non-révélation, et c'était un crime que l'honneur chevaleresque lui avait pour ainsi dire imposé.

Le cardinal était parvenu au plus haut degré de la puissance : la France entière, sans excepter le roi, était soumise à ses caprices ; il avait abattu la féodalité et ruiné le calvinisme ; la maison d'Autriche se sentait humiliée et prévoyait sa perte ; l'Espagne était affaiblie par ses embarras intérieurs et ses défaites ; toute l'Europe enfin respectait la puissance de nos armes et contemplait avec surprise l'accroissement et la régénération politique de la France. C'est dans cet état de prospérité que la mort surprit Richelieu, le 4 décembre 1642 ; il avait cinquante-huit ans. Comme, au moment de son agonie, son confesseur l'exhortait à pardonner à ses

ennemis, il répondit d'une voix ferme : *Je n'en ai point eu d'autres que ceux de l'État.* Puis, en recevant le Viatique, il prit Dieu à témoin *qu'il n'avait jamais eu en vue que le bien de la religion et de la France.* L'histoire doit se montrer plus sévère.

Richelieu, malgré la grandeur de son génie, n'eut point une intelligence complète des besoins de l'avenir ; il se contenta de satisfaire aux nécessités politiques de son époque ; peut-être serait-il injuste d'exiger davantage d'un homme. Et cependant, il est permis de se reporter en arrière et de voir ce que sa mission eut d'imparfait et d'inachevé.

Nous avons déjà signalé les erreurs de sa politique à l'égard de la maison d'Autriche et des protestants d'Allemagne ; comme cardinal, l'intérêt de sa religion aurait dû lui conseiller une marche plus digne de son ministère apostolique ; comme homme d'état, il eût dû se rendre plus clairement raison des besoins de la France. Au dedans, ses actes n'en sont pas moins discutables ; il se passionna exclusivement pour une idée, celle de l'affranchissement du pouvoir royal, et cette pensée fixe le domina dans sa lutte contre les protestants et les seigneurs. Il ne comprit pas qu'une idée ne peut être absolue dans l'application. Il était digne de lui de réhabiliter le principe monarchique et de le faire prévaloir, mais en choisissant à la royauté un despotisme illimité pour unique base, le cardinal lui ôtait en durée ce qu'il lui donnait en force. La royauté, depuis douze siècles, n'avait jamais subsisté sans contre-poids ; tantôt elle avait cherché son point d'appui dans le clergé, tantôt dans la noblesse, tantôt dans la bourgeoisie. La rendre indépendante de tout contrôle était l'isoler, et une fois isolée elle se trouvait sans appui dans les orages. L'histoire encore

récente des Valois et les événements contemporains n'auraient pas dû être pour Richelieu des enseignements inutiles. Parce que la féodalité avait été ambitieuse et menaçante, elle n'en était pas moins une grande force sociale qu'il valait mieux discipliner et contenir que détruire ; parce que l'élément républicain apparaissait dans le sein du calvinisme, il ne fallait pas s'en épouvanter outre mesure, mais séparer au contraire l'idée démocratique de l'idée protestante, et lui tracer un lit au lieu de la refouler par des digues qu'elle devait un jour briser avec une force effroyable. En un mot, c'était sous le ministère de Richelieu qu'on pouvait déjà prévoir et rendre impossible la révolution de 1789. Il ne s'agissait pour cela que d'organiser d'une manière large et prudente le régime des états-généraux, de fonder une sorte de gouvernement mixte, une monarchie tempérée et non arbitraire. Il était bon d'empêcher la féodalité de se partager la France en fiefs et de mettre la couronne en tutelle, mais il eût été sage de lui donner une existence légale en constituant une chambre des pairs qui, à cette époque, formidable par la puissance territoriale et par les gloires nobiliaires, aurait poussé dans le sol de profondes racines et opposé à toutes les révolutions une digue insurmontable. Au lieu de baïllonner le tiers-état et de méconnaître les instincts démocratiques qui dans notre histoire s'étaient souvent fait jour, on pouvait les régulariser en organisant une chambre des Communes qui leur aurait servi d'interprète. La France était mûre pour un gouvernement tempéré ; il fallait lui épargner le soin dangereux de le conquérir et d'aller au-delà. Deux siècles plus tard, quand on a voulu créer un gouvernement de ce genre, il ne s'est plus trouvé d'aristocratie, et au lieu d'un

tiers-état docile, religieux et attaché au trône, on n'a eu qu'une bourgeoisie jalouse, ambitieuse, et débordée elle-même par le prolétariat. Le despotisme que fonda Richelieu, à l'aide de la guerre ou de la hache, fut donc fatal à l'avenir de la monarchie, et lui prépara les tempêtes qu'elle a subies depuis un demi-siècle. Il est un temps, dans l'histoire des peuples, où ces grandes catastrophes peuvent être prévenues; Richelieu ne le comprit pas ou refusa de le comprendre. Il prépara les merveilles du siècle de Louis XIV, et aussi les désastres du règne de Louis XVI et la désorganisation sociale qui s'accomplit sous nos yeux. Ce sont des considérations que nous ne croyons point hasardées, et nous les soumettons avec confiance à l'appréciation de toutes les âmes qui, pour mieux pressentir les effets, étudient avec plus de soin les causes.

Louis XIII survécut peu à son ministre; quelques mois s'étaient à peine écoulés qu'il mourut lui-même, affaibli par les soucis et les infirmités. Quelques années avant sa mort, ce prince, dont la piété sincère ne fut pas la moindre vertu, avait mis solennellement la France sous la protection de la mère de Dieu.

Louis XIII, éclipsé par son ministre, ne fut pas néanmoins un roi dénué de mérite et d'élévation. Doué d'un courage froid, mais intrépide, il était religieux, chaste, simple dans ses mœurs, et assez plein de bon sens pour avoir supporté, malgré sa répugnance et ses favoris, le joug souvent pénible de Richelieu. Il fut, comme ce ministre, inaccessible à la miséricorde, et mérita le nom de *juste* par le soin qu'il mit à n'épargner aucun coupable, quel que fût son rang ou son mérite. Il avait pour maxime qu'en matière de crime d'état il faut fermer son âme

à la pitié. La mort du maréchal d'Ancre et les humiliations infligées à sa mère sont deux taches pour sa mémoire. Louis XIII était, comme son ministre, haï de la cour et du peuple. Il mourut le 14 mai 1643, âgé de quarante-deux ans, laissant deux fils encore en bas âge.

SYNCHRONISMES.

1610. Les Jésuites fondent au Paraguay une sorte de république religieuse.

1616. Découverte de la Nouvelle-Hollande.

1618. Découverte de la circulation du sang par Harvey.

1631. Gustave-Adolphe remporte la victoire de Leipsick.

1632. Gustave-Adolphe est tué à la bataille de Lutzen.

1634. L'Empereur Ferdinand II fait assassiner son généralissime Walstein, qui cherchait à se faire couronner roi de Bohême.

1635. Fondation de l'Académie Française par Richelieu.

1640. Révolution de Portugal. La maison de Bragance remonte sur le trône.

1643. Bataille de Newbury, où Charles I^{er}, roi d'Angleterre, est défait par les parlementaires.

FIN DU SECOND VOLUME.

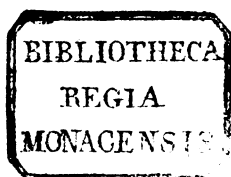


TABLE.

SUITE DES ROIS CAPÉTIENS ET DU GOUVERNEMENT FÉODAL.

	Pages.
Louis VI, dit le Gros.	1
Louis VII, dit le Jeune.	11
Philippe II, surnommé Auguste.	22
Louis VIII, dit le Lion.	52
Louis IX, dit saint Louis.	54
Philippe III, dit le Hardi.	75
Philippe IV, dit le Bel.	80

RÉGIME DES ÉTATS-GÉNÉRAUX ET DU PARLEMENT.

INSTITUTIONS, MŒURS ET COUTUMES DES FRANÇAIS

(XIII^e ET XIV^e SIÈCLE.)

§ I. Caractère politique du gouvernement féodal et du régime des états-généraux.	94
§ II. Armoiries. — Blason. — Armes de guerre.	103
§ III. Mouvement intellectuel et littéraire.	105
§ IV. Mœurs et coutumes.	118

RÉGIME DES ÉTATS-GÉNÉRAUX.

Louis X, dit le Hutin.	122
------------------------	-----

	Pages.
Philippe V, dit le Long.	127
Charles IV, dit le Bel.	132

RÉGIME DES ÉTATS-GÉNÉRAUX.

CAPÉTIENS. — Branche collatérale des Valois.

Philippe VI, dit de Valois.	134
Jean le Bon.	144
Charles V, dit le Sage.	157
Charles VI, dit le Bien-Aimé.	169
Charles VII, dit le Victorieux.	181

ÈRE MODERNE.

RÉGIME DES ÉTATS-GÉNÉRAUX ET DU PARLEMENT.

Louis XI.	199
Charles VIII.	218
Louis XII, dit le Père du Peuple.	226

RÉSUMÉ DE LA SITUATION POLITIQUE, MORALE ET SOCIALE DE LA FRANCE A LA FIN DU XV^e SIÈCLE.

§ I. Ordre politique.	235
§ II. Mouvement littéraire. — Coutumes.	240
§ III. Caractère de cette époque.	246

CAPÉTIENS. — Branche des Valois-Orléans.

François I ^{er} , dit le Père des Lettres.	250
Henri II.	278
François II.	284
Charles IX.	289
Henri III.	306

Résumé de la situation politique, morale et sociale de la France à l'avènement de la maison de Bourbon.

§ I. Caractère du xv ^e siècle.	322
---	-----

Pages.

§ II. Esquisse géographique.

330

§ III. Mouvement littéraire et artistique.

336

CAPÉTIENS. — Branche des Bourbons.

Henri IV, dit le Grand.

347

Louis XIII, dit le Juste.

372

